

PROPAGANDA

Monitor

The China Edition



LA GUERRE DES RÉCITS EST AUSSI UNE GUERRE DE L'INFORMATION

Depuis le lancement, en 2025, de la première saison du **Propaganda Monitor**, consacrée à la Russie de Vladimir Poutine, l'idée est simple : plutôt que de s'épuiser à fact-checker ou débunker, il convient de reprendre la main face à la propagande. Chaque saison de ce projet éditorial met en lumière les campagnes de désinformation d'un État, ses canaux de diffusion, ses acteurs et ses récits dominants, afin d'offrir un suivi rigoureux des mécanismes de manipulation médiatique et de leurs effets sur le droit à l'information. Il s'agit de donner aux citoyennes et citoyens des clés de compréhension pour ne pas subir un discours obéissant aux intérêts et qui se diffuse et se reproduit avec une agilité déconcertante.

Cette nouvelle édition est dédiée aux **mécaniques de propagande de la Chine de Xi Jinping**. Alors même qu'elle détient le triste record de la plus grande prison au monde pour les journalistes et demeure depuis 25 ans dans les tréfonds du Classement mondial de la liberté de la presse, tant la répression du journalisme y est multiforme, elle parvient à déployer à l'international une diplomatie d'influence aux allures médiatiques.

Au début du millénaire, pourtant, la transformation économique du pays avait ouvert un espace, certes limité, à un environnement médiatique plus libre, depuis qualifié d'« âge d'or » du journalisme chinois. Des journalistes enquêtaient sur la corruption, les scandales sanitaires ou les abus de pouvoir, contraignant parfois les autorités à réagir, et démontrant que le journalisme pouvait, dans une certaine mesure, constituer un contre-pouvoir face à l'appareil d'État.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, à la tête du Parti communiste chinois (PCC) en 2012 puis à la tête de l'État en 2013, non seulement le régime réduit au silence les voix indépendantes sur son territoire, mais il cherche aussi à exporter un « nouvel ordre mondial des médias » et à substituer au journalisme un modèle autoritaire de contrôle de l'information, dans lequel les médias deviennent les porte-parole de l'État, et ce par une diplomatie médiatique sélective, pragmatique et relativement discrète.

Cette influence ne repose pas sur une méthode unique, mais sur un arsenal de mécanismes complémentaires : accords de partage de contenus, investissements, formations de journalistes, services en langues locales, mais aussi pressions, censure et répression transnationale. Elle mobilise médias d'État, ambassades et diplomates, entreprises et investisseurs, médias locaux et de la diaspora, ainsi que des influenceurs et créateurs de contenu. Les récits de Pékin peuvent ainsi circuler bien au-delà des canaux officiels, parfois sous l'apparence de contenus produits de manière indépendante. Et ne nous leurrions pas : les contenus circulent à sens unique, quand les médias d'État chinois diffusent leurs productions sur de multiples canaux en Afrique par exemple, les contenus issus des médias africains sont rarement relayés en Chine.

Les enquêtes de Reporters sans frontières (RSF) menées dans différents pays montrent comment Pékin adapte ses méthodes aux écosystèmes médiatiques locaux pour renforcer la portée de ses récits, marginaliser les informations contraires aux intérêts du régime et étendre son influence sur l'information à l'échelle mondiale.

En Chine, la propagande exalte l'unité nationale, la stabilité, le développement économique, l'ordre social et la légitimité du Parti communiste. À l'étranger, Pékin se présente comme le champion du monde en développement, une alternative à la domination occidentale et un modèle de modernisation économique et technologique. Dans le même temps, le régime dissimule ses violations des droits humains et légitime sa répression : les Ouïghours sont assimilés à des terroristes, les Hongkongais à des traîtres et Taïwan à une force séparatiste. Et Pékin coopère avec d'autres régimes autoritaires, notamment la Russie de Vladimir Poutine, dont il relaie certains narratifs et avec laquelle il contribue à promouvoir une conception de l'information et de l'ordre international opposée aux principes d'une presse libre et indépendante.

Redisons le, la propagande n'est pas de la communication politique. Elle ne cherche pas seulement à promouvoir une image, elle vise à façonner l'espace informationnel lui-même, en imposant certains récits, en dissimulant les faits qui les contredisent et en affaiblissant celles et ceux qui les documentent. Lorsque cette entreprise conjugue puissance technologique au service de la désinformation, pressions économiques et censure des voix indépendantes, c'est la possibilité même d'accéder à une information libre, pluraliste et fiable qui est menacée. Comprendre les rouages de la propagande chinoise comme continuum d'une répression tous azimuts du journalisme, n'est qu'un point de départ pour lui opposer des réponses à la hauteur.

Anne Bocandé

Directrice éditoriale de RSF

FOREWORD

THE BATTLE FOR NARRATIVE CONTROL: AN INTEGRAL PART OF THE INFORMATION WAR

Since the 2025 launch of the first season of **The Propaganda Monitor**, which was devoted to Vladimir Putin's Russia, the idea has been simple: to take the offensive, actively exposing the mechanisms behind propaganda rather than just chasing after it with fact-checking and debunking. Each edition of this editorial project sheds light on the disinformation campaigns from different countries, the channels through which they spread, the actors behind them and their dominant narratives. The project rigorously monitors media manipulation tactics and their impact on the right to information. The aim is to give citizens the tools they need to understand — and resist — narratives that serve vested interests and spread with troubling agility.

This new edition is devoted to the **propaganda apparatus of Xi Jinping's China**. China holds the grim record of being the world's largest prison for journalists and has stagnated at the bottom of the World Press Freedom Index for the past 25 years thanks to the regime's multifaceted repression of journalism. At the same time, Xi's government has succeeded in deploying a global influence strategy with media diplomacy at its core.

At the turn of the millennium, the country's economic transformation had opened up some space — limited though it was — for a freer media environment, a period that has since been described as a “golden age” of Chinese journalism. Reporters investigated corruption, public health scandals and abuses of power. Their work sometimes forced the authorities to respond and it demonstrated that journalism could, to some extent, act as a counterweight to the state apparatus.

Since Xi Jinping came to power — as head of the Chinese Communist Party (CCP) in 2012, then as head of state in 2013 — **the regime has not only silenced independent voices at home. It has also sought to export a “new world media order”** and replace journalism with an authoritarian model of information control in which the media are considered mouthpieces for the state. It has pursued this goal through a selective, pragmatic and relatively discreet form of media diplomacy.

This influence does not rely on one single method, but on an arsenal of complementary tactics: content-sharing agreements, investments, journalist training programmes, media services in foreign languages, pressure, censorship and transnational repression. It mobilises state media, embassies and diplomats, companies and investors, local and diaspora outlets and influencers and content creators. Beijing's narratives can, therefore, circulate far beyond official channels, sometimes under the guise of independently produced content. There should be no illusions about the nature of these exchanges: content flows overwhelmingly in one direction. For example, while Chinese state media distribute their output through multiple channels in Africa, content produced by African outlets is rarely relayed in China.

Investigations conducted by Reporters Without Borders (RSF) in different countries show how Beijing adapts its tactics to local media ecosystems to amplify its narratives, marginalises information that runs counter to the regime's interests and expands its influence over news worldwide.

Within China, propaganda praises national unity, stability, economic development, social order and the legitimacy of the Communist Party. Abroad, Beijing portrays itself as a champion of the developing world, an alternative to Western dominance and a model of economic and technological modernisation. At the same time, the regime conceals its human rights violations and seeks to legitimise its repression. Uyghurs are portrayed as terrorists, Hongkongers as traitors and Taiwan as a separatist force. Beijing also cooperates with other authoritarian regimes, notably Vladimir Putin's Russia, occasionally amplifying its narratives and jointly promoting a vision of news reporting and international order that opposes the principles of a free and independent press.

It bears repeating: propaganda is not political communication. Its purpose is not merely to promote an image, but to shape the information space by imposing certain narratives, concealing facts that contradict them and weakening those who document the truth. When propaganda systems combine disinformation backed by powerful technology with economic pressure on the media market and the censorship of independent voices, our ability to access reliable information from diverse, independent sources is at stake. Understanding that the mechanics behind Chinese propaganda are part of a broader, sweeping repression of journalism is the first step towards developing a response equal to the scale of the challenge.

Anne Bocandé
Editorial Director

TABLE OF CONTENTS

	FOREWORD BY ANNE BOCANDÉ	3
	MAP OF CHINA'S INFLUENCE	4
	GLOSSARY: CHINA'S INFORMATION CONTROL APPARATUS	6
1	TOTALITARIAN CONTROL OVER INFORMATION AT HOME	9
	1. State media "must have the Party as their family name"	11
	2. Information black holes: East Turkestan and Tibet	17
	3. Hong Kong: a former beacon of press freedom in free fall	21
	4. Xi Jinping's crusade against independent journalists in China	25
	5. China's longarm of transnational repression	29
	6. China's "Great Firewall" and new technology exported around the world	33
2	CHINA'S PROPAGANDA NOW SPANS FIVE CONTINENTS	37
	1. Decentralised content, centralised control	39
	2. Asia	51
	3. The Pacific Islands	63
	4. The Americas	67
	5. Africa	77
	6. Europe	87
	RSF RECOMMENDATIONS	105
	RSF'S WORK CONCERNING CHINA	109

sommaire

	AVANT-PROPOS PAR ANNE BOCANDÉ	2
	CARTE DE L'INFLUENCE DE LA CHINE	4
	GLOSSAIRE	6
1	LE CONTRÔLE TOTALITAIRE DE L'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE NATIONAL	8
	1. Les médias d'État doivent une allégeance absolue au Parti	10
	2. Zones de non information : le Turkestan oriental et le Tibet	16
	3. Hong Kong : un ancien bastion de la liberté de la presse en chute libre	20
	4. La croisade de Xi Jinping contre les journalistes indépendants en Chine	24
	5. Le bras long de la répression transnationale chinoise atteint les journalistes	28
	6. Le « grand pare-feu » chinois et les nouvelles technologies adoptées dans le monde entier	32
2	LA PROPAGANDE CHINOISE COUVRE DÉSORMAIS LES CINQ CONTINENTS	37
	1. Des contenus décentralisés, un contrôle centralisé	38
	2. Asie	50
	3. Les îles du pacifique	62
	4. Les Amériques	68
	5. Afrique	76
	6. Europe	86
	RECOMMANDATIONS RSF	104
	L'ACTION DE RSF EN CHINE	108

September 2026

Director General: **Thibaut Bruttin** • Asia-Pacific Bureau Director: **Cédric Alviani** • Editorial Director: **Anne Bocandé** • Author: **Aleksandra Bielakowska** with the RSF editorial team, including **Jeanne Cavalier**, **Arnaud Froger**, **Haïfa Mzalouat**, **Vincent Berthier**, **Pauline Maufrais**, **Laure Chauvel**, **Sören Kittel** and external contributors • Translators: **Alexandra Poméon O'Neill** and **Katie Booth, KA-Lex** • French Editor: **Anne-Laure Chanteloup** • Copyeditor: **Rougyata Sall** • Graphic designer: **Stéphanie Barcelo** • Cover art: **Sophie Leturbo** • Other photos: **RSF Studio** • Cartoons: **Cartooning for Peace**



Our partner : Cartooning for Peace. Cartooning for Peace (CFP) is an international network of cartoonists committed to promoting freedom of expression and human rights through the universal language of press cartoons. Created in 2006 on the initiative of Kofi Annan, Nobel Peace Prize winner and former Secretary General of the United Nations, and the cartoonist Plantu, it is currently headed by the French cartoonist Kak. This report features cartoons by CFP artists.
www.cartooningforpeace.org

MAP OF CHINA'S INFLUENCE

USA:

Chinese officials recruit influential local media figures, like former mayor Eileen Wang, and give them direct editorial instructions to publish, amplify, or remove articles.

Des responsables chinois recrutent des personnalités influentes des médias locaux et leur donnent des consignes éditoriales directes sur les articles à publier, amplifier ou retirer.

Argentina:

Chinese officials organise trips for journalists that are often fully funded in an attempt to push them to adopt and repeat the narratives that Beijing seeks to promote.

Des responsables chinois organisent des voyages pour des journalistes, souvent entièrement financés, afin de les inciter à adopter et à reprendre les narratifs que Pékin souhaite promouvoir.

Note to readers: This report is based on both previously unpublished information and articles published on the RSF website (RSF.ORG). The information from the website articles reflects the situation at the time they were published. This report highlights representative cases and country profiles; it does not claim to be exhaustive. The "RSF – Propaganda Monitor" platform regularly publishes articles on this subject.

Beijing deploys its influence tactics worldwide. This map shows a few striking examples. It is not exhaustive.

Ces tactiques d'influence sont déployées dans le monde entier ; la carte ne présente que quelques exemples marquants et illustratifs, sans prétendre à l'exhaustivité.

France:

CGTN journalist Shanhui Zhang appears regularly on a national news channel, relaying Beijing's propaganda to a mainstream audience without any real contradictions.

La journaliste de CGTN Shanhui Zhang intervient régulièrement sur une chaîne d'information nationale, relayant les narratifs de Pékin auprès d'un large public, sans véritable contradiction.

Denmark:

The Chinese Embassy in Denmark launched a campaign to intimidate and discredit the newsroom of *Berlingske*, one of Denmark's oldest newspapers.

L'ambassade de Chine au Danemark a lancé une campagne visant à intimider et à discréditer le travail de la rédaction de Berlingske, l'un des plus anciens journaux du pays.

Türkiye:

Chinese state media outlets such as Xinhua have launched Turkish-language branches in the country and signed agreements with local media outlets, including the national news agency Anadolu.

Des médias d'État chinois, tels que Xinhua, implantent des bureaux en langue turque dans le pays et concluent des accords avec des médias locaux, notamment avec l'agence de presse nationale Anadolu.

The Philippines:

The Chinese embassy targeted the Philippine Center for Investigative Journalism and one of its contributors, Regine Cabato, triggering a harassment campaign against them that was amplified by Beijing-aligned media.

L'ambassade de Chine a pris pour cible le Philippine Center for Investigative Journalism et l'une de ses collaboratrices, Regine Cabato, déclenchant une campagne de harcèlement amplifiée par des médias alignés sur Pékin.

Egypt:

The Chinese Embassy in Egypt disseminates Chinese propaganda by directly addressing Egyptian state-affiliated journalists. It regulates their content and arranges funded trips to Beijing with other media representatives, notably from Gulf monarchies.

L'ambassade de Chine en Égypte diffuse de la propagande chinoise en s'adressant directement aux journalistes liés à l'État égyptien. Elle contrôle le contenu de leurs articles et organise des voyages tous frais payés à Pékin avec d'autres représentants des médias, notamment issus des monarchies du Golfe.

The Solomon Islands:

The Chinese embassy conditions the funding and equipment it provides to local media on their editorial alignment with Beijing's narratives, particularly on issues concerning Taiwan.

L'ambassade de Chine conditionne son financement et la fourniture de matériel aux médias locaux à leur alignement éditorial sur Pékin, notamment concernant Taïwan.

South Africa:

The Independent News and Media group, in which two Chinese state-linked investors hold a 20% stake, cancelled journalist Azad Essa's column after he wrote about the persecution of Uyghurs in China.

Le groupe Independent News and Media, dont deux investisseurs liés à l'État chinois détiennent 20 % du capital, a supprimé la chronique d'Azad Essa après que celui-ci a écrit sur la persécution des Ouïghours en Chine.

Zimbabwe:

Chinese state media sign content-sharing agreements with the state-owned broadcaster, the Zimbabwe Broadcasting Corporation, embedding Beijing's propaganda directly into the national media landscape.

Les médias d'État chinois concluent des accords de partage de contenus avec le radiodiffuseur public Zimbabwe Broadcasting Corporation, intégrant directement les narratifs de Pékin dans le paysage médiatique national.

GLOSSARY: CHINA'S INFORMATION CONTROL APPARATUS

UN GLOSSAIRE DE L'APPAREIL DE CONTRÔLE DE L'INFORMATION EN CHINE



Publicity Department of the Chinese Communist Party Central Committee: Known as the "Central Propaganda Department," this Chinese Communist Party (CCP) organ implements the propaganda guidelines adopted by the Central Committee's Leading Group for Propaganda and Ideology Work. Since 2018, it has directly overseen China's newspaper, publishing, radio, television and film industries to ensure they align with the CCP's ideology.

Département de la propagande du Comité central du Parti communiste chinois : connu sous le nom de « Département central de la propagande », cet organe du Parti communiste chinois (PCC) met en œuvre les directives de propagande adoptées par le Groupe de direction chargé de la propagande et du travail idéologique du Comité central. Depuis 2018, il supervise directement les secteurs chinois de la presse écrite, de l'édition, de la radio, de la télévision et du cinéma pour s'assurer qu'ils s'alignent sur l'idéologie du PCC.



State Council Information Office: This administrative office, under the control of the Publicity Department of the CCP Central Committee, drafts the official "positive version" of events that the media must relay and decides what arguments should be used to rebut stories in the foreign press that contradict their official line.

Bureau d'information du Conseil d'État : ce service administratif, placé sous l'autorité du Département de la propagande du Comité central du PCC, rédige la « version officielle » des événements que les médias doivent relayer et décide des arguments à utiliser pour réfuter les articles de la presse étrangère qui contredisent la ligne officielle.



United Front Work Department: This opaque branch of the CCP oversees financial transfers to foreign media (including Chinese-language media), whether the transfers are for buying advertisements or acquiring shares in these outlets.

Département du travail du Front uni : cette branche opaque du PCC supervise les transferts financiers vers les médias étrangers (y compris les médias en langue chinoise), que ce soit pour acheter de la publicité ou pour acquérir des parts dans ces médias.



Cyberspace Administration of China (CAC): Created in 2014, this agency implements internet-related policies formulated by the Central Cyberspace Affairs Commission, which is headed by CCP leader Xi Jinping. The CAC oversees internet censorship and surveillance.

Administration chinoise du cyberspace (CAC) : créée en 2014, cette agence met en œuvre les politiques relatives à Internet élaborées par la Commission centrale des affaires du cyberspace, présidée par le dirigeant du PCC, Xi Jinping. La CAC supervise la censure et la surveillance sur Internet.



Chinese embassies: These entities are notorious for trying to intimidate journalists and academics whose work displeases the Chinese authorities. Ambassadors do not hesitate to publicly criticise any "misinterpretation" of China's actions and harass their authors, including on social media.

Les ambassades chinoises : ces institutions sont connues pour tenter d'intimider les journalistes et les universitaires dont les travaux déplaisent aux autorités chinoises. Les ambassadeurs n'hésitent pas à critiquer publiquement toute « interprétation erronée » des actions de la Chine et à harceler leurs auteurs, y compris sur les réseaux sociaux.



Xinhua News Agency: Closely controlled by the CCP, this state news agency has more than 10,000 employees, publishes in ten languages (Chinese, Japanese, Korean, Arabic, Russian, English, German, French, Spanish and Portuguese) and has 162 international bureaus, including regional centres in Hong Kong, Cairo, Nairobi, New York, Mexico City and Brussels.

Agence de presse Xinhua : étroitement contrôlée par le PCC, cette agence de presse d'État compte plus de 10 000 employés, publie en dix langues (chinois, japonais, coréen, arabe, russe, anglais, allemand, français, espagnol et portugais) et dispose de 162 bureaux internationaux, dont des centres régionaux à Hong Kong, au Caire, à Nairobi, à New York, à Mexico et à Bruxelles.



China Global Television Network (CGTN): Launched in 2016 as a rebranding and consolidation of CCTV's international broadcasting services, this state-owned cable TV news service produces and broadcasts programmes in 160 countries in five languages (English, Arabic, French, Spanish and Russian). CGTN has more than 10,000 employees in 70 bureaus and three production centres in London, Washington, D.C. and Nairobi.

China Global Television Network (CGTN) : lancée en 2016 dans le cadre d'une refonte et d'une consolidation des services de diffusion internationaux de CCTV, cette chaîne d'info publique par câble produit et diffuse des programmes dans 160 pays en cinq langues (anglais, arabe, français, espagnol et russe). CGTN compte plus de 10 000 employés répartis dans 70 bureaux et trois centres de production à Londres, Washington, D.C. et Nairobi.



China Radio International (CRI): Founded in 1941, this state-owned international radio broadcaster draws its strength from its cooperation with the state broadcaster China National Radio (CNR), with which it pools resources. CRI broadcasts in 44 languages from more than 70 foreign radio stations in the China International Broadcasting Network (CIBN), an internet television and digital media platform launched by CRI.

Radio internationale de Chine (CRI) : Fondée en 1941, cette radio internationale publique tire sa force de sa coopération avec la radio nationale chinoise (CNR), avec laquelle elle met en commun ses ressources. CRI diffuse en 44 langues depuis plus de 70 stations de radio étrangères au sein du Réseau international de radiodiffusion de Chine (CIBN), une plateforme d'intégration de la télévision sur Internet et des médias numériques lancée par CRI.



China Daily: Founded in 1981 and published solely in English, this state-owned daily newspaper claims a print run of 900,000 copies and a total of 150 million readers, print and online versions combined. Its advertorial supplement is inserted into prestigious newspapers worldwide, with an estimated circulation of 4 million.

China Daily : Fondé en 1981 et publié exclusivement en anglais, ce quotidien d'État revendique un tirage de 900 000 exemplaires et un total de 150 millions de lecteurs, versions papier et en ligne confondues. Son supplément publicitaire est inséré dans des journaux prestigieux du monde entier, avec un tirage estimé à 4 millions d'exemplaires.



People's Daily: Founded in 1948, this daily newspaper is an official Party mouthpiece and its editorials are often drafted by the Central Propaganda Department. The paper claims to have a daily circulation of 3 million copies per day. In addition to Mandarin Chinese, its website is produced in 16 foreign and minority languages.

Le Quotidien du peuple : fondé en 1948, ce quotidien est l'organe officiel du Parti, et ses éditoriaux sont souvent rédigés par le Département central de la propagande. Le journal affirme avoir un tirage quotidien de 3 millions d'exemplaires. En plus du chinois mandarin, son site web est disponible en 16 langues étrangères et minoritaires.



Global Times: This tabloid was established by People's Daily in 1993 to comment on international news. Its Chinese-language edition has a print run of one million copies and its English-language version, launched in 2009, has a print run of 100,000 copies. Its website, which is in 10 languages, claims to have 15 million visits a day.

Global Times : ce tabloïd a été créé par le Quotidien du peuple en 1993 pour commenter l'actualité internationale. Son édition en chinois est tirée à un million d'exemplaires et sa version en anglais, lancée en 2009, à 100 000 exemplaires. Son site web, disponible en dix langues, affirme enregistrer 15 millions de visites par jour.



China Media Group (CMG): Established in March 2018 and unofficially known as the "Voice of China," CMG consolidated China's major state broadcasters — including CCTV, CGTN, CNR and CRI — under a single organisation to strengthen the country's domestic and international communications and ultimately bolster the impact of its propaganda globally.

China Media Group (CMG) : créé en mars 2018 et surnommé officieusement la « Voix de la Chine », le CMG a regroupé les principaux diffuseurs publics chinois — notamment CCTV, CGTN, CNR et CRI — au sein d'une seule et même organisation afin de renforcer la communication nationale et internationale du pays et, à terme, d'accroître l'impact de sa propagande à l'échelle mondiale.



China International Communications Group: Founded in 1949 and formerly known as the China International Publishing Group, the CICG is China's biggest foreign-language publishing house. It publishes in more than ten languages and has 20 international offices. Its publications include Beijing Review, which was launched in 1958 and is China's only national English-language news magazine.

China International Communications Group : fondé en 1949 et anciennement connu sous le nom de China International Publishing Group, le CICG est la plus grande maison d'édition en langues étrangères de Chine. Il publie dans plus de dix langues et compte 20 bureaux à l'international. Parmi ses publications, on trouve la Beijing Review, lancée en 1958 et qui est le seul magazine d'actualité national en anglais de Chine.



© Riber (Sweden / Suède) - Cartooning for Peace

TOTALITARIAN CONTROL OVER INFORMATION AT HOME

1

Since Xi Jinping came to power as head of the Chinese Communist Party (CCP) in 2012, then as head of state in 2013, China has experienced the most intense repression of journalists and political commentators since the end of the Maoist era in 1976. Xi has made controlling public narratives a central component of his governance, portraying its “ideological discipline” and tight grip on the flow of information as necessary to safeguarding social stability. In the 2026 RSF [World Press Freedom Index](#), China ranks 178th out of 180 countries and territories, placing it just above North Korea and Eritrea. It remains the world’s leading jailer of journalists, with 120 currently detained. Many are reportedly held in appalling conditions that pose serious threats to their health and lives.

LE CONTRÔLE TOTALITAIRE DE L'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, à la tête du Parti communiste chinois (PCC) en 2012 puis à la tête de l'État en 2013, la Chine connaît la répression la plus intense jamais menée contre les journalistes et les commentateurs politiques depuis la fin de l'ère maoïste en 1976. Xi Jinping a fait du contrôle des récits officiels un élément central de sa gouvernance, présentant la « discipline idéologique » et le contrôle de l'information comme des outils nécessaires à la préservation de la stabilité sociale. Dans le [Classement mondial de la liberté de la presse](#) établi par Reporters sans frontières (RSF) en 2026, la Chine occupe la 178^e place sur 180 pays et territoires, juste devant la Corée du Nord et l'Érythrée. Elle reste le premier geôlier de journalistes au monde, avec 120 journalistes actuellement en prison. Nombre d'entre eux seraient détenus dans des conditions épouvantables, faisant peser de graves menaces sur leur santé et leur vie.

1. LES MÉDIAS D'ÉTAT DOIVENT UNE ALLÉGEANCE ABSOLUE AU PARTI

Au cours de la dernière décennie, Xi Jinping a transformé le paysage médiatique chinois, plaçant les médias d'État, ainsi que ceux qui étaient autrefois relativement indépendants, sous un contrôle toujours plus étroit du Parti communiste. Le journalisme est ainsi devenu un instrument de propagande au service du pouvoir politique de plus en plus assumé. De la multiplication des « lignes rouges » à la censure, en passant par des restrictions liées à la sécurité nationale, ce resserrement de l'emprise du Parti a considérablement réduit l'espace disponible pour le journalisme indépendant et renforcé le rôle des organes de propagande.

La révolution médiatique de Xi Jinping : une décennie de renforcement du contrôle de l'État

Après avoir dénoncé des abus de pouvoir, le journaliste Dong Yuyu a été [placé en détention](#) en 2022 dans un centre où la lumière du jour ne pénètre jamais. Au cours des dix dernières années de sa carrière, il a écrit des milliers d'articles au sein d'un média d'État étroitement contrôlé, le Guangming Daily, ainsi que pour d'autres médias en tant que pigiste. « Il a toujours cru que le journalisme pouvait contribuer à faire évoluer les choses », a déclaré son fils à RSF. Au lieu d'être salué pour son travail, il a été incarcéré en 2022, puis condamné pour « espionnage » après avoir rencontré un diplomate japonais.

Les cas comme celui de Dong Yuyu se sont multipliés à la suite du discours prononcé par Xi Jinping en 2016, lors de sa tournée d'inspection des trois principaux médias d'État du pays : la Télévision centrale de Chine (CCTV), Le Quotidien du peuple (People's Daily) et l'agence de presse Xinhua. « Les médias dirigés par le Parti et le gouvernement sont des outils de propagande qui doivent avoir le Parti comme nom de famille », a-t-il alors déclaré, soulignant que le contrôle croissant du PCC sur les médias d'État visait à renforcer la propagande sur le territoire national. Parmi ses premiers projets, Xi Jinping a lancé d'importantes réformes des médias qui ont effectivement mis fin à la décennie de « [l'âge d'or](#) » du [journalisme en Chine](#), laquelle avait perduré jusqu'à la fin des années 2000.

Pour le dirigeant chinois, les médias doivent être au service des objectifs et de la politique du Parti, préserver son autorité et son unité, et privilégier une couverture « positive », c'est-à-dire des informations qui confortent et relaient les récits officiellement approuvés. Avant tout, les médias sont censés faire preuve d'une loyauté indéfectible envers Xi Jinping et la direction du Parti. Les fondements idéologiques de cette stratégie ont été exposés dans une directive de propagande ayant fuité en 2013, connue sous le nom de « [Document n° 9](#) ». Ce texte présente la « *liberté d'expression* » et d'autres concepts libéraux comme des valeurs occidentales

menaçant l'approche marxiste du journalisme prônée par le Parti. Il appelle les journalistes à devenir des instruments du Parti, à « *refléter la volonté du Parti à préserver son autorité et son unité* » et à « *façonner, génération après génération, de nouveaux citoyens socialistes* ». Il leur impose ainsi de se conformer strictement à la propagande officielle du Parti, favorisant par là-même l'autocensure.

Au cours de la dernière décennie, marquée par la consolidation du pouvoir de Xi Jinping, jusqu'à obtenir un troisième mandat historique, le contrôle de l'information est devenu un pilier central de la gouvernance. Pour gouverner une population de plus de 1,4 milliard d'habitants, le Parti s'est employé à faire en sorte que les médias contrôlés par l'État restent les principaux canaux de diffusion de l'information, en veillant à ce que leurs contenus soient étroitement encadrés et approuvés conformément à ses directives officielles.

Les réformes qui ont suivi ont profondément remodelé le paysage médiatique chinois. La restructuration institutionnelle, marquée notamment par la création de la China Media Group (CMG) en 2018, a permis de [regrouper](#) les principaux organismes audiovisuels et de renforcer la coordination entre la télévision, la radio, les agences de presse et les plateformes numériques. Loin de fonctionner comme des organes de presse indépendants, les principaux médias d'État chinois opèrent au sein d'un système de communication coordonné, dans lequel chaque institution joue un rôle spécifique. Sur le plan intérieur, cette organisation permet d'assurer la cohérence idéologique et la diffusion des messages politiques du Parti. À l'international, elle renforce la capacité de la Chine à diffuser ses récits officiels et à façonner les perceptions à travers le monde.

Dans le même temps, alors que des centaines de millions de Chinois se tournaient de plus en plus vers les plateformes en ligne pour s'informer, Xi Jinping a lancé, en 2014, la [stratégie chinoise de convergence des médias](#). Celle-ci vise à intégrer les médias d'État traditionnels aux plateformes numériques, aux réseaux sociaux et aux technologies émergentes, sous un contrôle accru du Parti. Présentée comme une stratégie de modernisation du secteur des médias, cette politique a permis de centraliser la production et la diffusion de l'information ainsi que l'analyse des données, tout en renforçant la surveillance exercée par le Parti communiste chinois sur l'opinion publique à travers l'ensemble des canaux de communication. La politique de convergence a également posé les bases institutionnelles de la stratégie d'expansion de la communication internationale de la Chine, en permettant



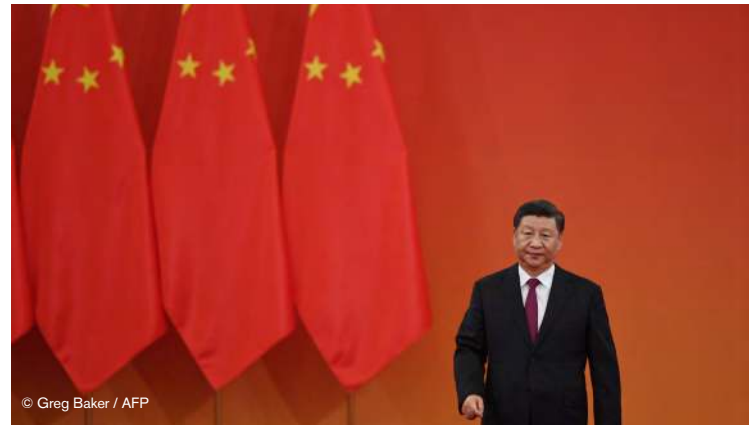
© Simon Song / South China Morning Post

1. STATE MEDIA “MUST HAVE THE PARTY AS THEIR FAMILY NAME”

Over the past decade, Xi Jinping has transformed China’s media landscape, bringing state-run and once relatively independent outlets under ever-tighter Communist Party control and turning journalism into an increasingly explicit instrument of propaganda and political loyalty. From censorship to expanding “red lines” and national security restrictions, this tightening grip has drastically narrowed the space for independent reporting and strengthened the role of propaganda agencies.

XI’S MEDIA REVOLUTION: A DECADE OF TIGHTENING STATE CONTROL

After exposing abuses of power, journalist Dong Yuyu was [detained](#) in 2022 in a centre where he was deprived of access to sunlight. He had spent the last decade contributing thousands of articles to the tightly controlled, state-run newspaper Guangming Daily, as well as to other media outlets as a freelance writer. “He always believed journalism could bring positive change,” his son told RSF. Instead of being praised for his work, he was thrown behind bars in 2022 and later convicted for “espionage” after meeting with a Japanese diplomat. Cases like Dong Yuyu’s accelerated in the aftermath of Xi Jinping’s 2016 speech during his state media inspection tour of the country’s three main state media outlets: CCTV, People’s Daily and Xinhua News Agency. **“The media run by the Party and the government are propaganda fronts and must have the Party as their family name,”** he declared, signalling that the CCP’s intensifying control over state media was a means to boost domestic propaganda. As one of his first projects, Xi Jinping launched major media reforms that effectively ended the decade-long [“golden era” of journalism in China](#) that had lasted until the late 2000s. For the Chinese leader, the media should serve as a vehicle for the Party’s agenda and policies, safeguard its authority and unity, and prioritise “positive” reporting — that is, coverage that reinforces and promotes officially sanctioned narratives. Above all, the media is expected to demonstrate unwavering loyalty to Xi and the Party’s leadership. The ideological foundations of this approach were laid out in the leaked 2013 propaganda directive known as [“Document No. 9.”](#) The document identifies “freedom of expression” and other liberal concepts as Western values that threatened the Party’s Marxist approach to journalism. It calls for journalists to become instruments of the Party, to “reflect the Party’s agenda, safeguard its authority and its unity” and “to mould generation after generation of new



socialist people,” demanding they remain absolutely consistent with the party’s official propaganda, furthering self-censorship. Over the past decade, since Xi consolidated power into his historic third term, control over information has become a central pillar of governance. In managing a population of more than 1.4 billion people, the Party has sought to ensure that state-controlled media remain the primary channels for disseminating news, with content closely aligning with official Party directives.

The reforms that followed reshaped China’s media landscape. Institutional restructuring, particularly the establishment of China Media Group (CMG) in 2018, [consolidated](#) major broadcasting organisations and strengthened coordination across television, radio, news agencies and digital platforms. Rather than operating as independent news organisations, China’s major state media function within a coordinated communications system in which different institutions perform specialised roles. Domestically, this structure enforces ideological consistency and political messaging; internationally, it enhances China’s capacity to communicate its narratives and shape global perceptions.

In parallel, as hundreds of millions of people in China increasingly turned to online platforms for news and information, Xi Jinping launched China’s [media convergence strategy](#) in 2014, integrating traditional state media with digital platforms, social media and emerging technologies under tighter Party control. Framed as a strategy to modernise the media sector, the policy consolidated news production and distribution and data analytics while strengthening the Chinese Communist Party’s oversight of public opinion across all communication channels. The convergence strategy also laid the institutional foundation for China’s expanding international communications strategy, enabling state media, local propaganda authorities and digital platforms to coordinate messaging more effectively at home and abroad.

aux médias d'État, aux autorités locales chargées de la propagande et aux plateformes numériques de coordonner plus efficacement leurs messages, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

L'architecture institutionnelle du système médiatique d'État chinois

Comprendre la stratégie de communication internationale de la Chine suppose d'examiner non seulement les différents organes de presse, mais aussi la hiérarchie institutionnelle par laquelle les orientations politiques sont traduites en une production médiatique coordonnée. Si les principaux médias d'État opèrent tous sous la direction du Parti, chacun s'adresse à des publics différents, dans des langues différentes, et répond à des objectifs de communication spécifiques. Il en résulte un système à plusieurs niveaux qui englobe à la fois la gestion de l'actualité nationale et la diffusion de messages à l'étranger.

Le Département central de la communication, plus connu sous le nom de Département de la propagande, est au cœur de ce système. Il définit les priorités idéologiques, coordonne les stratégies de communication et exerce une supervision politique sur les principaux organes de presse.

Le Quotidien du peuple ([People's Daily](#)) est le journal de référence du PCC. Il publie les orientations politiques officielles et les directives idéologiques qui influencent le traitement de l'information dans l'ensemble du paysage médiatique chinois. Ses plateformes numériques, notamment [People.cn](#) et [Haiwainet](#), relaient ces récits auprès des internautes chinois et des communautés chinoises établies à l'étranger.

L'agence de presse [Xinhua](#) fait office d'agence de presse officielle de la Chine et constitue l'une des principales sources d'information faisant autorité au sein du système médiatique d'État. Bien qu'elle soit officiellement placée sous l'autorité du Conseil des affaires d'État, Xinhua opère sous la direction du Parti. Elle fournit dépêches officielles, photographies, vidéos, et déclarations diplomatiques, qui sont largement reprises par les médias nationaux et diffusés à l'international grâce à des partenariats éditoriaux.

La diffusion est coordonnée par le China Media Group (CMG), le principal groupe audiovisuel public chinois, créé en 2018 par la fusion de China Central Television (CCTV), China National Radio (CNR) et China Radio International (CRI). Au sein du CMG, CCTV demeure le principal diffuseur à l'échelle nationale. À l'international, la communication est assurée notamment par China Global Television Network ([CGTN](#)), [CGTN Radio](#), [CCTV-4](#), qui est une chaîne de télévision destinée au public sinophone à l'étranger, ainsi que par [CCTV+](#), qui fonctionne comme une agence de presse vidéo, et par diverses plateformes numériques multilingues.

CGTN joue un rôle central dans les efforts déployés par la Chine pour atteindre les publics du monde entier. Créé en 2016 à la suite du changement de nom de CCTV International News, CGTN est issu des services internationaux de CCTV et s'est développé pour devenir un réseau médiatique

multilingue destiné aux publics anglophone, francophone, hispanophone, arabophone et russophone. CGTN Radio regroupe les activités de diffusion radiophonique internationale historiquement associées à CRI, étendant ainsi la portée de la communication chinoise à l'étranger grâce à des services multilingues. De son côté, [CNR](#) conserve sa mission de radiodiffusion d'État sur le territoire chinois.

Médias de soutien et réseaux de diffusion des récits officiels à l'étranger

D'autres médias d'État participent au vaste dispositif de communication internationale de la Chine en assumant des fonctions spécialisées. Supervisé par le Bureau de l'information du Conseil des affaires d'État, le [China Daily](#) est le principal quotidien anglophone de Pékin et sert de relais des politiques officielles auprès du public international. Publié par le Quotidien du peuple, le [Global Times](#) adopte une ligne éditoriale plus nationaliste et affirmée. Il aborde fréquemment les questions géopolitiques et les critiques venues de l'étranger, tout en renforçant des thèmes conformes aux positions de la Chine en matière de politique étrangère. Le [China News Service \(CNS\)](#), une autre agence de presse nationale chinoise, cible particulièrement le public sinophone à l'étranger.

Au-delà de ces grands médias, tout un écosystème plus vaste de publications affiliées au Parti contribue aux objectifs de communication extérieure de la Chine. Des journaux tels que [Guangming Daily](#), [Economic Daily](#), [Legal Daily](#) et [Farmers' Daily](#) relaient sur le territoire national les récits officiels relatifs aux politiques publiques dans des domaines spécifiques. Parallèlement, tandis que des publications multilingues comme le [Beijing Review](#), le seul magazine national d'information d'actualité chinois en anglais, publié par le groupe public China International Communications Group, [China Today](#) et [People's China](#), un média en japonais publié par le China International Communications Group, ciblent les lecteurs à étrangers.

Associés à des plateformes numériques telles que [Xinhuanet](#) (le site de l'agence Xinhua), [China News Network](#) (le site du CNS destiné au public sinophone) et le [China Overseas Chinese Network](#) (un autre site de CNS destiné aux communautés chinoises établies à l'étranger), ces médias étendent la diffusion des récits officiels dans différentes langues, régions et formats médiatiques.

Les médias d'État chinois et les acteurs qui leur sont affiliés font par ailleurs de plus en plus appel à des créateurs de contenu étrangers, souvent jeunes, pour relayer auprès des publics internationaux des récits favorables à Pékin, au moyen de programmes de recrutement, d'incitations financières et de voyages sponsorisés.

THE INSTITUTIONAL ARCHITECTURE OF CHINA'S STATE MEDIA SYSTEM

Understanding China's international communications strategy requires examining not only individual media organisations but also the institutional hierarchy through which political priorities are translated into coordinated media output. While all major state media operate under Party leadership, each organisation serves different audiences, languages and communication objectives, creating a multi-layered system that encompasses the management of domestic news as well as the spread of narratives abroad.

The Central Publicity Department (known as the “Central Propaganda Department”), is at the heart of this system. It establishes ideological priorities, coordinates communication strategies and exercises political supervision over major media organisations.

People's Daily serves as the CCP's authoritative newspaper, publishing official political signals and ideological guidance that influence reporting across the wider media environment. Its digital platforms, including People.cn and [Haiwainet](#), extend these narratives to domestic internet users and overseas Chinese communities.

Xinhua News Agency functions as China's official news agency and a primary source of authoritative information within the state media system. Although formally administered under the State Council, Xinhua operates under Party leadership and provides official reports, photographs, videos and diplomatic statements that are widely reproduced by domestic media and distributed internationally through content partnerships.

Broadcasting is coordinated through the **China Media Group (CMG)**, China's largest state broadcasting organisation, established in 2018 through the consolidation of **China Central Television (CCTV)**, **China National Radio (CNR)** and **China Radio International (CRI)**. Under CMG, CCTV remains the principal domestic television broadcaster, while international communications are carried out through [China Global Television Network \(CGTN\)](#), [CGTN Radio](#), [CCTV-4](#) (a television broadcast service aimed at Mandarin-speaking international audiences), [CCTV+](#) (which operates as a video news agency) and multilingual digital platforms.

CGTN is central to China's efforts to reach global audiences. Established in 2016 through the rebranding of CCTV International News, CGTN developed from CCTV's international broadcasting services into a multilingual media network covering English, French, Spanish, Arabic and Russian audiences. CGTN Radio incorporates international audio broadcasting historically associated with **China Radio International (CRI)**, extending China's overseas reach through multilingual services, while [China National Radio \(CNR\)](#) remains the state radio broadcast inside China.

SUPPORTING OUTLETS AND OVERSEAS NARRATIVE NETWORKS

Other state media organisations contribute to China's broader international communications system through specialised functions. [China Daily](#), supervised by the State Council Information Office, serves as Beijing's principal English-language newspaper and communicates official policies to international audiences. [Global Times](#), published by People's Daily, adopts a more nationalist and assertive editorial style, frequently addressing geopolitical issues and foreign criticism while reinforcing themes aligned with China's foreign policy positions. [China News Service \(CNS\)](#), another national news agency, focuses particularly on Chinese-language audiences overseas.

Beyond these major organisations, a broader ecosystem of Party-affiliated publications supports China's external communications objectives. Newspapers such as Guangming Daily, Economic Daily, Legal Daily and Farmers' Daily promote specialised policy narratives in China, while multilingual publications, including [Beijing Review](#) — China's only national news magazine in English, published by the state-run China International Communications Group — **China Today** and [People's China](#), a Japanese-language outlet published by the state-run China International Communications Group, target overseas readers.

Together with digital platforms such as Xinhua's website Xinhuanet, China News Network — CNS' website targeting Mandarin-speaking audiences — and Haiwainet, these outlets push official narratives across different languages, regions and media formats.

Chinese state media and affiliated actors are increasingly turning to foreign — often young — content creators to carry Beijing-friendly narratives to global audiences, through recruitment programmes, financial incentives and sponsored trips.

“Understanding China's international communications strategy requires examining not only individual media organisations but also the institutional hierarchy through which political priorities are translated into coordinated media output.”

La multiplication des lignes rouges imposées aux médias

Après son arrivée au pouvoir, Xi Jinping s'est rapidement employé à étendre le cadre de sécurité nationale. La loi sur la sécurité nationale de 2015 a notamment élargi de manière considérable la définition de la sécurité nationale au-delà des menaces traditionnelles, en intégrant l'idéologie, l'information, le cyberspace et la stabilité sociale au dispositif de sécurité du Parti. Cette loi a renforcé le contrôle de l'État sur la circulation de l'information et fourni une base juridique plus large permettant pour restreindre les contenus jugés préjudiciables à la sécurité nationale, tout en renforçant la surveillance des médias et des plateformes numériques.

Parallèlement au durcissement des lois répressives sur la sécurité nationale, a des répercussions sur le travail des journalistes, cette campagne de propagande et de contrôle des récits s'est considérablement intensifiée après le début de la pandémie de COVID-19. Depuis 2020, le nombre de « lignes rouges » – des sujets considérés comme trop sensibles ou politiquement inacceptables pour être traités par les journalistes – a fortement augmenté.

Même des thèmes autrefois épargnés par la censure, comme les questions de santé, font désormais l'objet de restrictions et de suppressions. Le cas de la journaliste **Zhang Zhan** en est une illustration. Cette journaliste indépendante a été condamnée en 2020 à quatre ans de prison sur la base de l'accusation fallacieuse de « provocation de troubles »

Zoom sur...

L'utilisation des influenceurs occidentaux

En 2016, Xi Jinping a introduit le concept des « quatre confiances », soulignant la nécessité pour le peuple chinois d'avoir pleinement confiance dans la voie, la théorie, le système et la culture de son pays. Parmi ces quatre dimensions, Xi Jinping accorde une importance particulière à la confiance culturelle, affirmant que le « soft power culturel » (puissance d'influence culturelle) constitue l'expression la plus élevée et la plus importante de la puissance globale d'une nation. Dans ce contexte, le PCC considère de plus en plus les influenceurs étrangers comme de précieux relais pour renforcer la stratégie de « soft power culturel » de Xi Jinping et faire contrepoids à ce que Pékin perçoit comme la domination occidentale du discours mondial. En réponse à l'appel lancé par Xi Jinping en 2021, Shen Haixiong, directeur adjoint du Département de la propagande du PCC et directeur du China Media Group (CMG), a demandé au groupe CMG de « renforcer le mécanisme d'incubation des studios d'influenceurs » opérant au sein de ses « studios d'influenceurs multilingues ». Cette initiative a officialisé les efforts de l'État chinois visant à identifier, former et promouvoir des créateurs de contenus numériques étrangers capables de toucher les publics internationaux. (À lire dans la deuxième partie).

après avoir [couvert](#) la situation à Wuhan, épiscentre de la pandémie de COVID-19, pendant les premiers mois de l'épidémie. Elle a failli mourir au cours d'une grève de la faim menée pour protester contre les mauvais traitements qu'elle subissait, avant d'être libérée en mai 2024. Elle a de nouveau été arrêtée en 2024 et a été [condamnée](#) à quatre années supplémentaires de prison pour le même motif, pour avoir, selon des informations rapportées, fait état de violations des droits humains.

Les journalistes ne sont pas seulement tenus de se conformer aux récits officiels sur les sujets politiquement sensibles, notamment le Tibet, Taïwan, Hong Kong et le Turkestan oriental (désigné par Pékin sous le nom de « région autonome du Xinjiang »). Ils sont également de plus en plus soumis aux directives du Parti concernant le choix des sujets, les décisions éditoriales et l'angle sous lequel les contenus doivent être présentés. Même l'information économique, qui constituait autrefois un domaine où un débat relativement libre était possible, fait désormais l'objet d'un contrôle politique beaucoup plus strict. La couverture de sujets tels que le ralentissement de l'activité économique, le chômage des jeunes et le mouvement du « *lying flat* » (« rester allongé », qui prône le rejet d'une pression professionnelle intense) est de plus en plus encadrée, les autorités cherchant à façonner la perception de la situation économique par l'opinion publique. Le système fonctionne également par omission. Les médias d'État ont largement évité de rendre compte des manifestations dites des « pages blanches » de novembre 2022, des détentions qui ont suivi, ainsi que de nombreux conflits et mouvements de protestation provoqués par la politique gouvernementale du « zéro Covid ». Le public a ainsi été privé d'une couverture indépendante du mécontentement grandissant. Ces pratiques sont en contradiction directe avec l'article 35 de la Constitution chinoise, qui garantit formellement « la liberté d'expression [et] de la presse ».

Le contrôle exercé par le PCC sur les médias privés

Même les médias qui jouissaient auparavant d'un certain degré d'indépendance, comme le groupe de presse privé Caixin, fondé en 2009, font désormais l'objet d'une surveillance et d'un contrôle beaucoup plus étroits de la part du Parti. En octobre 2021, la Commission nationale du développement et de la réforme a [annoncé](#) que les « capitaux non publics » ne seraient plus autorisés à investir dans la création et l'exploitation d'organes de presse, notamment les journaux, les diffuseurs audiovisuels, les agences de presse et les médias en ligne. Cette politique a également restreint la participation du secteur privé à la publication de contenus d'information produits à l'étranger. Plus tard le même mois, l'Administration chinoise du cyberspace a retiré Caixin de la liste des sources autorisées pour la republication de contenus en ligne.

A PROLIFERATION OF “RED LINES” FOR THE MEDIA

After taking power, Xi Jinping quickly moved to establish a more comprehensive national security framework. **China's 2015 National Security Law** significantly expanded the definition of national security beyond traditional threats, incorporating ideology, information, cyberspace and social stability into the Party's security framework. The law strengthened the state's authority over the flow of information and created a broader legal foundation for restricting content deemed harmful to national security, while tightening oversight of media and digital platforms.

The campaign of propaganda and narrative control intensified significantly after the outbreak of COVID-19. Since 2020, the number of “red lines” — topics deemed too sensitive or politically unacceptable for journalists to cover — has expanded dramatically.

Even reporting on topics that were once not subject to censorship, such as health issues, is now suppressed and restricted. The case of independent journalist **Zhang Zhan** is a hallmark of this trend. She was sentenced to four years in prison in 2020 on the trumped-up charge of “picking quarrels and provoking trouble” for her reporting from Wuhan, the epicentre of the COVID-19 pandemic, during the outbreak. She nearly died while on hunger strike in protest of her mistreatment before being released in May 2024. She was re-arrested later that year and sentenced to an additional four years under the same charge, reportedly for covering human rights violations.

Journalists are not only expected to adhere to official narratives on politically sensitive issues — such as Tibet, Taiwan, Hong Kong and East Turkestan — but are also increasingly subject to Party directives concerning story selection, editorial decisions and how content is framed. Even economic reporting, once an area where relatively open debate was possible, has come under much tighter political control. Coverage of issues such as the economic slowdown, youth unemployment and the “lying flat” movement, a trend of rejecting intense workplace pressure, has increasingly been constrained as authorities seek to shape public perceptions of the economy. The system also relies on omission. State media largely avoided reporting on the November 2022 “White Paper” protests, the subsequent detentions and many of the conflicts and protests sparked by the government's zero-COVID measures, depriving the public of independent coverage of growing discontent.

These practices directly contradict Article 35 of the Chinese Constitution, which formally guarantees “freedom of speech [and] of the press”.

A closer look at...

Leveraging Western influencers

In 2016, Xi Jinping introduced the concept of the [“four matters of confidence”](#), which emphasised that the Chinese people need to have great confidence in their country's path, theory, system and culture. Among these four matters, Xi assigned the greatest significance to cultural confidence, arguing that “cultural soft power” represents the highest and most important reflection of a nation's comprehensive strength. In this context, the CCP increasingly recognises foreign influencers as valuable assets to bolster Xi's “cultural soft power” strategy, serving as a counterforce against the perceived Western dominance in global discourse. In response to [Xi's call in 2021](#), Shen Haixiong, the deputy head of the CCP's Propaganda Department and head of China Media Group (CMG), asked CMG to “improve the influencer studio incubation mechanism” operating within its [“studios for influencers in multiple languages”](#). The initiative formalised the state's effort to identify, cultivate and promote foreign digital content creators capable of reaching international audiences.



THE CCP'S CONTROL OVER PRIVATE MEDIA

Even media outlets that previously maintained a degree of independence, such as the privately funded media group Caixin, launched in 2009, are now under much closer scrutiny and supervision by the Party. In October 2021, the National Development and Reform Commission announced that “non-public capital” would be prohibited from investing in the establishment and operation of news organisations, including newspapers, broadcasters, news agencies and online media. The policy also restricted private involvement in publishing foreign-produced news content. Later that month, the Cyberspace Administration of China removed Caixin from the list of approved sources for online republication.

In December 2023, Caixin magazine — one of China's most prominent investigative financial media outlets — was forced to remove an editorial urging deeper economic reforms to revive growth. The incident underscored Beijing's tightening control over economic reporting. On 15 June 2026, Southern

En décembre 2023, le Caixin magazine, qui figure parmi les médias d'investigation financière les plus réputés de Chine, a été contraint de retirer un éditorial appelant à approfondir les réformes économiques afin de relancer la croissance. L'affaire a illustré le durcissement du contrôle exercé par Pékin sur la couverture des questions économiques. Le 15 juin 2026, un autre média autrefois réputé pour son indépendance, Southern Weekly, a retiré, quelques heures seulement après sa publication, une enquête intitulée « La mort d'un fonctionnaire local ». Le 13 février 2026, un média diffusé sur le réseau social WeChat, *The Age of Aquarius*, a publié son dernier article, intitulé « Shenzhen, "l'usine du monde" : une grève étouffée chez un fournisseur d'Apple ». Son compte public WeChat a été fermé définitivement peu après.

La dissidence au sein des médias d'État chinois

Si les médias d'État sont généralement considérés comme acquis au Parti, certains d'entre eux ont déjà tenté de résister, en franchissant des lignes rouges et en défiant la censure, comme le Southern Metropolis Daily, un tabloïd de la province de Guangzhou. En 2016, ce journal a publié en une : « *[Les médias] ont prêté serment au Parti, mais ont été engloutis par la mer.* » Beaucoup d'internautes ont interprété ça comme une déclaration selon laquelle le journalisme indépendant avait été tué en Chine. L'équipe éditoriale a ensuite été convoquée par le gouvernement, qui lui a demandé de publier un communiqué et de sanctionner le rédacteur en chef adjoint responsable de la une par une « sanction administrative ».

2. ZONES DE NON INFORMATION : LE TURKESTAN ORIENTAL ET LE TIBET

Les autorités chinoises imposent certaines des restrictions les plus sévères à la liberté de la presse au Turkestan oriental – désigné par Pékin sous le nom de « région autonome du Xinjiang », – et au Tibet, faisant de ces deux territoires sous contrôle chinois de véritables trous noirs de l'information.

Réduire les journalistes au silence : la recette pour dissimuler le génocide au Turkestan oriental

Le Turkestan oriental concentre la majorité des journalistes détenus en Chine : 67,5 % d'entre eux, selon les données de RSF. Beaucoup ont été condamnés sur la base d'accusations liées à la sécurité nationale.

Parmi eux figurent d'éminents journalistes et commentateurs ouïghours, tels qu'**Ilham Tohti**, fondateur du site d'information *Uyghur Online*. En septembre 2014, il a été [condamné](#) à la réclusion à perpétuité pour « séparatisme », après avoir critiqué les politiques menées par le gouvernement dans des reportages et commentaires. Autre cas emblématique : l'administratrice du site d'information *Salkin*, **Gulmira Imin**, [condamnée](#) en avril 2010 à la réclusion à perpétuité pour « séparatisme » et « divulgation de secrets d'État à l'étranger ». Sa peine aurait été réduite à 19 ans et huit mois de prison en 2017.

Depuis 2016, Pékin mène au Turkestan oriental, sous couvert de lutte contre le terrorisme, une campagne de répression brutale que des observateurs internationaux qualifient de génocide. Le Turkestan oriental abrite des Ouïghours, ainsi que d'autres peuples turciques d'Asie centrale, notamment des Kazakhs, des Kirghizes et des Ouzbeks. Depuis

l'occupation du Turkestan oriental à la fin de l'année 1949, le gouvernement chinois s'emploie à éroder l'identité de ses populations, considérant la restriction de l'accès à une information indépendante comme un instrument essentiel pour atteindre cet objectif. La situation s'est encore dégradée en 2026, lorsque les médias américains *Radio Free Asia* (RFA) et *Voice of America* (VOA) ont mis fin à leurs services en langue ouïghoure, sous la pression de l'administration Trump. Ces médias comptaient parmi les rares sources à fournir des informations indépendantes aux Ouïghours, tant au Turkestan oriental qu'en exil.

Cette répression ne se limite pas à la communauté ouïghoure. En 2024, la police chinoise a arrêté deux membres de la minorité kazakhe qui travaillaient pour la chaîne locale Xinjiang Television, ainsi que plusieurs autres journalistes dont l'identité n'a pas encore été établie.

« *Le Turkestan oriental concentre la majorité des journalistes détenus en Chine : 67,5 % d'entre eux, selon les données de RSF. Beaucoup ont été condamnés sur la base d'accusations liées à la sécurité nationale.* »

Weekly — another media renowned for its independence at the time — removed an investigative report titled “The Death of a Local Civil Servant” just hours after it was published. On 13 February 2026, *The Age of Aquarius*, a news outlet

on the Chinese social media platform WeChat, published its final article: “Shenzhen, the ‘World’s Factory’: A Silenced Strike at an Apple Supplier.” Its public WeChat account was permanently shut down shortly thereafter by the authorities.

Dissent from within China’s state media

Though state media is expected to be complicit, some have a history of attempting to resist, crossing red lines and defying censorship, such as Southern Metropolis Daily, a tabloid from Guangzhou province. In 2016, the outlet printed a headline on its front page reading “[Media] sworn to the Party, swallowed by the sea.” Many internet users interpreted it as a statement that independent journalism had been killed in China. The editorial team was then called in by the government and asked to release a statement and punish the deputy editor-in-chief who oversaw the front page with an “administrative demerit.”

2. INFORMATION BLACK HOLES: EAST TURKESTAN AND TIBET

The Chinese authorities impose some of their most severe restrictions on press freedom in Tibet and East Turkestan (referred to as “Xinjiang Autonomous Region” by Beijing), effectively turning the two territories controlled by China into information black holes.

SILENCING JOURNALISTS: THE KEY TO HIDING GENOCIDE IN EAST TURKESTAN

East Turkestan is home to the majority of journalists imprisoned in China — 67.5% according to RSF data — many of whom have been convicted on national security-related charges.

Among them are prominent Uyghur journalists and commentators such as **Ilham Tohti**, founder of the news site *Uyghur Online*, who was [sentenced](#) to life imprisonment for “separatism” in September 2014 following his reporting and commentary critical of government policies. Another is **Gulmira Imin**, administrator of the news website *Salkin*, who [was sentenced](#) in April 2010 to life imprisonment for “separatism” and “disclosing state secrets abroad”. Her



Témoignage

« Même lorsque je faisais de l'auto-stop, un homme à moto me suivait »

Témoignage d'un journaliste français

« Je suis allé au Xinjiang pour des vacances personnelles de dix jours avec un visa de journaliste, mais je n'avais aucune intention de faire un reportage sur la région. Sachant que le Xinjiang était une zone sensible, j'avais informé à l'avance le ministère chinois des Affaires étrangères de mon voyage et de mon itinéraire. Les autorités m'avaient pourtant assuré que j'étais libre de me déplacer où je le souhaitais. J'ai néanmoins été étroitement surveillé pendant tout mon séjour : en moyenne, deux voitures et quatre personnes me suivaient. Même lorsque je faisais de l'auto-stop, un homme à moto me suivait. Il était quasiment impossible de parler avec les habitants, car des hommes non identifiés interrompaient régulièrement nos conversations. À au moins deux reprises, je les ai vus faire pression sur des personnes qui avaient parlé avec moi et les interroger, alors même que nos échanges étaient restés très simples. À un moment donné, dans une vallée isolée en montagne, trois hommes agressifs m'ont arrêté sur la route. Ils m'attendaient à un barrage et m'ont ordonné de quitter le village où j'avais réservé une chambre dans un petit hôtel, sans fournir la moindre explication. Lorsque je leur ai demandé de présenter leurs papiers d'identité, ils ont désigné leurs T-shirts, sur lesquels figuraient les lettres "PCC". J'ai alors dû reprendre la route et rouler jusque tard dans la nuit avant de pouvoir rejoindre un hôtel plus grand, où des policiers m'attendaient. À mon retour à Pékin, j'ai été convoqué par le ministère des Affaires étrangères pour prendre le "thé"; et j'ai été interrogé au sujet de mon voyage. Les responsables m'ont expliqué que des "services compétents" les avaient informés que j'avais posé des "questions étranges". Ils n'ont pas précisé lesquelles, mais ont mentionné le fait que j'avais demandé à des personnes si elles parlaient mandarin, ce qui était exact. "Demanderiez-vous à des Français s'ils parlent français ?", m'a lancé un diplomate. Après ce voyage, ma demande de visa pour travailler pour un quotidien français a été rejetée et le gouvernement chinois a demandé à ma rédaction de proposer le nom d'un autre journaliste. Mon voyage au Xinjiang leur a été présenté comme la justification de cette décision, sans autre explication. Mon rédacteur en chef a finalement décidé de ne pas insister et a fait enregistrer un autre journaliste à ma place. »

Correspondants étrangers : témoins indésirables de la répression

Les correspondants étrangers sont aussi soumis à des pressions dans ces zones. Depuis 2016, les restrictions d'accès au Turkestan oriental se sont considérablement renforcées. Les journalistes qui ont réussi à se rendre dans la région pour documenter le génocide ont fait l'objet d'une surveillance étroite, de harcèlement et d'intimidations de la part des autorités. Selon le [rapport annuel 2025](#) du Club des correspondants étrangers en Chine (Foreign Correspondents' Club of China, FCCC), les restrictions et les actes de harcèlement restent largement répandus : 61 % des journalistes s'étant rendus au Turkestan oriental, et 81 % de ceux ayant voyagé en Mongolie intérieure, ont été confrontés à une forme d'ingérence, de restriction ou de harcèlement.

Dans le même temps, le régime organise des visites médiatiques soigneusement encadrées, destinées à promouvoir sa vision du « développement » de la région. En juin 2026, le média d'État chinois CGTN a [rapporté](#) qu'une délégation composée de 28 journalistes issus de 19 pays, dont la Hongrie, le Pakistan et les Émirats arabes unis, avait effectué un voyage de presse d'une semaine consacré au « développement économique local, au patrimoine culturel, à la préservation de l'environnement et aux efforts d'ouverture ». Ces visites ne sauraient être considérées comme la preuve d'un accès libre et sans restriction des journalistes à la région.

Selon les informations de RSF, les journalistes étrangers participant à ces voyages sont soumis à une étroite surveillance des autorités, contraints de suivre des itinéraires préétablis et autorisés à accéder uniquement aux lieux et aux personnes approuvés par le gouvernement. Ces conditions entravent considérablement l'exercice d'un journalisme indépendant, les reporters étant tributaires de programmes organisés par les autorités, qui imposent une autorisation préalable, ainsi qu'un contrôle de sécurité effectué par des responsables chinois. Les journalistes qui tentent de mener des enquêtes indépendantes dans ces « trous noirs » de l'information sont fréquemment confrontés au harcèlement, aux intimidations et aux pressions des autorités. En 2021, le correspondant du média public britannique *British Broadcasting Corporation (BBC)* à Pékin, **John Sudworth**, a [quitté](#) la Chine après avoir subi des pressions et des menaces croissantes de la part des autorités chinoises.

Tibet : aucun journaliste indépendant autorisé, la censure s'étend

Au Tibet, les autorités chinoises imposent aux professionnels de l'information certaines des mesures de contrôle les plus strictes au monde, étouffant toute couverture indépendante des violations des droits humains et de la répression culturelle. Les journalistes étrangers doivent obtenir une autorisation officielle pour se rendre au Tibet, mais l'accès demeure extrêmement restreint. Parmi les journalistes interrogés dans le cadre du [rapport 2025 du FCCC](#), aucun n'a déclaré avoir obtenu une telle autorisation au cours de l'année. Si les

“East Turkestan is home to the majority of journalists imprisoned in China — 67.5% according to RSF data — many of whom have been convicted on national security-related charges.”

sentence was reportedly reduced to 19 years and 8 months in prison in 2017.

Since 2016, Beijing has carried out a violent campaign of repression in East Turkestan under the pretext of the “fight against terrorism,” which international observers have characterised as genocide. East Turkestan is home to the Uyghurs and other Central Asian Turkic peoples, including the Kazakhs, Kyrgyz and Uzbeks. Since occupying East Turkestan in late 1949, the Chinese government has sought to erode the identity of these peoples, viewing restrictions on access to independent information as a key instrument in achieving this objective. The situation worsened in 2026, when US broadcasters *Radio Free Asia* and *Voice of America* discontinued their Uyghur-language services, which had been among the few outlets providing Uyghurs, both in East Turkestan and in exile, with independent news.

This crackdown extends beyond the Uyghur community. In 2024, the Chinese police arrested two people from the Kazakh minority working for the local broadcaster Xinjiang Television, along with several other journalists whose identities have not yet been confirmed.

FOREIGN CORRESPONDENTS: UNWANTED WITNESSES TO REPRESSION

Foreign correspondents are also subject to pressure in these zones. Since 2016, restrictions on access to East Turkestan have increased dramatically, while journalists who have managed to enter the region to report on the genocide have faced close surveillance, harassment and intimidation by authorities. According to the 2025 [annual report](#) by the Foreign Correspondents' Club of China (FCCC), the restrictions and harassment remained widespread: 61% of those who traveled to East Turkestan and 81% of those who traveled to Inner Mongolia experienced some form of interference, restriction, or harassment.

At the same time, the regime has promoted carefully managed media visits designed to showcase its preferred narrative of “development” in the region. In June 2026, Chinese state media outlet CGTN [reported](#) that a press delegation comprising 28 journalists from 19 countries, including Hungary, Pakistan and the United Arab Emirates, had completed a week-long reporting trip focused on “local economic development, cultural heritage, ecological conservation and opening-up efforts.” Such visits should not

First-hand account

“Even while I was hitchhiking, a man on a motocross bike followed me”

A French journalist recounts their experience reporting from China

“I went to Xinjiang for a ten-day personal holiday while holding a journalist visa, but I had no intention of reporting on the region. Because I knew the region was sensitive, I informed China's Ministry of Foreign Affairs in advance about my trip and itinerary. However, officials insisted that I was free to travel anywhere. I was closely monitored throughout my stay, with an average of two cars and four people following me. Even while I was hitchhiking, a man on a motocross bike followed me. It was almost impossible to speak with local residents because unidentified men repeatedly interrupted our conversations. On at least two occasions, I saw them pressure and question people who had spoken to me, even though our conversations had remained very basic. At one point, in a remote valley in the mountains, I was stopped on the road by three aggressive men who were waiting for me at a roadblock. They ordered me to leave the village where I had booked a room in a small hotel, without giving any reason. When I asked them to show me their identification, they pointed to their T-shirts, which had ‘CCP’ written on them. I then had to drive until very late at night before I could reach a larger hotel, where police officers were waiting for me. When I returned to Beijing, I was summoned by the Ministry of Foreign Affairs for ‘tea’ and questioned about my trip. Officials said that ‘relevant departments’ had informed them that I had asked ‘strange questions.’ They did not elaborate, but they mentioned that I had asked people whether they spoke Mandarin, which was true. ‘Would you ask French people whether they speak French?’ one diplomat asked me. After the trip, my visa application for a French daily newspaper was rejected and the Chinese government asked my editors to submit another name. My trip to Xinjiang was cited to my editors as justification for the decision, without further explanation. My editor eventually decided not to insist on my visa application and registered another journalist instead.”

be mistaken for evidence that the regime allows unrestricted journalistic access to these territories.

Foreign journalists participating in these tours are subject to strict official supervision, required to follow pre-arranged itineraries and granted access only to locations and individuals approved by authorities, according to RSF information. These conditions severely constrain independent reporting, as journalists rely on government-organised programmes that require prior authorisation and security screening by Chinese officials.

Journalists who attempt independent reporting from these information black holes frequently encounter harassment, intimidation and pressure from authorities. In 2021, *BBC*

autorités organisent ponctuellement des voyages de presse, les journalistes qui y participent indiquent ne pas être en mesure de mener des enquêtes indépendantes. Parmi ceux qui parviennent malgré tout à se rendre au Tibet, 70 % ont été confrontés à des actes de harcèlement ou à des restrictions. Lors des inondations meurtrières survenues le long de la frontière entre le Tibet et le Népal, aucun média indépendant n'avait été autorisé à accéder aux zones touchées au 31 août 2026. Le nombre de victimes du côté tibétain semble par ailleurs largement sous-estimé, tandis que l'accès au terrain pour couvrir la catastrophe est resté réservé aux médias contrôlés par l'État chinois.

Alors que l'accès aux informations provenant de l'étranger est strictement restreint, *Radio Free Asia (RFA)* et *Voice of*

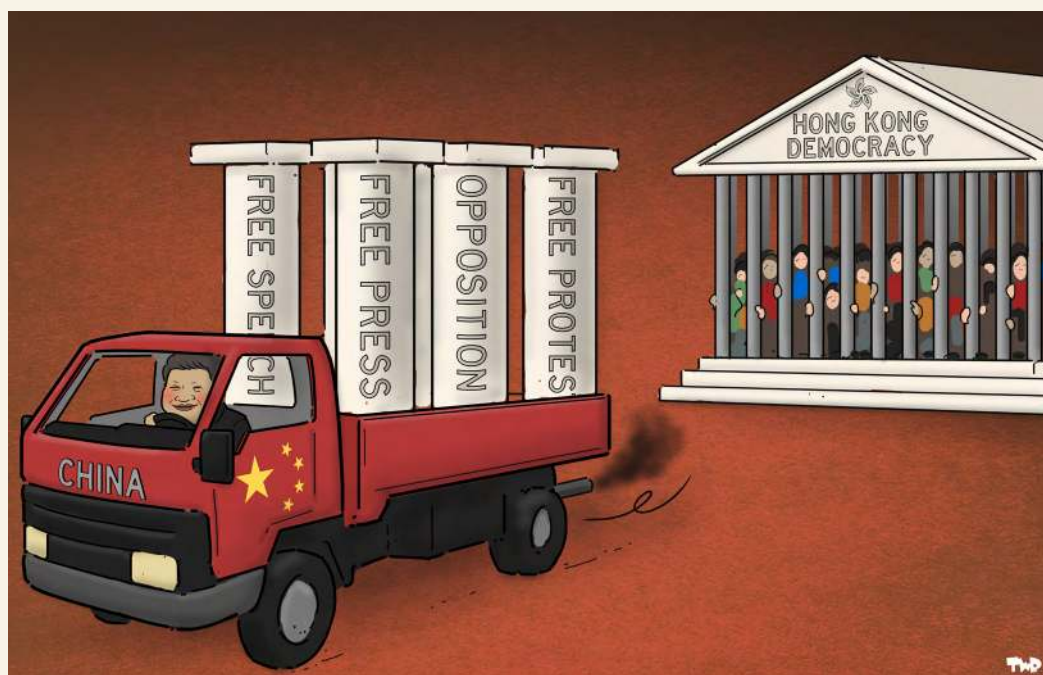
America (VOA) ont fourni à des millions de Tibétains des informations essentielles, documentant les abus et offrant un moyen de contourner la censure de Pékin. Après la [brève suspension](#) des services en langue tibétaine de *RFA* et de *VOA*, dans le contexte des mesures engagées par de l'administration Trump visant à démanteler ces médias, la China National Radio (CNR) a [porté](#), en 2026, le nombre de ses programmes en langue tibétaine de un à 17, selon la High Frequency Coordination Conference. Cette expansion s'inscrit dans une stratégie qui reflète les efforts plus larges de Pékin pour renforcer son contrôle de l'information et promouvoir les messages officiels, notamment ce que les responsables chinois présentent comme la diffusion de la « pensée » de Xi Jinping auprès des communautés ethniques.

3. HONG KONG : UN ANCIEN BASTION DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN CHUTE LIBRE

De lourdes peines de prison pour avoir exercé le journalisme

Depuis 2020, le gouvernement de Hong Kong a engagé des poursuites contre au moins 28 journalistes, dont huit sont toujours détenus. Au cours de la même période, des dizaines de médias ont été contraints de fermer, parmi lesquels le quotidien *Apple Daily* et le site d'information *Stand News*, perquisitionnés par les autorités avant d'être fermés. Hong Kong occupe la 140^e place sur 180 dans le [Classement mondial de la liberté de la presse](#) établi par RSF en 2026, après avoir dégringolé depuis la 18^e place que le territoire occupait en 2002. Il s'agit de l'un des déclinés les plus spectaculaires jamais enregistrés.

Peu d'affaires illustrent aussi brutalement cet effondrement que celle de **Jimmy Lai**, fondateur du quotidien aujourd'hui disparu *Apple Daily*. En février 2026, le patron de presse âgé de 78 ans a été [condamné](#) à 20 ans de prison en vertu de la loi sur la sécurité nationale (NSL), soit la plus lourde peine jamais infligée à un journaliste en vertu de la NSL. Compte tenu de son âge et de la dégradation de son état de santé en détention, cette condamnation équivaut, dans son cas, à une peine de mort. Les procureurs ont cité plus de 160 articles publiés par *Apple Daily* comme éléments à charge, signe alarmant que la criminalisation du journalisme est devenue la nouvelle norme dans une ville autrefois considérée comme un bastion de la liberté de la presse.



© Tjeerd Royaards (The Netherlands / Pays-Bas) - Cartooning for Peace

Beijing correspondent **John Sudworth**, whose award-winning reporting documented the treatment of Uyghurs in East Turkestan, [left](#) China after facing increased pressure and threats from Chinese authorities.

TIBET: CENSORSHIP GROWS AS FOREIGN JOURNALISTS REMAIN FORBIDDEN

In Tibet, Chinese authorities impose some of the world's strictest control measures on news professionals, suppressing independent reporting on human rights abuses and cultural repression. Foreign journalists must obtain official permission to travel to Tibet, yet access remains highly restricted. Among the journalists surveyed in the [2025 FCCC report](#), none said they received permission to report from the territory in 2025. While government-organised press tours are occasionally offered, journalists who participated in these visits stated that they were unable to conduct independent reporting. Seventy per cent of journalists who managed to travel were faced

with harassment and restrictions. As of 31 August 2026, no independent media outlets have been allowed to access the territory affected by the deadly floods along the Tibet-Nepal border. The number of casualties on the Tibetan side appears to be significantly underreported while reporting access has only been granted to China's state-controlled media.

With outside information strictly restricted, *Radio Free Asia* (RFA) and *Voice of America* (VOA) provided millions of Tibetans with critical news coverage, documenting abuses and offering a way around Beijing's censorship. Following the [brief suspension](#) of RFA and VOA's Tibetan services amid efforts by the Trump administration to dismantle these media, in 2026 China National Radio (CNR) [expanded](#) its Tibetan-language broadcasts in 2026 from one programme to 17, according to the High Frequency Coordination Conference. The expansion reflects Beijing's broader effort to strengthen control over information and promote state messaging, including what Chinese officials describe as spreading Xi Jinping's "thoughts," among ethnic communities.

3. HONG KONG: A FORMER BEACON OF PRESS FREEDOM IN FREE FALL

LENGTHY SENTENCES FOR JOURNALISM

Since 2020, the Hong Kong government has prosecuted at least 28 journalists, eight of whom remain detained. During the same period, dozens of media outlets have been forced to close, including *Apple Daily* and *Stand News*, which were raided by authorities and subsequently shut down. Hong Kong is ranked 140th in the 2026 RSF [World Press Freedom Index](#), having plummeted down the rankings from 18th place since 2002 — one of the sharpest declines ever recorded in the Index.

Few cases illustrate this collapse more starkly than that of **Jimmy Lai**, founder of the now-defunct newspaper *Apple Daily*. In February 2026, the 78-year-old publisher was [sentenced](#) to 20 years in prison under the National Security Law (NSL), the harshest sentence ever handed to a journalist under the NSL, and tantamount to a death sentence in his case, given his age and deteriorating health in jail. Prosecutors cited more than 160 *Apple Daily* articles as evidence, a chilling indication that criminalising journalism has become the new normal in a city once known as a beacon of press freedom.



La répression à Hong Kong ne se limite pas au cas de Jimmy Lai. Six cadres supérieurs d'*Apple Daily* ont été condamnés à des peines de prison allant de six à dix ans, tandis que d'autres personnes liées à l'affaire ont également été reconnues coupables. En 2024, deux rédacteurs en chef de *Stand News*, **Chung Pui-kuen** et **Patrick Lam**, ont été [condamnés à des peines de prison](#), respectivement 21 et 11 mois, pour avoir publié des informations jugées séditeuses par un tribunal de Hong Kong – une première dans l'histoire moderne de la ville. En mai 2026, la [condamnation](#) du journaliste chevronné **Ronson Chan Long-sing**, qui est l'ancien président de l'Association des journalistes de Hong Kong (HKJA) et l'ancien rédacteur en chef adjoint chargé des affectations au sein de *Stand News*, média aujourd'hui disparu, pour « obstruction à l'action d'un agent de police » a été confirmée en appel, en raison de son travail journalistique. Il a été condamné à cinq jours de prison.

Harcèlement des professionnels de la presse, en ligne comme hors ligne

Entre 2024 et 2026, des journalistes travaillant pour au moins 13 médias locaux et étrangers – dont les sites d'information *InmediaHK*, *HK Feature* et *Hong Kong Free Press* – deux écoles de journalisme, ainsi que de nombreux journalistes à titre individuel, ont été victimes de harcèlement en ligne et hors ligne, selon les données de RSF. Les actes comprennent notamment la divulgation malveillante de données personnelles (« *doxxing* »), des menaces de mort, des actes de surveillance et de traque ainsi que l'envoi de contenus diffamatoires par courriel ou par lettre au domicile des journalistes, sur leur lieu de travail ou à leurs proches. Par ailleurs, au moins 20 personnes et sept organisations ou médias indépendants, dont l'Association des journalistes de Hong Kong (HKJA), ont été ciblés au cours des deux dernières années par le fisc hongkongais (Inland Revenue Department, IRD), dans le cadre d'une série de contrôles fiscaux « aléatoires ». Ces procédures accentuent la pression qui pèse déjà sur des rédactions disposant de moyens humains et financiers limités.

Les médias internationaux menacés au titre de la loi sur la sécurité nationale

« Ne dites pas que nous ne vous avons pas prévenus. » C'est l'avertissement adressé par le Bureau pour la sauvegarde de la sécurité nationale (Office for Safeguarding National Security, OSNS) à des journalistes chevronnés convoqués par les autorités, qui travaillent pour plusieurs grands médias opérant à Hong Kong, dont les agences de presse *Associated Press* (AP) et *Agence France-Presse* (AFP). L'OSNS a proféré des menaces contre des médias étrangers, accusés de « diffuser de fausses informations ». Selon les données de RSF, au moins 13 journalistes étrangers [se sont vu refuser un visa](#) ou ont été empêchés d'entrer à Hong Kong depuis l'adoption, en 2020, de la draconienne loi sur la sécurité nationale. Cette stratégie a également été utilisée contre des



défenseurs de la liberté de la presse. En avril 2024, à la veille d'une audience dans le procès toujours en cours de Jimmy Lai, une représentante de RSF, **Aleksandra Bielakowska**, a elle aussi été détenue et interrogée à l'aéroport international de Hong Kong, avant d'être expulsée. De nombreux cas de ce type restent probablement non signalés, les médias faisant face à des pressions et une surveillance accrues, ainsi qu'à des craintes pour la sécurité des membres de leur personnel restés sur place.

Au moins 13 journalistes ont été visés par des restrictions arbitraires en matière de visa au titre de la loi sur la sécurité nationale

- **Chris Buckley**, *New York Times* : visa refusé après son expulsion de Chine (2020)
- **Aaron McNicholas**, *Hong Kong Free Press* : visa refusé sans explication (2020)
- **Sue-Lin Wong**, *The Economist* : renouvellement de visa refusé sans explication (2021)
- **Michiko Kiseki**, photjournaliste indépendante : détenue, interrogée et expulsée à l'aéroport de Hong Kong (2022)
- **Yoshiaki Ogawa**, journaliste indépendant : détenu pendant la nuit, interrogé et expulsé (2023)
- **Matthew Connors**, photjournaliste indépendant : entrée à Hong Kong refusée (2023)
- **Haze Fan**, *Bloomberg* : visa refusé sans explication (2024)
- **Louise Delmotte**, *Associated Press* : visa refusé sans explication (2024)
- **Journaliste américain** ayant demandé à conserver l'anonymat : visa refusé sans explication (2024)
- **Rebecca Choong Wilkins**, *Bloomberg* : renouvellement de visa refusé sans explication (2025)
- **Journaliste européen** ayant demandé à conserver l'anonymat : entrée refusée (2026)
- **Journaliste japonais** ayant demandé à conserver l'anonymat : entrée refusée (2026)
- **Antoine Védeilhé**, groupe *France Télévisions* : interrogé, fouillé, expulsé et harcelé (2026)

The crackdown in Hong Kong extends far beyond Lai. Six senior *Apple Daily* staff members received prison sentences ranging from nearly seven to 10 years, while others linked to the case were also convicted. In 2024, two editors-in-chief from *Stand News*, **Chung Pui-kuen** and **Patrick Lam**, were given [prison terms](#) for publishing information deemed seditious by a Hong Kong court — the first such verdict in the city's modern history. In May 2026, the [conviction](#) of **Ronson Chan Long-sing**, a veteran journalist, former chairman of the Hong Kong Journalists Association (HKJA) and former deputy assignment editor at the now-defunct *Stand News*, for “obstructing a police officer” was upheld on appeal. He was sentenced to five days in prison.

THE ONLINE AND OFFLINE HARASSMENT OF NEWS PROFESSIONALS

Between 2024 and 2026, journalists from at least 13 local and foreign media outlets — including the news sites *InmediaHK*, *HK Feature* and *Hong Kong Free Press* — two journalism schools and many individual journalists have been subjected to harassment both on- and offline, including doxing, death threats, surveillance, stalking and defamatory content sent via email or letters to journalists' homes, workplaces and family members, according to RSF data. In addition, at least 20 individuals and seven independent media organisations, including the HKJA, have been targeted by Hong Kong's Inland Revenue Department (IRD) in the past two years through a series of “random” tax audits, adding further pressure to already limited staff and resources.

FOREIGN MEDIA THREATENED UNDER THE NATIONAL SECURITY LAW

“Don't say we didn't warn you,” the Office for Safeguarding National Security (OSNS) [told](#) the senior journalists they had summoned from several major outlets operating in Hong Kong, including news agencies such as the *Associated Press* and *Agence France-Presse*, in December 2025. According to RSF data, at least 13 foreign journalists [have been denied visas](#) or barred from entering Hong Kong since the enactment of the draconian National Security Law in 2020. This tactic has also been used against press freedom advocates. In April 2024, ahead of a hearing in the trial of publisher Jimmy Lai, RSF representative Aleksandra Bielakowska was detained and questioned at Hong Kong International Airport before being deported. Many such cases likely go unreported, as media organisations face pressure and surveillance, and fear for the safety of staff remaining in the city.

At least 13 journalists have been targeted by arbitrary visa restrictions under the National Security Law

- **Chris Buckley**, *The New York Times*: visa rejected following his expulsion from China (2020)
- **Aaron McNicholas**, *Hong Kong Free Press*: visa rejected without explanation (2020)
- **Sue-Lin Wong**, *The Economist*: visa renewal rejected without explanation (2021)
- **Michiko Kiseki**, freelance photojournalist: detained, interrogated and deported at the Hong Kong airport (2022)
- **Yoshiaki Ogawa**, freelance journalist: detained overnight, interrogated and deported (2023)
- **Matthew Connors**, freelance photojournalist: denied entry to Hong Kong (2023)
- **Haze Fan**, *Bloomberg*: visa rejected without explanation (2024)
- **Louise Delmotte**, *Associated Press*: visa rejected without explanation (2024)
- **US journalist who requested anonymity**: visa request denied without explanation (2024)
- **Rebecca Choong Wilkins**, *Bloomberg*: visa renewal rejected without explanation (2025)
- **European journalist who requested anonymity**: denied entry (2026)
- **Japanese journalist who requested anonymity**: denied entry (2026)
- **Antoine Vedeilhe**, *France Télévisions*: questioned, searched, deported and harassed (2026)

MACAU CLOSELY MIRRORS HONG KONG'S DECLINE IN PRESS FREEDOM

The former Portuguese colony, portrayed as the “poster child” in contrast to rebellious Hong Kong, has also seen a decline in its already limited press freedom, in line with Xi Jinping's crusade against the right to information. On 30 May 2023, an extended version of Macau's 2009 “Law on Safeguarding National Security,” which defines seven crimes that carry a maximum sentence of up to 25 years' imprisonment, [entered into force](#). In 2025, *All About Macau*, one of the last independent media outlets in the Chinese special administrative region (SAR), [ceased operations](#) following threats of legal action by the authorities. In April 2025, three *All About Macau* reporters were barred from entering the Legislative Assembly chamber to cover the chief executive's policy address. They subsequently face charges carrying up to three years in prison of “disrupting the functioning for Macau SAR bodies.”

Macao connaît un déclin de la liberté de la presse comparable à celui de Hong Kong

L'ancienne colonie portugaise Macao, présentée comme le « bon élève » par opposition à la rebelle Hong Kong, a elle aussi vu sa liberté de la presse, déjà limitée, se dégrader dans le sillage de la croisade menée par Xi Jinping contre le droit à l'information. Le 30 mai 2023, une version élargie de la loi sur la sauvegarde de la sécurité nationale, adoptée à Macao en 2009, est [entrée en vigueur](#). Ce texte définit sept

infractions passibles de peines pouvant aller jusqu'à 25 ans de prison.

Fin 2025, l'un des derniers médias indépendants de cette région administrative spéciale de Chine, *All About Macau*, a [cessé ses activités](#) à la suite de menaces de poursuites judiciaires de la part des autorités. Quelques mois auparavant, en avril, trois journalistes de ce média s'étaient vu interdire l'accès à l'hémicycle de l'Assemblée législative alors qu'ils souhaitaient couvrir le discours de politique générale du chef de l'exécutif. Ils ont ensuite été poursuivis pour « entrave au fonctionnement des organes de la Région administrative spéciale de Macao », une infraction passible d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison.

4. LA CROISADE DE XI JINPING CONTRE LES JOURNALISTES INDÉPENDANTS EN CHINE

Pour les journalistes qui cherchent aujourd'hui à exercer leur métier de manière indépendante en Chine, la réalité est souvent celle de la clandestinité : publier anonymement, recourir à des canaux non officiels ou passer par des médias établis à l'étranger pour diffuser leurs informations. Il n'existe aucune voie juridique clairement définie permettant de créer ou d'enregistrer un média pleinement indépendant, à l'abri du contrôle de l'État. Ceux qui tentent de braver ces restrictions s'exposent fréquemment à de lourdes conséquences : emprisonnement, assignation à résidence, harcèlement ou encore l'exil, pour celles et ceux qui parviennent à fuir à temps.

Chine : le premier geôlier de journalistes au monde

Dans le [Classement mondial de la liberté de la presse](#) établi en 2026 par RSF, la Chine occupe la 178^e place sur 180 pays et territoires. Elle est aujourd'hui le premier pays au monde en nombre de journalistes détenus. L'ampleur de la répression se reflète également dans les données de RSF sur l'assistance : en seulement quatre ans, l'organisation a apporté une assistance d'urgence à plus de 30 médias et journalistes en Chine. Ces derniers sollicitent de plus en plus RSF, alors que les assignations à résidence, les interrogatoires, les incarcérations et même les annulations de passeports tendent à devenir la norme.

120 JOURNALISTES DÉTENUS : la plus grande prison de journalistes au monde

- **85,8 %** d'hommes et **14,2 %** de femmes.
- **67,5 %** au Turkestan oriental, **23,3 %** en Chine continentale, **6,7 %** à Hong Kong et **2,5 %** au Tibet.
- Au moins **40** chefs d'accusation différents, fondés sur les législations applicables en Chine et à Hong Kong, ont été retenus contre les **67** journalistes pour lesquels les accusations sont connues. Les plus fréquemment utilisés sont le « séparatisme », dans au moins dix cas ; « l'incitation à la subversion du pouvoir de l'État », dans au moins six cas ; ou encore la « conspiration en vue de collusion avec des forces étrangères » ou de « commettre des actes de subversion », dans au moins six cas également.
- Au moins **27** journalistes ont été condamnés, ou risquent d'être condamnés, à des peines de prison comprises entre dix et 25 ans ; **18** à des peines inférieures à dix ans ; au moins quatre à la réclusion à perpétuité ; et un à la « peine de mort avec sursis », dont l'exécution est donc suspendue et qui peut être commuée en réclusion à perpétuité ou en une peine de prison).
- La Chine est la plus grande prison pour journalistes du XXI^e siècle. **Depuis 2018, au moins 100 journalistes ont été détenus par la Chine.**
- Depuis 2002, année de lancement du Classement mondial de la liberté de la presse, **la Chine figure systématiquement parmi les dix pays les moins bien classés.**

CHINA: THE WORLD'S LARGEST JAILER OF JOURNALISTS



Le paradoxe d'une lutte contre la corruption face à la répression du journalisme de contre-pouvoir

Depuis son arrivée au pouvoir, Xi Jinping mène une campagne anticorruption, présentée comme une offensive visant à éradiquer les malversations au sein du PCC. Pourtant, ce sont souvent les journalistes d'investigation mettant au jour ces affaires de corruption qui subissent les conséquences les plus lourdes.

En février 2026, deux journalistes d'investigation indépendants, **Liu Hu** et **Wu Yingjiao**, ont été [arrêtés](#) par la police à la suite de leurs enquêtes sur des affaires de corruption impliquant les autorités locales, dans la province du Sichuan. Bien qu'ils aient par la suite été libérés sous caution, leur affaire illustre une tendance plus large : enquêter sur les élites au pouvoir peut conduire derrière les barreaux, dissuadant de fait l'exercice d'un journalisme indépendant.

D'autres n'ont pas eu cette chance. Le fondateur du site d'information consacré à la défense des droits humains **64 Tianwang**, **Huang Qi**, lauréat du prix RSF pour la liberté de la presse en 2004, est toujours emprisonné. Arrêté en 2016, il a été [condamné](#) en 2019 à 12 ans de prison pour ses enquêtes sur des violations des droits humains commises par des responsables chinois. De même, un ancien journaliste de médias d'État, **Chen Jieren**, a été [condamné](#) à 15 ans de prison en 2020 après avoir révélé des faits de corruption impliquant des responsables du Parti communiste.

La répression s'est également étendue aux journalistes citoyens et aux cyberactivistes, ainsi qu'aux plateformes qu'ils utilisent pour publier et partager leurs informations. En 2017, les autorités chinoises ont ainsi déclaré au site d'information *iFeng.com* ainsi qu'aux plateformes Sina Weibo et ACFUN, qu'ils ne disposaient pas des licences nécessaires pour proposer des contenus audiovisuels de plus de 15 minutes, invoquant la diffusion de programmes politiquement sensibles et la nécessité de « [créer un cyberspace plus propre](#) ». Peu auparavant, les autorités avaient ordonné aux entreprises du secteur numérique de fermer les comptes de réseaux sociaux considérés comme répondant aux « *goûts vulgaires du public* » ou diffusant des ragots sur les célébrités.

Les comptes officiels sur Weixin, la version locale de WeChat, sont devenus un canal important d'information, utilisé par les médias et les journalistes indépendants. Ces comptes restent toutefois soumis à des dispositifs automatisés et humains de contrôle des contenus imposés par leur maison mère, Tencent, afin de se conformer à la réglementation chinoise. Filtrage par mots-clés, vérification humaine, suppression *a posteriori* d'articles et suspension de comptes pour des contenus jugés politiquement ou socialement sensibles, peuvent restreindre les sujets que les rédactions traitent et partagent, encourageant ainsi l'autocensure chez les administrateurs de comptes. Fin 2018, le principal régulateur du cyberspace chinois a [fermé](#) 9 800 comptes de réseaux sociaux gérés par des acteurs indépendants.

Plus généralement, les risques auxquels sont confrontés les cyberactivistes ont été illustrés en 2023 par le cas du blogueur anticensure **Ruan Xiaohuan**, plus connu sous le pseudonyme de « **Program Think** ». Il a été [condamné](#) par le tribunal populaire intermédiaire n° 2 de Shanghai à sept ans de prison pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Pendant 12 ans, son blog personnel a fourni des conseils sur les moyens de contourner le « grand pare-feu » ou « grande muraille numérique » chinois – un vaste dispositif de censure d'Internet – et a révélé les pratiques répréhensibles du régime, notamment des affaires de corruption.

La répression n'épargne pas les journalistes étrangers

Les efforts déployés par la Chine pour étouffer le journalisme indépendant s'étendent également aux ressortissants étrangers. Le commentateur politique australien **Yang Hengjun** a été arrêté en 2019 pour « espionnage » et est détenu depuis, après avoir été condamné à une « [peine de mort avec sursis](#) ». Il a également subi des mauvais traitements et des actes de torture pendant sa détention. L'un des cas les plus choquants est celui de l'éditeur suédois **Gui Minhai**, enlevé en Thaïlande par le régime chinois en 2015, puis [condamné](#) à dix ans de prison en 2020 pour des infractions liées à des secrets d'État. Sa fille, Angela Gui, n'a pas été autorisée à communiquer avec lui, même par téléphone : « *Cela fait sept ans que j'ai été autorisée à lui parler, pour la dernière fois, et chaque jour je m'inquiète davantage pour son état de santé* », a-t-elle déclaré à RSF.

Les contraintes croissantes pesant sur les correspondants étrangers en Chine

Être correspondant étranger en Chine est devenu de plus en plus difficile, voire même impossible. Plusieurs grands médias internationaux maintiennent encore une présence dans le pays, notamment les agences *Agence France-Presse (AFP)*, *Associated Press (AP)*, *Reuters* et le groupe audiovisuel public japonais (*Japan Broadcasting Corporation*, également connu sous le nom de *NHK*), malgré les difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour obtenir des visas pour leurs journalistes, selon des sources de RSF.

Selon un [rapport publié en 2025](#) par le Club des correspondants étrangers en Chine (Foreign Correspondents' Club of China, FCCC), 64 % des journalistes étrangers interrogés ont déclaré que leur travail avait été entravé au moins une fois par la police ou des représentants du gouvernement. Surveillance numérique et physique, harcèlement, interrogatoire de sources, perquisitions au domicile des journalistes et expulsions, font de plus en plus partie du quotidien des correspondants étrangers en Chine. Les autorités ont également renforcé l'instrumentalisation de la procédure de délivrance des visas, restreignant la capacité des journalistes à travailler dans le pays en ne délivrant que

on human rights abuses by Chinese officials. Similarly, former state media journalist **Chen Jieren** [received](#) a 15-year prison sentence in 2020 after exposing corruption involving Communist Party officials.

Repression has also extended to citizen journalists and online activists, as well as the platforms they use to publish and share information. In 2017, Chinese authorities told the online outlets Sina Weibo, iFeng.com and ACFUN that they lacked the licences required to provide audiovisual content longer than 15 minutes, citing politically sensitive programming and the need to “[create a cleaner cyberspace](#).” Shortly beforehand, authorities had ordered internet companies to shut down social media accounts deemed to cater to “the public’s vulgar taste” or spread celebrity gossip.

Accounts marked as official accounts on the Chinese social media platform Weixin have become an important channel for news and information for media organisations and independent journalists. But these public accounts are subject to automated and manual content controls imposed by Wexin’s parent company, Tencent, to comply with China’s internet regulations. Keyword filtering, human review, retrospective deletion of articles and account suspensions over politically or socially sensitive content can restrict what publishers report and share, encouraging self-censorship among account operators. In late 2018, China’s top cyberspace regulator [shut down](#) 9,800 social media accounts operated by independent news providers.

The broader risks facing online activists were illustrated in 2023, when anti-censorship blogger **Ruan Xiaohuan**, better known by the pseudonym “**Program Think**,” was [sentenced](#) by the Shanghai No. 2 Intermediate Court to seven years in prison for “inciting subversion of state power”. For 12 years, his personal blog gave advice on how to circumvent China’s Great Firewall — a complex system of internet censorship — and exposed the regime’s malpractices, including corruption.

REPRESSION DOES NOT SPARE FOREIGN JOURNALISTS

China’s efforts to suppress independent reporting have also extended to foreign nationals. Australian political commentator **Yang Hengjun** was arrested in 2019 for “espionage” and remains in detention after being handed a [suspended death sentence](#). Yang has also been subjected to mistreatment and torture while in custody. One of the most shocking cases is that of Swedish publisher **Gui Minhai**, abducted from Thailand by the Chinese regime in 2015 and [sentenced](#) to 10 years in prison in 2020, on charges related to state secrets. His daughter, Angela Gui, has been unable to communicate with him even by phone. As she told RSF in July 2026, “It’s been nearly seven years since I was last allowed to speak to him, and each day I grow increasingly worried about his health.”

Being a foreign correspondent in China has become an increasingly difficult — and, at times, nearly impossible — task. Many international media still have a presence, including *Agence France-Presse (AFP)*, *The Associated Press (AP)*, *Reuters* and the *Japan Broadcasting Corporation* (also known as NHK), despite the growing difficulties in securing visas for journalists, according to RSF sources.

According to a 2025 [report](#) by the Foreign Correspondents’ Club of China, 64% of the foreign journalists surveyed said their work had been obstructed at least once by police or government officials. Digital and physical surveillance, harassment, the interrogation of sources, searches of journalists’ homes and expulsions have increasingly become part of the working environment for foreign correspondents in China. Authorities have also ramped up their weaponisation of the visa process, restricting journalists’ ability to work in the country by only issuing short-term visas, delaying renewals and applications — sometimes for up to two years — or denying visas altogether. One notable example is **Vivian Wang**, China correspondent for the US newspaper *The New York Times*, who was [expelled](#) from the country in 2026 after being harassed due to her reporting. Notably, the regime prefers to grant journalist visas to foreign correspondents with limited prior knowledge of China or little proficiency in Chinese, making it easier to control their access to people, places and events.

“*Being a foreign correspondent in China has become an increasingly difficult — and, at times, nearly impossible — task.*”

des visas de courte durée, en retardant les renouvellements et les demandes – parfois pendant deux ans – ou en refusant purement et simplement de délivrer un visa.

Un cas emblématique est celui de la correspondante en Chine du quotidien américain *The New York Times*, **Vivian Wang**, [expulsée](#) du pays en 2026 après avoir été harcelée en raison

de son travail. Il est à noter que le régime préfère accorder des visas de journaliste à des correspondants étrangers disposant de peu de connaissances sur la Chine ou maîtrisant peu la langue chinoise, ce qui facilite le contrôle de leur accès aux personnes, aux lieux et aux événements.

Mauvais traitements, torture et absence de soins médicaux dans les prisons chinoises

Avant même leur condamnation, et souvent sans jamais faire l'objet d'un jugement définitif officiel, les journalistes sont [régulièrement](#) soumis à une « **surveillance résidentielle dans un lieu désigné** » (RSDL), un régime de détention à l'isolement pouvant durer jusqu'à six mois, dans des lieux secrets. Ce dispositif a été décrit à plusieurs reprises par les mécanismes des Nations unies relatifs aux droits humains comme un système de disparitions forcées, de détention arbitraire et de torture.

C'est notamment le cas de la journaliste **Sophia Huang Xueqin**, qui a été torturée en détention. Connue pour avoir contribué à faire émerger le mouvement #MeToo en Chine, elle a été [condamnée](#) à cinq ans de prison pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Depuis lors, les autorités entretiennent un silence quasi total sur sa situation – un « *silence angoissant* », selon l'une de ses amies. « *C'est une personne qui s'épanouit dans la communication et les relations humaines. L'absence totale de contact nous inquiète énormément quant à son état de santé.* »

Les rapports d'organisations de défense des droits humains font état de conditions de détention difficiles, notamment une hygiène déplorable, un manque de transparence, des mauvais traitements et le refus de fournir des soins médicaux adéquats aux journalistes détenus. Le guide touristique tibétain **Kunchok Jinpa**, considéré comme un collaborateur des médias car l'une des principales sources d'information de la région, est [mort](#) en détention en février 2021 après des années de mauvais traitements présumés. Il purgeait une peine de 21 ans de prison pour « divulgation de secrets d'État », parce qu'il avait transmis à des médias étrangers des informations sur des manifestations au Tibet. Kunchok Jinpa est loin d'être le premier à mourir en détention. Le lauréat du prix Nobel de la paix et défenseur de la liberté de la presse **Liu Xiaobo**, ainsi que le blogueur **Yang Tongyan**, sont tous deux morts en 2017 de cancers non soignés pendant leur détention.

Selon RSF, de nombreux autres défenseurs de la liberté de la presse détenus en Chine restent exposés à de graves risques en raison de l'insuffisance des soins médicaux et de mauvaises conditions carcérales. Parmi eux figure le journaliste chevronné Dong Yuyu, dont l'état de santé s'est gravement [détérioré](#) après la découverte d'une tumeur au poumon en 2026.

5. LE BRAS LONG DE LA RÉPRESSION TRANSNATIONALE CHINOISE ATTEINT LES JOURNALISTES

La répression transnationale ne connaît littéralement aucune frontière. Par une multitude de tactiques, elle vise à intimider, réduire au silence et contraindre les individus. Dans le contexte chinois, les journalistes figurent souvent parmi ses principales cibles.

Les journalistes en exil et leurs familles : principales cibles du régime

Depuis 2020, dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et des années qui ont suivi, de nombreux journalistes chinois ont été contraints d'emprunter une voie encore plus périlleuse, en fuyant vers des pays tiers à la recherche de sécurité et, à terme, d'un pays d'accueil. Leur nombre ne cesse d'augmenter, mais les impératifs de sécurité empêchent souvent RSF de divulguer des informations à leur sujet. Même à l'étranger, ces journalistes continuent de subir les pressions et les intimidations du régime chinois.

Exemple avec un journaliste du magazine *Caijing*, **Bai Zhaodong**. En octobre 2024, quatre agents des forces de l'ordre chinoises auraient été aperçus en train de l'attendre au bureau de l'immigration de Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande. Incapable de renouveler son visa ou de récupérer son passeport, il est ensuite entré dans la clandestinité et s'est caché. En janvier 2026, il a été placé dans un centre de détention dans l'attente de sa [réinstallation](#) dans un pays tiers. Toutefois, les autorités thaïlandaises l'auraient empêché de quitter la Thaïlande à deux reprises alors qu'il devait embarquer sur des vols programmés.

En 2024, un journaliste hongkongais en exil au Royaume-Uni, **Matthew Leung**, a lui aussi été menacé alors qu'il filmait des employés du consulat chinois en train d'effacer des graffitis liés aux manifestations pro-démocratie à Hong Kong. Quatre membres du personnel consulaire ont encerclé ce journaliste du service cantonais de *Radio Free Asia (RFA)* après qu'il a commencé à les photographier, alors qu'ils recouvraient de peinture blanche des slogans inscrits sur le trottoir devant le consulat chinois, sur Denison Road à Manchester. « *J'ai*

Abuse, torture and lack of medical care in Chinese prisons

Prior to sentencing, and often without ever receiving an official final sentence, journalists are routinely subjected to Residential Surveillance at a Designated Location (RSDL), a system of solitary confinement for up to six months in secret detention centres that has repeatedly been defined as a system of enforced disappearances, arbitrary detention and torture by UN human rights mechanisms.

One such example is **Sophia Huang Xueqin**, a journalist who helped spark China's #MeToo movement and who was tortured in detention. She was sentenced to five years in prison for "inciting subversion of state power". Since then, the authorities have maintained near-total secrecy about her situation — an "agonising silence," one of her close friends told RSF. "She is someone who thrives on communication and human connection. The complete lack of contact has caused us grave concern for her state of health."

Reports from human rights organisations describe harsh prison conditions, including poor sanitation, a lack of transparency, mistreatment and the denial of adequate medical care for detained journalists. **Kunchok Jinpa**, a Tibetan tour guide and information source, considered a media collaborator by RSF, died in custody in February 2021 after years of alleged mistreatment while serving a 21-year prison sentence for "disclosing state secrets" by sharing information about protests in Tibet with foreign media. Kunchok Jinpa is far from the first death in custody. Nobel Peace Prize laureate and press freedom defender **Liu Xiaobo** and blogger **Yang Tongyan** both died of untreated cancers while detained in 2017.

According to RSF, many other imprisoned defenders of press freedom in China remain at serious risk due to inadequate medical care and poor prison conditions. This includes veteran journalist **Dong Yuyu**, whose health has gravely deteriorated since a tumour was discovered in his lung in 2026.



© RSF

5. CHINA'S LONG ARM OF TRANSNATIONAL REPRESSION

Transnational repression knows no borders. Through a range of diverse tactics, it aims to intimidate, silence and coerce individuals abroad. In the Chinese context, those targets are often journalists.

EXILED JOURNALISTS AND THEIR FAMILIES: THE REGIME'S MAIN TARGET

Since 2020, particularly in the wake of the COVID-19 pandemic, many Chinese journalists have been forced to flee to new countries in search of safety and eventual relocation. The number of these cases has been increasing, but security concerns often prevent RSF from sharing details about individuals. Even when they are finally abroad, these journalists continue to face pressure and intimidation from the Chinese regime.

One example is *Caijing* magazine journalist **Bai Zhaodong**. In October 2024, four Chinese law enforcement agents were reportedly seen waiting for him at the Chiang Mai Immigration Office in Thailand. He subsequently went into hiding after being unable to renew his visa or retrieve his passport. In January 2026, he was placed in a detention facility while awaiting relocation to a third country. However, Thai authorities

reportedly prevented him from leaving Thailand on scheduled flights on two separate occasions.

In 2024, exiled Hong Kong journalist **Matthew Leung**, located in the United Kingdom, received threats while filming Chinese Consulate staff cleaning up Hong Kong protest graffiti. Four staff members surrounded the *RFA* Cantonese Service reporter after he started taking photos of them scrubbing away slogans in white paint on the pavement outside the Chinese consulate on Manchester's Denison Road. "I was surrounded and intimidated by the deputy consul general and his associates. They said they knew where I live and warned me not to publish my reporting, but we published everything we had anyway," he told RSF.



In East Turkestan, the relatives of Uyghur journalists working for foreign outlets understand this more than anyone, and have paid a heavy price for independent reporting. As Uyghur journalist **Gulchehra Hoja** told RSF, "authoritarian governments often label Uyghur journalists as terrorists, separatists, or foreign agents — not because of what they have done, but because of what they have revealed. I was branded a terrorist simply for reporting the truth about my people, while dozens of my relatives were detained in an

© D.A. Peterson / U.S. State Department

été encerclé et intimidé par le consul général adjoint et ses collaborateurs. Ils m'ont dit qu'ils savaient où j'habitais et m'ont exhorté de ne pas publier mon reportage. Mais nous avons malgré tout publié ce que nous avons », a-t-il déclaré à RSF.

Au Turkestan oriental, les proches des journalistes ouïghours travaillant pour des médias internationaux en savent plus que quiconque sur le prix à payer pour exercer un journalisme indépendant. Comme l'a déclaré à RSF la journaliste ouïghoure **Gulchehra Hoja**, « les gouvernements autoritaires qualifient souvent les journalistes ouïghours de terroristes, de séparatistes ou d'agents de l'étranger – non pas en raison de leurs actes, mais à cause de ce qu'ils ont révélé », avant d'ajouter : « J'ai été qualifiée de terroriste simplement pour avoir rapporté la vérité sur mon peuple, tandis que des dizaines de membres de ma famille ont été détenus dans le but de faire taire les journalistes ouïghours ». Vingt-cinq membres de sa famille ont de fait été détenus à la suite de ses reportages sur le génocide au Turkestan oriental.

Des dizaines de proches et de collègues d'autres journalistes ouïghours ont subi des représailles similaires, notamment les collègues de l'ancien journaliste de VOA **Kasim Abdurehim Kashgar** : « Les autorités chinoises voulaient que je cesse mes enquêtes et que je travaille pour la propagande du régime. Dans les mois qui ont suivi mon refus, au moins 12 personnes avec lesquelles j'avais travaillé dans une école de langues ont été arrêtées et interrogées à mon sujet. Certaines ont même été condamnées à des peines allant jusqu'à sept ans de prison », a-t-il déclaré à RSF.

« En tant que journaliste, ces dernières années ont été particulièrement difficiles. Nombre de mes contacts en exil ne partagent plus d'informations avec moi ou ne répondent plus à mes sollicitations. Ils me disent qu'ils ne sont plus en mesure de parler, car leurs familles restées au Tibet leur ont demandé de cesser de le faire, en raison de la surveillance intensive qui y est exercée. Personnellement, je n'ai reçu aucune menace directe, mais ma famille et moi ne sommes désormais plus en contact. Ils ont rompu toute relation avec moi et m'ont demandé d'arrêter mon travail de journaliste. »

Un journaliste vidéo tibétain ayant demandé à conserver l'anonymat pour des raisons de sécurité

La croisade en ligne pour faire taire ceux qui ne « racontent pas bien l'histoire de la Chine »

La répression transnationale menée par la Chine s'est intensifiée à la suite d'un consensus établi au plus haut niveau du PCC selon lequel la priorité devait être donnée aux « ennemis du Parti à l'étranger », notamment les journalistes en exil. Cette stratégie, coordonnée par le Département du travail du Front uni (DTFU) de la Chine, vise à « façonner les récits portant sur la Chine dans les médias étrangers, cibler les détracteurs du gouvernement chinois à l'étranger et rallier à sa cause des personnalités influentes de la diaspora chinoise ».

Le gouvernement chinois cible activement ses détracteurs, y compris au-delà de la diaspora chinoise, au nom de la « sécurité nationale », en instrumentalisant des chefs d'accusation tels que l'espionnage, la subversion ou encore le fait de « chercher querelles et provoquer des troubles ». Depuis l'adoption, en juillet 2026, de la loi sur la promotion de l'unité et du progrès ethniques, les journalistes sont confrontés à un accroissement des restrictions juridiques. La situation est devenue de plus en plus dangereuse. Ils sont désormais davantage exposés aux poursuites illégales et à la répression transnationale au nom de la lutte contre les atteintes à « l'unité ethnique ». Une évolution qui illustre jusqu'où le PCC est prêt à aller pour justifier l'instauration d'un climat de peur parmi ses opposants.

Le média en ligne *Uyghur Post* a été à plusieurs reprises la cible de cyberattaques, dont une attaque majeure en mars 2026 qui a contraint le site à ne plus être en ligne pendant cinq jours. « Nos journalistes ont également fait l'objet d'intimidations directes : au moins un membre de l'équipe nous a demandé de ne pas publier son nom après que des proches restés au pays l'ont averti ainsi : "Fais attention, sinon tes parents en paieront le prix." J'ai personnellement subi depuis des années des tentatives de piratage, des menaces en ligne et une surveillance liées à mon travail de journaliste ouïghour », explique le journaliste en exil et fondateur du site, **Tahir Imin**.

Les journalistes et médias hongkongais en exil sont eux aussi pris pour cible. Tout au long de 2025 et 2026, le média en exil *Points Media* a subi plusieurs cyberattaques visant son site Internet. En mai 2025, des lecteurs ont signalé l'apparition de liens non autorisés dans certains articles publiés. Depuis novembre 2025, leur service informatique a constaté de nombreuses tentatives de connexion infructueuses provenant de plusieurs pays, ainsi que la publication de contenus non autorisés sous les noms de contributeurs légitimes. Ces activités ont été identifiées comme des tentatives de connexion automatisées et ciblées. En avril 2026, des articles non autorisés en anglais consacrés aux casinos ont été générés automatiquement et publiés sur le site via un compte compromis. La connexion associée a été retracée jusqu'à une adresse en Roumanie, mais les auteurs de ces opérations n'ont pas pu être identifiés.

attempt to silence Uyghur journalists.” Twenty-five members of her family were detained following her reporting on the genocide in East Turkestan.



© VOA

Dozens of relatives and colleagues of other Uyghur journalists have suffered similar reprisals, including the colleagues of former VOA journalist **Kasim Abdurehim Kashgar**.

As he told RSF, “the Chinese authorities wanted me to stop my investigations and work for the regime’s propaganda. In the months following my refusal, at least 12 people with whom I had worked in a language school were arrested and questioned about me. Some were even sentenced to up to seven years in prison.”

“As a journalist, it has been a challenging few years as many of my contacts in exile no longer share or respond when I reach out to them. They tell me that they are unable to speak, as they have been asked by their families inside Tibet to stop due to the intensive monitoring going on. Personally, I have not received any direct threats, but my family and I are no longer in communication as they have cut all relations and have asked me to stop working as a journalist.”

— A Tibetan video journalist who requested anonymity for safety reasons

TRANSNATIONAL REPRESSION ONLINE

China’s transnational repression surged after a consensus among high-profile CCP officials to give priority to “overseas party enemies”, namely, exiled journalists. This work is coordinated by China’s United Front Work Department (UFW) and [seeks to](#) “shape narratives about China in foreign media, target Chinese government critics abroad and co-opt influential overseas Chinese figures.”

The Chinese government actively targets its critics, beyond Chinese diasporas, in the name of “[national security](#),” weaponising charges such as “espionage”, “subversion” and “picking quarrels and provoking trouble”. Following the July 2026 enactment of the “[Ethnic Unity and Progress Promotion Law](#),” journalists are now at higher risk of unlawful prosecution and transnational repression in the name of “undermining ethnic unity,” underscoring the lengths to which the CCP will go to justify instilling fear among its opposition.

The online outlet *Uyghur Post* has been repeatedly targeted by cyberattacks, including a major incident in March 2026 that forced the website offline for five days. “Our journalists also faced direct intimidation. At least one team member asked us not to publish his name after relatives back home warned him, ‘Be careful, or your parents will pay the price.’ I have personally endured years of hacking attempts, online threats and surveillance linked to my work as a Uyghur journalist,” said **Tahir Imin**, exiled journalist and founder of the website.

Exiled Hong Kong journalists and media organisations have also been targeted. Throughout 2025 and 2026, the exiled outlet *Points Media* experienced multiple cyberattacks against its website. In May 2025, readers reported unauthorised links appearing within published articles. Starting in November 2025, the IT team observed repeated failed login attempts originating from multiple countries, alongside unauthorised posts published under legitimate contributors’ names. The activity was assessed as targeted, automated login attempts. In April 2026, unauthorised English-language articles about casinos were automatically generated and published on the website through a compromised account. The associated login was traced to an address in Romania used by unidentified perpetrators.

FOREIGN JOURNALISTS: THE NEXT TARGETS OF TRANSNATIONAL REPRESSION

In 2025, two French journalists were targeted by a massive, ongoing cyber harassment campaign amplified by Chinese state propaganda outlets for their participation in a report on the investigative programme “Cash Investigation,” aired on the public television channel *France 2*. The episode revealed that Decathlon, a French outdoor goods and sportswear company, heavily subcontracts to a Chinese company accused by the US Congress and the United Nations of using Uyghur forced labour. Thousands of posts containing violent insults and death threats flooded the social media accounts of the two French journalists and “Cash Investigation” on Instagram, Facebook and X (formerly Twitter) attacking the reporters and the outlet.

RSF observed that Chinese state-controlled entities, including the Xinhua news agency, began relaying the online campaign’s rhetoric, discrediting the journalists and the programme as “poorly made propaganda against China.” By repeating key narratives from the online attacks, these state outlets are reinforcing, legitimising and expanding the harassment campaign on an international scale.

In another case, French journalist Antoine Vedeilhe was [interrogated](#) and deported from Hong Kong International Airport in November 2025 due to his work on a documentary for French public broadcaster *France Télévisions*. Days later, there was an attempt to hack his private email account, he received threats and the sources featured in his documentary

Les journalistes étrangers, nouvelles cibles de la répression transnationale

En 2025, deux journalistes français ont été la cible d'une vaste campagne de cyberharcèlement, toujours en cours, amplifiée par des médias de propagande d'État chinois en raison de leur participation à un reportage de l'émission d'investigation « Cash Investigation », diffusée sur la chaîne publique *France 2*. L'émission révélait que Decathlon, entreprise française spécialisée dans les articles de plein air et les vêtements de sport, sous-traitait une part importante de sa production à une entreprise chinoise accusée par le Congrès américain et les Nations unies de recourir au travail forcé des Ouïghours. Des milliers de publications contenant des insultes violentes et des menaces de mort ont alors inondé les comptes Instagram, Facebook et X (anciennement Twitter) des deux journalistes ainsi que ceux de « Cash Investigation », prenant pour cible les reporters et l'émission. RSF a constaté que des entités contrôlées par l'État chinois, dont l'agence de presse [Xinhua](#), avaient commencé à reprendre la rhétorique de cette campagne en ligne, discréditant les journalistes

et l'émission, qualifiés de « *propagande mal faite contre la Chine* ». En reprenant les principaux éléments de langage des attaques en ligne, ces médias d'État contribuent à renforcer, légitimer et amplifier la campagne de harcèlement à l'échelle internationale.

Dans une autre affaire, le journaliste français **Antoine Védeilhé** a été [interrogé](#) puis expulsé de l'aéroport international de Hong Kong en novembre 2025, en raison de son travail sur un documentaire pour le groupe audiovisuel public *France Télévisions*. Quelques jours plus tard, une tentative de piratage de son compte de messagerie électronique personnel a été détectée. Il a également reçu des menaces, tandis que les sources apparaissant dans son documentaire ont été harcelées par la police de la sécurité nationale. Entre-temps, son cameraman, qui se trouvait encore à Hong Kong, a été suivi par les autorités. « *Mon arrestation, ma détention et mon expulsion ne sont pas des incidents isolés. Elles illustrent à quel point il est devenu de plus en plus difficile pour les journalistes de travailler à Hong Kong* », a déclaré Antoine Védeilhé à RSF.

6. LE « GRAND PARE-FEU » CHINOIS ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ADOPTÉES DANS LE MONDE ENTIER

Du « grand pare-feu » à la « route de la soie numérique »

Le « [grand pare-feu](#) » chinois, mis en place à la fin des années 1990, est un système sophistiqué de censure et de surveillance d'Internet combinant filtrage des contenus, contrôle du trafic, législation en matière de cybersécurité et surveillance des activités en ligne. Il restreint l'accès aux principales plateformes étrangères et aux sites d'information internationaux, isolant de fait les internautes chinois d'une grande partie de l'espace informationnel mondial. Pékin présente cette « frontière numérique » comme une nécessité pour protéger la sécurité nationale et la stabilité sociale. Ses détracteurs estiment au contraire qu'elle permet aux autorités d'exercer un contrôle étendu sur la circulation de l'information et le débat public. Sous la présidence de Xi Jinping, la Chine a encore davantage institutionnalisé et étendu ce système de contrôle de l'information. En [2014](#), Xi Jinping a pris la tête du tout nouveau Groupe central dirigeant pour la cybersécurité et l'informatisation, tandis que l'Administration du cyberspace de la Chine (CAC) était réorganisée pour devenir son pendant au sein de l'appareil d'État. Selon le [projet DigiChina](#) de l'université de Stanford, la CAC est depuis devenue une puissante autorité de régulation du cyberspace. D'abord principalement chargée de la gestion des contenus en ligne, elle a désormais des responsabilités qui couvrent également la cybersécurité, la sécurité des données et la protection de la vie privée.

Plus récemment, la Chine a intégré de plus en plus les technologies émergentes, notamment les [chatbots d'intelligence artificielle](#) (IA), à ce vaste dispositif de contrôle de l'information. Au-delà du simple blocage de sites Internet et du filtrage des contenus, les autorités ont renforcé le recours à la modération algorithmique des contenus, à la surveillance automatisée et au suivi fondé sur l'exploitation des données, afin de contrôler les informations accessibles et leur circulation en ligne. Cette approche technologique [dépasse également les frontières chinoises](#). Dans le cadre de la « [route de la soie numérique](#) », des entreprises chinoises ont exporté vers des pays du monde entier des infrastructures de télécommunications, des systèmes de surveillance, des technologies de villes intelligentes et d'autres outils numériques.

Chatbots d'IA : le contrôle de l'information intégré dès la conception

★ Publié le 25/09 sur [RSF.ORG](#)

L'essor de l'IA générative marque une nouvelle étape dans l'approche chinoise du contrôle de l'information et de la gestion des récits de propagande. Dans une [enquête de 2025](#), RSF a constaté que plusieurs grands modèles de langage chinois de premier plan, notamment DeepSeek, Ernie et Qwen, intègrent dans leurs réponses des mécanismes

were harassed by the national security police. Meanwhile, his cameraman, who was still in Hong Kong at the time, was followed by the authorities. “My arrest, detention and expulsion are not isolated incidents, and they illustrate how increasingly

difficult it has become for journalists to work in Hong Kong,” he told RSF.

6. CHINA’S “GREAT FIREWALL” AND NEW TECHNOLOGY EXPORTED AROUND THE WORLD

FROM THE GREAT FIREWALL TO THE DIGITAL SILK ROAD

China’s [Great Firewall](#), created in the late 1990s, is a sophisticated system of internet censorship and surveillance that combines content filtering, traffic controls, cybersecurity laws and online monitoring. It restricts access to major foreign platforms and news websites, effectively separating China’s internet users from much of the global information space. Beijing presents this “digital border” as necessary to protect national security and social stability, while critics argue that it enables extensive control over the circulation of information and public discourse.

Under Xi Jinping, China has further institutionalised and expanded this system of information control. In [2014](#), Xi chaired the newly established Central Leading Group for Cybersecurity and Informatization, while the Cyberspace Administration of China (CAC) was reorganised as its state counterpart. According to Stanford University’s [DigiChina project](#), the CAC has since evolved from an institution primarily responsible for online content management into a powerful cyber regulator with responsibilities covering cybersecurity, data security and privacy.

In recent years, China has increasingly incorporated emerging technologies, such as [AI chatbots](#), into this broader information-control system. Beyond simply blocking websites and filtering content, the government has expanded the use of algorithmic content moderation, automated surveillance and data-driven monitoring to manage what information is visible to the public and how it circulates online.

This technological approach also [extends beyond China’s borders](#). Through the [Digital Silk Road](#), Chinese companies have exported telecommunications infrastructure, surveillance systems, smart-city technologies and other digital tools to countries around the world.

AI CHATBOTS: INFORMATION CONTROL BY DESIGN

The rise of generative AI ushered in a new stage in China’s approach to information control and propaganda. In a [2025 investigation](#), RSF found that several leading Chinese large language models, including DeepSeek, Ernie and Qwen, incorporated political censorship mechanisms and state-approved narratives into their responses. When prompted about politically sensitive issues — including the Tiananmen Square massacre, East Turkestan and Taiwan — Chinese chatbots either refused to answer or generated responses that closely followed official state narratives. For example, when asked about Chinese Nobel Peace Prize laureate [Liu Xiaobo](#), DeepSeek first began generating a response, but then the text disappeared in real time as soon as the letters “Liu...” appeared, demonstrating live self-erasure. In other cases, the chatbots simply responded with answers such as, “Hello, I’m not able to answer this question for the time being. Let’s change the subject.” When asked why Chinese journalist [Zhang Zhan](#) was imprisoned, DeepSeek avoided mentioning her name altogether, instead repeating official talking points about China’s “independent judiciary,” the need to “respect the law” and the dangers of “disinformation.”



de censure politique ainsi que des éléments de langage approuvés par l'État. Interrogés sur des sujets politiquement sensibles – notamment le massacre de la place Tiananmen, le Turkestan oriental et Taïwan –, les chatbots chinois refusaient de répondre ou généraient des réponses reprenant étroitement le narratif de l'État. Ainsi, lorsqu'il a été interrogé au sujet du lauréat chinois du prix Nobel de la paix [Liu Xiaobo](#), DeepSeek a d'abord commencé à générer une réponse, avant que le texte ne disparaisse en temps réel dès l'apparition des lettres « Liu... », illustrant ainsi un phénomène d'effacement automatique en direct. Dans d'autres cas, les chatbots se contentaient de répondre : « *Bonjour, je ne suis pas en mesure*

de répondre à cette question pour le moment. Changeons de sujet. » Interrogé sur les raisons de l'emprisonnement de la journaliste chinoise [Zhang Zhan](#), DeepSeek allait par ailleurs jusqu'à éviter de mentionner son nom, se bornant à reprendre les éléments de langage officiels sur « *l'indépendance du système judiciaire* » chinois, la nécessité de « *respecter la loi* » et les dangers de la « *désinformation* ».



ENTRETIEN

La propagande chinoise s'immisce dans les chatbots occidentaux

Le discours de Xi Jinping sur la Chine dépasse les frontières nationales et s'est désormais frayé un chemin jusque dans les versions les plus récentes de certains chatbots occidentaux, comme ChatGPT, Claude et Gemini. La chercheuse américaine Hannah Waight, de l'université de l'Oregon, a dirigé une étude sur le sujet.

Votre étude a mis en évidence l'infiltration de la propagande chinoise dans les grands modèles de langage occidentaux les plus récents. Comment cela est-il possible ?

La Chine a consacré des efforts considérables à façonner les contenus présents sur l'Internet chinois, au moyen de mécanismes de propagande et de censure qui favorisent certains contenus. Depuis le milieu ou la fin des années 2000, différentes initiatives se sont employées à archiver ce qui se trouve sur le Web — à l'image de Common Crawl, une organisation à but non lucratif qui explore le Web afin de constituer des bases de données ouvertes de contenus en ligne. Ces initiatives ont, en quelque sorte, aspiré toutes ces données, y compris celles provenant de l'Internet chinois. Et depuis la fin des années 2010 environ, ces données ont été réutilisées pour entraîner de grands modèles de langage. La présence, dans les données d'entraînement des grands modèles de langage, de médias chinois coordonnés par l'État a une incidence sur ces modèles : elle les conduit à produire des réponses davantage favorables à la République populaire de Chine, en particulier lorsqu'on les interroge en chinois plutôt qu'en anglais ou dans d'autres langues linguistiquement distinctes utilisées à des fins de comparaison. Ce qui s'est produit relève en grande partie d'une succession de conséquences imprévues : d'abord, la décision des médias chinois coordonnés par l'État d'intervenir dans l'environnement informationnel ; ensuite, celle des organisations qui ont constitué ces archives ; et enfin —

élément le plus déterminant — la décision d'entreprises comme OpenAI et Anthropic de récupérer l'ensemble de ces données sur Internet, de les considérer comme un réservoir neutre de langage et de connaissances, puis de les utiliser pour entraîner leurs modèles.

Il s'agit donc davantage d'un effet secondaire que d'une stratégie délibérée des autorités chinoises ?

Nous ne disposons d'aucun élément permettant d'affirmer que cela soit intentionnel de la part de l'État chinois. Cela n'aurait même pas de sens d'un point de vue logique, car une grande partie des données d'entraînement que nous avons examinées ont été collectées avant l'existence de ces modèles. Cela étant, notre étude met en lumière une possibilité préoccupante : maintenant que cette voie existe, cela change les motivations des régimes autoritaires. Elle leur donne une raison supplémentaire de coordonner leur environnement informationnel, car, en agissant ainsi, ils peuvent non seulement façonner la perception de leurs propres citoyens, mais aussi influencer les modèles qui jouent désormais un rôle de plus en plus important dans notre environnement informationnel au sens large. Si le système chinois est en mesure d'avoir un tel effet, c'est notamment parce qu'il existe très peu d'autres organisations puissantes exerçant ce type de contrôle sur l'information en langue chinoise. Et cela vaut également pour un certain nombre de régimes autoritaires, comme le Vietnam ou le Turkménistan. Nous pensons que le même processus est à l'œuvre de manière comparable dans ces pays.

INTERVIEW

How Chinese propaganda invades Western chatbots

Xi Jinping's narrative on China extends beyond national borders and has now found its way into the latest versions of certain Western chatbots, such as ChatGPT, Claude and Gemini. American researcher Hannah Waight, from the University of Oregon, led a study on this topic.

Your study showed that Chinese propaganda has infiltrated most recent Western large language models. How is that possible?

China has put a lot of effort into shaping what's on the Chinese internet, through processes of propaganda and censorship that promote certain content. Since the mid-to-late 2000s, there have been efforts to archive what's on the web — through initiatives like Common Crawl, a non-profit organisation that crawls the web to provide open source databases of web content — that have essentially hoovered up all this data, including data from the Chinese internet. And since around the late 2010s, that data has been repurposed for large language model training. The inclusion of state coordinated media from China in large language model training data is having an effect on these models, leading to more pro-PRC model outputs, especially when you query these models in Chinese rather than English or other linguistically distinct comparison languages.

What happened is largely a story of unintended consequences: the decision of China's state-coordinated media to intervene in the information environment, then the decision of the organisations that created these archives, and then — most crucially — the decision of companies like OpenAI and Anthropic to take all this data from the internet, treat it as a neutral repository for language and knowledge and train their models on it.

So, this is more a side effect than a deliberate strategy from Chinese authorities?

We have no evidence that this is intentional on the part of the Chinese state. It wouldn't even make logical sense, because much of the training data we looked at was collected before these models existed. That said, our story does highlight a worrying possibility: now that this pathway exists, it changes the incentives of authoritarian regimes. It gives them another reason to coordinate their information environment because, by doing so, they can not only shape what their own citizens perceive, but also shape the models that are now playing an increasingly important role in our broader information environment.

One of the reasons China's system can have this effect is that there are very few other powerful organisations exercising this kind of control over information in the Chinese language. And that's true for a number of authoritarian regimes — like Vietnam or Turkmenistan. These are places where we believe the same process is similarly occurring.



© Tjeerd Royaards (The Netherlands / Pays-Bas) - Cartooning for Peace

POUR UN MONDE PLUS
ÉQUITABLE, OÙ L'OCCIDENT
CESSE SES COMPORTEMENTS
INTIMIDANTS.



"For a fairer world, where the West stops its intimidating behaviour".

CHINA'S PROPAGANDA NOW SPANS FIVE CONTINENTS

2

Under Xi Jinping, strengthening China's international communications has become a priority, with a marked acceleration since his 2021 call to build a "strategic communication system with Chinese characteristics." Since then, Beijing has established a communications architecture drawing on traditional media, digital platforms and commercial actors, supported by a growing network of state and state-affiliated actors. Through this, the regime has significantly strengthened its capacity to produce, disseminate and amplify narratives aligned with its strategic interests. Beyond clearly identifiable state media, this apparatus increasingly mobilises foreign voices and younger intermediaries – journalists, aspiring media professionals, expatriates and social media content creators – to produce and circulate narratives favourable to Chinese policy and diplomacy.

LA PROPAGANDE CHINOISE COUVRE DÉSORMAIS LES CINQ CONTINENTS

Sous Xi Jinping, le renforcement de la communication internationale de la Chine est devenu une priorité, avec une nette accélération depuis son appel, en 2021, à bâtir un « système de communication stratégique aux caractéristiques chinoises ». Depuis, Pékin a mis en place une architecture mobilisant des médias traditionnels, les plateformes numériques, des acteurs commerciaux et s'appuyant sur un réseau croissant d'acteurs étatiques ou affiliés à l'État. Pékin a alors considérablement renforcé sa capacité à produire, diffuser et amplifier des récits conformes à ses intérêts stratégiques. Au-delà des médias d'État clairement identifiables, ce dispositif mobilise de plus en plus des voix étrangères et de jeunes relais – journalistes, aspirants professionnels des médias, expatriés et créateurs de contenu sur les réseaux sociaux – afin de produire et de faire circuler des récits favorables à la politique et à la diplomatie chinoises.

1. DES CONTENUS DÉCENTRALISÉS, UN CONTRÔLE CENTRALISÉ

Une stratégie politique à l'échelle de l'État

Le système chinois de communication internationale repose sur une architecture à plusieurs niveaux articulée autour du Parti-État, qui coordonne les messages diffusés par les institutions diplomatiques, médiatiques, culturelles, technologiques et sécuritaires. Le [XIX^e Congrès du Parti](#), en 2017, a encore davantage institutionnalisé cette approche en faisant des médias et de l'opinion publique des composantes stratégiques des activités idéologiques et de la sécurité nationale. Les réformes engagées par la suite ont renforcé le contrôle des contenus en ligne, des plateformes numériques et des algorithmes de recommandation, tout en accélérant l'intégration des médias traditionnels et numériques au sein d'un système de communication plus centralisé.

Au niveau stratégique, la Commission centrale des affaires étrangères définit les grandes orientations de la politique étrangère, tandis que le Département central de la communication du PCC et le Bureau d'information du Conseil des affaires d'État supervisent la communication extérieure. Ces instances s'appuient sur un réseau plus vaste d'acteurs étatiques, parmi lesquels le ministère des Affaires étrangères, des médias d'État tels que l'agence de presse Xinhua et le Quotidien du peuple, des institutions culturelles et éducatives, ainsi que le Département du travail du Front uni et les organisations qui lui sont affiliées. Les services de sécurité, notamment le ministère de la Sécurité d'État, interviennent eux aussi de plus en plus dans les opérations liées à la sécurité et à l'influence. Ensemble, ces institutions forment un écosystème permettant de coordonner les récits diffusés en Chine comme à l'étranger.

En mai 2021, Xi Jinping a fait de la communication internationale une priorité stratégique en appelant à la mise en place d'un « système de communication stratégique aux caractéristiques chinoises », destiné à renforcer la capacité de Pékin à façonner les récits à l'échelle mondiale, à accroître la force de persuasion du discours chinois et à orienter l'opinion publique internationale. Xi Jinping a demandé aux comités du Parti, à tous les échelons, d'intégrer la communication internationale à leurs responsabilités. La mise en œuvre de cette stratégie s'est accompagnée d'un renforcement du contrôle exercé par le Parti, d'une augmentation des moyens financiers et d'une mobilisation plus offensive des institutions de l'État. Xi Jinping a également appelé à former les responsables publics et à développer les cursus universitaires afin de faire émerger une nouvelle génération de professionnels de la propagande, capables de renforcer l'influence de la Chine dans le monde.

La volonté de Xi Jinping de renforcer la communication internationale, réaffirmée dans son discours devant le [XX^e Congrès du Parti en 2022](#), dépasse donc largement le cadre des instances centrales de la propagande. [Entre 2018 et 2023](#), plus de 100 Centres de communication internationale (International Communication Centers, ICC) ont été créés à travers la Chine. Nombre d'entre eux sont placés sous l'autorité des services de propagande intégrés aux organisations médiatiques des provinces, des municipalités et des districts. Leur rôle illustre le passage d'un modèle de diffusion centralisé à une production décentralisée des récits, dans laquelle de multiples acteurs locaux participent aux efforts de la Chine pour façonner son image à l'étranger. Ces centres sont largement présents sur les grandes plateformes internationales, telles que Facebook et Instagram de Meta, YouTube de Google ou encore TikTok de ByteDance, où ils diffusent principalement des contenus axés sur le mode de vie et moins sensibles sur le plan politique. Placés sous la tutelle des autorités chargées de la propagande et de groupes médiatiques affiliés à l'État, ces comptes mettent l'accent sur le développement des infrastructures, l'innovation technologique, la revitalisation des zones rurales, le patrimoine culturel, le tourisme et les événements locaux. Plutôt que d'aborder directement les sujets politiquement sensibles, ils s'attachent à façonner une image positive et moderne de la Chine, tout en relayant, de manière complémentaire, les messages plus explicites des médias d'État centraux et des acteurs diplomatiques.

Les milliards de Pékin consacrés à la propagande mondiale

Si les opérations d'influence font depuis longtemps partie de la doctrine militaire chinoise, Xi Jinping a étendu cette stratégie bien au-delà du champ de bataille, en les intégrant à la gouvernance civile, à la diplomatie et à la communication internationale. [L'ampleur de cet effort](#) se mesure notamment aux moyens qui lui sont consacrés. En 2023, le budget central chinois a alloué 54 milliards de yuans aux « activités diplomatiques », une catégorie englobant les opérations diplomatiques et les activités de propagande extérieure. Cette enveloppe a augmenté de 12,2 % par rapport à l'année précédente, soit une progression supérieure à celles des dépenses de défense (+7,2 %) et de sécurité publique (+6,4 %). À cette enveloppe budgétaire centrale s'ajoutent d'autres financements. Une [étude](#) publiée en 2020 par la Jamestown Foundation estimait que les principales organisations du Front uni consacraient collectivement quelque 2,6 milliards de dollars américains par an à ces activités.

1. DECENTRALISED CONTENT, CENTRALISED CONTROL

A STATE-LEVEL POLITICAL STRATEGY

China's international communications system is built on a multilayered "party-state" architecture that coordinates messaging across diplomatic, media, cultural, technological and security institutions. The [19th Party Congress](#) in 2017 further institutionalised this approach by framing media and public opinion as strategic components of propaganda, ideological work and national security. Subsequent reforms strengthened oversight of online content, digital platforms and recommendation algorithms while accelerating the integration of traditional and digital media into a more centralised communications system.

At the strategic level, the Central Foreign Affairs Commission provides overall direction for foreign policy, while the CCP Central Publicity Department and the State Council Information Office oversees external messaging. These bodies are supported by a wider network of state actors, including the Ministry of Foreign Affairs, state media such as Xinhua News Agency and People's Daily, cultural and educational institutions, and the United Front Work Department and its affiliated organisations. Security agencies, including the Ministry of State Security, have also become increasingly involved in influence operations. Together, these institutions foster an ecosystem that coordinates narratives at home and abroad.

In May 2021, Xi Jinping elevated international communications to a strategic priority by calling for the construction of a "strategic communication system with distinctive Chinese characteristics," designed to strengthen Beijing's capacity to shape global narratives, enhance the persuasiveness of Chinese discourse and guide international public opinion. Xi instructed Party committees at all levels to incorporate international communications into their ideological responsibilities. Its implementation was carried out via tighter Party control, greater financial resources and a more aggressive mobilisation of state institutions. Xi also called for officials to be trained, and university programmes expanded, to cultivate a new generation of propaganda professionals capable of strengthening China's global influence.

Xi Jinping's push for enhanced international communication, reaffirmed in his [2022 speech to the 20th Party Congress](#), therefore extends far beyond central propaganda agencies.

[Between 2018 and 2023](#), more than 100 International Communication Centers (ICCs) were established across China. Many operate under propaganda authorities embedded in provincial, municipal and county-level media organisations.



© CGTN Africa / YouTube Screenshot

Their role illustrates a shift from centralised broadcasting toward distributed narrative production, in which multiple local actors contribute to China's international image-building efforts.

They maintain a broad presence on global platforms such as Meta's Facebook and Instagram, Google's YouTube, and ByteDance's TikTok, where they predominantly distribute lifestyle-oriented and less politically sensitive content.

Operating under the direction of propaganda authorities and state-affiliated media groups, these accounts emphasise infrastructure development, technological innovation, rural revitalisation, cultural heritage, tourism and local events. Rather than engaging directly with politically sensitive issues, they cultivate a positive and modern image of China while complementing the more overt messaging of central state media and diplomatic actors.

Beijing's billions for global propaganda

While influence operations have long been part of Chinese military thinking, Xi Jinping has expanded these concepts beyond the battlefield, incorporating them into civilian governance, diplomacy and international communications. The [scale of this effort](#) can be seen in the resources devoted to it. In 2023, China's central budget allocated 54 billion RMB (over 8 billion USD) to "diplomatic endeavors," a category that includes diplomatic operations and external propaganda activities. The allocation rose 12.2% from the previous year, outpacing increases in defense (7.2%) and public security (6.4%). Beyond this central budget, a 2020 Jamestown Foundation [study](#) estimated that major United Front organisations collectively spent about 2.6 billion USD annually.

1/ BORROWING DIASPORA MEDIA TO EXPAND CHINA'S REACH

Beijing's original strategy, still used today, was to reach foreign audiences by leveraging existing media infrastructures rather than building its own from scratch.

Approach: Beijing expanded its influence over overseas Chinese-language media through relationships with diaspora outlets and partnerships to distribute state-produced content. By the 2000s, these efforts had reached mainstream international media, with China Daily placing advertorials in foreign newspapers, CRI entering partnerships with local radio stations and Xinhua signing content-sharing agreements that enabled Chinese state-produced news to be republished abroad. These arrangements allowed Beijing to inject its narratives into [foreign media](#) ecosystems through established local channels. In January 2009, the [South China Morning Post](#) reported that Beijing planned to allocate 45 billion RMB (6.6 billion USD) to a global media campaign aimed at expanding the international reach of its state-run outlets. The investment was intended to modernise Xinhua, CCTV and the People's Daily.

STRATEGY TIMELINE:

- > **1990s:** The Party started focusing on reinforcing Chinese-language diaspora media, such as the Sing Tao News Corporation.
- > **2000s:** More moves were made into mainstream foreign media through [content-sharing agreements](#), advertising supplements, radio partnerships and publishing supplements in established outlets.
- > **2010s:** A national branding campaign was rolled out. In January 2011, ahead of then-President Hu Jintao's state visit to the United States, China's State Council Information Office launched the "China Window/Experience China" campaign in New York's Times Square. The campaign featured promotional videos highlighting prominent Chinese figures, reflecting Beijing's growing use of state-organised public diplomacy to shape China's image overseas.

2/ BUILDING INFLUENCE THROUGH MEDIA FORUMS AND FELLOWSHIPS

By combining media cooperation, training, exchanges and journalists' professional development, Beijing cultivates media professionals and institutions to spread its narratives.

Approach: Beijing has sought to institutionalise media cooperation with emerging market countries, using forums, exchanges and training programmes to build long-term relationships with foreign media organisations and professionals. In 2012, it launched the [China-Africa Media Cooperation Forum](#), bringing together African government officials and media executives to promote cooperation in broadcasting, journalist exchanges and training. Chinese officials also framed the initiative as a way to counter what they perceived as biased Western coverage of China. At the Seventh China-Africa Media Cooperation Forum in 2026, they emphasised that China's media cooperation with African countries is moving toward the goal of building an "all-weather China-Africa community with a shared future for the new era." A policy proposal introduced by Xi Jinping in 2024 states that collaboration between China and the Africa should remain unaffected by "changing international circumstances". In 2018, Beijing extended this approach to Southeast Asia with the launch of the [ASEAN-China Media Cooperation Forum](#), co-organised by the China International

Communications Group (CICG) and the ASEAN-China Centre as a platform for digital innovation, media convergence and professional training exchanges. At [the latest forum](#), held in June 2026, Beijing further deepened cooperation with ASEAN member states on media convergence, digital transformation and joint content production.

KEY COMPONENTS OF THE STRATEGY:

- > Institutionalised media cooperation
- > Journalist exchanges and training
- > Narrative promotion and countering Western coverage

3/ GAINING DIRECT ACCESS TO GLOBAL AUDIENCES THROUGH DIGITAL PLATFORMS

Instead of depending primarily on established foreign media organisations, Chinese technology companies and state-affiliated actors are increasingly reaching international audiences through digital platforms and social media influencers.

Approach: ByteDance's launch of TikTok in 2017 demonstrated the global reach that a Chinese technology company could achieve, while Chinese authorities and affiliated actors increasingly experimented with "blogger diplomacy". This approach expanded further with CGTN's launch of the Media Challenger programme, which recruited English-speaking presenters, reporters, DJs and social media influencers.

KEY COMPONENTS OF THE STRATEGY

- > Leverage TikTok's global reach
- > [Blogger diplomacy](#)
- > Chinese and foreign influencers
- > Curating content algorithms of Chinese social media platforms
- > Chinese technology companies as part of the global information ecosystem

4/ FROM BUILDING INSTITUTIONS TO COORDINATED NARRATIVE CONTROL

By 2020, Beijing had developed a broad network spanning state media, diplomatic missions, government agencies, digital platforms and affiliated organisations. The COVID-19 pandemic provided the first major global crisis in which these institutions were mobilised simultaneously and on a global scale.

Approach: As international scrutiny of the pandemic threatened China's carefully cultivated image, Chinese authorities restricted information about the initial outbreak in Wuhan while promoting unsupported narratives about the virus's origins, including the unfounded claim that [US military](#) personnel had introduced COVID-19 to Wuhan. Internationally, Chinese officials dismissed criticism as "stigmatisation" and mobilised state media, diplomats, digital platforms and online influencers to contest global narratives. The pandemic therefore demonstrated not only the reach of China's expanding international communications infrastructure, but also its growing capacity to coordinate different institutions in response to a global information crisis.

KEY COMPONENTS OF THE STRATEGY:

- > Defend China's international reputation
- > Suppress or counter criticism
- > Spread disinformation
- > Mobilise diplomats and state media
- > Use influencers and digital platforms to contest narratives

5/ FROM NARRATIVE MANAGEMENT TO INFORMATION WARFARE

Today, Beijing increasingly combines state agencies, commercial actors and media organisations not only to produce and amplify narratives that serve its strategic interests, but also to shape the conditions under which information is produced, accessed and shared.

Strategy: Beijing increasingly coordinates state media, government agencies and private companies to produce and amplify its narratives. In 2023, [Chinese state media](#) promoted cyber espionage allegations based on an unpublished report by the National Computer Virus Emergency Response Center (CVERC) and Qihoo 360 claiming that the United States had hacked the Wuhan Earthquake Monitoring Center. Despite the lack of evidence, several foreign cybersecurity outlets subsequently reported the claims. That same year, the Ministry of State Security launched its official WeChat account, which began publishing alleged foreign espionage cases. Together, these developments illustrate a more distributed model of narrative production in which state and commercial actors contribute to shaping the information environment.

KEY COMPONENTS OF THE STRATEGY:

- > Produce politically sensitive narratives
- > Coordinate between state media, government agencies and private companies
- > Amplify unverified claims through foreign media
- > Distribute Party-aligned content to both domestic and international audiences
- > Expand from controlling the narrative to controlling the information space
- > Combine persuasion, censorship and technology
- > Expand from narrative control to information-environment control
- > Combine persuasion, censorship and technology

1/ S'APPUYER SUR LES MÉDIAS DE LA DIASPORA POUR ÉTENDRE L'INFLUENCE DE LA CHINE

Pékin a d'abord cherché à toucher les publics étrangers en s'appuyant sur les infrastructures médiatiques déjà existantes dans les pays ciblés, plutôt que de créer ses propres réseaux de toutes pièces.

Méthode : Pékin a renforcé son influence sur les médias sinophones à l'étranger en nouant des liens avec des médias de la diaspora et en concluant des partenariats permettant la diffusion de contenus produits par les autorités chinoises. Dès les années 2000, cette stratégie s'est étendue aux grands médias internationaux. China Daily a ainsi commencé à publier des publi-reportages dans des journaux étrangers, tandis que CRI nouait des partenariats avec des stations de radio locales. De son côté, l'agence Xinhua a signé des accords de partage de contenus permettant à des médias étrangers de reprendre des informations produites par les médias d'État chinois. Ces dispositifs ont permis à Pékin d'introduire ses récits dans les écosystèmes [médiatiques étrangers](#) en passant par des canaux locaux déjà établis. En janvier 2009, le [South China Morning Post](#) rapportait que Pékin envisageait de consacrer 45 milliards de yuans – soit 6,6 milliards de dollars – à une campagne médiatique mondiale destinée à accroître la portée internationale de ses organes de presse publics. Cet investissement devait notamment servir à moderniser Xinhua, la CCTV et le Quotidien du peuple.

PRINCIPALES ÉTAPES DE LA STRATÉGIE :

- > **Années 1990 :** le Parti communiste chinois commence à [renforcer](#) le soutien aux médias sinophones de la diaspora, notamment au groupe Sing Tao News Corporation.
- > **Années 2000 :** multiplication des initiatives auprès des grands médias étrangers grâce à des [accords de partage de contenus](#), des suppléments publicitaires, des partenariats radiophoniques et la publication de suppléments dans des médias établis.
- > **Années 2010 :** lancement d'une campagne nationale visant à promouvoir l'image de la Chine. En janvier 2011, à l'approche de la visite d'État du président Hu Jintao aux États-Unis, le Bureau d'information du Conseil des affaires d'État lance à Times Square, à New York, la campagne « China Window/ Experience China ». Des vidéos promotionnelles mettant en scène des personnalités chinoises de premier plan sont diffusées, illustrant le recours croissant de Pékin à une diplomatie publique organisée par l'État afin de façonner l'image de la Chine à l'étranger.

2/ RENFORCER SON INFLUENCE GRÂCE AUX FORUMS ET PROGRAMMES DE FORMATION POUR LES MÉDIAS

En combinant coopération médiatique, formations, échanges et développement professionnel des journalistes, Pékin fait émerger des professionnels et des institutions médiatiques.

Méthode : Pékin s'est efforcé d'institutionnaliser sa coopération médiatique avec les pays émergents, en s'appuyant sur des forums, des programmes d'échanges et de formation pour nouer des relations durables avec les institutions médiatiques et les professionnels étrangers. En 2012, la Chine a lancé le [Forum sur la coopération sino-africaine dans le domaine des médias](#), réunissant des responsables gouvernementaux africains et des dirigeants de médias afin de promouvoir la coopération dans les domaines de la diffusion, des échanges de journalistes et de la formation. Les responsables chinois ont également présenté cette initiative comme un moyen de répondre à ce qu'ils considéraient comme une couverture occidentale biaisée de la Chine. Lors du 7^e Forum sur la coopération sino-africaine dans le domaine des médias, organisé en 2026, les autorités chinoises ont souligné que la coopération médiatique entre la Chine et les pays africains s'inscrivait dans l'objectif de bâtir une « communauté de destin Chine-Afrique à toute épreuve pour une nouvelle ère ». Une proposition politique formulée par Xi Jinping en 2024 affirmait que la coopération entre la Chine et l'Afrique devrait rester à l'abri des effets des « évolutions de la conjoncture internationale ». En 2018, Pékin a étendu cette approche à l'Asie du Sud-Est avec le lancement du [Forum sur la coopération sino-ASEAN dans le domaine des médias](#), organisé conjointement par le China International Communications Group (CICG) et

le Centre ASEAN-Chine. Cette plateforme vise notamment à favoriser l'innovation numérique, la convergence des médias et les échanges en matière de formation professionnelle. Lors de la dernière édition, organisée en juin 2026, Pékin a encore approfondi sa coopération avec les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) autour de la convergence des médias, de la transformation numérique et de la production conjointe de contenus.

PRINCIPAUX AXES DE LA STRATÉGIE :

- > institutionnalisation de la coopération médiatique
- > échanges et formation des journalistes
- > promotion des récits chinois et riposte à la couverture occidentale.

3/ TOUCHER DIRECTEMENT LES PUBLICS À L'ÉCHELLE MONDIALE GRÂCE AUX PLATEFORMES NUMÉRIQUES

Plutôt que de dépendre principalement des médias étrangers établis, les entreprises technologiques chinoises et les acteurs affiliés à l'État s'adressent de plus en plus au public international via les plateformes numériques et les influenceurs présents sur les réseaux sociaux.

Méthode : le lancement de TikTok par ByteDance en 2017 a démontré la capacité d'une entreprise technologique chinoise à atteindre une audience mondiale. Dans le même temps, les autorités chinoises et les acteurs qui leur sont affiliés ont multiplié les expérimentations autour d'une forme de « diplomatie des blogueurs ». Cette stratégie s'est notamment développée avec le lancement par CGTN du programme « Media Challengers », qui recrute des acteurs anglophones : présentateurs, journalistes, DJ et influenceurs sur les réseaux sociaux.

PRINCIPAUX AXES DE LA STRATÉGIE :

- > s'appuyer sur la portée mondiale de TikTok
- > développer une « [diplomatie des blogueurs](#) »
- > mobiliser des influenceurs chinois et étrangers
- > orienter les contenus mis en avant par les algorithmes des plateformes sociales chinoises
- > faire des entreprises technologiques chinoises des acteurs à part entière de l'écosystème mondial de l'information.

4/ DE LA CONSTRUCTION D'UN RÉSEAU INSTITUTIONNEL AU CONTRÔLE COORDONNÉ DES RÉCITS

À l'horizon 2020, Pékin avait constitué un vaste réseau associant médias d'État, représentations diplomatiques, agences gouvernementales, plateformes numériques et organisations affiliées. La pandémie de COVID-19 a constitué la première grande crise mondiale au cours de laquelle cet ensemble d'acteurs ont été mobilisés simultanément et à l'échelle internationale.

Méthode : alors que l'attention internationale portée à la pandémie menaçait l'image que la Chine s'était attachée à construire, les autorités chinoises ont restreint la diffusion d'informations sur les premiers cas apparus à Wuhan, tout en relayant des récits non étayés sur les origines du virus. Parmi eux figurait notamment l'affirmation infondée selon laquelle des [militaires américains](#) auraient introduit le COVID-19 à Wuhan. Au niveau international, des responsables chinois ont rejeté les critiques, dénonçant une « stigmatisation », tandis que les médias d'État, les diplomates, les plateformes numériques et les influenceurs en ligne étaient mobilisés pour contester les récits dominants à l'échelle mondiale. La pandémie a ainsi fait apparaître non seulement l'ampleur de l'infrastructure de

communication internationale développée par la Chine, mais aussi sa capacité croissante à coordonner différents acteurs institutionnels face à une crise informationnelle mondiale.

PRINCIPAUX AXES DE LA STRATÉGIE :

- > défendre la réputation internationale de la Chine
- > étouffer les critiques ou leur faire contrepoids
- > user de la désinformation
- > mobiliser les diplomates et les médias d'État
- > s'appuyer sur les influenceurs et les plateformes numériques pour contester les récits dominants.

5/ DE LA GESTION DES RÉCITS À LA GUERRE DE L'INFORMATION

Pékin associe de plus en plus les agences de l'État, les acteurs privés et les organisations médiatiques, non seulement pour produire et amplifier des récits servant ses intérêts stratégiques, mais aussi pour agir sur les conditions dans lesquelles l'information est produite, accessible et partagée.

Méthode : Pékin coordonne de plus en plus les médias d'État, les agences gouvernementales et les entreprises privées afin de produire et d'amplifier certains récits. En 2023, les [médias d'État chinois](#) ont ainsi relayé des accusations d'espionnage informatique s'appuyant sur un rapport non publié du Centre national d'intervention d'urgence contre les virus informatiques (CVERC) et de Qihoo 360, selon lequel les États-Unis auraient piraté le Centre de surveillance des séismes de Wuhan. Malgré l'absence de preuves, plusieurs médias étrangers spécialisés dans la cybersécurité ont ensuite repris ces accusations. La même année, le ministère chinois de la Sécurité d'État a ouvert son compte officiel sur WeChat, à partir duquel il a commencé à publier des informations faisant état de prétendues affaires d'espionnage impliquant des acteurs étrangers, sans jamais les étayer. Pris ensemble, ces éléments illustrent un modèle de production des récits de plus en plus décentralisé, dans lequel

acteurs étatiques et privés contribuent conjointement à façonner l'environnement informationnel.

PRINCIPAUX AXES DE LA STRATÉGIE :

- > produire des récits portant sur des sujets politiquement sensibles
- > coordonner médias d'État, agences gouvernementales et entreprises privées
- > amplifier, par l'intermédiaire de médias étrangers, des informations non vérifiées
- > diffuser des contenus alignés sur les positions du Parti auprès des publics chinois et internationaux
- > passer du contrôle des récits au contrôle de l'environnement informationnel
- > combiner persuasion, censure et technologies.

Recruter des influenceurs étrangers à travers le monde

L'un des exemples les plus révélateurs de cette stratégie est la campagne « Media Challengers » de CGTN, lancée en 2021. Présenté comme un concours international de talents organisé en ligne, le programme proposait aux candidats retenus des postes à temps plein ou à temps partiel au siège de CGTN à Pékin, ainsi que dans ses centres de production de Washington, Londres et Nairobi. Les lauréats étaient également invités à participer à des projets éditoriaux de CGTN, notamment à des reportages consacrés à l'ancienne route de la soie. L'initiative associait ainsi recrutement de talents, opportunités professionnelles et participation à la production de récits destinés à un public international, offrant à de jeunes personnalités étrangères des médias une porte d'entrée directe dans la production de contenus pour les médias d'État chinois.

Le parcours de plusieurs des 24 finalistes du concours montre comment cette stratégie de recrutement peut se traduire par une participation à plus long terme à l'écosystème de communication internationale de CGTN. En septembre 2022, Enoch Wong, alors journaliste à Hong Kong et âgé de 35 ans, est devenu pendant deux ans présentateur de « The Power of Youth+ » et « POY+ » sur CGTN. L'Irlandais Séan Doherty a, de son côté, présenté « XINQI Discovers China » et occupé jusqu'en janvier 2026 le poste de responsable des nouveaux médias au département économique international de CGTN.

D'autres finalistes ont continué à apparaître comme personnalités indépendantes sur Internet, produisant des contenus favorables sur la vie quotidienne en Chine. Cette stratégie brouille ainsi la frontière entre les présentateurs traditionnels des médias d'État et les créateurs de contenus numériques en apparence indépendants : certains peuvent passer d'une participation officielle aux programmes de CGTN à la production de leurs propres contenus destinés aux publics des réseaux sociaux.

Parallèlement à ce concours, CGTN a continué à recruter des créateurs de contenus numériques étrangers dans le cadre de son programme « Global Stringers ». L'initiative repose largement sur des vidéos au format vlog réalisées par des étrangers. Ces contenus s'apparentent souvent à du journalisme citoyen ou à des témoignages de première main plutôt qu'à des productions classiques d'un média d'État, tout en véhiculant de façon récurrente des récits favorables à la Chine et en répondant aux critiques formulées par les médias internationaux.

Dans certains cas, les présentateurs recrutés ou mis en avant par ces réseaux étaient déjà apparus dans des interviews accordées à des médias d'État chinois ou avaient participé à des opérations de propagande officielles. C'est notamment le cas de Steven Back, un Hongrois installé à Shanghai, régulièrement présenté par CGTN dans ses vidéos comme un vlogueur hongrois ou comme un « stringer de CGTN ».

Soutien financier et voyages sponsorisés : des incitations à relayer la propagande du régime

Le recrutement au sein des réseaux médiatiques s'accompagne d'incitations matérielles destinées à encourager la production de contenus favorables à la Chine. Les médias d'État chinois et les acteurs qui leur sont affiliés ont, dans certains cas, proposé une rémunération directe à des journalistes et créateurs de contenus étrangers pour la production de contenus orientés.

En République tchèque, par exemple, le service tchèque de la CRI a adopté une stratégie consistant à « emprunter un bateau pour prendre la mer », autrement dit à s'appuyer sur des relais locaux pour toucher le public étranger. Le journal tchèque *Deník N* a [rapporté](#) que pendant la pandémie de COVID-19, le service de CRI aurait proposé 20 euros à des étudiants tchèques et slovaques d'origine chinoise en échange de vidéos dans lesquelles ils répétaient des slogans soutenant la réponse de la Chine à la pandémie. Cet exemple illustre la forme la plus directe de ce modèle de diffusion : plutôt que de s'en remettre uniquement à un porte-parole chinois officiel, un message issu de l'écosystème des médias d'État est relayé par des personnes identifiables par le public local.

La Chine organise également de plus en plus de voyages sponsorisés à destination de youtubeurs et de créateurs de contenu sur TikTok étrangers. Les participants sont invités à effectuer des séjours tous frais payés en Chine, y compris dans des régions politiquement sensibles comme le Turkestan oriental et le Tibet. Transport, hébergement et dépenses sur place sont pris en charge par les organisateurs. Les participants publient généralement des vlogs de voyage et des vidéos consacrées au mode de vie, mettant en avant les infrastructures chinoises, le développement technologique, le tourisme, la diversité ethnique ou encore la sécurité publique. À travers ces expériences en apparence ordinaires, la Chine est présentée comme un pays moderne et accueillant, dont l'image serait déformée par les médias occidentaux, tandis que les accusations de violations des droits humains et de répression politique sont rarement abordées.

La force de persuasion de ces contenus tient en partie au fait qu'ils ne ressemblent pas à la propagande d'État traditionnelle, ni par leur forme ni par leur ton. En s'appuyant sur des créateurs de contenus étrangers qui apparaissent comme indépendants, cette stratégie permet aux récits favorables à Pékin de circuler au-delà des canaux officiels des médias d'État et d'atteindre des publics potentiellement plus méfiants à l'égard des informations provenant explicitement de sources gouvernementales.

RECRUITING FOREIGN INFLUENCERS ALL OVER THE WORLD

One of the clearest examples of this strategy is CGTN's Media Challengers campaign, launched in 2021. Presented as an international online talent competition, the programme offered successful applicants full-time or part-time positions at CGTN's headquarters in Beijing or at its production centres in Washington, London and Nairobi. Winners were also invited to participate in CGTN reporting projects, including coverage connected to the ancient Silk Road. The initiative combined talent recruitment, professional opportunities and participation in internationally-oriented storytelling, creating a pathway through which young foreign media personalities could become directly involved in the production of Chinese state-media content.

The trajectories of several of the competition's 24 finalists illustrate how this recruitment strategy can translate into longer-term participation in CGTN's international communications ecosystem. In September 2022, then-journalist Enoch Wong from Hong Kong, who was 35 years old at the time, became a CGTN host for the programmes "The Power of Youth+" and "POY+" for two years, while the Irish Séan Doherty hosted "XINQI Discovers China" and served as the new media editor at the global business department of CGTN until January 2026. Other finalists have continued to appear as independent online personalities producing favourable content about everyday life in China. As this tactic blurs the boundary between conventional state-media presenters and seemingly autonomous digital creators, individuals may move between formally participating in CGTN programming and producing their own content for social media audiences.

Alongside the competition, CGTN has recruited international digital creators through its Global Stringers programme. The initiative heavily relies on vlog-style videos produced by foreigners. Such videos frequently resemble citizen journalism or content by individual creators rather than conventional state broadcasting, while consistently presenting favourable narratives about China and responding to critical international media coverage. In some cases, the presenters recruited or promoted through these networks had already appeared in interviews with Chinese state media or participated in official propaganda activities. Steven Back, a Hungarian living in Shanghai who is presented as a Hungarian vlogger and a "CGTN stinger" many times in CGTN video clips, is one such example.



FINANCIAL SUPPORT AND SPONSORED TRIPS: INCENTIVES TO PARROT THE REGIME'S PROAPGANDA

This recruitment is complemented by material incentives designed to encourage the production of favourable content. Chinese state media and affiliated actors have, in some cases, offered direct payment to foreign journalists and content creators to produce content aligned with Beijing's interests. In the **Czech Republic**, for example, the Czech service of China Radio International (CRI) adopted a strategy of "borrowing a boat to go out to sea". Czech newspaper *Deník N* [reported](#) that during the COVID-19 pandemic, the CRI service reportedly offered 20 EUR to Czech and Slovak students of Chinese origin in exchange for recording videos in which they repeated slogans supporting China's response to the pandemic. The example demonstrates the most direct form of this dissemination model: rather than relying solely on an official Chinese spokesperson, a message originating from a state-media ecosystem is delivered through local individuals.

China has also increasingly organised sponsored trips for foreign YouTubers and TikTok creators. Participants are invited on all-expenses-paid visits to China, including to politically sensitive regions such as East Turkestan and Tibet, with transportation, accommodation and local expenses covered by the organisers. Participants tend to publish travel vlogs and lifestyle videos highlighting China's infrastructure, technological development, tourism, ethnic diversity and public security. Through these apparently ordinary experiences, China is presented as modern, welcoming and misunderstood by Western media, while allegations of human rights violations and political repression are rarely addressed. The content's persuasiveness partly relies on the fact that it does not look or sound like traditional state propaganda. By relying on foreign creators who appear independent, this tactic allows pro-Beijing narratives to circulate beyond official state-media channels and reach audiences that may be more sceptical of information explicitly originating from government sources.



« La Chine adopte une approche globale et totalisante pour manipuler l'information et l'opinion publique »

RSF s'est entretenue avec David Bandurski, directeur exécutif du « [China Media Project](#) », et la chercheuse Dalia Parete au sujet de « [Lingua Sinica](#) », une ressource en ligne du « China Media Project » qui cartographie les écosystèmes médiatiques à travers le monde et suit l'influence des médias et institutions d'État chinois dans des contextes très variés.

Pourquoi est-il important de suivre des activités en apparence ordinaires, comme les partenariats entre médias, les sessions de formation destinées aux journalistes et d'autres formes de coopération ?

La Chine adopte une approche globale et totalisante, mobilisant l'ensemble de la société, pour manipuler l'information et l'opinion publique. Si certaines de ces activités relèvent clairement de la propagande, d'autres, comme la formation des journalistes ou les investissements dans les médias, peuvent avoir un impact encore plus important sur l'intégrité de l'information. Ce qui est souvent plus préoccupant que les récits eux-mêmes, ce sont les mécanismes et les réseaux de coopération qu'ils mettent en place. Ces initiatives contribuent à construire l'infrastructure qui permet ensuite aux récits portés par la République populaire de Chine d'atteindre des publics à l'étranger.

Quels mécanismes observez-vous dans la manière dont la Chine développe son influence dans les médias ?

L'un d'eux repose sur les accords conclus de gouvernement à gouvernement, qui permettent aux institutions chinoises d'accéder aux médias étrangers sous couvert de coopération diplomatique officielle. Pékin s'appuie ensuite sur des associations professionnelles et des relais issus de la société civile, dont certains pourraient être liés au système de « Front uni » du PCC. Les entreprises privées chinoises peuvent également devenir des canaux de diffusion. Scooper News, par exemple, aurait atteint 50 millions d'utilisateurs mensuels en Afrique et aurait conclu un accord avec China Daily pour

diffuser des informations en provenance de Chine. Pékin cherche également à promouvoir ses modèles d'intelligence artificielle par le biais de formations destinées aux journalistes, notamment dans les pays du Sud.

Quel est l'impact sur les médias locaux ?

La Chine défend une conception plus large du rôle du journalisme : favoriser les relations bilatérales, soutenir le « développement » et préserver la stabilité, plutôt que demander des comptes aux détenteurs du pouvoir. Il ne faut toutefois pas surestimer le rôle de la Chine. Son influence ne peut s'exercer que dans la mesure où les sociétés acceptent de renoncer à leurs droits et à leurs responsabilités. Bon nombre des vulnérabilités dont elle tire parti existent déjà au sein des écosystèmes informationnels locaux.

Que doivent surveiller les journalistes ?

La répétition de formulations similaires dans différents médias et pays peut être le signe d'une communication coordonnée. Les journalistes devraient également être attentifs à des expressions telles que « bien raconter la Chine », « couverture positive », « partenariat stratégique », « accord de partage de contenus » ou « formation aux médias ». Ils devraient chercher à déterminer qui finance une initiative, qui en fixe l'agenda et qui est à l'origine du premier contact, mais aussi examiner les structures de propriété, la composition des conseils d'administration et les liens institutionnels. Ces éléments peuvent mettre au jour des affiliations qui seraient autrement difficiles à détecter.



INTERVIEW

David Bandurski & Dalia Parete

“China takes a whole-of-society, totalistic approach to information and public opinion manipulation”

RSF spoke with David Bandurski, executive director of the [China Media Project](#), and researcher Dalia Parete about [Lingua Sinica](#), an online resource by the China Media Project that maps global media environments and tracks the influence of Chinese state media and institutions across diverse contexts.

Why is it important to track seemingly routine activities, such as media partnerships, journalist training sessions and other forms of engagement?

China takes a whole-of-society, totalistic approach to information and public opinion manipulation. While some activities involve propaganda, others, such as journalist training and media investment, can have an even greater impact on information integrity. What is often more concerning than the narratives themselves are the mechanisms and networks of cooperation they create. These initiatives build the infrastructure through which PRC narratives can reach audiences abroad.

What patterns do you see in how China builds media influence?

One is government-to-government agreements, which give Chinese institutions media access under the appearance of formal diplomatic cooperation. Another is the use of business associations and civil society proxies that may be connected to the CCP's united front system. Private Chinese companies can also become distribution channels. Scooper News, for example, has reportedly reached 50 million monthly users across Africa and has an agreement with China Daily to deliver

Chinese news. China is also promoting its AI models through journalist training, particularly in the Global South.

What is the impact on local media?

China promotes a broader idea of what journalism is for: fostering bilateral relations, supporting “development” and maintaining stability, rather than holding power accountable. But we should not overstate China's role. Its influence only has power to the extent that societies are willing to surrender their rights and responsibilities. Many of the vulnerabilities it exploits already exist within local information ecosystems.

What should journalists look for?

Repeated phrasing across outlets and countries can signal coordinated messaging. Journalists should also watch for terms such as “telling China's story well,” “positive energy reporting,” “strategic partnership,” “content-sharing agreement” and “media training.” They should investigate who funds an initiative, who sets its agenda and who made the initial contact, as well as ownership structures, board members and institutional connections. These details can reveal affiliations that are otherwise difficult to see.

LES AMÉRICAINS ONT SOUS-ESTIMÉ L'IA CHINOISE



*The Americans underestimated China's AI
“It's human error!”*

Fabriquer des voix étrangères « authentiques »

De nombreux influenceurs étrangers basés en Chine, qui relaient les narratifs de Pékin, se présentent fréquemment comme des « amoureux de la Chine » et accusent, dans leurs récits, les médias occidentaux de chercher à déstabiliser le pays. Le fait qu'ils soient étrangers est un véritable atout pour la communication internationale du régime : la critique des médias occidentaux émane non pas de responsables chinois défendant la politique du gouvernement, mais d'observateurs extérieurs qui prétendent rétablir la vérité à partir de leur expérience personnelle. Leurs publications ne sont pas exclusivement – ni même principalement – politiques. Elles portent souvent sur la vie quotidienne, les voyages et les expériences culturelles, permettant ainsi d'insérer des récits politiques dans des représentations plus larges de la vie ordinaire dans le pays.

Parmi ces influenceurs les plus renommés, certains apparaissent régulièrement dans le programme « Global Stringer » de CGTN, comme l'enseignante américaine Marissa Lindsay, installée à Wuhan et le vlogueur britannique Jason Lightfoot qui a dénoncé, lors d'un séjour au Turkestan oriental, la couverture médiatique occidentale de la répression dans la « région autonome ouïghoure du Xinjiang ». D'autres influenceurs, comme les expatriés britanniques Barrie Jones, Lee Barrett et Oli Barrett, ont défendu sur YouTube les politiques de Pékin au Turkestan oriental et la prétendue bonne gestion de la pandémie de COVID-19 par la Chine. Au moment de la rédaction de ce rapport, RSF n'était pas en mesure de prouver qu'ils avaient reçu directement des financements de l'État chinois.

D'autres influenceurs étrangers donnent une apparence d'indépendance en s'appuyant sur une autre forme d'autorité. Au lieu de se présenter avant tout comme des créateurs de contenus consacrés au mode de vie, ils se positionnent comme journalistes, chercheurs ou spécialistes de la Chine. Ces identités professionnelles renforcent l'impression que leurs prises de position reposent sur une enquête indépendante ou sur une expertise spécialisée, plutôt que sur leur participation à une stratégie de communication.

Un exemple particulièrement frappant est celui d'Andy Boreham, un Néo-Zélandais installé à Shanghai qui se présente comme journaliste vidéo associé au Shanghai Daily, un média d'État placé sous le contrôle du Comité municipal de Shanghai du Parti communiste chinois. Il compte 186 700 abonnés sur X et 129 000 abonnés sur YouTube. Il est régulièrement [invité](#) par les médias d'État du régime pour commenter des sujets tels que la « démocratie chinoise ». En 2022, Twitter – devenu depuis X – l'avait identifié comme un compte affilié à l'État chinois, avant la suppression de cette mention par la plateforme en avril 2023. Un épisode particulièrement révélateur s'est produit lors d'une campagne de harcèlement en ligne visant deux journalistes français ayant réalisé un reportage pour « Cash Investigation », l'émission d'investigation diffusée sur la chaîne publique française *France 2*. Andy Boreham, qui s'est décrit comme « *fier d'être une voix pour la Chine* », a relayé cette campagne sur ses comptes de réseaux sociaux et dans des [vidéos publiées sur YouTube](#). Ses publications ont ensuite été reprises comme sources dans des articles et reportages de plusieurs médias d'État chinois, notamment Xinhua, le Quotidien du peuple et China Daily. De même, en 2024, il a [pris pour cible](#) les journalistes de la *BBC* **Stephen McDonnell** et **Edward Lawrence** dans une vidéo YouTube, où il les accusait de « *tromper le public* » en couvrant une attaque à la voiture-bélier en Chine qui avait fait plusieurs victimes.

« De nombreux influenceurs étrangers présents en Chine, identifiés comme relais des narratifs de Pékin, se présentent fréquemment comme des « amoureux de la Chine » et accusent, dans leurs récits, les médias occidentaux de chercher à déstabiliser le pays. »

MANUFACTURING “AUTHENTIC” FOREIGN VOICES

Many foreign influencers based in China who amplify Beijing's narratives frequently portray themselves as “China lovers” and accuse Western media of seeking to destabilise the country. Their foreign identity is a boon to the regime's international communications as this criticism of Western media does not come from Chinese officials defending government policy, but outsiders who claim they are setting the record straight based on their personal experiences.

Many of the most prominent influencers regularly appear on CGTN's “Global Stringer” programme, such as American teacher Marissa Lindsay, who is based in Wuhan, and British vlogger Jason Lightfoot, who, during a visit to East Turkestan, denounced Western media coverage of repression in the “Xinjiang Uyghur Autonomous Region”. Other influencers, such as British expatriates Barrie Jones, Lee Barrett and Oli Barrett, have defended Beijing's policies in East Turkestan and China's management of the COVID-19 pandemic on YouTube. At the time of writing, RSF was unable to establish that these particular influencers had received direct funding from the Chinese state. However, the CGTN programme webpage [mentions that it may offer](#) “bonuses” for collaboration, without explaining what these bonuses entail.

Other foreign influencers create an appearance of independence by drawing on a different kind of authority. Rather than presenting themselves primarily as lifestyle creators, they position themselves as journalists, researchers, or China experts. These professional identities strengthen

the impression that their arguments result from independent investigation or specialist knowledge, rather than their participation in a state-backed communication strategy.

One striking example is Andy Boreham, a New Zealander based in Shanghai who presents himself as a video journalist associated with the Shanghai Daily, a state media company under the control of the Shanghai Municipal Committee of the Chinese Communist Party. Boreham has 186.7k followers on X and 129k YouTube subscribers, and is often [invited](#) by the regime's state media to comment on issues such as “China's democracy.” In 2022, he was labeled by Twitter (now X) as an outlet affiliated with the Chinese state until the platform withdrew the label in April 2023. One particularly revealing moment happened during an online hate campaign targeting two French journalists who had produced a report for the investigative programme “Cash Investigation,” broadcast by the French public television channel *France 2*. Boreham, who has described himself as “proud to be a voice for China,” amplified the campaign through his social-media accounts and YouTube [videos](#). His posts were subsequently used as material in reports by Chinese state-media organisations including Xinhua, People's Daily and China Daily. Similarly, in a 2024 YouTube video, he [targeted](#) BBC journalists **Stephen McDonnell** and **Edward Lawrence**, accusing them of “misleading the public” for covering a car ramming attack in China that killed 38 citizens.



© Landschulz (Germany / Allemagne) - Cartooning for Peace

2. ASIE

Exporter le modèle chinois : le contrôle de l'information en ligne en Birmanie, au Cambodge et au Vietnam

La Birmanie occupe la 166^e place sur 180 pays et territoires dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi en 2026 par RSF, le Cambodge la 151^e et le Vietnam la 174^e. Tous figurent dans le bas du classement, à l'instar de la Chine, qui exporte son modèle de contrôle de l'information dans ces trois pays.

En septembre 2025, Mingshi Wu, du Great Firewall Report, une plateforme indépendante de surveillance de la censure en ligne, a [révélé](#) une fuite importante de documents issus du « grand pare-feu » chinois. Celle-ci a mis en lumière le rôle de la Chine dans la répression numérique en **Birmanie**, notamment à travers l'exportation de technologies de surveillance et de censure.

Les documents identifiaient l'entreprise chinoise de cybersécurité Geedge Networks comme l'un des principaux fournisseurs des technologies utilisées par la junte militaire birmane pour surveiller et filtrer Internet. Ils indiquaient que l'entreprise avait fourni un système commercial intégrant des fonctionnalités similaires à celles du grand pare-feu chinois, renforçant considérablement les capacités de la junte à surveiller les internautes et à censurer les informations en ligne. Les chercheurs qui ont analysé les documents issus de cette fuite, parmi lesquels Zeyi Yang du magazine américain spécialisé dans les technologies et les sciences [Wired](#), ont établi que la technologie de Geedge permet aux autorités de surveiller le trafic Internet, d'identifier des utilisateurs à partir de données des opérateurs de télécommunications et de collecter des métadonnées révélant les habitudes de communication, l'utilisation des applications et les liens sociaux. Installé au niveau des passerelles nationales d'accès à Internet et des infrastructures de télécommunications birmanes, le système permet aux autorités de bloquer des sites web, de restreindre l'utilisation des VPN et de filtrer le trafic en ligne, affectant ainsi les 33,4 millions d'internautes du pays. Des [documents internes](#), révélés par l'ONG Justice for Myanmar, indiquent que les techniciens de Geedge ont lancé le déploiement pilote du système en 2022, avant sa mise en service en mai 2024.

Le dispositif permet à la junte d'identifier les internautes qui expriment leur opposition au régime, les exposant à des arrestations arbitraires, à la torture et à d'autres violations graves des droits humains. Selon les données de RSF, la Birmanie figure depuis plusieurs années parmi les pays qui détiennent le plus grand nombre de journalistes au monde : plus de 200 d'entre eux ont été arrêtés depuis le coup d'État militaire de 2021, dont 41 étaient toujours détenus au moment de la rédaction de ce rapport. Le climat de peur qui en résulte a favorisé une autocensure généralisée, étouffant la liberté d'expression et renforçant encore la dictature numérique mise en place en Birmanie.

Bien que Geedge se présente comme une entreprise privée de cybersécurité, ses dirigeants et ses liens institutionnels l'inscrivent clairement dans l'écosystème plus large de la cybersécurité soutenu par l'État chinois. Son fondateur, Fang Binxing, surnommé le « père du grand pare-feu chinois », a joué un rôle majeur dans les premières étapes du développement de l'infrastructure chinoise de censure et de surveillance d'Internet. Ancien président de l'université des postes et télécommunications de Pékin, il a également siégé au sein de la 11^e Assemblée populaire nationale. L'entreprise collabore avec des instituts de recherche affiliés à l'État et a participé à des projets soutenus dans le cadre de l'initiative des « nouvelles routes de la soie » (*Belt and Road Initiative*). Yadanar Maung, porte-parole de Justice for Myanmar, a averti que les capacités du système allaient bien au-delà des dispositifs de censure actuellement en place : « *S'ils sont déployés de manière agressive, les produits et systèmes de Geedge Networks fournis à la junte pourraient entraîner une forte réduction des contenus accessibles : les médias indépendants, les informations provenant de l'étranger et les sites web de la société civile pourraient être bloqués, tandis que les plateformes sociales pourraient devenir inaccessibles.* »

Selon une [étude](#) menée par ARTICLE 19, au **Vietnam**, où 27 journalistes sont détenus, les autorités ont progressivement repris certains éléments du modèle numérique répressif chinois afin de contrôler la contestation en ligne. Parmi ces mesures figurent l'instauration d'obligations de localisation des données, l'adoption d'une législation extensive en matière de cybersécurité et la mise en place de forces cybernétiques soutenues par l'État. « *La promotion par la Chine de cette conception de la souveraineté cybernétique est fondamentalement incompatible avec les principes universels des droits humains – qui sont universels, indivisibles et interdépendants, indépendamment des frontières – puisqu'elle revient à nier cette universalité au profit du droit de chaque pays à suivre sa propre voie en matière de développement numérique. Cela soulève de graves inquiétudes concernant les libertés d'expression et d'information, ainsi que le droit à la vie privée en ligne* », a déclaré à RSF **Michael Caster**, responsable du programme « Global China » d'ARTICLE 19. « *C'est dans ce contexte que nous voyons se développer et se déployer des technologies de réseau chinoises, de Huawei et ZTE, à d'autres entreprises comme Geedge Networks, pour construire, littéralement, des infrastructures de censure et de surveillance au sein des réseaux Internet des pays partenaires de la route de la soie numérique.* »

Le **Cambodge** s'est lui aussi rapproché du modèle chinois de gouvernance d'Internet. En 2021, le Premier ministre Hun Sen a approuvé la création d'une passerelle Internet nationale, qui devait obliger les fournisseurs d'accès à Internet à faire transiter, à partir de 2022, l'ensemble du trafic des utilisateurs par une passerelle centralisée. Cette infrastructure devrait être exploitée par une entité tenue de se conformer aux directives du gouvernement, ce qui augmenterait considérablement

2. ASIA

EXPORTING CHINA'S MODEL: ONLINE INFORMATION CONTROL IN MYANMAR, CAMBODIA AND VIETNAM

Myanmar ranks 166th out of 180 countries and territories in the 2026 RSF World Press Freedom Index. **Cambodia** is in 151st place; **Vietnam**, 174th. They all come in at the bottom, like China, which is exporting its model of information control to all three countries.

In September 2025, Mingshi Wu from the Great Firewall Report, an independent censorship monitoring platform, [disclosed](#) a significant leak from the Great Firewall, shedding light on China's role in Myanmar's digital repression through the export of surveillance and censorship technologies. The documents identified Chinese cybersecurity company Geedge Networks as a key provider of technology that allows Myanmar's military junta to monitor and filter the internet. They indicated that the company had supplied a commercial system incorporating features similar to China's Great Firewall, significantly expanding the junta's capacity to monitor internet users and censor online information.

Researchers who analysed the leaked material, including Zeyi Yang for the US tech and science magazine [Wired](#), found that Geedge's technology enables authorities to monitor internet traffic, identify users through telecommunications data and collect metadata revealing communication patterns, application usage and social connections. Installed in Myanmar's national internet gateways and telecommunications infrastructure, the system allows authorities to block websites, restrict VPN services and filter online traffic, affecting the country's 33.4 million internet users. [Internal documents](#), revealed by the NGO Justice for Myanmar, indicate that Geedge technicians began pilot deployments in 2022 before the system became operational in May 2024.

The system enables the junta to identify internet users who express dissent, exposing them to arbitrary arrest, torture and other serious human rights abuses. According to RSF data, Myanmar has become one of the world's largest prisons in recent years, with over 200 journalists arrested since the 2021 military coup, and 41 of them still detained at the time of writing. The resulting climate of fear has driven widespread self-censorship, chilling freedom of expression and further bolstering Myanmar's digital dictatorship.

Although Geedge presents itself as a private cybersecurity company, its leadership and institutional ties place it firmly within China's broader state-backed cybersecurity ecosystem. Its founder, Fang Binxing, known as the "father of China's Great Firewall," played a leading role in the early development of the country's internet censorship and surveillance infrastructure.

He is a former principal of the Beijing University of Posts and Telecommunications and served as a representative at the 11th National People's Congress. The company collaborates with state-affiliated research institutions and has participated in projects supported under the Belt and Road Initiative. Justice For Myanmar spokesperson Yadanar Maung warned that the system's capabilities extend well beyond current censorship measures: "If implemented aggressively, Geedge Network's products and systems supplied to the junta could lead to a sharp reduction in accessible content, where independent news, foreign reporting and civil society websites could be blocked and social platforms could become inaccessible."



According to [research](#) by ARTICLE 19, in Vietnam, where 27 journalists are detained, the government has increasingly adopted elements from China's draconian digital model to police dissent online, such as instating data localisation requirements, expansive cybersecurity legislation and state-backed cyber forces. "China's promotion of this kind of cyber sovereignty fundamentally conflicts with universal human rights principles — which are indivisible and interdependent regardless of frontiers — in effectively denying that universality in favor of a country's right to pursue its own path of digital development. This raises serious concerns about freedoms of expression, information, and privacy online," Michael Caster, Head of the Global China Program at ARTICLE 19, told RSF. "This is where we see the development and deployment of Chinese network technology, from Huawei or ZTE and others like Geedge Networks, to literally build out censorship and surveillance in the internet infrastructure of Digital Silk Road partner countries."

Cambodia has also moved closer to China's model of internet governance. In 2021, Prime Minister Hun Sen approved the creation of a National Internet Gateway, requiring internet service providers to route all user traffic through a centralised gateway in 2022. The gateway would be operated by an entity

les capacités de l'État à surveiller et à contrôler les communications en ligne. Bien que le projet ait été retardé pendant la pandémie de COVID-19, le quotidien japonais [Nikkei](#) a rapporté qu'il avait repris en 2025.

Anatomie d'une campagne de harcèlement soutenue par Pékin aux Philippines

★ Publié le 13 mars 2026 sur [RSF.org](#)
et adapté pour ce rapport

Début 2026, le Philippine Center for Investigative Journalism (PCIJ) et l'une de ses collaboratrices, **Regine Cabato**, ont été pris pour cible d'une campagne de dénigrement menée par l'ambassade de Chine à Manille, après la publication d'un [article](#) donnant des conseils pour identifier les messages de propagande chinoise, très présents dans l'espace informationnel philippin. L'un des messages de l'ambassade comportait une capture d'écran faisant apparaître le nom et le visage de Regine Cabato. La journaliste a ensuite fait l'objet de harcèlement, notamment de messages privés contenant des remarques sexistes, des attaques visant sa famille et des accusations sans fondement la présentant comme affiliée à la l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA). Elle a déclaré à RSF « voir ces accusations émanant de l'ambassade être relayées en temps réel par des soutiens de Rodrigo Duterte est inquiétant et semble seulement confirmer que ces acteurs ont des intérêts communs ».

Plusieurs éléments indiquent en effet qu'il ne s'agissait pas d'une opération exclusivement interne aux Philippines. Certains comptes témoignaient d'une maîtrise imparfaite du filipino. [Democracy.Net.PH](#), une organisation philippine de défense des droits numériques qui a enquêté sur la campagne, a notamment identifié au moins un compte utilisant des signes diacritiques dans plusieurs mots, une pratique largement abandonnée dans la langue depuis la fin du XIX^e siècle. Cela laisse penser que certains opérateurs du réseau pourraient ne pas être des locuteurs natifs, alors même qu'ils s'employaient à diffuser auprès du public philippin des récits favorables à Pékin. Les orientations politiques du réseau étaient aussi révélatrices que ses particularités linguistiques. Nombre des comptes qui relayaient les attaques affichaient également un soutien explicite à l'ancien président **Rodrigo Duterte**. Cette convergence est difficile à considérer comme fortuite : plusieurs influenceurs pro-Duterte ont reconnu avoir participé à des programmes financés par la Chine visant à accroître leur audience sur les réseaux sociaux et à diffuser des récits favorables à Pékin.

Interrogé par RSF, le directeur du programme *Rights Initiatives* au sein de [Democracy.Net.PH](#), Carlos Nazareno, a qualifié les méthodes employées par l'ambassade de Chine d'« effrontées, surnoises et insidieuses ». « Effrontées, parce qu'il est inédit de voir l'ambassade d'un pays s'en prendre à des journalistes et à des organisations de presse avec un tel vocabulaire. Surnoises, parce que les récits favorables à Pékin qui circulent aux Philippines sont préparés et diffusés depuis des années. Insidieuses, parce qu'elles reposent

probablement sur le recours à des influenceurs locaux pour manipuler l'opinion publique », a-t-il expliqué.

Cet épisode s'inscrit dans une dynamique plus large d'opérations d'influence chinoises visant l'espace informationnel philippin. Fin 2025, une enquête de *Reuters* a [révélé](#) l'existence d'une opération d'influence coordonnée liée à l'ambassade de Chine à Manille. Selon l'agence de presse britannique, la mission diplomatique aurait financé une entreprise philippine chargée de créer un réseau de faux comptes Facebook afin de diffuser des contenus favorables à Pékin et critiques à l'égard des États-Unis. L'opération aurait également cherché à accroître la visibilité d'un site présenté comme un média d'information, mais utilisé en réalité pour promouvoir des récits favorables à la Chine.

Les médias d'État chinois ont par ailleurs contribué à attiser les tensions croissantes entre la Chine et les Philippines. En juillet 2026, *China Daily*, le quotidien anglophone du régime chinois principalement destiné aux publics étrangers, a publié une vidéo générée par intelligence artificielle mettant en scène un singe représentant les Philippines et tournant en dérision la position du pays dans l'escalade du différend territorial qui oppose les deux États en mer de Chine méridionale. Cette représentation a été [dénoncée](#) par le ministère philippin de la Défense nationale comme une « propagande méprisante » et « raciste ».



Attaquer, puis amplifier : la campagne numérique contre Regine Cabato en dates

25 février 2026, juste avant minuit : la campagne débute lorsque le porte-parole adjoint de l'ambassade de Chine, Guo Wei, accuse publiquement le PCIJ de diffuser une « rhétorique anti-chinoise » et de se livrer à une « diffamation délibérée », après qu'un responsable du gouvernement philippin a partagé sur Facebook un reportage vidéo de Regine Cabato consacré aux stratégies chinoises de manipulation de l'information dans le pays.

26 février, dans les deux heures suivant la publication : plus de 100 comptes ont déjà commenté ou partagé la publication, reprenant notamment l'accusation selon laquelle le travail du PCIJ relèverait d'un traitement « anti-chinois ».

required to comply with government directives, significantly expanding the state's capacity to monitor and control online communications. Although the project was delayed during the COVID-19 pandemic, Japanese newspaper [Nikkei](#) reported that it resumed in 2025.

THE ANATOMY OF A BEIJING-BACKED HARASSMENT CAMPAIGN IN THE PHILIPPINES

 Published on 13 March 2026 on [RSF.ORG](#)
and adapted for this report

In early 2026, the Philippine Center for Investigative Journalism (PCIJ) and one of its contributors, Regine Cabato, became the targets of a smear campaign led by the Chinese Embassy in Manila, following their publication of a [report](#) offering advice on how to identify Chinese propaganda messages, which are widespread in the Philippine information space. One of the embassy's posts included a screenshot displaying Regine Cabato's name and face. The campaign sparked a wave of harassment against the journalist, notably through private messages containing sexist remarks, attacks on her family and baseless accusations that she was affiliated with the CIA. She told RSF, "Seeing these accusations from the embassy amplified in real time by pro-Duterte supporters is worrying and seems only to confirm that these actors share common interests."

Indeed, several signs indicate this was more than a purely domestic operation. Some accounts betrayed an imperfect command of the Filipino language, and [Democracy.Net.PH](#) — a Philippine digital rights advocacy group that investigated the campaign — identified at least one account using diacritical marks in several words, a practice largely abandoned in the language since the late nineteenth century. This suggests that some of the operators behind the network may not be native speakers, even though they worked to promote Beijing-friendly narratives to a Philippine audience. The network's politics were as telling as its language. Many of the accounts spreading the attacks also voiced explicit support for former President Rodrigo Duterte, a convergence unlikely to be coincidental as several pro-Duterte influencers have acknowledged taking part in China-funded programmes designed to grow their social media reach and spread narratives favourable to Beijing.

In an interview with RSF, Carlos Nazareno, Director of Rights Initiatives at [Democracy.Net.PH](#), characterised the methods used by the Chinese Embassy as "brazen, creeping, and insidious". "Brazen because it's unheard of for a country's embassy to be attacking journalists and journalistic organisations using such language. Creeping because the pro-Beijing narratives that are circulating in the Philippines have been prepared and disseminated for years. Insidious because they are likely relying on the use of local influencers to manipulate public opinion," he explained.

This episode forms part of a broader pattern of Chinese influence operations targeting the Philippine information environment. In late 2025, a Reuters investigation [revealed](#) the existence of a coordinated influence operation linked to the Chinese Embassy in Manila. According to the investigation from the British news agency, the diplomatic mission had funded a Philippine company tasked with creating a network of fake Facebook accounts to spread content favourable to Beijing and critical of the United States. The operation also reportedly sought to increase the visibility of a website presented as a news outlet but used to promote narratives favourable to China.

Cambodia has also moved closer to China's model of internet governance. In 2021, Prime Minister Hun Sen approved the creation of a National Internet Gateway, requiring internet service providers to route all user traffic through a centralised gateway in 2022. The gateway would be operated by an entity required to comply with government directives, significantly expanding the state's capacity to monitor and control online communications. Although the project was delayed during the COVID-19 pandemic, Japanese newspaper [Nikkei](#) reported that it resumed in 2025.

Attacks, then amplification: the cyber campaign against Regine Cabato and the PCIJ

- **25 February 2026, just before midnight:** The campaign begins when the deputy spokesperson of the Chinese Embassy, Guo Wei, publicly accuses the PCIJ of spreading "anti-China rhetoric" and engaging in "deliberate defamation," after a Philippine government official shares on Facebook a video report by Regine Cabato about Chinese information manipulation strategies in the country.
- **26 February 2026, within two hours of the post's publication:** More than 100 accounts have already commented on or shared the post, notably repeating the accusation that PCIJ's work constituted "anti-China" reporting.
- **26 February 2026:** The embassy publishes a follow-up Facebook post attacking PCIJ, the first of eight such posts over the following two months.
- **27 February 2026:** Just two days after the Chinese Embassy's initial post, the Philippine Chinese-language newspaper World News, whose editorial line is known for its alignment with Beijing's positions, republishes the narratives against PCIJ in a front-page article.
- **11 March 2026:** According to Democracy.Net.PH's investigation, a [Chinese Embassy post attacking the PCIJ](#) records the highest concentration of engagement from suspicious accounts, marking the peak of the campaign's, inauthentic amplification. Experts at [Democracy.Net.PH](#)'s note that over the campaign's roughly two-month span,

26 février : l'ambassade diffuse une nouvelle publication sur Facebook visant le PCIJ. Il s'agit de la première d'une série de huit publications de ce type au cours des deux mois suivants.

27 février : deux jours seulement après la première publication de l'ambassade de Chine, le quotidien sinophone philippin World News, dont la ligne éditoriale est réputée proche des positions de Pékin, reprend les accusations visant le PCIJ dans un article en une.

11 mars : selon l'enquête menée par Democracy.Net.PH, une [publication de l'ambassade chinoise visant](#) le PCIJ enregistre la plus forte concentration d'interactions provenant de comptes suspects, marquant le pic de l'amplification artificielle et soutenue de la campagne. Les experts de [Democracy.Net.PH](#) estiment que, sur les quelque deux mois qu'a duré la campagne, entre 21 % et 34 % des comptes ayant relayé les attaques présentaient une forte probabilité d'être inauthentiques.

19 mars : après la condamnation des attaques visant le PCIJ et Regine Cabato par des organisations de défense de la liberté de la presse, l'ambassade de Chine s'en prend à son tour à ces organisations, dont RSF, dans une tentative de discréditer tous ceux qui expriment des inquiétudes. Il s'agit d'une tactique courante : détourner le débat du fond des enquêtes journalistiques pour s'attaquer à la légitimité de ceux qui dénoncent les attaques.

Semaines suivantes : Regine Cabato continue de recevoir des messages haineux pendant plusieurs semaines, avant que leur fréquence ne commence à diminuer.

Zoom sur...

la propagande chinoise à Hong Kong

Autrefois bastion de la liberté de la presse, Hong Kong est aujourd'hui devenu un terrain particulièrement favorable à la propagande chinoise. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité nationale, en juin 2020, des médias du territoire sont de plus en plus utilisés comme des instruments de propagande au service de la Chine. C'est notamment le cas de la chaîne locale TVB. Dans un reportage publié par *Voice of America* (VOA) en avril 2022, deux anciens prisonniers politiques de Hong Kong ont raconté avoir participé à un programme de « déradicalisation » – ou de « lavage de cerveau », selon leurs propres termes – poursuivant trois objectifs : « *comprendre l'histoire chinoise et l'éducation nationale, reconstruire sa psychologie et rétablir ses valeurs, et planifier sa vie et reconstruire ses relations familiales* ». Selon ces anciens détenus, les sessions de deux heures destinées aux adultes condamnés étaient principalement consacrées à des techniques pour réussir un entretien d'embauche. Mais, au cours du dernier quart de ces séances, ils étaient contraints de regarder une série en 12 épisodes intitulée *No Poverty Land*, produite en 2021 par la chaîne TVB et consacrée aux efforts déployés par la Chine pour réduire la pauvreté dans les régions reculées du pays. La série n'avait

aucun rapport avec la formation professionnelle. Pourtant, selon l'un des anciens détenus, un intervenant s'en servait pour transmettre le message selon lequel les populations pauvres travaillaient très dur pour sortir de la pauvreté. TVB est l'un des principaux groupes de télévision gratuite de Hong Kong. Au moment de la production de la série, son principal actionnaire était Li Ruigang, ancien secrétaire général adjoint du Comité municipal de Shanghai du Parti communiste chinois. La série n'était pas le seul programme utilisé par l'administration pénitentiaire pour « laver le cerveau » des détenus. Bien que ceux-ci soient autorisés à regarder un film le dimanche, ils devaient d'abord consacrer 30 à 45 minutes au visionnage d'autres extraits produits par TVB, vantant notamment la « nourriture exceptionnelle » de la Chine ainsi que ses avancées dans les domaines des technologies et des transports.

En dehors des prisons, les médias d'État opérant à Hong Kong jouent également un rôle actif dans les attaques et le harcèlement visant les journalistes locaux. Wen Wei Po et Ta Kung Pao, deux publications directement contrôlés par une entreprise publique chinoise, s'en prennent régulièrement depuis plusieurs années à l'Association des journalistes de Hong Kong (HKJA), le principal syndicat de journalistes du territoire et l'une des rares organisations de la société civile à poursuivre ses activités malgré la dissolution de nombreux syndicats. Les deux journaux ont repris à leur compte les éléments de propagande du gouvernement hongkongais, accusant la HKJA d'être partielle en faveur des médias pro-démocratie, de recruter des étudiants comme journalistes et de ne pas reconnaître les accusations selon lesquelles certains de ses membres auraient entravé l'action de la police pendant des manifestations. Dans un article publié en 2021, Ta Kung Pao a notamment accusé la HKJA d'entretenir « des liens étroits » avec la National Endowment for Democracy, une ONG américaine, par l'intermédiaire de son National Democratic Institute. La HKJA a alors dû publier un communiqué exprimant ses « *profonds regrets* », reprochant à Ta Kung Pao d'avoir « *publié des informations fausses et non vérifiées sans avoir préalablement contacté la HKJA* ».

Si TVB, Wen Wei Po et Ta Kung Pao jouissent d'une crédibilité limitée, le South China Morning Post (SCMP), quotidien basé à Hong Kong, détenu par des intérêts privés et favorable à Pékin, diffuse les narratifs de l'État avec davantage d'efficacité auprès du public international. En 2012, les journalistes du quotidien anglophone s'étaient inquiétés de la nomination au poste de rédacteur en chef de Wang Xiangwei, un journaliste originaire de Chine continentale et membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Le rachat du journal, trois ans plus tard, par le conglomérat Alibaba Group Holdings, fondé par l'homme d'affaires chinois Jack Ma, alors réputé proche du Parti communiste chinois, n'a pas dissipé leurs craintes. Selon un [article](#) du quotidien américain *The New York Times*, les détracteurs de cette acquisition redoutaient qu'Alibaba ne mette au pas la couverture éditoriale du journal afin de s'attirer les bonnes grâces de Pékin. Si le SCMP évite le style agressif et ouvertement propagandiste des médias d'État, sa ligne apparaît clairement lors de certains événements majeurs. Après la condamnation du fondateur d'*Apple Daily*, Jimmy Lai, à 20 ans de prison pour conspiration avec des forces étrangères et publication

between 21% and 34% of accounts amplifying the attacks show a high likelihood of being inauthentic.

- **19 March 2026:** After press freedom organisations denounce the attacks targeting PCIJ and Regine Cabato, the Chinese Embassy then targets these organisations, including RSF, in an attempt to discredit anyone raising concerns. This is a common tactic: shifting the debate away from the substance of journalistic investigations and attacking the legitimacy of those criticising the attacks.
- **Following weeks:** Cabato continued to receive hate messages for weeks before they started subsiding.

© Stellina (Taiwan / Taiwan) - Cartooning for Peace



A closer look at...

Chinese propaganda in Hong Kong

Once a bastion of press freedom, Hong Kong's media scene has now turned into a breeding ground for Chinese propaganda. Following the enactment of the National Security Law in June 2020, territory's media have increasingly become a tool for spreading propaganda for the CCP.

This is notably the case for local broadcaster TVB. In a report by *Voice of America* in April 2022, two former political prisoners in Hong Kong recalled taking part in a “deradicalisation” programme — or a “brainwashing” programme, as they called it. The programme had three aims, namely “understanding Chinese history and national education, psychological reconstruction and re-establishment of values, and life planning and rebuilding family relationships.” According to the former prisoners, while the two-hour sessions for adult offenders mainly focused on successful job interview techniques, the final quarter mandated viewership of a 12-episode series called “No Poverty Land”. Produced by local broadcaster TVB in 2021, the documentary depicts China's efforts to alleviate poverty in remote areas. The series had nothing to do with career training, but a speaker would use the documentary to emphasise that even impoverished people in China were working very hard to escape poverty, a former inmate said.

TVB is one of the largest free-to-air television companies in Hong Kong. At the time of the programme's production, the largest shareholder of TVB was Li Ruigang, the former deputy secretary-general of the Shanghai Municipal Committee of the Chinese Communist Party.

The series was not the only production used by the prison to “brainwash” inmates. Although the inmates were allowed to watch a movie on Sundays, they would first have to spend 30 to 45 minutes watching other clips produced by TVB, which praised China's “amazing food” as well as developments in technology and transport.

Outside prison walls, state-run media operating in Hong Kong play an active role in attacking and harassing local journalists. *Wen Wei Po* and *Ta Kung Pao*, two newspapers directly controlled by a state-owned company, have spent the last few years regularly attacking the Hong Kong Journalists Association (HKJA), the largest press union in Hong Kong and one of the few civil society organisations still running despite the disbandment of a host of unions.

The two newspapers have parroted the Hong Kong government's propaganda messages that the HKJA was biased toward pro-democracy papers, recruited students as journalists, and failed to acknowledge claims that its members obstructed police during protests. In one report in 2021, *Ta Kung Pao* accused the HKJA of being “closely connected” to the National Endowment for Democracy, an American NGO, through its National Democratic Institute, forcing the HKJA to issue a statement to express its “deep regrets” as *Ta Kung Pao* “released the unverified false information without enquiring [with the] HKJA beforehand.”

While TVB, *Wen Wei Po* and *Ta Kung Pao* have limited credibility, the Hong Kong-based, privately owned and Beijing-friendly *South China Morning Post* (SCMP) spreads the state's narratives in a more effective manner internationally. In 2012, journalists working for the English-language daily were alarmed when Wang Xiangwei, a journalist from mainland China and a member of the Chinese People's Political Consultative Conference, was appointed editor-in-chief. The media's takeover three years later by conglomerate Alibaba Group Holdings, founded by Chinese businessman Jack Ma, at that time very close to the Communist Party of China, did nothing to soothe journalists' fears. Critics of the purchase worried that Alibaba would tame the paper's coverage to curry favour with China, according to a [report](#) by US daily *The New York Times*.

While the SCMP avoids the aggressive, overt style characteristic of state-run news outlets, it displays its stance at important news events. After *Apple Daily* founder Jimmy Lai was handed a 20-year sentence for conspiring to collude with foreign forces and publishing seditious articles, the SCMP published an editorial [titled](#) “Jimmy Lai trial shows Hong Kong's rule of law remains robust.” One of the paragraphs claimed what Lai did to Hong Kong was “extremely damaging,” entirely toeing the government line.

d'articles séditieux, le SCMP a publié un éditorial [intitulé](#) : « Le procès de Jimmy Lai montre que l'État de droit reste solide à Hong Kong ». L'un des paragraphes affirmait notamment que les actes du patron de presse avaient été « *extrêmement préjudiciables* », reprenant ainsi intégralement la position du gouvernement. En 2018, le SCMP s'est également fait le relais direct de l'appareil sécuritaire chinois en publiant les aveux forcés du libraire suédois Gui Minhai, alors détenu en Chine. « *Quand on compare sa couverture des manifestations de 2019 à celle d'aujourd'hui, la différence est évidente. Ces dernières années, le SCMP a de plus en plus repris le vocabulaire du Parti communiste chinois, et de nombreux articles semblent avant tout destinés à présenter la position de Pékin* », a déclaré à RSF un ancien journaliste du SCMP. Il ajoute que « *certains responsables semblent nationalistes, du moins en apparence, même si adopter cette ligne peut aussi servir leurs propres intérêts* ». Début 2026, le chef de l'exécutif hongkongais John Lee a nommé Tammy Tam – ancienne rédactrice en chef du journal et désormais son editrice – à la Commission de réforme du droit. « *Le journal ressemble désormais aux médias d'État, estime l'ancien journaliste du SCMP. Ses articles présentent généralement Hong Kong et Pékin sous un jour favorable, tout en passant sous silence nombre de problèmes de fond. Le ton éditorial à l'égard de la Chine reste constamment positif, et les journalistes subissent également des pressions pour traiter certains sujets.* »

Comment un réseau chinois de marketing injecte discrètement des narratifs politiques dans des contenus taïwanais consacrés au lifestyle

 **Publié le 23 avril 2026 sur [RSF.ORG](#)**
et adapté pour ce rapport

RSF révèle comment Wubianjie, une entreprise chinoise de marketing numérique, utilise des pages Facebook taïwanaises en apparence anodines pour y introduire des narratifs politiques conformes aux positions de Pékin. Plutôt que de présenter ces pages comme des plateformes politiques, Wubianjie gère des pages consacrées à la santé, aux loisirs, au divertissement ou à des contenus inspirants.

Prenons l'exemple de la page Facebook « 50 Plus Healthy Life ». À première vue, celle-ci semble proposer, en caractères chinois traditionnels – l'écriture couramment utilisée à Taïwan – des conseils de bien-être destinés aux personnes âgées. Mais en mars 2026, peu après l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés d'Israël contre l'Iran, la page a publié une analyse affirmant que Téhéran n'avait pas besoin de vaincre militairement Washington, mais devait plutôt « faire payer le prix à Washington ». L'argument reprenait étroitement certains récits promus par les [médias d'État chinois](#). La publication a par la suite été supprimée, mais RSF en a obtenu une capture d'écran qui en conserve la trace. Dans un autre exemple, lors de l'élection présidentielle taïwanaise de 2024, la page Facebook « Classic Quotes », initialement consacrée à la philosophie de vie et aux citations inspirantes, a été rebaptisée

« Terry Gou's Classic Quotes » en juillet 2023, alors que le milliardaire Terry Gou préparait sa candidature à l'élection présidentielle. La page ne semble pas avoir été directement liée à Terry Gou. Elle était en réalité gérée par Qinhuangdao Laixiu Culture Media, un groupe qui semble entretenir des liens étroits avec Wubianjie, les deux structures partageant la même adresse et disposant d'un site Internet identique. La page est ensuite devenue une plateforme faisant campagne en faveur d'un [candidat soutenu par Pékin](#) pendant la période électorale.

RSF a constaté que Wubianjie contrôle des centaines de pages Facebook et gère des comptes sur plusieurs réseaux sociaux, dont Facebook, Threads et X. Ses pages couvrent un large éventail de sujets non politiques, permettant à l'entreprise d'atteindre les utilisateurs en ciblant leurs centres d'intérêt du quotidien. L'entreprise oriente également les internautes vers un écosystème plus vaste de fermes à contenus, de plateformes de romans en ligne et d'autres sites Internet. Dans un [rapport publié en 2025](#), le Bureau de la sécurité nationale de Taïwan a identifié Wubianjie comme un vecteur de la guerre cognitive menée par la Chine, soulignant que ses comptes se concentrent d'abord sur des « *sujets non politiques ou à caractère léger* » avant d'introduire ponctuellement des messages politiques. S'appuyant sur ces observations, le groupe de réflexion taïwanais Doublethink Lab a également documenté des opérations similaires menées par Wubianjie sur Threads, une plateforme sociale très populaire à Taïwan ces dernières années. Selon son enquête, des comptes coordonnés mêlaient mêmes, conseils sentimentaux et sujets viraux à des messages politiques distillés ponctuellement, tout en se présentant comme de simples utilisateurs. Les enquêteurs ont identifié des groupes de comptes qui mettaient simultanément en avant des sujets populaires sur le style de vie, avant de relayer les mêmes récits sur les relations entre les deux rives du détroit de Taïwan et la politique intérieure taïwanaise, au moyen de republications coordonnées et de légendes quasi identiques. Doublethink Lab a également constaté que nombre de ces comptes interagissaient abondamment entre eux afin d'accroître leur visibilité, ce qui laisse penser que les récits politiques étaient diffusés au travers d'interactions sociales en apparence ordinaires, plutôt que par le biais d'une campagne politique ouvertement assumée. De son côté, NewsGuard a [mis au jour](#) des centaines de comptes Threads coordonnés se faisant passer pour ceux de jeunes Taïwanaises et utilisant des selfies ainsi que des publications sur leur vie quotidienne pour paraître authentiques, avant de diffuser des récits favorables à Pékin. Charlene Lin, analyste chez NewsGuard, a déclaré à RSF que ces profils pourraient n'être que « *la partie émergée de l'iceberg d'une infrastructure d'influence beaucoup plus vaste visant Taïwan* ». Selon elle, de faux comptes « *jouent le rôle de Taïwanais de tous bords politiques* » afin d'« *introduire la division et la méfiance* » dans des conversations que les utilisateurs pensent être des échanges entre leurs propres concitoyens. Les outils d'intelligence artificielle pourraient faciliter la création et le déploiement à grande échelle de telles opérations, dans le prolongement de la méthode observée au sein du réseau de Wubianjie. Les liens de Wubianjie avec les institutions chinoises ont également suscité des inquiétudes. En 2020, l'entreprise a conclu un [partenariat stratégique](#)

On one occasion in 2018, the SCMP served as a direct conduit for the Chinese security apparatus by publishing a forced confession of detained Swedish bookseller **Gui Minhai**.

“Looking at how it reported the 2019 protests compared with its coverage today, I think the difference is clear. In recent years, the SCMP has increasingly adopted Chinese Communist Party language, and many articles appear chiefly aimed at putting forward Beijing’s position,” a former SCMP reporter told RSF, adding that “some managers appear nationalistic, at least from the outside, though taking that line may also suit their own interests.”

In early 2026, Hong Kong chief executive John Lee appointed Tammy Tam — the newspaper’s former editor-in-chief and now its publisher — to the Law Reform Commission. “The paper now resembles state media,” said the former SCMP reporter. “Its reporting generally casts Hong Kong and

Beijing in a favourable light while failing to examine many underlying problems. The editorial tone towards China remains consistently positive, and reporters are also put under pressure to pursue particular stories.”

STELLINA



© Stellina (Taiwan / Taiwan) - Cartooning for Peace

A closer look at...

Taiwan on the frontlines of the fight against CCP propaganda

As China intensifies pressure on Taiwan, the island's information space has become a critical bastion of democratic resilience. In February 2026, President William Lai [warned](#) that China's continued harassment and rapidly evolving AI technologies make its coercion tactics increasingly difficult to assess, particularly as Taiwan approaches local elections in November 2026.

Yet Taiwan, ranked 28th out of 180 countries and territories in the 2026 World Press Freedom Index, is not simply challenged by Chinese disinformation, but the media environment into which this content enters and circulates. Taiwan's press is free and its media landscape is diverse, but is weakened by political polarisation, sensationalism and commercial pressure. These pressures are intensified by the rapid shift toward digital platforms. According to Reuters Institute's 2026 [report](#), Taiwan's traditional media advertising revenue has fallen by 47% over the past decade, while online platforms capture most digital advertising growth. Overall trust in news fell to just 25% in [2026](#), far below the purported global average of 37%. When professional journalism struggles to reach audiences while, at the same time, sensational and highly partisan content travels easily through platforms, it is harder for the public to distinguish between reliable reporting, political commentary and information manipulation.

Chinese influence operations exploit these weaknesses through fake websites, inauthentic accounts and seemingly ordinary online content. When it comes to the main focus on China's propaganda strategy in Taiwan, Eric Hsu, a social engagement and digital research analyst from [Doublethink Lab](#), told RSF, “[China would say,] ‘Sure, the PRC is great. But what I really want is for you to think Taiwan sucks.’ Rather than just praising Beijing, its influence campaign utilises automated web crawling, AI technologies, and algorithms to target different demographics across diverse platforms, from social media to video apps like TikTok. By amplifying half-truths and decontextualised content

while masquerading as local netizens, these suspicious accounts aim to evoke divisive sentiments, foster artificial polarisation, erode trust in democratic institutions, and blur the public's perception of threat. Furthermore, the archipelago country faces an average of 2.63 million daily Chinese cyberattacks against its critical infrastructure alongside this covert cognitive manipulation.”

This challenge extends beyond individual instances of disinformation. Michael Caster, Head of Global China Programme at [ARTICLE19](#), describes the foundation of China's digital authoritarianism as “cyber sovereignty,” through which “China asserts that internet governance is the natural extension of national sovereignty.” For Taiwan, this highlights the broader struggle over the digital environment through which information is produced and distributed.

How Taiwan is building democratic resilience

Taiwan has responded by [acknowledging](#) foreign information manipulation and interference (FIMI) as a national threat, and by boosting media literacy, fact-checking and civil-society research. At the same time, political and financially independent fact-checking organisations have become even more crucial. “Besides the manipulation of AI, malicious actors have taken a more subtle approach to turn demographics with different political beliefs against each other,” stressed Summer Chen, founder of and investigative journalist at the factcheck and research outlet [FactLink](#) and the former editor-in-chief of [Taiwan FactCheck Center](#). “Hence, fact-checkers and media literacy promotion must develop timely approaches to adapt to these challenges.” Taiwan's experience shows that resisting disinformation ultimately requires strengthening a country's own media ecosystem. The answer cannot simply be greater government control.

avec le réseau public de radio et télévision de Qinhuangdao. Quatre mois plus tard, des responsables du département de la propagande et de l'administration du cyberspace de la province du Hebei se sont [rendus](#) dans ses locaux. Ces liens ne permettent pas d'établir que chaque contenu produit par l'entreprise est piloté par le gouvernement chinois, mais ils alimentent les interrogations sur son rôle dans les activités d'influence plus larges menées par la Chine. Les cas documentés par RSF et Doublethink Lab mettent en évidence un schéma récurrent dans les opérations de Wubianjie :

des messages politiques sont associés à des contenus ordinaires et diffusés par l'intermédiaire de comptes qui, au premier abord, ne semblent pas avoir de vocation politique. En alternant contenus consacrés au mode de vie et récits politiques, le réseau peut toucher les utilisateurs au sein de communautés familières sur les réseaux sociaux, tout en rendant ses activités coordonnées plus difficiles à détecter. Wubianjie n'a pas répondu aux demandes de commentaires de RSF.

Zoom sur...

Taiwan en première ligne dans la lutte contre la propagande du PCC

Alors que la Chine intensifie sa pression sur Taïwan, l'espace informationnel de l'île est devenu un bastion essentiel de la résilience démocratique. En février 2026, le président William Lai a [averti](#) que le harcèlement continu de la Chine et l'évolution rapide des technologies d'intelligence artificielle rendent ses tactiques de coercition de plus en plus difficiles à évaluer, notamment à l'approche des élections locales prévues en novembre 2026.

Pourtant Taïwan, classé au 28^e rang sur 180 pays et territoires dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi en 2026 par RSF, n'est pas seulement confronté à la désinformation chinoise. Il doit aussi composer avec l'environnement médiatique dans lequel ces contenus circulent. La presse taïwanaise est libre et le paysage médiatique est pluraliste, mais il est fragilisé par la polarisation politique, le sensationnalisme et les pressions commerciales. Ces tensions sont accentuées par le basculement rapide vers les plateformes numériques. Selon le [rapport 2026](#) du Reuters Institute, les recettes publicitaires des médias traditionnels taïwanais ont chuté de 47 % au cours de la dernière décennie, tandis que les plateformes en ligne captent l'essentiel de la croissance de la publicité numérique. La confiance globale dans l'information est tombée à 25 % en 2026, bien en deçà de la moyenne mondiale annoncée de 37 %. Dans ce contexte, alors que le journalisme professionnel peine à toucher le public et que les contenus sensationnalistes et fortement partisans circulent facilement sur les plateformes, il devient plus difficile pour le public de distinguer l'information fiable, commentaire politique et manipulation de l'information.

Les opérations d'influence chinoises exploitent ces fragilités au moyen de faux sites Internet, de comptes inauthentiques et de contenus en ligne en apparence ordinaires. S'agissant du principal axe de la stratégie de propagande chinoise à Taïwan, Eric Hsu, analyste de l'engagement sur les réseaux sociaux et de la recherche numérique chez Doublethink Lab, a déclaré à RSF : « [La Chine dirait :] "Bien sûr, la République populaire de Chine est formidable. Mais ce que je veux vraiment, c'est que vous pensiez que Taïwan est nul." » Plutôt que de se contenter de vanter Pékin, sa campagne d'influence s'appuie sur l'exploration automatisée du Web, les technologies d'intelligence artificielle et des algorithmes pour cibler différents groupes démographiques sur une multitude de plateformes, des réseaux sociaux aux

applications vidéo telles que TikTok. En amplifiant des demi-vérités et des contenus sortis de leur contexte tout en se faisant passer pour des internautes locaux, ces comptes suspects cherchent à susciter des sentiments de division, à alimenter une polarisation artificielle, à éroder la confiance dans les institutions démocratiques et à brouiller la perception que le public a de la menace. Par ailleurs, cet archipel est confronté en moyenne à 2,63 millions de cyberattaques chinoises quotidiennes visant ses infrastructures critiques, parallèlement à cette manipulation cognitive clandestine. Le problème dépasse toutefois les cas individuels de désinformation.

Le responsable du programme « Global China » d'ARTICLE 19, Michael Caster, décrit la « *cybersouveraineté* » comme le fondement de l'autoritarisme numérique chinois : « *La Chine affirme que la gouvernance d'Internet est le prolongement naturel de la souveraineté nationale* ». Pour Taïwan, cette conception met en lumière une lutte plus large autour de l'environnement numérique dans lequel l'information est produite et diffusée.

Comment Taïwan renforce sa résilience démocratique

Taïwan a réagi en reconnaissant les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) comme une menace nationale et en renforçant l'éducation aux médias, la vérification des faits et la recherche menée par la société civile. Dans le même temps, les organisations de *fact-checking* indépendantes des pouvoirs politiques et des intérêts financiers sont devenues plus essentielles encore. « *Outre la manipulation par l'intelligence artificielle, des acteurs malveillants ont adopté une approche plus subtile consistant à dresser les uns contre les autres des groupes de population ayant des convictions politiques différentes* », souligne Summer Chen, fondatrice et journaliste d'investigation de *FactLink*, un média spécialisé dans la vérification des faits et la recherche, et ancienne rédactrice en chef du *Taiwan FactCheck Center*. « *Les fact-checkers et les initiatives d'éducation aux médias doivent donc développer rapidement des approches adaptées en temps utile pour répondre à ces défis*. » L'expérience taïwanaise montre que la lutte contre la désinformation passe avant tout par le renforcement de l'écosystème médiatique national. La réponse ne peut pas simplement consister à accroître le contrôle de l'État.

HOW A CHINESE MARKETING NETWORK QUIETLY INJECTS POLITICAL NARRATIVES INTO TAIWANESE LIFESTYLE CONTENT

Published on 23 April 2026 on [RSF.ORG](https://www.rsf.org)
and adapted for this report

RSF reveals how the China-based digital marketing company Wubianjie uses seemingly harmless Taiwanese Facebook pages to introduce political narratives aligned with Beijing. Rather than presenting these pages as political platforms, Wubianjie operates pages focused on health, hobbies, entertainment and inspirational content.

Take the Facebook page “50 Plus Healthy Life.” It appears to provide wellness advice for older readers in traditional Chinese, the script commonly used in Taiwan. But in March 2026, shortly after the United States joined Israel in its war against Iran, the page published an analysis arguing that Tehran did not need to defeat Washington militarily, but instead needed to “make Washington feel the pain.” The argument closely echoed narratives promoted by [Chinese state media](#). The post was later deleted, but RSF obtained a screenshot preserving it.

In another example, during Taiwan's 2024 presidential election, the Facebook page “Classic Quotes,” originally devoted to life philosophy and inspirational quotations, was renamed “Terry Guo's Classic Quotes” in July 2023, when billionaire Terry Gou was preparing to run for president. The page does not appear to have been directly affiliated with Gou. Instead, it was managed by Qinhuangdao Laixiu Culture Media, a company that appears to have strong ties to Wubianjie, sharing the same address and an identical website. The page subsequently became a platform promoting [a candidate favoured by Beijing](#) during the election period.

RSF found that Wubianjie controls hundreds of Facebook pages and operates accounts across the social media platforms Facebook, Threads and X. Its pages cover a wide range of non-political topics, allowing the company to reach users through everyday interests. The company also directs users toward a broader ecosystem of content farms, web novel platforms and other websites. Taiwan's National Security Bureau identified Wubianjie in a [2025 report](#) as a lever of China's cognitive warfare, noting that its accounts focus on “non-political or soft topics” before intermittently introducing political messaging.

Building on these findings, Taiwan-based think tank Doublethink Lab also documented similar Wubianjie operations on Threads, a popular social platform in Taiwan in recent years. According to its investigation, coordinated accounts blended memes, relationship advice and viral discussions with intermittent political messaging while appearing to be ordinary users. Investigators identified clusters

of accounts that simultaneously promoted trending lifestyle topics before amplifying identical narratives about cross-Strait relations and Taiwan's domestic politics through coordinated reposts and near-identical captions. Doublethink Lab also found that many of these accounts interacted extensively with one another to boost visibility, suggesting that political narratives were circulated through seemingly ordinary social engagement rather than overt political campaigning.

Similarly, NewsGuard [uncovered](#) hundreds of coordinated Threads accounts posing as young Taiwanese women, using selfies and everyday posts to appear authentic before promoting narratives favourable to Beijing. NewsGuard analyst Charlene Lin told RSF that such profiles may be “just the tip of the iceberg of a much larger influence infrastructure targeting Taiwan,” with fake accounts “role-play[ing] as Taiwanese people across the political spectrum” to “[sow] seed[s of] division and distrust” into conversations users assume are among their own. AI tools could make such operations easier to create and scale, echoing the approach seen in Wubianjie's network.

Wubianjie's links with Chinese state institutions have also raised concerns. In 2020, the company entered into [a strategic partnership](#) with the state-run Qinhuangdao Radio and Television network. Four months later, officials from Hebei's propaganda department and cyberspace administration [visited](#) its offices. These connections do not establish that every piece of content produced by the company is directed by the Chinese government, but they have contributed to concerns about its role in China's broader influence activities.

The cases documented by RSF and Doublethink Lab show a recurring pattern in Wubianjie's operations: political messaging is placed alongside ordinary content and presented through accounts that do not initially appear political. By moving between lifestyle material and political narratives, the network can reach users through familiar social media communities while making its coordinated activity harder to identify. Wubianjie has not responded to RSF's requests for comment.



© Marco de Angelis (Italy / Italie) - Cartooning for Peace

Un gros poisson dans un océan de propagande

Wubianjie n'est toutefois pas le seul acteur important dans ce domaine. Ces dernières années, Meta a régulièrement démantelé des réseaux chinois actifs sur Facebook et engagés dans ce que l'entreprise qualifie de « comportement inauthentique coordonné » – autrement dit, des opérations organisées visant à manipuler le débat public au moyen de faux comptes et de contenus trompeurs. Dans son dernier [rapport](#), publié en mars 2026, Meta indique avoir démantelé un nouveau réseau de comptes sur les réseaux sociaux diffusant

des récits favorables à Pékin et dénigrant le parti au pouvoir à Taïwan, dans une tentative apparente « d'alimenter les divisions internes ». Selon ce rapport, l'opération provenait de Chine, malgré les efforts déployés pour en dissimuler l'origine au moyen de comptes relais basés à Taïwan et de fausses identités. Le réseau aurait également investi 15 000 dollars (environ 12 700 euros) dans des campagnes publicitaires sur Facebook et Instagram afin d'accroître son influence. Les pages gérées par Wubianjie semblent avoir échappé au nettoyage effectué par Meta, ou avoir été rapidement recréées après leur suppression.

ENTRETIEN

Hazrat Bahar

Afghanistan : « Après le retrait occidental et le retour des talibans, la Chine a cherché à combler le vide »

Entretien avec le chercheur afghan Hazrat Bahar, chercheur associé à l'Université de Leipzig

Pouvez-vous décrire la présence des médias chinois en Afghanistan ?

Les médias d'État chinois disposant d'une présence opérationnelle active et de correspondants basés à Kaboul comprennent CGTN, Xinhua et CRI Pashto. CGTN ne dispose pas d'un bureau officiel ou spécifiquement dédié en Afghanistan, mais ses journalistes afghans travaillent dans le pays. Xinhua et CCTV disposent toutes deux de bureaux à Kaboul. Leurs reportages sur l'Afghanistan sont principalement destinés aux publics chinois et internationaux. Seule CRI Pashto, qui produit des contenus en pachto, s'adresse directement au public afghan, via ses réseaux sociaux et son site Internet. Les programmes de CRI Pashto étaient auparavant diffusés deux fois par jour à Kaboul et Kandahar par Spogmai Radio, mais cette diffusion a été interrompue par les talibans en 2022, dans le cadre d'une [interdiction plus large](#) des médias étrangers.

Comment décririez-vous la stratégie actuelle de la Chine en matière d'influence médiatique en Afghanistan et comment a-t-elle évolué depuis le retour des talibans au pouvoir en 2021 ?

La Chine mène une stratégie de diplomatie médiatique stratégique, sélective, pragmatique et discrète. Avant août 2021, la contribution des médias chinois restait marginale au regard des investissements financiers considérables consentis par les pays occidentaux. Après le retrait occidental et le retour des talibans au pouvoir, la Chine a cherché à combler le vide ainsi créé, en renforçant sa présence sur les réseaux sociaux, sa communication diplomatique et certains partenariats ciblés avec des réseaux médiatiques. L'objectif

est de promouvoir une image positive des relations sino-afghanes et de la stabilité régionale.

Quels sont aujourd'hui les principaux mécanismes de l'influence chinoise ?

Le régime chinois utilise des plateformes comme Facebook et X notamment par l'intermédiaire de l'ambassade de Chine à Kaboul et des médias d'État tels que CRI Pashto et Da Chin Gulona. Il cherche ainsi à toucher les utilisateurs afghans en leur proposant des contenus favorables à la Chine et dépourvus de regard critique. Des accords de collaboration ont également été conclus avec des réseaux médiatiques locaux comme Axon Media Group (AMG) et Shamshad Media Network (SMN). Ces derniers ont accueilli et produit une série de programmes intitulée « Afghanistan in Transition ». AMG a aussi collaboré avec CRI Pashto. La Chine organise par ailleurs, à l'intention de certains journalistes afghans, des voyages professionnels de courte durée et des formations aux médias en Chine, mais ces initiatives restent très limitées.

Dans quelle mesure les médias afghans reprennent-ils des contenus provenant de médias d'État chinois ?

La reprise de contenus s'effectue principalement par l'intermédiaire de réseaux partenaires privilégiés. L'un des médias d'AMG, *Heart of Asia*, dispose notamment d'une page consacrée aux contenus liés à la Chine. Les comptes officiels chinois, comme celui de l'ambassade de Chine sur X, repartagent régulièrement des contenus produits par des partenaires locaux tels qu'AMG, créant ainsi un mécanisme de renforcement circulaire des récits favorables à la Chine.

A MAJOR FISH IN A SEA OF PROPAGANDA

Wubianjie is not the only big player in town. In recent years, Meta has repeatedly dismantled Chinese networks on Facebook engaged in what it calls “coordinated inauthentic behavior” — organised efforts to manipulate public debate using fake accounts and deceptive content. In its latest [report](#), published in March 2026, Meta said it had taken down another network of social media accounts promoting

pro-Beijing narratives and slandering Taiwan’s ruling party in an apparent attempt “to foster domestic discord.” According to the March report, the operation originated in China, despite efforts to mask its source through Taiwan-based proxy accounts and fabricated personas. The network also invested 15,000 USD (around 12,700 EUR) in Facebook and Instagram advertising to build influence. Pages managed by Wubianjie appear to have either escaped Meta’s purge or been quickly reconstituted.



INTERVIEW

Hazrat Bahar

Afghanistan: “Following the Western withdrawal and the return of the Taliban, China has sought to fill the vacuum”

An interview with Afghan researcher Hazrat Bahar, a fellow at Leipzig University

Can you describe the Chinese media presence in Afghanistan?

Outlets with an active operational footprint and local correspondents and reporters based in Kabul include CGTN, Xinhua News Agency and CRI Pashto. CGTN does not have a specific or official office in Afghanistan, however, their Afghan reporters work in Afghanistan. Xinhua and CCTV both have offices in Kabul. They report on Afghanistan mostly for Chinese and international audiences. Only CRI-Pashto, [which creates content] in Pashto, produces content for [audiences in] Afghanistan and is disseminated through their social media and website. CRI-Pashto programs were previously broadcast twice a day in Kabul and Kandahar through Spogmai Radio, but this was ended by the Taliban in 2022 [as part of a [wider ban](#) on foreign media].

How would you describe China’s current media influence strategy in Afghanistan and how has it changed since the Taliban returned to power in 2021?

China pursues a strategic, selective, pragmatic and low-profile media diplomacy strategy. Before August 2021, China’s media contribution was marginal compared to the massive financial investments of Western countries. Following the Western withdrawal and the return of the Taliban, China has sought to fill the emerging vacuum by stepping up its social media outreach, diplomatic communication and selective partnerships with media networks to project a positive image of Sino-Afghan relations and regional stability.

What are the main mechanisms of Chinese influence?

The Chinese regime leverages platforms like Facebook and X via the Chinese Embassy in Kabul and state media [e.g., CRI Pashto and Da Chin Gulona]. They are trying to engage Afghan social media users by providing supportive and uncritical information. Also, collaborative arrangements were made with local networks like the Axon Media Group (AMG) and Shamshad Media Network (SMN). They hosted and produced a series of programs titled “Afghanistan in Transition”. AMG also collaborated with CRI-Pashto. There are also short-term professional trips and media training in China for selected Afghan journalists, but this is very limited.

To what extent do Afghan media outlets reproduce content from Chinese state-media material?

Content reproduction occurs primarily through preferred partner networks. One of AMG’s media outlets, Heart of Asia, has a page dedicated to China-related content. Chinese official accounts, such as the Chinese Embassy on X, often re-share content generated by local partner like AMG, creating a cyclical reinforcement of pro-China narratives.

3. LES ÎLES DU PACIFIQUE

Des Fidji aux îles Salomon, la Chine étend son influence sur les médias des États insulaires du Pacifique à travers des partenariats, des programmes de formation, des voyages tous frais payés, des accords de partage de contenus et des pressions éditoriales.

Fidji : une présence médiatique de plus en plus institutionnalisée

En mars 2024, l'ambassade de Chine aux Fidji a publié deux vidéos s'en prenant à un reportage de l'émission australienne « 60 Minutes », programme d'investigation phare de la chaîne australienne *Nine Network*, consacré aux liens présumés entre la police chinoise et le crime organisé aux Fidji. Dans l'une de ces vidéos, une employée de l'ambassade a qualifié le reportage d'« *histoire fabriquée à partir de fausses accusations, comme de la drogue sous une autre forme* », et dénoncé une prétendue « *sinophobie caractéristique* ». « *Pourquoi, dès qu'il s'agit de la Chine, tout devient-il maléfique ?* », a-t-elle demandé. Elle conclut en affirmant que « *la Chine n'a aucun intérêt pour la compétition géopolitique* ». Cette campagne visant à discréditer ce travail journalistique a été largement relayée par les médias d'État chinois.

Depuis environ 15 ans, la Chine renforce sa présence médiatique dans les États insulaires du Pacifique et multiplie les partenariats avec les médias locaux. L'agence de presse d'État Xinhua dispose d'un bureau aux Fidji depuis 2011 et a ouvert son implantation la plus récente à Nauru en 2024. Les médias d'État chinois, notamment CCTV et CGTN, ont eux aussi renforcé leur présence et leurs partenariats dans la région. Ils sont aujourd'hui présents dans dix pays et territoires du Pacifique. En mai 2025, onze États insulaires du Pacifique ont conclu avec la Chine un accord visant à « *renforcer les échanges et la coopération* » dans le secteur des médias.

Aux Fidji, cette coopération s'est concrétisée quelques mois plus tard par un accord informel entre l'ambassadeur de Chine et le ministre fidjien de l'Information sur le développement numérique et multimédia. Selon les médias fidjiens, la Chine s'est engagée à fournir des moyens permettant les échanges de personnel, des formations spécialisées dans les médias et la gestion des réseaux sociaux, ainsi qu'une assistance technique, notamment sous la forme de fourniture de matériel. Un journaliste fidjien expérimenté, qui s'est confié à RSF sous couvert d'anonymat, décrit une stratégie consistant notamment à « *consacrer beaucoup de temps à contrer* » ce qu'il considère comme l'influence des médias occidentaux. Selon lui, les autorités chinoises estiment que les médias occidentaux « *les présentent délibérément sous un jour négatif et cherchent à retourner les médias du Pacifique contre eux* ». Elles mettent donc en œuvre des « *contre-mesures en investissant massivement dans leur propre stratégie médiatique* ». Il explique ainsi la principale différence entre la Chine et les partenaires traditionnels des États du Pacifique, comme l'Australie : « *L'engagement de la Chine dans le secteur des médias s'accompagne souvent de l'attente que les bénéficiaires présentent la Chine sous un jour favorable et évitent toute critique*. » Il considère que l'implication de la Chine dans les médias est « *plus explicitement pilotée par l'État et coordonnée de manière stratégique afin de servir ses intérêts nationaux* ».

I PRESSIONS ET TENTATIVES DE CENSURE

L'influence chinoise sur les médias du Pacifique s'accompagne également de tentatives visant à restreindre les contenus critiques ou les formulations jugées contraires aux intérêts de Pékin. En 2022, RSF avait alerté sur le black-out médiatique imposé lors de la tournée du ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi dans huit États du Pacifique, au cours de laquelle les journalistes locaux avaient été empêchés de lui



© RSF

3. THE PACIFIC ISLANDS

From Fiji to the Solomon Islands, China is expanding its influence over the media in Pacific Island states through partnerships, training programmes, all-expenses-paid trips, content sharing and editorial pressure.

FIJI: A GROWING INSTITUTIONALISED MEDIA PRESENCE

In March 2024, the Chinese Embassy in Fiji published two videos attacking a report by the Australian programme “60 Minutes,” the flagship investigative show of Australia’s television network *Nine Network*, about alleged links between Chinese police and organised crime in Fiji. In one of the videos, an embassy employee [claimed](#) that the report was a “story made up of false accusations, just like drugs in another form” and denounced alleged “typical sinophobia.” “Why, when it comes to China, does everything become evil?” she asked. She concluded by asserting that “China has no interest in geopolitical competition.” This campaign to discredit a journalistic report [was widely amplified by Chinese state media](#).

For around 15 years, China has been strengthening its media presence in the Pacific island states and multiplying partnerships with local media. The official Chinese news agency Xinhua has maintained an office in Fiji since 2011 and opened its newest in Nauru in 2024. Chinese state broadcasters, notably CCTV and CGTN, have also expanded their presence and partnerships in the region and are [present](#) in ten Pacific countries and territories. In May 2025, eleven Pacific island states [agreed](#) to “strengthen exchanges and cooperation” in the media sector with China.

In Fiji, this cooperation took concrete form a few months later through an informal agreement between the Chinese ambassador and Fiji’s Minister for Information on digital and multimedia development. According to Fijian media, China [committed](#) to providing personnel exchanges, specialised training in media and social media management, and technical assistance, including the provision of equipment. An experienced Fijian journalist who spoke to RSF on condition of anonymity described a strategy that involves “spending a fair amount of time countering” what he considers the influence of Western media. According to him, Chinese authorities believe that Western media “deliberately portray them in a negative light and try to turn Pacific media against them” and therefore take “countermeasures by investing heavily in their own media strategy.” He explained the main difference between China and the Pacific Islands’ traditional partners, such as Australia: “China’s media engagement is often accompanied by an expectation that recipients portray China in a positive light

and avoid criticism.” He considers China’s engagement with the media to be “more explicitly state-led and strategically coordinated to advance its national interests.”

| PRESSURE AND CENSORSHIP ATTEMPTS

Chinese influence over Pacific Island media is also accompanied by attempts to restrict critical content or wording considered contrary to Chinese interests. In 2022, RSF warned about the [media blackout](#) imposed during Chinese Foreign Minister Wang Yi’s tour of eight Pacific Island states, as local journalists were prevented from asking him questions. Journalist Lice Movono and her cameraman, who wanted to meet the Chinese minister, had their accreditations [revoked](#) without explanation. The accreditations were managed by the Chinese government even though the event was taking place on Fijian soil. Kalafi Moala, a Tongan journalist and president of the Pacific Islands News Association (PINA), the Pacific’s main regional media organisation, says he has received at

A closer look at...

How China persuades local journalists to relay its messages in Papua New Guinea

China’s strategy in the Pacific Islands, long based on a top-down approach relying on direct communication between diplomats and Chinese state media, increasingly draws on local actors who can relay Beijing’s narratives to their own audiences. The case of Papua New Guinea, the most populated Pacific country, illustrates this evolution. For several years, Chinese diplomats have regularly published opinion pieces in the country’s media to promote Beijing’s positions. In November 2018, Xi Jinping himself published an article in national newspapers *Post-Courier* and *The National* during a visit to the country. In recent years, however, China has intensified its exchanges with local journalists, notably through training trips. According to Christopher Papiali, a journalist with Papua New Guinean broadcaster *EMTV*, “Chinese influence in media use and practice in Papua New Guinea has shifted. China is now choosing local actors to do and say what it wants.” In media environments often marked by limited resources and reliance on external support, the growing number of partnerships with China raises concerns about the editorial independence of Pacific media.

poser des questions. Lors de sa visite aux Fidji, les journalistes locaux n'ont ainsi pas été autorisés à interroger le ministre. La journaliste **Lice Movono** et son cameraman, qui souhaitaient rencontrer **Wang Yi**, ont par ailleurs vu leurs accréditations [retirées](#) sans explication. Ces accréditations étaient gérées par le gouvernement chinois, alors même que l'événement se déroulait sur le sol fidjien. **Kalafi Moala**, journaliste tongien et président de la *Pacific Islands News Association (PINA)*, principale organisation régionale de médias dans le Pacifique, affirme avoir reçu au moins trois objections de l'ambassade de Chine concernant l'emploi du terme « nation » pour désigner Taïwan. À la suite de ces interventions, son média continue de couvrir l'actualité taïwanaise, mais désigne désormais Taïwan comme une « entité » régionale. Si Kalafi Moala a expliqué à RSF qu'il ne considérerait pas ces objections comme une forme d'ingérence, le changement de terminologie opéré par son média à la suite de ces plaintes illustre la manière dont les positions officielles de Pékin peuvent progressivement influencer les choix éditoriaux des médias locaux.

Zoom sur...

Comment la Chine convainc les journalistes locaux de relayer ses messages en Papouasie-Nouvelle-Guinée

La stratégie chinoise dans le Pacifique, longtemps fondée sur une approche descendante reposant sur la communication directe entre diplomates et médias d'État chinois, s'appuie de plus en plus sur des acteurs locaux capables de relayer les narratifs de Pékin auprès de leur propre public. Le cas de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le pays le plus peuplé du Pacifique insulaire, illustre cette évolution. Depuis plusieurs années, des diplomates chinois publient régulièrement des tribunes dans les médias du pays afin d'y promouvoir les positions de Pékin. En novembre 2018, Xi Jinping lui-même a publié un article dans les quotidiens nationaux *Post-Courier* et *The National*, à l'occasion d'une visite dans le pays. Ces dernières années, cependant, la Chine a intensifié ses échanges avec les journalistes locaux, notamment par l'organisation de voyages de formation. Selon Christopher Papiali, journaliste de la chaîne papouasienne EMTV : « *L'influence chinoise sur l'utilisation et les pratiques médiatiques en Papouasie-Nouvelle-Guinée a évolué. La Chine choisit désormais des acteurs locaux pour faire et dire ce qu'elle veut.* » Dans des environnements médiatiques souvent marqués par des ressources limitées et une dépendance à l'égard de soutiens extérieurs, la multiplication des partenariats avec la Chine suscite des inquiétudes quant à l'indépendance éditoriale des médias du Pacifique.

La mainmise croissante de la Chine sur le fragile secteur des médias des îles Salomon

Publié le 16 mars sur [RSF.ORG](#)

Depuis l'établissement de relations diplomatiques entre les îles Salomon et la Chine en 2019, l'archipel du Pacifique est devenu un terrain stratégique pour l'influence de Pékin. Un jour de janvier 2024, Lloyd Loji, dirigeant de l'*Island Sun*, l'un des principaux quotidiens du pays, aurait reçu un appel d'un diplomate chinois. Selon le média d'investigation [In-depth Solomons](#), celui-ci aurait exprimé la « préoccupation » de l'ambassade à propos d'une tribune publiée le jour même sur l'élection du nouveau président de Taïwan et ses implications pour les relations entre la Chine et les pays occidentaux. Au terme de l'échange, le diplomate aurait explicitement demandé au journal de relayer des articles qu'il lui avait transmis, reflétant la position officielle de Pékin sur les affaires régionales. Selon *In-depth Solomons*, il aurait également envoyé des courriels aux propriétaires et aux rédacteurs en chef des principaux médias du pays, les exhortant à adopter le narratif chinois sur l'élection taïwanaise et leur transmettant deux articles qu'il leur demandait de publier. Le *Solomon Star*, un autre quotidien majeur de l'archipel, a publié les textes fournis par l'ambassade de Chine. Un point commun relie l'*Island Sun* et le *Solomon Star* : ils dépendent de financements chinois, dans un paysage médiatique confronté à des difficultés économiques structurelles.

LA PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE, PORTE D'ENTRÉE DE PÉKIN

Avec moins de 700 000 habitants et un marché publicitaire limité – de plus en plus capté par les réseaux sociaux – les organisations de presse de ce pays-archipel font face à des difficultés structurelles. Ces fragilités se sont aggravées pendant la pandémie de COVID-19 et avec l'effondrement des revenus traditionnels de la presse, principalement issus de la publicité. Les financements extérieurs sont ainsi devenus essentiels à la survie des médias, qu'ils proviennent d'Australie, de Chine ou des États-Unis. Contrairement au soutien apporté par d'autres partenaires étrangers, l'aide chinoise s'accompagne souvent de conditions éditoriales. Le journaliste Priestley Habru – aujourd'hui doctorant à l'université d'Adélaïde en Australie, après 15 ans de carrière aux îles Salomon – a décrit à RSF les exigences formulées par l'ambassade de Chine auprès de l'*Island Sun* après son départ du média. Selon des informations de son réseau, à la suite d'un [don d'ordinateurs](#) par la mission diplomatique, la rédaction aurait reçu pour consigne de « *cesser de publier des articles sur le président de Taïwan* ».

Une enquête du réseau international de journalisme d'investigation Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) a également [révélé](#) qu'en 2022 le *Solomon Star* avait sollicité auprès de la Chine 1,15 million de dollars salomonais (environ 125 000 euros) afin de moderniser ses infrastructures, promettant en retour de promouvoir l'image

least three objections from the Chinese Embassy over the use of the term “nation” to refer to Taiwan. Following these interventions, his media outlet continues to cover Taiwanese affairs, but now refers to Taiwan as a regional “entity.” Although Moala explained to RSF that he does not consider these objections as interference, the way his media outlet changed its terminology following the complaints illustrates how Beijing’s official positions can gradually influence the editorial choices of local media.

CHINA'S GROWING GRIP ON THE SOLOMON ISLANDS' FRAGILE MEDIA SECTOR

Published on 16 March 2026 on [RSF.ORG](https://www.rsf.org)

Since the Solomon Islands established diplomatic relations with China in 2019, the Pacific archipelago has become a strategic arena for Beijing’s influence.

In January 2024, **Lloyd Loji**, publisher of the *Island Sun*, one of the country’s leading dailies, reportedly received a call from a Chinese diplomat. According to the investigative outlet *In-depth Solomons*, the diplomat expressed the embassy’s “concern” about an op-ed published that same day on the election of the new president of Taiwan and its implications for relations between China and Western countries. At the end of the call, the Chinese diplomat explicitly asked the newspaper to relay articles he had sent, reflecting Beijing’s official position on regional affairs.

This was not an isolated approach. The same diplomat also emailed the owners and editors of the country’s main media outlets, urging them to adopt the Chinese narrative on the Taiwanese election and sharing two articles he asked them to publish. The *Solomon Star*, another major daily, duly published the articles supplied by the Chinese embassy. Both outlets depend on Chinese funding amid a media landscape facing structural economic difficulties.

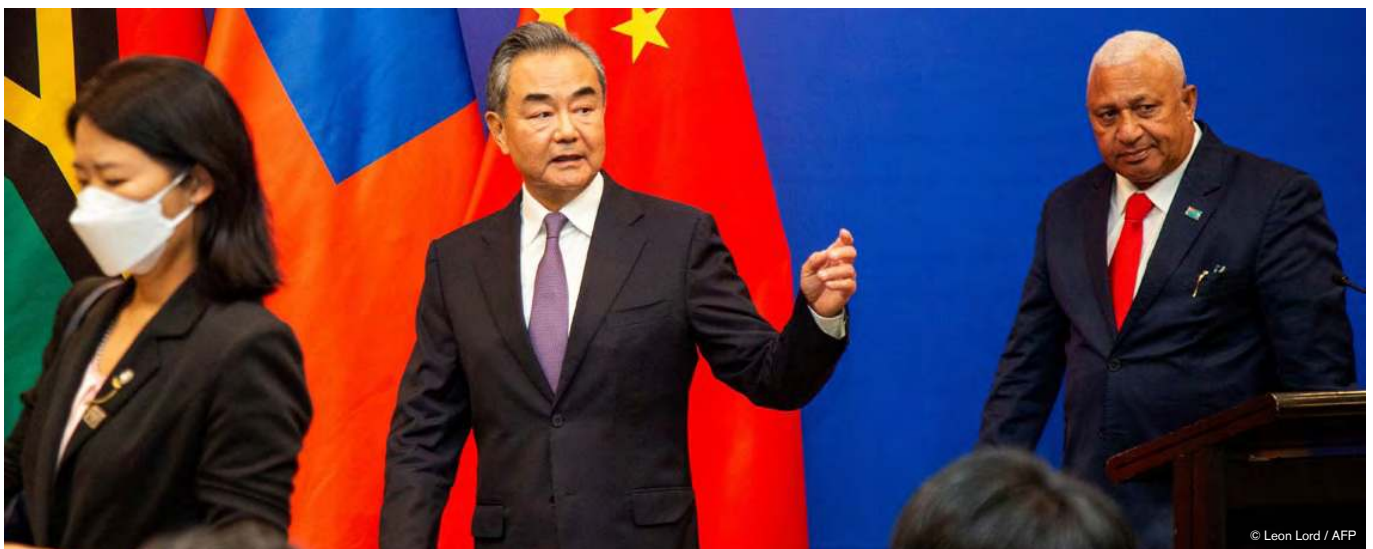
ECONOMIC PRECARITY AS BEIJING'S GATEWAY

With fewer than 700,000 inhabitants and a limited advertising market, which is increasingly dominated by social media companies, news organisations in this archipelagic state face structural economic hardship. These vulnerabilities deepened during the COVID-19 pandemic and the collapse of traditional press revenues, which mostly consist of advertising, making external funding essential to survival, whether from Australia, China or the United States.

Unlike support from other foreign partners, Chinese assistance often comes with editorial conditions. After fifteen years as a journalist in the Solomon Islands, **Priestley Habru** — now a PhD candidate at the University of Adelaide — told RSF about the demands made by the Chinese embassy to *Island Sun* after he left the outlet. According to his network, after the diplomatic mission [donated computers](#), the newsroom was instructed to “stop publishing articles on Taiwan’s President.”

An investigation by the Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), an international investigative journalism network, also [revealed](#) that, in 2022, the *Solomon Star* sought 1.15 million SBD (around 140,000 USD) from China to modernise its infrastructure, pledging in return to promote Beijing’s image as the islands’ “most generous and trustworthy” partner.

Following revelations about attempts by Chinese diplomats to directly interfere with the *Island Sun* and the country’s leading media outlets in early 2024, Beijing appears to have adopted a more discreet approach. **Ofani Eremae**, president of the Media Association of Solomon Islands (MASI), explained to RSF that several local outlets have signed agreements with Chinese state media to use the state media’s content — which is fully controlled by the Chinese authorities — free of charge. In early 2026, CCTV+, China’s state-owned international video news service, also offered that MASI and *In-depth Solomons* use of its raw video footage and live broadcast signals free of charge, and invited them to sign cooperation agreements. Both *In-depth Solomons* and MASI have not yet responded to the proposal.



© Leon Lord / AFP

de Pékin comme le partenaire « *le plus généreux et digne de confiance* » de l'archipel. Après les révélations sur les tentatives d'ingérence directe de diplomates chinois dans l'*Island Sun* et les principaux médias du pays début 2024, Pékin semble avoir adopté une approche plus discrète. Le président de l'association des médias des Îles Salomon (MASI), Ofani Eremae, explique à RSF que plusieurs médias locaux ont signé des accords avec des médias d'État chinois pour utiliser gratuitement leurs contenus – pourtant contrôlés par les autorités chinoises. Début 2026, CCTV+, le service international d'images d'actualité de Pékin, a également proposé à la MASI et au média *In-depth Solomons* l'accès gratuit à ses images brutes et à ses flux de diffusion vidéo en direct, tout en les invitant à conclure des accords de coopération. À ce stade, ni la MASI ni *In-depth Solomons* n'ont répondu à cette proposition.

VOYAGES EN CHINE TOUS FRAIS PAYÉS

Depuis 2019, au moins 30 des 70 journalistes membres de l'association des médias des Îles Salomon ont été invités en Chine, certains à plusieurs reprises, selon Ofani Eremae. Ces visites entièrement financées par Pékin visent à mettre en avant les succès économiques du pays, le fonctionnement de son système médiatique et, objectif suprême, à inciter les participants à adopter et relayer les discours officiels chinois.

« *L'objectif des autorités est de montrer à quel point la Chine est avancée – un grand pays qui s'est énormément développé ces dernières années – et d'expliquer comment fonctionnent leurs médias* », explique Ofani Eremae. En juin 2025, quatre journalistes ont ainsi [participé](#) à un séminaire de deux semaines à Pékin organisé par l'Administration nationale de la radio et de la télévision, un organisme d'État placé sous l'autorité du département de la propagande du Parti communiste chinois et chargé de veiller à ce que les programmes s'alignent sur la ligne politique du régime. Ofani Eremae indique avoir lui-même reçu des invitations similaires, qu'il a déclinées pour des raisons professionnelles. L'influence chinoise s'étend également aux institutions : selon lui, près de 90 % des responsables du service de la communication et des relations avec la presse du gouvernement ont effectué au moins un déplacement officiel en Chine depuis 2019.

DÉGRADATION PRÉOCCUPANTE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Ce rapprochement entre la Chine et les Îles Salomon s'est accompagné d'une nette détérioration du climat de la presse, en particulier pendant le quatrième mandat de l'ancien Premier ministre Manasseh Sogavare (2019-2024), accusé d'avoir alimenté l'hostilité envers les médias de l'archipel. « *La relation très étroite que Manasseh Sogavare entretenait avec la Chine a influencé la manière dont il traitait les médias* », explique Ofani Eremae. Après la signature en 2022 d'un accord de sécurité controversé avec Pékin – qui n'a jamais été rendu public – les journalistes ont été [soumis à de strictes restrictions](#) lors d'une visite officielle chinoise. Quelques semaines plus tard, le gouvernement a [menacé d'interdire l'entrée du pays aux journalistes étrangers](#) après la diffusion par la chaîne publique australienne ABC d'une enquête sur l'influence chinoise dans l'archipel. Manasseh Sogavare, qui a à plusieurs reprises salué le modèle de gouvernance chinois, semble également s'être inspiré de sa politique de contrôle de l'information. Cela s'est notamment traduit par la [réforme](#) du statut de la *Société de radiodiffusion des Îles Salomon (SIBC)* – groupe de médias publics et seul diffuseur radio en ondes courtes à l'échelle des 900 îles de l'archipel – désormais placé sous l'autorité directe du bureau du Premier ministre. Cette restructuration s'est accompagnée [d'instructions inquiétantes](#) visant à censurer les contenus du radiodiffuseur qui seraient critiques à l'égard du gouvernement.

« *Ce rapprochement entre la Chine et les Îles Salomon s'est accompagné d'une nette détérioration du climat de la presse, en particulier pendant le quatrième mandat de l'ancien Premier ministre Manasseh Sogavare (2019-2024), accusé d'avoir alimenté l'hostilité envers les médias de l'archipel.* »



© Niels Bo Bojesen (Denmark / Danmark) - Cartooning for Peace

ALL-EXPENSES-PAID TRIPS TO CHINA

Since 2019, at least 30 of MASI's 70 member journalists have been invited to China, sometimes more than once, according to Ofani Eremae. "The authorities' aim is to show how advanced China is — a great country that has developed enormously in recent years — and to explain how their media operate," Ofani Eremae said. In June 2025, four journalists attended a two-week seminar in Beijing [organised](#) by the National Radio and Television Administration, a state body controlled by the Chinese Propaganda Department and responsible for ensuring that programmes align with the regime's political line. Ofani Eremae says he has received similar invitations, but he turned them down due to work commitments. Chinese influence also extends to institutions: according to Ofani Eremae, nearly 90% of officials in the government unit responsible for communication and press relations have taken at least one official trip to China since 2019.

A GRAVE DECLINE IN PRESS FREEDOM

This rapprochement between China and the Solomon Islands has coincided with a marked deterioration of the media climate, particularly during the fourth term of former prime minister Manasseh Sogavare (2019–2024), accused of fostering hostility towards the press. "The very close relationship Sogavare maintained with China influenced the way he dealt with the media," Ofani Eremae explained. After signing a controversial security agreement with China in 2022

— never made public — journalists [faced strict restrictions](#) during an official Chinese visit. Weeks later, the government [threatened to bar foreign reporters](#) after Australia's public broadcaster ABC aired an investigation into Chinese influence in the archipelago.

Manasseh Sogavare, who repeatedly praised Chinese governance, also appeared to draw inspiration from its policy of controlling information. This was evident in the [reform](#) of the status of the publicly owned media group Solomon Islands Broadcasting Corporation (SIBC) — the only shortwave radio broadcaster across the archipelago's 900 islands — placing it under the direct authority of the Prime Minister's Office. The restructuring was accompanied by [disturbing instructions to censor content critical of the government](#).

The SIBC reform [drew sharp criticism](#) at the time from Matthew Wale, then-leader of the opposition. Since taking office as prime minister in May 2026, Wale has shown greater distance from Beijing, notably [announcing](#) a "review" of the 2022 Solomon Islands–China security pact. Whether this political shift will also lead to a reassessment of China's growing influence over the country's media sector remains to be seen.

4. LES AMÉRIQUES

Comment Pékin instrumentalise la diaspora chinoise pour façonner l'opinion aux États-Unis

En mai 2026, Eileen Wang, ancienne maire d'Arcadia, une ville de Californie, a plaidé coupable d'avoir agi comme agent non déclaré du régime chinois. Selon les procureurs américains, elle diffusait des contenus favorables à Pékin sur un site d'information destiné à la communauté chinoise du sud de la Californie. Cette affaire illustre une stratégie d'influence plus large de Pékin, qui consiste à exploiter des médias communautaires bénéficiant d'un capital de confiance, des applications de messagerie et des réseaux politiques locaux pour façonner l'opinion publique au sein de la diaspora chinoise.

Entre 2020 et 2022 – année où Eileen Wang a pris ses fonctions de maire d'Arcadia –, celle-ci et son compagnon, [Yaoning « Mike » Sun](#), exploitaient le [US News Center](#), un site présenté comme une source d'information destinée à la communauté sinophone de Californie. À côté de contenus d'actualité consacrés à la politique locale, à l'économie, à la santé et à la vie de la communauté, le site publiait, selon l'accusation, des articles et des tribunes à la demande de responsables du gouvernement chinois.

Les [documents judiciaires](#) indiquent que l'opération dépassait le cadre d'un seul site Internet. Eileen Wang aurait participé à des groupes de discussion réunissant les responsables d'autres sites d'information en chinois, qui recevaient *via* WeChat des instructions de responsables chinois leur demandant de publier, modifier, amplifier ou supprimer certains articles. Dans un cas documenté, Eileen Wang a rapidement republié une lettre du consul général de Chine réfutant les accusations de violations des droits humains au Turkestan oriental. Dans un autre, elle aurait cherché, à la demande du ministère chinois des Affaires étrangères, à coordonner une diffusion plus large de commentaires favorables à Pékin.

I MISER SUR LES LIENS CULTURELS

L'affaire d'Arcadia est loin d'être un cas isolé. Yaqiu Wang, chercheuse chinoise basée aux États-Unis et spécialiste des droits humains et de la démocratie, a déclaré à RSF que les fortes similitudes entre les lignes éditoriales de certains médias de la diaspora chinoise aux États-Unis suggèrent l'existence de réseaux d'influence plus vastes opérant en coulisses. Ses recherches en cours montrent notamment que, ces dernières années, Pékin a déplacé son attention vers la politique locale, cherchant à inciter la diaspora à voter de manière groupée en faveur d'un candidat donné, ou à « détourner les électeurs de candidats favorables à Hong Kong ou à Taïwan ».

Le rapport de Freedom House, [Beijing's Global Media Influence](#), publié en 2022, a conclu que les États-Unis

étaient confrontés à un niveau « très élevé » de propagande médiatique chinoise, avec un score d'influence de 53 sur 85, parmi les plus élevés au monde. De nombreuses méthodes d'influence caractéristiques du PCC sont à l'œuvre dans l'espace informationnel américain : des milliers de [faux comptes sur les réseaux sociaux](#) ciblant les électeurs américains, mais aussi de grands [journaux américains](#) – comme *The Washington Post* ou *The Wall Street Journal* – qui ont publié des [contenus issus des médias d'État chinois](#) sous la forme du supplément *China Watch*. Les chercheurs décrivent de plus en plus ces activités comme une extension du système du Front uni du Parti, une stratégie visant à développer l'influence de la Chine au-delà de ses frontières par l'intermédiaire d'acteurs en apparence indépendants. « Il n'est pas nécessaire d'être membre du Parti pour les rejoindre », explique à RSF Vivian Wu, journaliste chinoise basée aux États-Unis. Elle décrit la manière dont la Chine développe son influence en s'appuyant sur les liens culturels et communautaires, à travers un réseau de restaurateurs, d'entreprises chinoises et d'institutions culturelles.

En plus de jouer sur les ressorts émotionnels, Pékin cible la diaspora en exerçant des pressions économiques sur les médias qu'elle consulte. Des chercheurs et journalistes, notamment [He Qinglian](#), autrice de *Red Infiltration: the Truth About the Global Expansion of Chinese Media*, et [Vivian Wu](#), fondatrice de *Dasheng Media*, ont documenté ces mécanismes au sein des médias de la diaspora tels que l'édition américaine de *Sing Tao Daily* et *China Press* – également connu sous le nom de *Qiaobao* – et, dans une moindre mesure, *World Journal*. Selon leurs travaux, les accords de partage de contenus, les recettes publicitaires provenant de Chine continentale et l'accès aux marchés chinois ont contribué à infléchir les lignes éditoriales de ces médias en faveur des récits du PCC. Ces médias n'ont pas répondu aux demandes de commentaires de RSF.

Yaqiu Wang estime que la campagne d'influence du PCC auprès des communautés de la diaspora aux États-Unis repose sur deux récits complémentaires : renforcer l'identité chinoise tout en sapant la confiance dans les pays où vivent désormais les expatriés chinois. « Ils cherchent toujours à faire en sorte que vous compreniez que vous êtes chinois par le sang et que le pays dans lequel vous vivez, en réalité, ne vous aime pas », explique-t-elle. Si certains récits favorables à la Chine sont manifestement fabriqués, Yaqiu Wang souligne que le PCC a également exploité des frustrations bien réelles au sein de la diaspora chinoise depuis la pandémie de COVID-19, notamment la polarisation politique et la montée du racisme visant les immigrés asiatiques.

4. THE AMERICAS

HOW BEIJING PREYS ON THE CHINESE DIASPORA TO SHAPE OPINION IN THE USA

In May 2026, Eileen Wang, the former mayor of Arcadia, a city in the state of California, pleaded guilty to acting as an undeclared agent of the Chinese regime. US prosecutors said Wang posted pro-Beijing content on a news website targeting Southern California's Chinese community. The case is emblematic of Beijing's broader influence strategy of exploiting trusted community media, messaging apps and local political networks to shape public opinion among the Chinese diaspora.



Between 2020 and 2022 — the year Wang was sworn in as mayor of Arcadia — Wang and her partner, [Yaoning “Mike” Sun](#), operated [US News Center](#), a website that presented itself as a news source serving California's Chinese-speaking community. Alongside routine reporting on local politics, business, health and community affairs, the site published articles and opinion pieces at the direction of Chinese government officials, according to the prosecution.

[Court documents](#) indicate that the operation extended beyond a single website. Wang reportedly participated in group chats with other operators of Chinese-language news sites who received instructions via WeChat from Chinese officials to publish, edit, amplify, or remove specific articles. In one documented instance, Wang rapidly republished a letter from China's consul general denying allegations of human rights abuses in East Turkestan (Autonomous Xinjiang Region). In another, she reportedly sought to coordinate the wider dissemination of pro-Beijing commentary at the request of China's Ministry of Foreign Affairs.

| PLAYING ON CULTURAL TIES

The Arcadia case is far from isolated. Yaqiu Wang, a Chinese researcher based in the US who specialises in human rights and democracy, told RSF that the striking similarities in the editorial lines of some Chinese diaspora outlets in the US suggest the existence of broader influence networks operating behind the scenes. Her ongoing research has notably found that, in recent years, Beijing has shifted its focus toward local politics, seeking to influence the diaspora to vote as a bloc to promote a particular candidate, or “steer away voters from others who are pro-Hong Kong or pro-Taiwan,” for example.

The Freedom House [report](#) “Beijing's Global Media Influence,” published in 2022, found that the United States faces “very high” levels of Chinese media propaganda, receiving an influence score of 53 out of 85 — among the highest globally. Many of the CCP's signature influence tactics are on display in the US information space, from thousands of [fake social media accounts](#) targeting US voters to major [US newspapers](#) — such as *The Washington Post* and *The Wall Street Journal* — [featuring content](#) from Chinese state media in the form of the “China Watch” supplement, before ending this collaboration in 2020.

Scholars increasingly describe these activities as an extension of the Party's United Front system, a strategy to cultivate influence beyond China through ostensibly independent intermediaries. “You don't have to be a party member to join them,” US-based Chinese journalist Vivian Wu told RSF, describing how China builds influence through culture and community ties by using a network of restaurant owners, Chinese businesses and cultural institutions.

While targeting the diaspora audience by pulling on emotional strings, Beijing also pressures the outlets the diaspora reads through economic means. Researchers and journalists, including [He Qinglian](#), author of “Red Infiltration: the Truth About the Global Expansion of Chinese Media,” and [Vivian Wu](#), founder of *Dasheng Media*, have documented these dynamics in diaspora outlets such as the US edition of *Sing Tao Daily* and *China Press* (also known as *Qiaobao*) and, to a lesser extent, *World Journal*, where content-sharing arrangements, advertising revenue from mainland China and access to Chinese markets have bent editorial lines towards CCP narratives. These outlets did not respond to RSF's requests for comment.

Yaqiu Wang argues that the CCP's influence campaign toward diaspora communities in the US rests on two complementary narratives: reinforcing Chinese identity while undermining trust in the countries where Chinese expats now live. “They always

UNE PRESSION CROISSANTE SUR LES MÉDIAS LOCAUX ET COMMUNAUTAIRES

Dans une [analyse publiée en 2025](#) dans le *Made in China Journal*, Vivian Wu estime que de nombreux médias sinophones sont désormais confrontés à un choix difficile entre préserver leur indépendance éditoriale et assurer leur viabilité économique. Certains seraient devenus des relais directs de récits validés par les autorités chinoises, tandis que d'autres pratiqueraient différents degrés d'autocensure afin d'éviter des représailles économiques, une perte de recettes publicitaires ou des pressions exercées par des organisations communautaires favorables à Pékin.

Il n'existe pas, à ce jour, de recensement officiel exhaustif des [médias d'information en langue chinoise](#) aux États-Unis. Une estimation contemporaine raisonnable fait toutefois état de plusieurs dizaines de médias chinois actifs. Les données historiques permettent de donner un ordre de grandeur. Une enquête nationale recensait 40 journaux et périodiques sino-américains à la fin des années 90. Pour les médias d'information traditionnels, l'édition 2026 de l'[annuaire de l'Asian American Advertising](#) comptabilise environ 15 journaux et diffuseurs en langue chinoise à l'échelle du pays, parmi lesquels China Press, Sing Tao, Dallas Chinese Daily et Hawaii Chinese News, ainsi que les chaînes telles que NTD/ New Tang Dynasty, SinoVision et ETTV America.

Vivian Wu qualifie les investissements massifs de la Chine dans les médias locaux et communautaires à l'étranger de « deuxième vague d'influence ». Cette stratégie ne concerne pas uniquement les médias en langue chinoise, mais aussi des médias locaux américains en difficulté, comme l'édition américaine de Sing Tao Daily. « La Chine a dépensé 30 milliards de yuans pour construire ce réseau et racheter des médias locaux », affirme-t-elle, décrivant les médias indépendants de la diaspora comme se trouvant, de fait, à « combattre un géant avec des ressources limitées ».

WECHAT, LE « PIÈGE DE LA DIASPORA CHINOISE »

Aucune plateforme numérique n'est devenue aussi centrale dans la stratégie d'influence de Pékin auprès des communautés chinoises à l'étranger que [WeChat](#), l'application par laquelle des responsables du PCC ont notamment transmis des instructions à Eileen Wang. Pour des millions de sinophones à travers le monde, cette application de messagerie ne sert pas seulement à communiquer. Il s'agit d'une plateforme de communication intégrée combinant messagerie, diffusion d'informations, paiements, réseaux sociaux et espaces de discussion publique. Yaqiu Wang estime que de nombreux expatriés chinois ne quittent jamais véritablement l'environnement informationnel chinois, WeChat demeurant leur principal outil de communication même après leur émigration.

Human Rights Watch a [qualifié](#) WeChat de « piège pour la diaspora chinoise », notamment aux États-Unis, en soulignant que les utilisateurs sous-estiment souvent l'ampleur de la censure, de la surveillance des conversations, de l'orientation des sujets mis en avant et de l'inondation informationnelle auxquels ils sont exposés. Des chercheurs ont par exemple

[documenté](#) la censure algorithmique de sujets liés à Taïwan, Hong Kong, au Turkestan oriental, au Falun Gong ainsi que des contenus critiquant les dirigeants chinois.

Contenus clés en main et voyages de presse tous frais payés à la Grenade, en Jamaïque et au Guyana

★ Publié le 29 mars 2026 sur [RSF.ORG](#)

Au cours de la dernière décennie, la Chine a considérablement étendu son influence dans les Caraïbes, notamment dans les secteurs des médias de la Grenade, de la Jamaïque et du Guyana. Des journalistes de ces pays rapportent avoir été invités à des voyages financés par le gouvernement chinois et présentés comme des programmes de formation, tandis que les rédactions locales subissent des pressions pour publier, sans contrôle éditorial, des tribunes et des articles prêts à l'emploi produits par les autorités chinoises.

« Dès notre arrivée, nos passeports ont été confisqués par les personnes chargées de nous encadrer, et il était clair qu'elles ne voulaient pas que nous rendions compte de ce que nous voyions pendant le voyage. Je pense qu'elles savaient qu'une fois rentrés chez nous, elles ne pourraient plus contrôler le récit », raconte à RSF un journaliste. Il faisait partie de plusieurs reporters jamaïcains ayant accepté, en 2018, un voyage gratuit à Pékin financé par le gouvernement chinois. « Je pense que c'était une formidable occasion à saisir, puisque la Chine occupe une place si importante dans l'économie jamaïcaine », explique-t-il. Il décrit l'expérience comme « magnifique », tout en reconnaissant qu'elle lui a également permis de mesurer « l'ampleur des restrictions qui pèsent sur les médias » en Chine.

L'influence informelle de Pékin sur les médias de la région reste peu documentée et difficile à mesurer. Au cours d'entretiens avec des journalistes de la Grenade, de la Jamaïque et du Guyana, RSF a néanmoins identifié un schéma d'influence récurrent. Tous ces journalistes s'accordent à dire que l'impact du gouvernement chinois sur l'espace informationnel de leur pays est perceptible. Dans un [livre blanc](#) publié en 2016, le gouvernement chinois exposait sa politique à l'égard des médias et de la liberté de la presse dans les Caraïbes. Celle-ci prévoyait notamment de faciliter « la signature d'accords bilatéraux » dans les domaines de la radio, du cinéma et de la télévision, ainsi que d'« encourager les échanges » et la « coproduction » de programmes et de festivals liés à la presse dans les deux pays. Le document accordait également une attention particulière à « l'échange de journalistes résidents », aux interviews conjointes et aux sessions de formation destinées aux professionnels des médias. En 2023, un autre [livre blanc](#) relevait que « la coopération entre les médias et les groupes de réflexion avait produit des résultats fructueux ».



try to make sure you understand you're Chinese by blood and that the country you live in actually doesn't like you," she explains. While some of the positive narratives about China are surely manufactured, Wang notes that the CCP has also exploited genuine frustrations among the Chinese diaspora since COVID19, including political polarisation and rising racism against Asian immigrants.

MOUNTING PRESSURE ON LOCAL AND COMMUNITY NEWS

In her [2025 analysis](#) in the *Made in China Journal*, Vivian Wu states that many Chinese-language outlets now face a difficult choice between maintaining editorial independence and ensuring commercial viability. Some outlets have reportedly become direct conduits for state-approved narratives, while others engage in varying degrees of self-censorship to avoid economic retaliation, loss of advertising revenue, or pressure from pro-Beijing community organisations.

While there is no authoritative current census of [Chinese-language news media](#) in the United States, a defensible contemporary estimate is several dozen active Chinese-language news outlets. The historical numbers give some perspective. A national survey identified 40 Chinese-American newspapers and periodicals in the late 1990s. For traditional news outlets, for example, the current 2026 [Asian American Advertising media directory](#) identified about 15 Chinese-language newspapers and broadcasters nationwide, including publications like the China Press, Sing Tao, Dallas Chinese Daily and Hawaii Chinese News, and broadcasters like NTD/ New Tang Dynasty, SinoVision and ETTV America.

Wu calls China's heavy investment in local and community outlets abroad a "second wave of influence." This applies not only to Chinese-language outlets but also to struggling local US media, like the US edition of Sing Tao Daily. "China spent 30 billion RMB building this network to buy local outlets," she noted, describing independent diaspora media as effectively "fighting a giant with limited resources."

WECHAT: THE "TRAP FOR CHINA'S DIASPORA"

No digital platform has become more central to Beijing's influence strategy among overseas Chinese communities than [WeChat](#), the platform CCP officials used to give Eileen Wang instructions. For millions of Chinese speakers worldwide, this messaging app is not merely used for chatting. It is an integrated communications platform that combines messaging, news distribution, payments, social networking and public discussion. Yaqiu Wang believes that many Chinese expats never truly leave China's information environment because WeChat remains their primary communication platform even after emigrating.

Human Rights Watch [called](#) WeChat "a trap for China's diaspora," especially in the US, warning that users often underestimate the extent of censorship, surveillance of conversations, agenda setting and information flooding they are exposed to. For example, researchers [have documented](#) the algorithmic censorship of topics related to Taiwan, Hong Kong, East Turkestan (Autonomous Xinjiang Region), Falun Gong and criticism of Chinese leaders.

READY-MADE CONTENT AND PAID-FOR PRESS TRIPS IN GRENADA, JAMAICA AND GUYANA

★ Published 29 March 2026 on [RSF.org](#)

Over the past decade, China has significantly expanded its influence in the Caribbean, including within the media sectors of Grenada, Jamaica and Guyana. Journalists in these countries report being invited on Chinese government-funded trips presented as training programs, while local newsrooms face pressure to publish ready-made opinion pieces and articles produced by Chinese authorities without editorial oversight.

"Our passports were taken by the handlers as soon as we arrived, and they made it clear they didn't want us reporting

I UNE FORMATION JOURNALISTIQUE INTENSIVE

Un journaliste de la Grenade – qui, comme tous les journalistes interrogés dans le cadre de cet article, reste anonyme afin de protéger sa vie privée – a déclaré à RSF avoir été invité à plusieurs reprises à se rendre en Chine, mais avoir décliné ces invitations par conviction personnelle. Selon lui, « *probablement 90 ou 95 % des journalistes en activité [à la Grenade] se sont désormais rendus en Chine* ». Le gouvernement chinois pourrait tirer parti du manque de possibilités de formation offertes aux jeunes journalistes. « *À la Grenade, beaucoup de personnes qui entrent dans cette profession sortent directement du secondaire, sans expérience, sans connaissances ni formation théorique en relations internationales, etc.* », explique le journaliste. Un autre facteur tient probablement aux faibles rémunérations et au manque de perspectives professionnelles et économiques qui affectent depuis longtemps le secteur du journalisme sur l'île. Un journaliste guyanais a indiqué à RSF qu'à son avis, la Chine ne s'adresse pas directement aux journalistes, mais cible plutôt les médias proches du gouvernement guyanais. « *Une fois ces voyages organisés, le gouvernement guyanais recommande un certain nombre de personnes pour y participer* », explique-t-il.

I LA CHINE EXPORTE SES MÉDIAS DANS LA RÉGION

Le gouvernement guyanais a été critiqué pour avoir accordé des licences d'utilisation de fréquences en 2013 à la CCTV, média d'État chinois. « *Je suis sincèrement convaincu qu'il s'agit d'une autre forme de guerre dans la politique mondiale, mais qu'ils cherchent à modifier la perception que nous avons du système politique et de l'idéologie chinois* », explique un journaliste guyanais. Des représentants des ambassades chinoises ont [publié de nombreuses tribunes](#) dans les médias caribéens. Ces ambassades ont également organisé des [séminaires consacrés aux médias](#), dont les médias locaux ont rendu compte, illustrant ainsi l'importance accordée par le gouvernement chinois à son implantation médiatique

à l'échelle locale. « *[Le gouvernement chinois] veut que vous publiez les articles qu'il rédige lui-même* », résume le journaliste. « *Lorsqu'il vous les envoie, il veut simplement qu'ils soient publiés mot pour mot, sans que vous les utilisiez comme source d'information. Rien de plus.* »

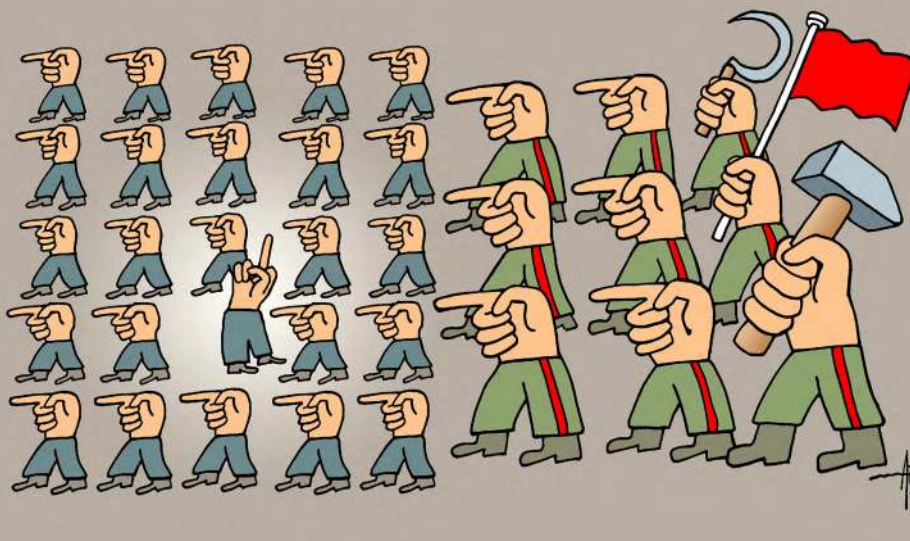
L'image de la Chine comme modèle en Amérique latine de plus en plus contestée

Par Filip Noubel, journaliste, spécialiste des récits médiatiques chinois et des diasporas sinophones.

Selon Parsifal D'Sola, directeur de la Andrés Bello Foundation–Latin American-Chinese Research Center, basé à Bogotá, Pékin s'appuie sur une double stratégie de communication pour imposer des récits favorables à la Chine dans les médias. « *Le premier volet repose sur des médias idéologiquement alignés, à savoir des médias qui défendent activement une ligne antiaméricaine, comme [Telesur](#), basé au Venezuela, [Prensa Latina](#), basé à Cuba, ou [RT Espanol](#), basé à Moscou. De nombreux médias plus modestes jouent également un rôle de relais sur les réseaux sociaux.* »

Le succès de la stratégie de Pékin dans la région s'explique également par le contraste établi avec l'héritage des politiques américaines, perçues comme ayant nui à l'indépendance politique et économique de l'Amérique latine. Comme l'explique Parsifal D'Sola : « *La position favorable à la République populaire de Chine de ces publications tient davantage à son utilité pour attaquer les États-Unis qu'à une compréhension réelle, à un intérêt pour celle-ci, voire à un véritable soutien. Elles reprennent également les récits officiels russes et les discours anti-occidentaux présents dans la région comme en dehors.* »

L'un des aspects les plus frappants du succès de la stratégie de Pékin est peut-être que même des gouvernements revendiquant une proximité idéologique avec les États-Unis



on anything we saw during the trip. I think they knew that once we were back home, they wouldn't be able to control the narrative," one journalist told RSF. He was one of several Jamaican reporters who accepted a free trip to Beijing paid for by the Chinese government in 2018. "I believe it was a great opportunity to take, since China is such a significant part of the Jamaican economy," he said. He described the experience as "beautiful" but acknowledged that it also gave him insight into China's "significant restrictions in the media."

China's informal sway over the region's media is poorly documented and difficult to measure. In conversations with journalists from Grenada, Jamaica and Guyana, RSF identified a consistent pattern of influence. All of these journalists agreed that the Chinese government's impact on their country's information space is palpable. In a [white paper](#) published in 2016, the Chinese government outlined its policy on media and press freedom in the Caribbean, which included facilitating "the signing of bilateral agreements" on radio, film and television, and "encouraging exchanges" and the "co-production" of press-related programmes and festivals in both countries. The document also placed particular emphasis on supporting "the exchange of resident journalists," joint interviews and staff training sessions. In 2023, another [white paper](#) noted that "media and think tank cooperation has yielded fruitful results."

AN INTENSIVE JOURNALISM COURSE

One journalist from Grenada — who, like all the journalists interviewed in this article, remains anonymous to protect their privacy — told RSF that they had been invited to visit China several times but had refused out of personal conviction. The journalist believes "probably 90 or 95 percent of all working journalists [in Grenada] have now visited China." The Chinese government may be taking advantage of a lack of educational opportunities for young journalists. "In Grenada, many people who enter this profession come straight out of secondary school, with no experience, no knowledge, no theoretical training in international relations, etc," the journalist said. Another factor is likely the low pay and lack of professional and economic opportunities that have long plagued the island's journalism industry. A Guyanese journalist told RSF they believe China does not approach individual journalists, but focuses on media outlets close to the Guyanese government. "Once these trips are organised, the Guyanese government recommends X number of people to participate."

CHINA EXPORTS ITS MEDIA TO THE REGION

Guyana's government was criticised in 2013 for granting spectrum licenses to the Chinese state media China Central Television (CCTV). "I sincerely believe that this is another type of war in global politics, but they are trying to change perceptions of the Chinese political system and ideology," a Guyanese journalist said. Representatives from Chinese embassies have [published numerous opinion pieces](#) in Caribbean media. These embassies have also organised [media seminars](#), which have been reported on by local outlets, demonstrating the value of the Chinese government at the local level. "[The Chinese government] wants you to publish the articles it writes itself," concluded the journalist. "So when it sends them to you, it simply wants them to be published word for word, without you using them as a source of information, nothing else."

CHINA'S ROLE MODEL IMAGE IN LATIN AMERICA IS INCREASINGLY CHALLENGED

This article was written by Filip Noubel, journalist and specialist in Chinese media narratives and Sinophone diasporas.

According to Parsifal D'Sola, director of the Bogota-based The Andrés Bello Foundation – Latin American-Chinese Research Center, Beijing relies on a double communication strategy to assert favorable media narratives: "The first aspect is represented by ideologically aligned media outlets, namely, outlets with an active anti-US agenda like [Venezuela-based] [Telesur](#), [Cuba-based] [Prensa Latina](#) and [Moscow-based] [Russia Today Español](#). There are many other smaller outlets that act as amplifiers on social media as well."

What also explains the success of Beijing's strategy here is that China is contrasted with the legacy of US policies that are perceived as detrimental to Latin American's political and economic independence. As D'Sola adds, "The pro-PRC stance of these publications stems more from its usefulness in attacking the US than from a genuine understanding, interest, or even support for the PRC. They also echo Russian official narratives and anti-Western voices outside and within the region."

Perhaps the most remarkable aspect of Beijing's success story is that even governments claiming ideological allegiance to the US find grace in Chinese narratives. "The PRC has found common ground with specific narratives: energy transition and development, two key areas that are relevant to any government, regardless of their political ideology," says D'Sola. "In Argentina, for example, the Chinese embassy and Chinese companies have been quick to adapt their coverage to support the economic policies of the Milei government. Even China Daily, an English-language outlet published out of Beijing, has published [positive notes](#) referring in the case of

se montrent réceptifs aux récits chinois. « *La RPC a trouvé des terrains d'entente autour de certains récits, notamment ceux liés à la transition énergétique et au développement, deux domaines essentiels pour n'importe quel gouvernement, quelle que soit son orientation politique* », explique Parsifal D'Sola. « *En Argentine, par exemple, l'ambassade de Chine et les entreprises chinoises ont rapidement adapté leur communication afin de soutenir les politiques économiques du gouvernement Milei. Même China Daily, média anglophone publié à Pékin, a diffusé des [articles favorables](#) évoquant, dans le cas de l'Argentine – gouvernée par le président Milei, fervent soutien de Trump –, la nécessité de renforcer les échanges amicaux à tous les niveaux et de se soutenir fermement sur les questions touchant aux intérêts fondamentaux des deux pays.* »

L'autre volet de la stratégie de Pékin repose sur des accords de partage de contenus conclus avec des médias locaux et régionaux hispanophones et lusophones. Selon Parsifal D'Sola : « *Les contenus provenant de sources de la RPC sont clairement sélectionnés de façon à ne présenter que sous un jour positif la Chine, les relations sino-latino-américaines et la participation de la RPC dans la région.* » Enfin, des tribunes signées par des membres du corps diplomatique chinois, principalement des ambassadeurs, paraissent dans des médias locaux influents. En août 2026, par exemple, l'ambassadeur de Chine au Chili, Niu Qingbao, a [accusé les États-Unis](#) de « *donner des ordres aux pays d'Amérique latine* » dans les colonnes du quotidien chilien *El Mercurio*.

Si ces articles ne touchent pas un large public, ils sont néanmoins lus par un lectorat ciblé, qui comprend notamment des responsables politiques et des membres des cercles décisionnels locaux. Deux types de tribunes peuvent être distingués : celles qui [font la promotion de la Chine](#) ou de ses relations avec le pays concerné, et celles qui [critiquent des questions de politique intérieure](#) considérées comme sensibles par Pékin.

Les voyages de presse constituent également un moyen d'influence, qu'ils s'adressent à des journalistes professionnels ou à des influenceurs. Selon le docteur Pablo Morales, chercheur postdoctoral à la UK Research and Innovation (UKRI) au sein du département Médias et Communications de la London School of Economics and Political Science (LSE), ces influenceurs « *ne remettent pas nécessairement en question les récits qui leur sont présentés. Lors d'un voyage au Xinjiang, par exemple, un influenceur a décrit les femmes ouïghoures comme ressemblant à "Jasmine", le personnage de Disney dans Aladdin, reprenant ainsi, de fait, la représentation de la région privilégiée par Pékin. Cela montre que les influenceurs peuvent jouer un rôle important dans la diffusion des récits chinois auprès de publics que les médias traditionnels ne parviennent peut-être plus à atteindre.* »

I L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

S'il peut sembler, à première vue, que Pékin a remporté la bataille médiatique pour conquérir les cœurs et les esprits des Latino-Américains, la réalité est nettement plus nuancée. Les principales tensions portent sur l'impact environnemental et social de certains projets et pratiques chinois. Taïwan demeure notamment un sujet très sensible dans la région, en raison de sa présence diplomatique dans un nombre limité de pays d'Amérique latine et des Caraïbes, même si celle-ci tend à se réduire.

L'impact des grands projets d'investissement constitue une véritable source de préoccupation pour les populations locales, notamment les communautés autochtones, les travailleurs et les militants. L'un des sujets les plus médiatisés concerne la pêche industrielle au large des côtes latino-américaines, en particulier en Équateur, au Pérou, au Chili, en Argentine et en Uruguay. D'immenses navires de pêche chinois, équipés de [filets gigantesques](#), épuisent les ressources halieutiques, laissant peu, voire plus du tout de prises [aux pêcheurs locaux qui pratiquent une pêche traditionnelle](#). De telles situations mettent en lumière la dimension parfois prédatrice de certaines pratiques chinoises, en contraste avec le discours pro-Pékin mettant en avant une coopération « gagnant-gagnant ».

Cette asymétrie de pouvoir entre la Chine et l'Amérique latine devient de plus en plus visible, y compris dans les propres récits médiatiques chinois destinés au public de la région. Comme le souligne une étude récente publiée dans Sage, une plateforme internationale indépendante d'édition universitaire numérique : « *Même lorsque la voix latino-américaine est présente, l'emploi de termes tels que "géant", "mondial" et "prospère", ainsi que les descriptions des performances économiques de la Chine, contribuent à la présenter comme un modèle que les pays d'Amérique latine devraient suivre. Bien qu'un effort soit fait pour construire un récit fondé sur l'égalité, le recours à des adjectifs hyperboliques pour qualifier la Chine souligne les rapports de force sous-jacents au discours.* »

Dans l'ensemble, toute analyse du rôle de la Chine en Amérique latine doit donc rester nuancée, en particulier dans le domaine des médias. « *L'ambivalence [à l'égard de Pékin] est importante* », conclut Pablo Morales. « *La résistance locale ne se traduit pas nécessairement par une opposition plus large à la Chine. Elle peut au contraire refléter des griefs spécifiques liés à certains projets, entreprises ou pratiques.* »

Argentina, governed by strongly pro-Trump president Milei, to the need for enhanced friendly exchanges at all levels and firm support for each other on issues concerning core interests."

The other element of Beijing's strategy includes media content sharing agreements signed by local and regional media in Spanish and Portuguese. As D'Sola explains, "The content that comes from PRC sources is clearly curated to only present China, Sino-Latin American relations and the PRC's participation in the region in a positive light. Finally, op-eds by members of China's diplomatic corps, mostly ambassadors, appear in influential local media outlets. For example, in August 2026, China's ambassador to Chile, Niu Qingbao, [accused the USA](#) of 'giving orders to Latin American countries' in the Chilean newspaper *El Mercurio*. While these articles are not widely consumed, they do reach a select readership that includes local policy circles and government officials. Two types of op-eds can be identified: those [promoting China](#) or its ties with said country, and those [criticising domestic issues](#) considered sensitive by Beijing."

Press trips are also a means of influence, whether they target professional journalists or influencers. According to Dr. Pablo Morales, UK Research and Innovation (UKRI) Postdoctoral Fellow for the Department of Media and Communications at The London School of Economics and Political Science (LSE), these influencers "do not necessarily challenge the narratives presented to them. For example, on a trip to Xinjiang, one influencer described Uyghur women as resembling 'Jasmine' from Disney's *Aladdin*, effectively reproducing Beijing's preferred representation of the region. This suggests that influencers can play an important role in disseminating China's narratives to audiences that traditional media may no longer reach."

ENVIRONMENTAL IMPACT

While it might seem that Beijing has won the media battle of the minds and hearts of Latin Americans, the reality is much more nuanced. The main friction happens around the environmental and social impact of certain Chinese projects and practices. For example, Taiwan remains a highly contested topic in the region due to its diplomatic presence in a small number of Latin American and Caribbean nations, even though this presence is diminishing.

A real concern for local communities, including Indigenous peoples, local workers and activists, is the impact of large investment projects. One of the most widely covered issues is the industrial fishing off the coast of Latin America, particularly in Ecuador, Peru, Chile, Argentina and Uruguay. Large Chinese fishing vessels with [giant nets](#) depopulate waters, leaving little or no [resources for local](#) traditional fishers. Such stories illustrate the exploitative aspect of certain Chinese practices, in contrast to pro-Beijing narratives of "win-win" collaboration.

This power asymmetry between China and Latin America is becoming more and more visible, including in China's own media narratives designed for consumption in the region. As a recent paper published in [Sage Journal](#), an independent global digital academic publishing company, points out, "Even in instances where the Latin American voice is present, the use of words such as 'giant,' 'global' and 'successful,' as well as descriptions of China's economic performance, frame it as a model for Latin American countries to follow. Although there is an effort to construct a narrative of equality, the use of hyperbolic adjectives when referring to China underscores the underlying power dynamics within the discourse."

Overall, any assessment of China's role in Latin America should remain nuanced, particularly in the media sector. "The ambivalence [towards Beijing] is important," concludes Morales. "Local resistance does not necessarily translate into broader opposition to China, but may instead reflect specific grievances about individual projects, companies, or practices."



© Molina (Nicaragua) - Cartooning for Peace

4. AFRIQUE

Même boîte à outils, des résultats différents : la Chine et les médias en Afrique australe

Sur les nombreux axes routiers qui quittent Maputo, la capitale du Mozambique, les devantures orange où sont vendues des antennes paraboliques et des décodeurs appartiennent à StarTimes, une entreprise chinoise devenue l'un des principaux opérateurs de télévision payante du continent. Au Zimbabwe, des journaux contrôlés par l'État, comme The Herald et The Chronicle, publient régulièrement des articles de l'agence de presse officielle chinoise Xinhua. Les lecteurs ne peuvent généralement pas le savoir, car Xinhua n'est pas mentionnée comme source. Au Cap, en Afrique du Sud, en 2018, un chroniqueur qui avait consacré un article à la détention massive des Ouïghours au Xinjiang a vu sa chronique supprimée quelques jours seulement après sa publication.

Aujourd'hui, les médias d'État chinois sont présents en Afrique sur plusieurs fronts à la fois. Des entreprises chinoises comme Huawei et ZTE contribuent à construire l'infrastructure de télécommunications qui constitue l'épine dorsale numérique du continent, tandis que StarTimes met en place et exploite souvent les réseaux de télévision numérique terrestre. De leur côté, des agences gouvernementales chinoises invitent des journalistes africains dans le cadre de programmes de bourses pouvant durer de deux semaines à plusieurs mois, tous frais payés. Dans le même temps, Xinhua, CGTN, CRI et China Daily produisent des contenus d'information sur l'Afrique, destinés aussi bien au public africain qu'au public international. Les médias locaux diffusent à leur tour des contenus produits par les médias d'État chinois, dans le cadre d'accords d'échange. Parallèlement, les ambassades chinoises achètent des contenus sponsorisés, publient des tribunes et mènent des campagnes sur les réseaux sociaux.

Ces différents leviers ne font pas l'objet d'une coordination centralisée. Médias d'État, diplomates, administrations provinciales et entreprises commerciales les mettent en œuvre selon des motivations qui leur sont propres. C'est pourquoi certains pays peuvent être fortement exposés à l'un de ces dispositifs, tout en étant à peine concernés par un autre. Les pays d'Afrique australe illustrent ainsi la diversité des effets que peuvent produire ces différentes initiatives.

I ZIMBABWE

Au Zimbabwe, tous ces leviers sont à l'œuvre simultanément. La Zimbabwe Broadcasting Corporation (ZBC), le diffuseur public, a signé un protocole d'accord sur le partage de contenus avec CCTV en 2012, puis un autre avec Xinhua en 2023. En septembre 2024, le China Media Group (CMG) a conclu un nouvel accord avec le ministère de l'Information, la ZBC et The Herald, à l'occasion de la visite du président Emmerson Mnangagwa au sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) à Pékin. Xi Jinping et Emmerson Mnangagwa étaient tous deux présents lors de la signature.

Les deux parties présentent ces accords dans des « termes amicaux », plutôt que sous l'angle de l'influence. Selon les termes employés par le China Media Group, les échanges de contenus et les productions conjointes visent à consolider « l'amitié traditionnelle » entre les deux pays. Lorsqu'une délégation de Xinhua s'est rendue dans la rédaction de The Herald en 2024, le rédacteur en chef du quotidien a présenté cette relation comme une défense commune contre les « fausses informations ». La presse d'État zimbabwéenne qualifie régulièrement la Chine d'« amie fidèle en toutes circonstances ».

Au-delà de ces accords, des entreprises chinoises achètent des espaces publicitaires dans la presse d'État et sur la télévision publique, tandis que des journalistes de médias publics se rendent régulièrement à Pékin dans le cadre de programmes d'échange. Les pressions directes exercées sur les journalistes sont également bien documentées. En juillet 2022, après que *The Standard*, un hebdomadaire privé, a fait état de violations commises par des compagnies minières chinoises, l'ambassade de Chine à Harare a menacé le journal de « [contre-mesures fortes](#) », sans en préciser la nature, et l'a accusé de faire travailler des journalistes rémunérés par des ONG liées à des intérêts étrangers. Selon le [China Index de Doublethink Lab](#), un indice mondial mesurant l'influence de la Chine dans différents secteurs, le Zimbabwe se classe au troisième rang en matière d'influence chinoise dans le secteur des médias, au même niveau que Taïwan.

I L'AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud est le seul pays de la région où des capitaux chinois figurent directement à l'actionnariat d'un groupe de presse. En 2013, deux investisseurs chinois liés à l'État – la China International Television Corporation, branche commerciale de CCTV, et le fonds de développement privé Chine-Afrique (CADFUND), un fonds public d'investissement rattaché à la China Development Bank – ont acquis 20 % du capital d'Independent News and Media, l'un des principaux groupes de presse du pays. En 2018, le groupe a brutalement [mis fin](#) à la chronique de l'éditorialiste Azad Essa après la publication d'un article consacré à la persécution des Ouïghours en Chine, suscitant des interrogations sur une

5. AFRICA

SAME TOOLKIT, DIFFERENT OUTCOMES: CHINA AND THE MEDIA IN SOUTHERN AFRICA

On many roads out of Maputo, the capital of Mozambique, the orange shopfronts selling satellite dishes and decoders belong to StarTimes, a Chinese company that has become one of the largest pay-television operators on the continent. In Zimbabwe, state-controlled papers such as *The Herald* and *The Chronicle* regularly publish stories written by Xinhua, China's state news agency. Readers usually cannot tell as Xinhua is not named as a source. In Cape Town, South Africa, in 2018, a columnist who wrote about the mass detention of Uyghurs in Xinjiang found his column cancelled within days.

Today, Chinese state media organisations operate in Africa along several tracks at once. Chinese businesses like Huawei and ZTE are building the continent's telecommunications backbone while StarTimes is creating and often operating digital terrestrial television networks. Chinese government agencies fly African journalists to Beijing for fellowships lasting anywhere from a fortnight to several months, all expenses covered.

Meanwhile, Xinhua, CGTN, China Radio International and China Daily produce news about Africa for both African and global audiences. Content by Chinese state media is pushed into local media through exchange agreements. At the same time, embassies buy sponsored content, place opinion pieces and run social media campaigns.

These tracks are not centrally coordinated. State media, diplomats, provincial agencies and commercial firms pursue them with different motives, which is why a country can be touched by one and barely by another. Countries in Southern Africa show the different impact that these activities can have.

ZIMBABWE

In Zimbabwe, all of these tracks run at once. The Zimbabwe Broadcasting Corporation (ZBC), the state-owned broadcaster, signed a content-sharing memorandum with China Central Television (CCTV) in 2012 and another with Xinhua in 2023. In September 2024, China Media Group (CMG) signed a further agreement with the Ministry of Information, ZBC and *The Herald* during President Mnangagwa's visit to the FOCAC summit in Beijing, with Xi Jinping and Mnangagwa both present at the signing.

The agreements have been described by both sides in the "language of friendship" rather than influence. In China Media Group's words, the content exchange and joint production are undertaken to consolidate the "traditional friendship" between the two countries. When a Xinhua delegation visited *The Herald's* newsroom in 2024, the paper's editor presented the relationship as a joint defence against "fake news." Zimbabwe's state press routinely calls China an "all-weather friend."

Beyond the agreements, Chinese companies advertise in the state press and on state television, and journalists from state outlets travel regularly to Beijing on exchange programmes. Direct pressure on journalists is also well documented. In July 2022, after *The Standard*, a privately owned weekly, reported violations by Chinese mining companies, the Chinese embassy in Harare threatened unspecified "[strong counter measures](#)" against the paper and alleged that its journalists were being paid by NGOs with foreign links. According to [Doublethink Lab's China Index](#), a global index of China's influence in a range of sectors, Zimbabwe ranks third on Chinese influence in the media sector, at the same level as Taiwan.

SOUTH AFRICA

South Africa is the only country in the region where Chinese capital sits on a newspaper group's share register. In 2013, two Chinese state-linked investors, the China International Television Corporation, the commercial arm of state broadcaster CCTV, and the China-Africa Development Fund, a state policy fund housed in the China Development Bank, took a 20% stake in Independent News and Media, one of the country's largest publishers. In 2018, the group abruptly



051_XxjpbE007550_20240830_PEPFN0A001

© Zhang Chenlin / XINHUA / Xinhua via AFP

éventuelle intervention des investisseurs du groupe dans les choix de la rédaction.

En 2019, Iqbal Survé, président exécutif d'Independent News and Media, a rejoint le premier conseil du Belt and Road News Network, un réseau réunissant 40 médias issus de 25 pays, présidé par le People's Daily, le journal officiel du PCC, et lancé à l'initiative du responsable du Département de la propagande du Parti. En août 2024, il a prononcé un discours lors de la troisième réunion du conseil du réseau, à Chengdu. À cette occasion, une déclaration appelant les médias membres à coproduire des contenus et à partager leurs informations a été adoptée.

Le même groupe a créé en 2015 l'African News Agency (ANA), en reprenant les actifs de la South African Press Association, alors en liquidation et qui avait été pendant des années la seule agence de presse nationale indépendante du pays. Dès sa première année d'existence, l'ANA a signé un accord de partage de contenus avec Xinhua. Un [rapport](#) de l'ONG Freedom House a par ailleurs établi que l'agence avait régulièrement repris des dépêches de Xinhua entre 2019 et 2021. Ces contenus sont désormais repris dans d'autres rédactions de la région, sans que leur origine chinoise soit identifiable. Ce phénomène est souvent qualifié de « blanchiment de l'information » : le contenu perd la trace de sa source initiale au fur et à mesure qu'il circule par l'intermédiaire de différents relais.

L'AFRIQUE LUSOPHONE, UN ESPACE D'INFLUENCE PLUS DISCRET

Les médias d'État chinois ont une portée plus limitée dans les pays africains lusophones. Bien qu'ils publient des contenus en portugais, leur production dans cette langue est moins abondante que celle de leurs services anglophones ou francophones, et une part réduite de ces contenus parvient jusqu'aux publics locaux. Cela étant, l'Afrique lusophone fait l'objet des mêmes stratégies médiatiques et projets d'infrastructures que ceux déployés ailleurs sur le continent. Xinhua a conclu des accords d'échange avec les médias publics d'Angola et du Mozambique. ZTE et Huawei ont construit le réseau gouvernemental et le centre national de données du Mozambique. StarTimes a assuré une grande partie du passage du pays à la télévision numérique, tandis que CRI adapte et double des séries télévisées chinoises à destination du public lusophone.

DES PARTENARIATS À SENS UNIQUE ET L'ABSENCE DE SOUTIEN AU JOURNALISME INDÉPENDANT

Dans une grande partie des actions menées par l'État chinois dans le secteur des médias de la région, le soutien bénéficie avant tout aux gouvernements, aux médias proches du pouvoir et aux journalistes qui leur sont liés, plutôt qu'aux médias indépendants.

Les contenus circulent à sens unique : les médias d'État chinois diffusent leurs productions sur de multiples canaux en Afrique australe, mais les contenus issus des médias africains sont rarement relayés en Chine. Les formations destinées aux journalistes africains et soutenues par Pékin promeuvent ce que les universitaires chinois qualifient de « journalisme constructif », une expression utilisée depuis au moins 2014 pour désigner la pratique des médias chinois en Afrique : une manière de traiter l'actualité axée sur les « solutions », plutôt que sur la mise en cause des responsables du pouvoir, et explicitement conçue en opposition au modèle du journalisme de contre-pouvoir. Le développement par la Chine d'infrastructures médiatiques en Afrique crée des formes de dépendance qui dépassent largement la durée d'un cycle d'actualité. Pékin présente l'ensemble de ces initiatives comme une « coopération gagnant-gagnant ». Les bénéfices pour les partenaires africains sont réels et à court terme, mais ils s'accompagnent d'une [asymétrie structurelle](#).

La Chine n'est toutefois pas le seul pays à chercher à exercer son influence en Afrique australe. La Russie de Vladimir Poutine a étendu la diffusion de ses médias d'État RT et Sputnik à travers le continent, tandis que la Turquie de Recep Tayyip Erdogan y a développé sa présence dans les domaines de la diffusion et de la formation. Dans le même temps, les acteurs qui finançaient le journalisme indépendant se retirent. Le démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en 2025 et la réduction drastique des activités de diffusion internationale des États-Unis ont supprimé l'une des principales sources de soutien aux médias indépendants de la région, entraînant la fermeture de médias et de programmes en l'espace de quelques semaines. Ce retrait constitue lui-même une forme d'influence : chaque départ d'un bailleur de fonds élargit l'espace dont disposent les acteurs qui accordent peu de valeur au journalisme indépendant et d'investigation.

« Les médias d'État chinois ont une portée plus limitée dans les pays africains lusophones. Bien qu'ils publient des contenus en portugais, leur production dans cette langue est moins abondante que celle de leurs services anglophones ou francophones, ... »

[cancelled](#) journalist Azad Essa's column after he wrote about the persecution of Uyghurs in China, raising concerns that the group's investors had exerted pressure on the editorial team.

In 2019, Iqbal Survé, Independent News and Media's executive chairman, joined the First Council of the Belt and Road News Network, a grouping of 40 outlets from 25 countries chaired by the People's Daily, the Chinese Communist Party's (CCP) official newspaper, and inaugurated by the head of the party's publicity department. In August 2024, he gave a speech to the network's third council meeting in Chengdu, which issued a declaration calling on member media to co-produce content and share information.

The same group launched the African News Agency (ANA) in 2015, using the assets of the liquidated South African Press Association, which was once the country's only independent national newswire. ANA signed a content-sharing agreement with Xinhua in its first year, and a [report](#) by the NGO Freedom House found it regularly republished Xinhua copy between 2019 and 2021. That copy now travels to other newsrooms in the region, where its Chinese origins are not visible. This is often described as a form of "information laundering," when content loses attribution to its origin as it passes through intermediaries.

LUSOPHONE AFRICA, A MORE DISCREET SPHERE OF INFLUENCE

Chinese state media have less reach in Lusophone Africa. While they publish in Portuguese, the output is thinner than their English and French services, and less of it reaches local audiences. That said, Lusophone Africa is still targeted by the same media and infrastructure projects present elsewhere on the continent. Xinhua has exchange agreements with state media in Angola and Mozambique, ZTE and Huawei built Mozambique's government network and national data centre, StarTimes has run much of Mozambique's digital television migration and China Radio International dubs Chinese television series for Portuguese-speaking audiences.

ONE-SIDED PARTNERSHIPS AND THE LACK OF SUPPORT FOR INDEPENDENT JOURNALISM

In much of the Chinese state's media engagement in the region, support tends to flow to governments, state-aligned media and journalists rather than to independent outlets. Content moves one way: Chinese state media distribute their news material across multiple channels in Southern Africa, but rarely does content from African news media travel back to China. Beijing-backed training sessions for African journalists promote what Chinese scholars call "constructive journalism," a term used since at least 2014 to describe the practice of Chinese media in Africa: reporting oriented towards "solutions" rather than scrutiny of those in power, and defined explicitly against a watchdog model of the press. China's media infrastructure development in Africa creates dependencies that outlast any news cycle. Beijing calls all of "this win-win cooperation." The gains to African partners are real and short-term, but this comes with a structural [asymmetry](#).

China is not the only country trying to exert influence in Southern Africa. Putin's Russia has expanded state outlets RT and Sputnik distribution across the continent, and Erdogan's Türkiye has built a broadcasting and training presence of its own. The actors that funded independent journalism, meanwhile, are leaving. The dismantling of the US Agency for International Development (USAID) in 2025 and the gutting of US international broadcasting removed one of the largest sources of support for independent media in the region, closing outlets and programmes within weeks. That withdrawal is itself a form of influence, as every donor exit enlarges the space available to actors that see little value in independent, investigative reporting.



ENTRETIEN

Emeka Umejei

« Personne, pas même les principales élites politiques, ne veut se mettre la Chine à dos »

Emeka Umejei est un spécialiste des médias, né au Nigeria, et chercheur associé principal à l'Université de Johannesburg. Il a auparavant exercé le métier de journaliste pendant plus de dix ans. Il est l'auteur de China in African Media: Between Influence Operations and Decolonization, publié en mars 2026, un ouvrage fondé sur des entretiens menés auprès de journalistes dans 14 pays africains. Il s'est entretenu avec RSF pour expliquer le fonctionnement de la propagande chinoise dans le paysage médiatique nigérian.

Quelles sont les principales caractéristiques de la propagande chinoise dans le paysage médiatique nigérian ?

Au début des années 2010, la propagande chinoise était diffusée par les médias chinois soutenus par l'État, tels que Xinhua, CRI, etc., qui développaient alors leur présence en Afrique. Mais cela a changé. Je pense que c'est parce que la plupart des publics locaux ne semblaient pas leur faire confiance. Ils étaient perçus comme des organes de propagande. Les Chinois ont donc choisi de diffuser leur propagande par l'intermédiaire de médias locaux, notamment le [Belt and Road News Network](#). Il existe également des accords de partage de contenus. Le dispositif est devenu beaucoup plus diversifié et plus efficace. Lorsque la propagande chinoise est relayée par les médias locaux africains, elle est davantage perçue comme crédible.

Quelles relations l'ambassade de Chine au Nigeria entretient-elle avec les principaux médias du pays ?

Ils entretiennent des liens étroits. Par exemple, les locaux de la branche d'Abuja du Nigerian Union of Journalists (NUJ) ont été en partie construits avec le soutien de l'ambassade de Chine. L'ambassade finance également ce qu'elle présente comme un concours annuel. Les journalistes perçoivent simplement ces liens comme des échanges culturels. Pour les Chinois, en revanche, il s'agit clairement d'une stratégie visant à gagner les cœurs et les esprits au Nigeria.

Avez-vous déjà entendu parler d'une enquête journalistique empêchée par une institution chinoise au Nigeria ?

Ils n'en ont pas besoin. Le Nigeria est un pays assez particulier : personne, pas même les principales élites politiques, ne veut se mettre la Chine à dos, car elles craignent de ne plus obtenir les financements nécessaires à leurs projets. À l'époque où Muhammadu Buhari [l'ancien président du Nigeria] parlait de [désinformation](#), j'ai étudié l'application d'information Opera News, détenue par une entité chinoise, et j'ai relevé plusieurs cas de désinformation sur cette plateforme. Cela n'a suscité aucune réaction.

Pensez-vous que les voyages de presse en Chine, qui peuvent être comparables à ceux organisés par d'autres pays, posent problème ?

Oui, ils posent problème, car ils enseignent une certaine conception du journalisme qui consiste notamment à valoriser l'action de l'État. Ainsi, si vous allez en Chine et qu'on vous explique que vous devez présenter sous un jour positif tout ce que fait le gouvernement au Nigeria, cela signifie que vous n'êtes plus impartial envers la population nigériane. L'économie va mal et les gens sont en difficulté. Il faut pouvoir porter un regard critique sur le gouvernement, sans quoi il ne peut parfois pas y avoir de développement.

Comment les journalistes que vous avez interrogés et qui y ont participé ont-ils vécu cette expérience ?

La plupart des personnes à qui j'ai parlé en étaient très satisfaites. Elles ont trouvé l'expérience intéressante, notamment sur le plan économique. J'ai travaillé pendant de nombreuses années dans les médias au Nigeria et il m'est arrivé de ne pas être payé pendant plusieurs mois. Si vous me donnez la possibilité d'aller en Chine, d'être rémunéré et de subvenir à mes besoins, vous ne pensez pas que je serai redevable à la Chine pour le restant de mes jours ? Pendant le voyage, vous pouvez mettre de l'argent de côté pour construire une maison, voire acheter une voiture. Autre avantage : les participants n'ont pas à essuyer de refus de visa. Avec les pays occidentaux, c'est différent : vous pouvez, par exemple, être sélectionné pour participer à une formation à Bruxelles et, au final, ne pas obtenir de visa.

Comment ces partenariats entre médias chinois et organisations médiatiques nigérianes s'inscrivent-ils dans la stratégie informationnelle plus large de la Chine ?

Même s'il s'agit officiellement d'accords de partage de contenus, ceux-ci comprennent également des échanges dans le domaine de la formation des journalistes, ainsi que le financement de masters et de doctorats. En tant que journaliste, si votre média a conclu un accord de partenariat éditorial, votre rédaction figurera parmi les premières auxquelles ils penseront lorsqu'ils prépareront une initiative. Certains médias nigériens reçoivent également, de temps à autre, des publicités ou des tribunes de l'ambassade, qui finance ces encarts.



INTERVIEW

Emeka Umejei

“Nobody, even leading political elites, wants to offend the Chinese”

Emeka Umejei is a Nigerian-born media scholar and senior research associate at the University of Johannesburg, who spent over a decade as a journalist. He authored “China in African Media: Between Influence Operations and Decolonization,” published in March 2026, which is based on interviews with journalists across 14 African countries. He sat down with RSF to explain how Chinese propaganda operates in Nigeria’s media landscape.

What are the main characteristics of Chinese propaganda in the Nigerian media landscape?

In the early 2010s, Chinese propaganda was spread through their state-backed media organisations [such as Xinhua, China Radio International (CRI), etc.] expanding into Africa. But that has changed, and I think it’s because most local audiences did not seem to trust them. So what the Chinese have done is to disseminate propaganda through local media organisations, such as [The Belt and Road News Network](#). You also have content-sharing agreements. It’s become quite diverse and more effective. Chinese propaganda being reported by local media in Africa is more believable.

What relationship does the Chinese embassy in Nigeria have with the various major outlets?

They have strong ties. For example, the headquarters of the Abuja chapter of the Nigerian Union of Journalists (NUJ) were partly built with support from the Chinese embassy. They also have what they call an annual competition that is funded by the embassy. The journalists just see these ties as cultural engagement, but for the Chinese, it is a clear-cut strategy on how to win minds and hearts in Nigeria.

Have you ever heard of an investigation prevented by a Chinese institute in Nigeria?

They don’t need to. Nigeria is a funny place: nobody, even the leading political elites, wants to offend the Chinese because they think they will not get money to fund their projects. At the time Muhammadu Buhari [the former President of Nigeria] was talking about [misinformation](#), I did research on the news app Opera News, owned by a Chinese entity, and found certain instances of misinformation on that platform. Nobody cared about it.

Do you think that press trips to China, which might be similar to those organised by other countries, are problematic?

They are problematic because they teach them a concept of journalism which involves promoting the work done by the State. So if you go to China and they tell you you have to report positively on whatever the government does in Nigeria, it means that you’re not being fair to the local people in Nigeria. The economy is bad and people are struggling —

you have to critically engage with the government otherwise sometimes there is no development.

How did the journalists you talked to who took part in these press trips perceive the experience?

Most of the people that I spoke to were very happy. They found it interesting, economically speaking. I worked in the media in Nigeria for so many years and I didn’t get a salary for some months. If you give me an opportunity to go to China, to get paid and take care of my responsibilities, don’t you think I’ll be in debt to China for the rest of my life? When you’re doing the trip, you can save money to build a house or even buy a car. Another advantage is they don’t get denied visas, unlike when it comes from the West, where you could be nominated for a training in Brussels, for example, and then they don’t give you a visa.

How do these partnerships between Chinese media outlets and Nigerian media organisations fit into China’s broader news strategy?

Even though it’s a content-sharing partnership agreement, that content partnership agreement also includes media training exchanges and funding for master’s and PhD programmes. As a journalist, if your media has a content partnership agreement with them, your outlet will be among the first to be considered if they’re planning something. Some Nigerian media also get ads or op-eds from time to time from the embassy, which pays for these inserts.

Why is China Radio International (CRI) producing programs in Hausa?

Language has a way of penetrating people. CRI launched a Hausa service at the end of the 1960s because the *BBC* [a British international public broadcaster] is doing it too, as was *Voice of America* before its shutdown. Hausa is mostly spoken in the northern part of Nigeria, where it’s common to see an old man clutching a radio, listening to the *BBC* service or to CRI.

Pourquoi CRI produit-elle des programmes en haoussa ?

La langue est un moyen de toucher les populations en profondeur. CRI a lancé un service en haoussa à la fin des années 1960, notamment parce que la *BBC* : diffuseur public international britannique] en proposait un également, tout comme *Voice of America* avant sa fermeture. Le haoussa est principalement parlé dans le nord du Nigeria, où il n'est pas rare de voir un homme âgé, une radio à la main, écouter les programmes de la *BBC* ou de CRI.

Comment Murtala Zhang, ancien journaliste de CRI au Nigeria, aujourd'hui rentré en Chine, a-t-il mis à profit sa maîtrise du haoussa et ses liens avec les communautés locales pour contribuer aux efforts d'influence de la Chine dans le nord du Nigeria ?

Murtala Zhang est venu au Nigeria après avoir étudié le haoussa en Chine. Il parle donc couramment cette langue, ce qui lui a donné un avantage pour toucher les populations locales dans le nord du Nigeria. Il est toujours en contact avec des Nigériens aujourd'hui, même s'il a quitté le pays il y a quelques années. Si vous consultez sa page *Facebook*, vous constaterez qu'il continue de rencontrer et d'interviewer des Nigériens venus en Chine. Cela lui a permis de rester populaire au fil du temps et de maintenir cette dynamique. Murtala Zhang constitue incontestablement un atout majeur pour la propagande chinoise au Nigeria.

Murtala Zhang parle régulièrement d'islam sur ses réseaux sociaux. Comment expliquez-vous cette orientation, alors que certaines communautés musulmanes sont victimes de persécutions en Chine ?

La plupart des Nigériens connaissent mal les réalités sous-jacentes en République populaire de Chine, y compris une grande partie de nos élites politiques. La situation au Xinjiang et les réalités auxquelles sont confrontés les Ouïghours leur est largement méconnues. Dans le nord du Nigeria, lorsqu'une personne maîtrise la langue locale, elle est très bien accueillie. La Chine continuera à s'appuyer sur lui pour gagner les faveurs d'un grand nombre de personnes dans la partie nigérienne de l'Afrique, car les opérations d'influence que nous observons vont bientôt être davantage axées sur les influenceurs des réseaux sociaux. Ces derniers temps, les Chinois ont invité en Chine des influenceurs venus du Kenya et certains du Nigeria.

« Cet échange diplomatique marque le plus récent jalon d'une coopération débutée il y a une décennie entre les appareils médiatiques des régimes de Xi Jinping et d'Abdel Fattah al-Sissi, qui s'illustrent tous deux par le nombre record de journalistes détenus en raison de leur travail. »

Au Caire, les relais de la propagande chinoise prennent leur quartier sous l'œil méfiant des renseignements égyptiens

L'Égypte est un maillon central de la stratégie chinoise d'influence dans le monde arabe via les médias. Ce soft power passe par des partenariats entre organes officiels de communication et l'installation au Caire de médias d'État chinois. Pékin noue également des liens privilégiés avec des journalistes égyptiens, au point d'inquiéter le régime d'Abdel Fattah al-Sissi.

Les autorités égyptiennes ne ménagent pas leurs efforts pour accueillir sur leur sol les journalistes et les médias d'État chinois. C'est, en substance, l'un des principaux messages délivrés, mi-juillet au Caire, par l'ambassadeur égyptien Alaa Youssef, à la tête de l'organe étatique de communication, le State Information Service (SIS), à Liao Liqiang, ambassadeur de la République populaire de Chine en Égypte. Lors de cette rencontre, les représentants de ces deux régimes ennemis d'une presse libre ont aussi abordé le sujet de la coopération entre agences de propagande : d'un côté, le SIS et, de l'autre, son équivalent chinois, le State Council Information Office (SCIO).

Cet échange diplomatique marque le plus récent jalon d'une coopération débutée il y a une décennie entre les appareils médiatiques des régimes de Xi Jinping et d'Abdel Fattah al-Sissi, qui s'illustrent tous deux par le nombre record de journalistes détenus en raison de leur travail (à ce jour : 120 en Chine et 18 en Égypte).

La première pierre de ce partenariat a été posée sur la base d'un pacte plus large, inscrit dans la stratégie d'influence chinoise des "nouvelles routes de la soie" et signé lors du premier voyage du président al-Sissi à Pékin, en décembre 2014, à peine six mois après sa première élection. Deux ans après ce déplacement, le volet communication de ce rapprochement se matérialisait par la signature, en janvier 2016, à l'occasion d'une visite de Xi Jinping au Caire, d'un protocole d'accord entre le SIS et Xinhua, l'agence étatique chinoise d'information.

Les deux organes officiels s'engagent alors à relayer leurs publications respectives via leurs médias d'État. Deux jours avant cette signature, le président de Xinhua s'est entretenu, pour cela, au Caire, avec les directeurs des conseils d'administration de deux institutions médiatiques égyptiennes et porte-voix du régime : le quotidien *Al-Ahram* (« Les Pyramides », en arabe) et l'agence de presse MENA (Middle East News Agency).

How did Murtala Zhang, the former CRI journalist in Nigeria who is now back in China, use his fluency in Hausa and his connections with local communities to contribute to China's influence efforts in northern Nigeria?

Murtala Zhang came to Nigeria and studied Hausa in China. So he speaks fluent Hausa also, which gave him an advantage in penetrating the local people in the northern part of Nigeria. He's still in touch with Nigerians today, even though he left the country a few years ago. If you follow his Facebook page, he's still visiting and interviewing Nigerians who came to China. So that has also kept him popular over time and allowed him to keep that momentum alive. Murtala Zhang is definitely a huge asset for Chinese propaganda in Nigeria.

Murtala Zhang regularly talks about Islam on his social media accounts. How do you explain this focus, given that some Muslim communities face persecution in China?

Most people in Nigeria don't know much about the undercurrents in the PRC, even most of our political elites. The situation in Xinjiang or what's happening to the Uyghurs is unknown. In the north, if someone understands the language, they praise you a lot. They're still going to use him to win over a lot of people in the Nigerian part of Africa, because the influence operations we see will soon be more focused on social media influencers. In recent times, they have been taking social media influencers from Kenya and some from Nigeria to China.

IN CAIRO, CHINESE PROPAGANDISTS ARE SET UP UNDER THE WARY EYE OF EGYPTIAN INTELLIGENCE

Egypt is a key link in China's strategy to exert influence across the Arab world through the media. This soft power is channelled through partnerships with official Egyptian media and communications bodies, as well as through the establishment of Chinese state-run media in Cairo. Beijing has also forged privileged ties with Egyptian journalists, to the extent of raising concerns within Abdel Fattah al-Sisi's security apparatus.

Egyptian authorities are sparing no effort to welcome Chinese journalists and media outlets onto their soil. This was one of the main messages conveyed in mid-July in Cairo by Alaa Youssef, Egyptian ambassador and head of the state communications body, the State Information Service (SIS), to Liao Liqiang, ambassador of the People's Republic of China to Egypt. During the meeting, representatives of the two authoritarian regimes, both of which are hostile to the free press, also discussed cooperation between their propaganda agencies: the SIS on one side and its Chinese counterpart, the State Council Information Office (SCIO), on the other.

This diplomatic exchange marks the latest step in a decade-long cooperation between the media outlets of the Xi Jinping and Abdel Fattah al-Sisi regimes, both of which are notorious for their high numbers of journalists in detention (120 in China and 18 in Egypt). The foundations of this partnership were laid as part of a broader agreement embedded in China's Belt and Road influence strategy, signed during President al-Sisi's first visit to Beijing in December 2014, just six months after he was first elected. The media component of the bilateral agreement took shape two years later, during Xi Jinping's visit to Cairo, where he signed a memorandum of understanding between the SIS and Xinhua, China's state news agency. The two official bodies agreed to relay each other's publications through their respective state media. Two days before the agreement was signed, Xinhua's president had met in Cairo with the chairmen of the boards of two Egyptian media institutions that serve as mouthpieces for the regime: the daily Al-Ahram ("The Pyramids" in Arabic) and the Middle East News Agency (MENA).

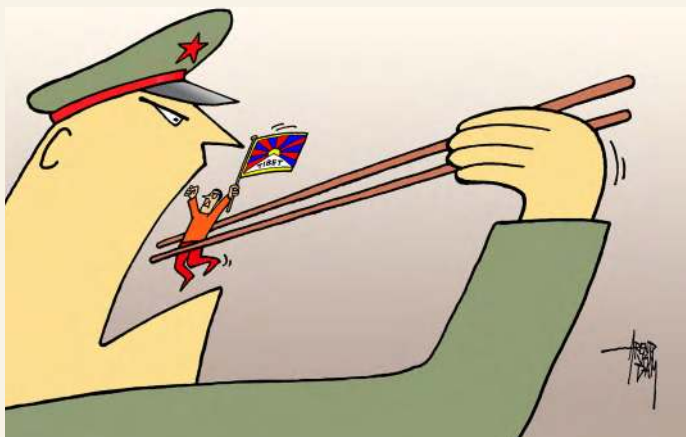
“ This diplomatic exchange marks the latest step in a decade-long cooperation between the media outlets of the Xi Jinping and Abdel Fattah al-Sisi regimes, both of which are notorious for their high numbers of journalists in detention. ”

SOFT POWER MÉDIATIQUE SUR FOND D'INVESTISSEMENTS COLOSSAUX

Dix ans plus tard, cette coopération continue de s'étendre. En avril 2026, deux autres médias d'État se sont rapprochés dans le cadre d'un nouveau protocole d'accord : le quotidien égyptien Al-Goumhouriya (« La République », en arabe) et le Qingdao Daily Newspaper Group, propriétaire de l'antenne locale du média de propagande China Daily dans la ville de Qingdao, conviennent de co-publier certains contenus. Lors de cette visite au Caire, des représentants du Qingdao Daily Newspaper Group ont également rencontré l'équipe de Rose Al-Youssef, un magazine culturel et politique d'avant-garde fondé en 1924 puis tombé dans le giron des autorités égyptiennes.

L'opportunisme des propagandistes chinois ne trouve pas d'équivalent chez leurs partenaires égyptiens. Dans ce tandem, Pékin a l'avantage. Sa stratégie d'influence s'accompagne d'investissements massifs, à l'image de la construction du quartier d'affaires de la nouvelle capitale égyptienne par la China State Construction Engineering Corporation ou des fonds versés pour la zone économique du Canal de Suez. Une manne financière dont le président al-Sissi ne peut se passer, lui qui a creusé au cours de ses mandats le déficit du budget public.

D'autres pays du Moyen-Orient ont certes vu les organes de propagande du régime communiste nouer des partenariats avec des médias publics, comme les agences de presse palestinienne WAFA et saoudienne SPA (Saudi Press Agency) en 2025 avec Xinhua. Mais l'Égypte présente un attrait supplémentaire dans la stratégie chinoise d'influence dans la zone. Il s'explique moins par la persistance de son rayonnement culturel dans le monde arabe, hérité du père de la modernisation du pays Gamal Abdel Nasser, que par sa position géographique, point de jonction entre l'Afrique et le Moyen-Orient, comme diplomatique, alliée régionale de Washington sans jamais renier Moscou. Signe de cet intérêt, Pékin a installé au Caire deux rédactions régionales de ses médias d'État : Xinhua et al-Sin al-Yom (« La Chine aujourd'hui », en arabe), la version arabophone du mensuel d'État China Today.



© Arend van Dam (The Netherlands / Pays-Bas) - Cartooning for Peace

DANS LE GROUPE WHATSAPP DE L'AMBASSADE DE CHINE

Sise au cœur de la mégapole égyptienne, sur l'île de Zamalek, l'ambassade de la République populaire de Chine œuvre à faire ruisseler la propagande chinoise. Plus question d'échanges feutrés entre diplomates ou dirigeants de médias d'État. Par l'intermédiaire d'un groupe WhatsApp, la représentation diplomatique chinoise s'adresse directement aux journalistes égyptiens, principalement celles et ceux employés par des organes étatiques ou des médias privés pro-gouvernement. Via cette messagerie, les conseillers assurent un suivi des publications en lien avec leurs communications officielles et lancent des invitations régulières aux événements de l'ambassade.

C'est aussi dans cette conversation de groupe, selon des informations communiquées à RSF, que les autorités chinoises piochent plusieurs fois par an des journalistes invités à se rendre en Chine. Au programme de ces séjours entièrement couverts : visites d'usines, de sites touristiques et de campagnes agricoles, sous l'ostensible surveillance d'informateurs silencieux. Lors de ces voyages, les journalistes côtoient universitaires, mais aussi officiels de différents ministères, d'Égypte comme d'autres pays de la région, de l'Iran à la Turquie, en passant par les monarchies du Golfe, d'après le témoignage d'un participant à RSF.

DES VOYAGES SCRUTÉS PAR LES MOUKHABARAT

Or, les journalistes qui acceptent ces séjours chinois tous frais payés éveillent tout particulièrement les soupçons des moukhabarat – les renseignements généraux égyptiens. À l'aéroport international du Caire, les employés de médias d'État égyptiens en partance pour la Chine à l'invitation de l'ambassade s'exposent, avant d'atteindre la zone d'embarquement, au risque de subir un interrogatoire dans le bureau des renseignements. Certains d'entre eux se sont vus interdits d'effectuer ce voyage après avoir été interceptés par les moukhabarat selon les informations de RSF.

D'autres n'en sont pas ressortis libres. En septembre 2022, Mahmoud Diab, employé du quotidien d'État Al Ahram, a été enlevé alors qu'il s'apprêtait à embarquer à bord d'un vol pour la Chine. Victime pendant trois ans de disparition forcée, sans que ses proches ne sachent quoi que ce soit sur son sort, il a refait surface en septembre 2025 devant un tribunal, accusé d'« espionnage ». Il demeure détenu, bien que ni sa peine, ni son lieu d'enfermement n'aient été rendus publics.

Le scénario se répète fin 2025. De nouveau, un employé d'Al Ahram invité en Chine par l'ambassade est arrêté à l'aéroport du Caire, selon plusieurs sources concordantes auprès de RSF. Victime de disparition forcée, il serait également visé par des accusations présumées de collusion avec Pékin. Les autorités égyptiennes ont passé sous silence cette deuxième arrestation, signe de leur méfiance vis-à-vis de leurs homologues chinois, bien loin de l'affichage d'une relation au beau fixe entre propagandistes de deux des plus durs régimes envers les journalistes.

MEDIA SOFT POWER AGAINST A BACKDROP OF HUGE INVESTMENTS

Ten years on, this cooperation continues to expand. In April 2026, two other state media outlets forged closer ties under a new memorandum of understanding. The Egyptian daily *Al-Gomhouriya* ("The Republic" in Arabic) and the Qingdao Daily Newspaper Group, which owns the local branch of the Chinese propaganda outlet *China Daily* in the city of Qingdao, agreed to co-publish certain content. During this visit to Cairo, representatives of the Qingdao Daily Newspaper Group also met with the editorial team of *Rose Al-Youssef*, an avant-garde cultural and political magazine founded in 1924 that later came under the control of the Egyptian authorities.

The opportunism of Chinese propagandists is unmatched by their Egyptian partners. Beijing holds the upper hand in this partnership. Its influence strategy is backed by massive investments, such as the China State Construction Engineering Corporation's development of the new Egyptian capital's business district and funding for the Suez Canal Economic Zone. This represents a financial windfall President Sisi cannot do without, having significantly expanded the public budget deficit during his time in office.

Admittedly, other Middle Eastern countries have seen the communist regime's propaganda machine forge partnerships with their public media outlets, such as the Palestinian agency WAFA and the Saudi Press Agency (SPA), which partnered with Xinhua in 2025. However, Egypt holds a particular appeal within China's strategy to exert influence in the region. This stems less from its enduring cultural clout in the Arab world — inherited from Gamal Abdel Nasser, the father of the country's modernisation — than from its geographic position as a link between Africa and the Middle East and its diplomatic role as a regional ally of Washington that has never turned its back on Moscow. One sign of Beijing's vested interest in the country is the establishment of two regional newsrooms in Cairo for the state media Xinhua and *Al-Sin Al-Yom*, the Arabic-language version of the state-owned monthly *China Today*.

INSIDE THE CHINESE EMBASSY'S WHATSAPP GROUP

Located in the heart of the Egyptian metropolis on Zamalek Island, the Embassy of the People's Republic of China works to disseminate Chinese propaganda. Gone are the days of discreet exchanges between diplomats and state media executives. Through a WhatsApp group, the Chinese diplomatic mission addresses Egyptian journalists directly, primarily those working for state-owned outlets or pro-government private media. On the platform, embassy officials monitor coverage of their official statements and regularly issue invitations to embassy events.

It is also through this group conversation that the Chinese authorities select journalists several times a year to travel to China, according to RSF information. The fully funded trips include visits to factories, tourist sites and agricultural areas, all under the conspicuous watch of silent observers. During these trips, journalists rub shoulders with academics and officials from various ministries representing not just Egypt, but other countries in the region including Iran, Türkiye and the Gulf monarchies, one participant told RSF.

JOURNEYS TO CHINA SCRUTINISED BY THE MUKHABARAT

However, journalists who accept these all-expenses paid trips to China draw particular suspicion from Egypt's intelligence services, known as the *mukhabarat*. At Cairo International Airport, employees of Egyptian state media travelling to China at the invitation of the embassy risk being questioned in an intelligence service office before they even reach the boarding area. According to information obtained by RSF, some of them have been barred from making the trip after being questioned by the *mukhabarat*.

Some have not walked away free. In September 2022, Mahmoud Diab, an employee of the state-owned daily *Al-Ahram*, was abducted as he was preparing to board a flight to China. After three years of enforced disappearance, during which his relatives had no information about his fate, he resurfaced in September 2025 in court to face charges of "espionage". He remains detained to this day and all information about his sentence and detention remains unknown.

The scenario played out again in late 2025. Once more, another *Al-Ahram* employee invited to China by the embassy was reportedly arrested at Cairo airport, according to several sources who spoke to RSF independently. Also a victim of enforced disappearance, he reportedly faces allegations of collusion with Beijing. Egyptian authorities have so far remained silent about this second arrest, in a sign of Cairo's distrust, far removed from the image of a thriving relationship between the propagandists of two regimes notorious for their harsh treatment of journalists.

5. EUROPE

Danemark : quand couvrir Taïwan attire l'attention diplomatique

★ Publié le 16 mars 2026 sur [RSF.ORG](https://rsf.org)

Après avoir publié des articles sur le défilé militaire chinois et sur les efforts de Pékin pour influencer les récits occidentaux concernant Taïwan, le quotidien danois *Berlingske* a reçu un courrier et fait l'objet d'un communiqué de presse et de publications sur les réseaux sociaux de l'ambassade de Chine à Copenhague, qui a scruté son travail et tenté de le discréditer. Cet épisode illustre une tendance plus large : en Europe, les représentations diplomatiques chinoises condamnent publiquement et cherchent à faire pression sur les journalistes dont la couverture de l'actualité remet en cause les narratifs officiels de Pékin.

« À la suite de nos reportages dans la capitale, Copenhague, fin 2025, ma rédaction et moi-même avons fait l'objet d'une surveillance particulièrement étroite », a déclaré à RSF le journaliste danois Alexander Sjöberg, correspondant Asie de *Berlingske* – le plus ancien quotidien encore en activité au Danemark et l'un des plus anciens journaux du monde. Son témoignage souligne le rôle des ambassades chinoises comme vecteur de pression sur les médias à l'étranger.

L'ambassade a d'abord adressé à *Berlingske* un courrier contestant ses articles sur les ambitions militaires de la Chine, la [résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations unies](#) et les critiques visant l'interprétation que fait Pékin du principe d'« une seule Chine ». Après la [publication](#) par le quotidien d'un article consacré aux objections de l'ambassade, celle-ci a durci le ton en publiant un [communiqué](#) en anglais et en chinois, accusant *Berlingske* de diffuser des « récits trompeurs et mensongers » destinés à « salir la Chine ». Le communiqué a ensuite été relayé sur les [comptes officiels de l'ambassade sur les réseaux sociaux](#). Selon Alexander Sjöberg, « les critiques sont toujours les bienvenues à *Berlingske*, et notre rédaction est habituée à recevoir des réactions, négatives comme positives, de la part de représentants de nombreux pays. » Il estime que ces récents incidents témoignent d'une tendance plus générale de Pékin à chercher à façonner les récits médiatiques en Europe. Plutôt que de maintenir ces échanges dans un cadre privé, l'ambassade a choisi de contester publiquement le travail journalistique du quotidien.

I TAÏWAN, UN SUJET DE CRISPATION RÉCURRENT

La réponse de l'ambassade portait principalement sur les articles consacrés à Taïwan. Ses objections visaient notamment l'analyse par *Berlingske* de la résolution 2758 des Nations unies, qui a transféré le siège de la « Chine » à l'ONU de la République de Chine (Taïwan, ROC) à la République populaire de Chine (RPC). Elles concernaient également une

[tribune](#) publiée par le quotidien sur la modernisation militaire chinoise, qui remettait en question l'interprétation de Pékin du principe d'une seule Chine, selon lequel Taïwan fait partie de la Chine.

Alors que l'attention internationale portée à Taïwan s'est accrue, les représentations diplomatiques chinoises réagissent de plus en plus publiquement aux articles qu'elles jugent incompatibles avec leur position officielle. L'affaire *Berlingske* montre à quel point Pékin accorde de l'importance à la manière dont les questions liées à Taïwan sont présentées au public international.

Shanhui Zhang, la voix de Pékin sur les plateaux de télévision français

Shanhui Zhang est l'un des visages les plus visibles de la propagande chinoise dans le paysage médiatique français. Formée au sein de médias français – le quotidien régional *La Presse de la Manche* et le groupe audiovisuel public *France Télévisions* – avant de rejoindre l'agence Xinhua, elle est aujourd'hui journaliste à CGTN Français, où elle présente deux émissions. Depuis mai 2025, elle intervient régulièrement sur le plateau de *CNews*, chaîne française d'information en continu, pour commenter l'actualité internationale depuis Pékin. Ses interventions reprennent les positions diplomatiques chinoises devant un large public français, sans véritable contradiction de la part des autres journalistes ou commentateurs présents.

Sur *CNews*, Shanhui Zhang est tour à tour présentée comme une « journaliste de CGTN », une « journaliste de la télévision chinoise » ou encore une « correspondante de *CNews* en Chine ». En janvier 2026, le média d'investigation français *Mediapart* [révéla](#)it qu'elle n'était pas rémunérée pour ses interventions sur la chaîne, soulevant des interrogations sur la nature de cette collaboration. Mais c'est surtout le contenu de ses interventions qui retient l'attention. Le 4 janvier 2026, alors qu'elle était présentée à l'antenne comme une « correspondante de *CNews* à Pékin », Shanhui Zhang a commenté l'enlèvement du président vénézuélien Nicolas Maduro par les États-Unis en reprenant la rhétorique des responsables chinois, sans apporter de mise en perspective. Après avoir rappelé que « la Chine condamne fermement le recours éhonté à la force » et dénoncé une opération menée en « ignorant totalement l'ordre international » – comme l'avaient fait d'autres pays –, la journaliste en a profité pour présenter la Chine comme un État respectueux de tous les autres pays, « quelle que soit leur taille, leur puissance ou leur poids économique ». Cette présentation passe notamment sous silence la pression militaire exercée par Pékin sur plusieurs États voisins, au premier rang desquels Taïwan.

Les termes employés par Shanhui Zhang obéissent à une logique bien établie : il met systématiquement en avant le point de

6. EUROPE

PRESS FREEDOM UNDER CHINESE SCRUTINY IN DENMARK

Published on 16 March 2026 on [RSF.org](https://www.rsf.org)

After reporting on China's military parade and Beijing's efforts to influence Western narratives about Taiwan, Danish newspaper *Berlingske* was the object of letters, a press release and social media posts by the Chinese embassy in Copenhagen that scrutinised and attempted to discredit its work. This episode reflects a broader pattern of Chinese diplomatic missions in Europe publicly condemning and pressuring journalists whose coverage of the news challenges Beijing's official narratives.

"Following our reporting in the country's capital, Copenhagen, in late 2025, my newsroom and I were subjected to intense scrutiny," Danish journalist **Alexander Sjöberg**, Asia correspondent for *Berlingske* — Denmark's oldest continuously operating newspaper and one of the oldest in the world — told RSF, highlighting how Chinese embassies are used as vectors to exert pressure on media outlets abroad.

The embassy initially sent *Berlingske* a letter objecting to its reporting on China's military ambitions, [UN General Assembly Resolution 2758](#) and criticism of Beijing's interpretation of the One China principle. After the newspaper [published](#) an article about the embassy's objections, the embassy escalated its response by issuing a [public statement](#) in English and Chinese accusing *Berlingske* of spreading "deceptive and misleading stories" to "smear China." The statement was then amplified through the embassy's official [social media](#) accounts.

According to Alexander Sjöberg, "Criticism is always welcome at *Berlingske*, and our newsroom is used to receiving both negative and positive feedback from representatives of many countries." He added that he believes these recent incidents reflect a broader trend of Beijing seeking to shape media narratives in Europe. Rather than keeping the exchange private, the embassy challenged the newspaper's reporting in the public sphere.

| TAIWAN, A RECURRING TRIGGER

The embassy's response centred largely on Taiwan-related reporting. Its objections focused on *Berlingske*'s discussion of UN Resolution 2758, which transferred the "China" seat at the United Nations from the Republic of China (Taiwan, ROC) to the People's Republic of China (PRC), and an [op-ed](#) it published on China's military modernisation that questioned

Beijing's interpretation of the One China principle, which asserts that Taiwan is part of China.

As international attention on Taiwan has grown, Chinese diplomatic missions have increasingly responded in the open to reporting they consider inconsistent with their official position. The *Berlingske* case illustrates how much Beijing cares about the way Taiwan-related issues are framed for international audiences.

SHANHUI ZHANG, BEIJING'S VOICE ON FRENCH TV SETS

Shanhui Zhang is a prominent face of Chinese propaganda in the French media landscape. Trained within French media outlets — the regional daily *La Presse de la Manche* and the public broadcasting group *France Télévisions* — before joining Xinhua, she is now a journalist at CGTN Français, the French-language channel of [CGTN](#), where she hosts two programs. Since May 2025, she has regularly appeared on the set of the French 24-hour news channel *CNews* to comment on international affairs from Beijing. Her commentary relays Chinese diplomatic positions to a broad French audience without any real opposing views from the other journalists or commentators.

On *CNews*, Shanhui Zhang is introduced at various times as a "CGTN journalist," a "journalist on Chinese television," or a "*CNews* correspondent in China." In January 2026, the French investigative outlet *Mediapart* [revealed](#) that she is not paid for her appearances on the channel, raising questions about the nature of this collaboration. Yet, it is above all the nature of her discourse that draws attention. On January 4, 2026, while introduced on air as a "*CNews* correspondent in Beijing," Shanhui Zhang commented on the kidnapping of



© CGTN



© RSF

vue de Pékin, avec des formulations telles que « la Chine défend » ou « la Chine s'inquiète ». Les positions du PCC sont présentées comme des faits et sont rarement – voire jamais – confrontées à des analyses contradictoires. Rien de très surprenant au regard du média qui l'emploie. Lancé en 2016, CGTN s'inscrit dans la volonté du dirigeant du PCC, Xi Jinping, de « bien raconter la Chine ». En clair, la chaîne constitue un instrument majeur de diffusion de la propagande de Pékin à l'étranger.

Sur les réseaux sociaux, Shanhui Zhang défend régulièrement les positions des autorités chinoises, souvent sans se soucier de la vérité ni de la distance critique propre au journalisme. En juillet 2025, répondant à Alexandre Bompard, PDG du groupe de distribution Carrefour, qui avait critiqué l'absence de « règles juridiques » encadrant les plateformes chinoises de commerce en ligne Shein et Temu, [elle a affirmé sur son compte X](#) que ces entreprises « respectent les réglementations, innovent et créent des emplois ». Le même mois, une [enquête conjointe](#) menée par les ONG ActionAid et China Labor Watch accusait pourtant le géant chinois Shein d'« exploitation organisée », de « rythme de travail effréné », de « discrimination fondée sur le genre » et d'un « manque de protection sociale », des accusations corroborées par la suite par d'autres études.

La journaliste met également en avant [sa collaboration](#) avec [RT France](#), service francophone d'un média d'État russe, sanctionné en mars 2022 pour son rôle d'organe de propagande, à la suite d'une [décision unanime](#) du Conseil de l'Union européenne. Son parcours s'est ainsi construit au sein de réseaux médiatiques et de partenariats qui s'inscrivent au plus près de la stratégie d'influence de Pékin.

Comment la Chine atteint le public allemand en s'immisçant dans ses médias

Partenariats entre médias, contributions de personnalités extérieures, collaborations avec des influenceurs sur les réseaux sociaux : nombre des stratégies de communication employées par la Chine en Allemagne constituent, en elles-mêmes, des moyens légitimes de toucher de nouveaux publics, et sont utilisées partout dans le monde par des acteurs de tous horizons. La différence essentielle réside dans les conditions dans lesquelles ces initiatives sont menées, dans la transparence de l'implication de l'État et dans le maintien – ou non – d'une véritable indépendance éditoriale dans les contenus qui en résultent.

L'un des exemples les plus marquants remonte à juin 2017, lorsque le groupe audiovisuel public allemand *NDR* a annoncé ce qu'il présentait comme une « première télévisée européenne ». En partenariat avec CGTN, chaîne anglophone de CCTV, il a lancé l'émission de débat « Dialogue with the World », diffusée deux fois par an sur *tagesschau24*, l'une des marques d'information les plus réputées d'Allemagne.

L'émission était présentée par Andreas Cichowicz, rédacteur en chef de *NDR* pour la télévision, qui plaidait depuis longtemps pour un rapprochement entre les médias allemands et chinois. *NDR* présentait le programme comme une occasion de favoriser un échange direct entre les deux pays. Mais CGTN n'est pas un diffuseur international ordinaire. La chaîne fait partie du système médiatique d'État chinois, dont la mission, selon Xi Jinping, est de refléter la volonté du Parti communiste et de préserver son autorité.

Les discussions portaient sur le commerce, la numérisation et les relations entre la Chine et l'Europe, mais restaient souvent superficielles dès lors qu'il était question de sujets politiquement sensibles. Une émission, enregistrée à Guangzhou durant l'été 2019, a ainsi été diffusée quelques semaines seulement après que des millions de personnes étaient descendues dans les rues de Hong Kong pour protester contre l'emprise croissante de Pékin sur le territoire. Les manifestations y ont été très peu évoquées. L'émission s'ouvrait au contraire sur un film produit par la partie chinoise

Venezuelan President Nicolás Maduro by the United States using the rhetoric of Chinese officials, providing no nuance. While reiterating that “China firmly condemns the blatant use of force” and condemning an action carried out while “completely ignoring the international order” — as other countries had done — the journalist took the opportunity to portray China as a country that respects all others, “regardless of their size, power or economic weight.” This presentation notably overlooks the military pressure exerted by Beijing on several neighboring states, foremost among them Taiwan.

The language she uses follows a pattern, namely that the terms she employs consistently highlight Beijing’s point of view, such as “China defends,” and “China is concerned about.” The positions of the CCP are presented as facts and are rarely — if ever — confronted with opposing analyses. This is hardly surprising given the outlet that employs her. Launched in 2016, the China Global Television Network (CGTN) reflects CCP leader Xi Jinping’s ambition to “tell China’s story well.” In short, the channel serves as a key tool for disseminating Beijing’s propaganda internationally.

On social media, Shanhui Zhang regularly defends the positions of Chinese authorities, often without adherence to truth or the critical distance inherent to journalism. In July 2025, in response to Alexandre Bompard, CEO of the multinational retailer Carrefour, who criticised the lack of “legal rules” governing Chinese shopping platforms Shein and Temu, [she asserted on her X account](#) that these companies “comply with regulations, innovate and create jobs.” That same month, a [joint investigation](#) by the NGOs ActionAid and China Labor Watch accused the Chinese giant Shein of “organised exploitation,” “relentless work pace,” “gender discrimination” and a “lack of social protection,” allegations later corroborated by other studies. The journalist also highlights [her collaboration](#) with [RT France](#), the French-language service of a Russian state outlet sanctioned for being a propaganda organisation in March 2022 in a [unanimous decision](#) by the Council of the European Union. Her career has been shaped by media networks and partnerships near and dear to Beijing’s influence strategy.

HOW CHINA REACHES GERMANS BY SEEPING INTO THEIR MEDIA

Media partnerships, guest contributions, collaborations with influencers on social media — many of the communication strategies China uses in Germany are legitimate ways to reach new audiences and are employed by all types of actors worldwide. The key difference lies in the conditions under which they take place, how transparent state involvement is and whether genuine editorial independence is preserved in the final product.

One of the clearest examples emerged in June 2017, when Germany’s public broadcaster *NDR* announced what it called

a “European television premiere.” Together with CGTN, the English-language channel of CCTV, it launched the discussion programme “Dialogue with the World,” broadcast twice a year on *tagesschau24*, one of Germany’s most trusted news brands.

The programme was hosted by *NDR*’s editor-in-chief for television, Andreas Cichowicz, who had long advocated closer media ties between Germany and China. *NDR* described the programme



as an opportunity to foster a direct exchange between the two countries. CGTN, however, is not an ordinary international broadcaster. It is part of China’s state media system, whose mission, according to Xi Jinping, is to reflect the will of the Communist Party and safeguard its authority.

The discussions focused on trade, digitalisation and China-Europe relations, but often remained superficial when it came to politically sensitive issues. One programme, recorded in Guangzhou in the summer of 2019, aired just weeks after millions of people had taken to the streets in Hong Kong to protest Beijing’s growing control over the territory. The demonstrations received little attention. Instead, the programme opened with a film produced by the Chinese side promoting development plans for the Greater Bay Area, Beijing’s prestige project to economically integrate Hong Kong and Macau with major cities in southern China. German media watchdog Übermedien criticised the programme for creating the impression of an open exchange while largely avoiding difficult questions about human rights and authoritarian rule.

AN UNEQUAL EXCHANGE

NDR also confirmed that both broadcasters had agreed to air the joint productions “unchanged and unedited.” The German broadcaster defended the cooperation as journalistic dialogue, arguing that engagement with Chinese media encouraged mutual understanding. Yet, the conditions under which the programme was produced were fundamentally unequal. While German journalists operate independently, Chinese state media remain under the direct control of the Communist Party and are expected to fulfil political objectives. Following sustained criticism from several major German newspapers, including [Süddeutsche Zeitung](#), [taz](#) and [Frankfurter Allgemeine Zeitung](#), the partnership came to an end.

While German journalists face growing restrictions in China, Chinese state-produced television content has increasingly appeared on regional broadcasters in Germany. For example, in autumn 2024, the German newspaper *Berliner Zeitung* launched a monthly cooperation with China Media Group (CMG). Every month, they would run one long feature story mostly written by the same CMG correspondent in Berlin. Since early 2026, the same [article](#) has also appeared in the weekly newspaper *Ostdeutsche Allgemeine*, which was founded in spring 2026. The series, titled “The Chinese

faisant la promotion des projets de développement de la Grande Baie (« Greater Bay Area »), le projet phare de Pékin visant à intégrer économiquement Hong Kong et Macao aux grandes villes du sud de la Chine. Le média allemand de veille sur le paysage médiatique *Übermedien* a critiqué l'émission, estimant qu'elle donnait l'impression d'un échange ouvert tout en évitant largement les questions délicates relatives aux droits humains et au régime autoritaire chinois.

I UN ÉCHANGE DÉSÉQUILIBRÉ

NDR a également confirmé que les deux diffuseurs avaient convenu de diffuser les productions communes « *sans modification ni montage* ». La chaîne allemande a défendu cette coopération au nom du dialogue journalistique, estimant que les échanges avec les médias chinois favorisaient une meilleure compréhension mutuelle. Pourtant, les conditions dans lesquelles l'émission était produite étaient fondamentalement déséquilibrées. Alors que les journalistes allemands travaillent de manière indépendante, les médias d'État chinois restent placés sous le contrôle direct du PCC et sont tenus de servir des objectifs politiques. Après des critiques répétées de plusieurs grands journaux allemands, dont la *Süddeutsche Zeitung*, la *taz* et la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le partenariat a finalement pris fin.

Tandis que les journalistes allemands font face à des restrictions croissantes en Chine, des contenus télévisés produits par les médias d'État chinois sont de plus en plus diffusés sur les chaînes régionales en Allemagne. À l'automne 2024, par exemple, le quotidien allemand *Berliner Zeitung* a lancé une coopération mensuelle avec le China Media Group (CMG). Chaque mois, le journal publiait un long article, principalement rédigé par le même correspondant du CMG à Berlin. Depuis le début de l'année 2026, ce même [article](#) paraît également dans l'hebdomadaire *Ostdeutsche Allgemeine*, fondé au printemps 2026. La série intitulée « Le point de vue chinois », promet de présenter « le point de vue chinois sur les grands événements de notre époque ».

Plutôt que de relayer des slogans idéologiques, ces articles mettent l'accent sur l'innovation technologique, les infrastructures, la philosophie confucéenne et le développement économique de la Chine. Les lecteurs y découvrent des sujets consacrés aux [trains à grande vitesse](#), à la [mode](#), aux [véhicules électriques](#) ou encore à la [modernisation des zones rurales](#). Mais ce qui frappe dans ces articles, c'est surtout ce qu'ils passent sous silence : la censure, la persécution des journalistes, les violations des droits humains au Xinjiang et la répression à Hong Kong. Sans recourir à de fausses informations, ils donnent une image excessivement positive de la Chine et, de ce fait, trompeuse.

Dans une réponse détaillée publiée en mai 2025, le *Berliner Zeitung* a rejeté les accusations selon lesquelles elle se livrerait à un « activisme pro-Chine ». Le quotidien a fait valoir que le rôle du CMG était parfaitement transparent, que ses lecteurs savaient que la Chine était un État autoritaire à parti unique et qu'ils étaient en mesure de se forger leur propre opinion. Son éditeur, Holger Friedrich, a estimé que les médias occidentaux avaient tendance à passer sous silence les

réussites de la Chine et que présenter le point de vue chinois contribuait au débat public.

La réponse du journal élude toutefois largement une question centrale : pourquoi un média d'État étranger devrait-il disposer d'un espace éditorial permanent au sein d'un journal indépendant ? À ce jour, 24 numéros de la série « Le point de vue chinois » ont été publiés, ce qui témoigne de l'existence d'un dispositif éditorial pérenne sur lequel les journalistes du quotidien n'exercent aucun contrôle.

I REJETER LE JOURNALISME INDÉPENDANT ALLEMAND

Dans le même temps, les correspondants allemands font état depuis des années de procédures de visa de plus en plus restrictives, de mesures de surveillance, d'intimidations et d'obstacles croissants à l'exercice d'un journalisme indépendant en Chine. Cette année encore, une enquête menée par le [Foreign Correspondents' Club of China \(FCCC\)](#) a révélé que 94 % des répondants estimaient que les conditions de travail des journalistes en Chine ne respectaient que rarement, voire presque jamais, les standards internationaux. Près des deux tiers ont déclaré avoir été entravés dans leur travail par des responsables officiels, tandis qu'environ un tiers ont indiqué que leurs sources avaient fait l'objet de harcèlement, d'interrogatoires ou de menaces de poursuites judiciaires. Les correspondants allemands décrivent des expériences similaires. Le journaliste indépendant Fabian Kretschmer a [raconté avoir été suivi par des policiers en civil](#). Il a également été convoqué par les autorités et a quitté la Chine après avoir reçu ce qu'il qualifie d'« *ultime avertissement* ». Il vit désormais à Séoul. La correspondante de la *Süddeutsche Zeitung* Lea Sahay a pour sa part décrit des mesures de surveillance, l'autocensure des personnes interrogées et les obstacles croissants au journalisme indépendant. Elle a intitulé son article : « [Reporters avec frontières](#) ». Parallèlement, des organismes gouvernementaux chinois, des autorités touristiques ou des organisations qui leur sont affiliées invitent de plus en plus régulièrement des influenceurs, youtubeurs et blogueurs de voyage étrangers à se rendre en Chine. Les participants mettent généralement en avant les infrastructures modernes du pays, le train à grande vitesse, la mobilité électrique, la gastronomie et les attractions touristiques, auprès de publics qui se comptent parfois en millions, relayant ainsi les messages que Pékin souhaite faire parvenir au public international. Les chercheurs se sont notamment intéressés aux voyages organisés dans des [régions politiquement sensibles, comme le Turkestan oriental](#).

« *La propagande chinoise en Allemagne repose désormais rarement sur des contrevérités flagrantes. Elle s'appuie plutôt sur des intermédiaires allemands bénéficiant d'un capital de confiance pour mettre en avant certains aspects de la Chine tout en passant systématiquement d'autres sous silence. C'est précisément pour cette raison que la transparence est plus importante que jamais.* »

Perspective,” promises to present “the Chinese perspective on the major developments of our time.”

Rather than promoting ideological slogans, these articles focus on technological innovation, infrastructure, Confucian philosophy and China's economic development. Readers encounter [stories about high-speed rail](#), [fashion](#), [electric vehicles](#) and [rural modernisation](#). What is striking is what is missing in these pieces: censorship, the persecution of journalists, human rights abuses in Xinjiang and the crackdown in Hong Kong. Without relying on false information, the result is an inaccurately positive picture of China.

In a detailed statement published in May 2025, [Berliner Zeitung rejected accusations of engaging](#) in “China activism.” The newspaper argued that CMG's role was fully transparent, that readers understood China to be an authoritarian one-party state and that they were capable of forming their own judgement. Publisher Holger Friedrich argued that Western media tend to ignore China's successes and that presenting the Chinese perspective contributes to open debate.

However, the newspaper's response largely avoids a central question: why should a foreign state media organisation receive permanent editorial space within an independent newspaper? To date, 24 editions of “The Chinese Perspective” have been published, indicating there is a permanent publishing arrangement over which the newspaper's journalists exercise no editorial control.

REJECTING INDEPENDENT GERMAN REPORTING

Meanwhile, German correspondents have reported for years on increasingly restrictive visa procedures, surveillance, intimidation and growing obstacles to independent reporting in China. Just this year, a survey by the [Foreign Correspondents' Club of China \(FCCC\)](#) found that 94% of respondents said reporting conditions in China rarely or almost never met international standards. Nearly two-thirds reported being obstructed by officials, while around a third said their sources had faced harassment, questioning or legal threats. German correspondents have described similar experiences. Freelance journalist [Fabian Kretschmer reported being followed by plainclothes police](#); he was also summoned by authorities and left China after receiving what he called a “final warning.” He now lives in Seoul. *Süddeutsche Zeitung* correspondent Lea Sahay has written about surveillance, self-censorship among potential interviewees and increasing obstacles to independent reporting. She titled her piece: “[Reporters with Borders](#).”

At the same time, Chinese government bodies, tourism authorities or affiliated organisations have increasingly invited foreign influencers, YouTubers and travel bloggers to visit the country. Participants typically showcase China's modern infrastructure, high-speed rail, electric mobility, cuisine and tourist attractions to audiences of millions, communicating messages that China wants international audiences to hear. Researchers have paid particular attention to organised visits to politically [sensitive regions such as Xinjiang](#).

“Chinese propaganda in Germany rarely relies on blatant falsehoods anymore. Instead, trusted German intermediaries are used to highlight certain aspects of China while systematically leaving out others. That is precisely why transparency is more important than ever.”



© Kal (United States / États-Unis) - Cartooning for Peace

L'émergence de relais médiatiques chinois dans les territoires ukrainiens occupés

En apparence, Lu Yuguang cultive une certaine modestie : « *Je suis un simple correspondant* », affirme-t-il dans un portrait publié fin mai par RT, organe de propagande du Kremlin. Dans son bureau, le directeur de l'antenne en Russie de Phoenix TV, une chaîne de télévision chinoise détenue en majorité par l'État, avec plus de 43 millions d'abonnés sur Douyin, la version de TikTok en Chine, et plus d'un million sur YouTube, exhibe ses trophées de guerre : débris de drones ukrainiens, insignes d'unités russes, et autres souvenirs de reportages sur les guerres de Tchétchénie, dans Caucase du Nord. Parmi les photos accrochées au mur, un cliché de lui aux côtés de Maria Zakharova, porte-parole de la diplomatie russe.

Actif dans ce milieu depuis « 40 ans » selon lui, dont près de 30 à couvrir la Russie, ce journaliste de 64 ans russophone est, depuis 2022, l'un des principaux relais du récit russe de l'invasion en Ukraine auprès du public chinois. Souvent vêtu de [tenues aux tons](#) militaires, il couvre la guerre dans les territoires ukrainiens occupés, de Marioupol à Donetsk, en allant jusqu'à Koursk, dans le sud-ouest de la Russie qui a connu une offensive militaire ukrainienne à l'été 2024.

Sa connivence avec le narratif du Kremlin est visible. Dans une vidéo diffusée en avril pour les 30 ans de Phoenix TV, il parle « *d'opération militaire spéciale* », terme de Moscou pour parler de sa guerre d'agression, les prisonniers ukrainiens sont décrits comme préférant la captivité aux combats, occultant les [tortures systématiques](#) subies par les Ukrainiens dans les prisons du Kremlin, documentées par les organisations internationales [comme Human Rights Watch](#), et il revendique ses « *bonnes relations* » avec les autorités russes, avec un accès facilité au front. Un réel passe-droit, alors que ces régions occupées sont quasiment inaccessibles pour les journalistes indépendants et que les reporters ukrainiens qui [n'ont pas fui ont été arrêtés](#). S'il revendique être le seul journaliste « *professionnel* » chinois à y travailler, RSF a pu établir que d'autres représentants de médias chinois ou pro-chinois s'y étaient rendus depuis 2022.

I UN ACCÈS CONTRÔLÉ AUX TERRITOIRES OCCUPÉS

Bien que la Chine ne reconnaisse pas l'occupation de Moscou des territoires occupés, cela ne l'empêche pas d'y être présente. Selon une enquête du média ukrainien *Realna Gazeta*, des entreprises chinoises [investissent](#), en premier lieu dans des projets de reconstruction, aux côtés de la Russie. Sur le volet médiatique, l'influence de Pékin se déploie progressivement. « *Publiquement, la Chine maintient une rhétorique de "neutralité", et dans l'espace informationnel de ces territoires, les acteurs chinois servent avant tout à reproduire ou à renforcer le narratif russe* », explique la directrice de l'organisation ukrainienne spécialisée sur le Donbass, Eastern Human Rights Group, Vira Yastrebova, qui a publié en 2026 un [rapport sur la présence économique chinoise et iranienne dans ces territoires](#).

Cette présence passe aussi par des voyages de presse contrôlés par les autorités russes. En avril, un déplacement de près de dix jours piloté par le SOVINTERN, un « mouvement international socialiste » pro-Kremlin, publiquement soutenu par Vladimir Poutine, a conduit une dizaine de participants, présentés comme des reporters internationaux, venant notamment du Japon, de Turquie et du Congo, dans les territoires occupés. Parmi eux, deux blogueurs de Chine. Si RSF n'a pas pu établir leur affiliation à des médias d'influence chinois, leur présence a été abondamment relayée sur des sites locaux pro-Kremlin. Cela n'est pas un hasard. Pour Vira Yastrebova, chaque voyage de représentants médiatiques chinois a « *une valeur de propagande* », offrant à Moscou un vernis de reconnaissance internationale sur ces territoires.

D'autres ont aussi bénéficié d'un accès privilégié. En 2022, Dmitry Maslak, alors correspondant russe de CGTN, a accompagné l'armée russe lors du siège de Marioupol. En 2023, une délégation menée par Rao Jin, président d'April Media, un site en ligne chinois avec une ligne patriotique, s'est rendue notamment à Donetsk et en Crimée. Il disait vouloir en apprendre plus sur la « *vie en Crimée* », évoquant une supposée pénurie « *d'informations fiables* » en Chine en raison de « *la guerre idéologique menée par l'Occident* ». Plus récemment, l'organisation ukrainienne spécialisée sur les médias et partenaire de RSF, l'Institute of Mass Information (IMI), a fait le [portrait](#) de Zhu Haozheng, un « correspondant de guerre » freelance qui voyage dans ces régions depuis 2022. Son ton est clairement aligné sur le Kremlin : il qualifie notamment les Ukrainiens de « *fascistes* », reprenant une des rhétoriques favorites de la propagande russe. Sur la version chinoise du média Sputnik contrôlé par le Kremlin, il [apparaît dans une vidéo tournée](#) à Donetsk avec Christelle Néant, [cofondatrice du site de désinformation](#) pro-russe International Reporters.

I CHERCHER SA LÉGITIMITÉ À PÉKIN

La Chine de Xi Jinping apparaît comme un partenaire de choix pour les organes médiatiques des territoires ukrainiens occupés. Interrogé par RSF, le rédacteur en chef de *Realna Gazeta* qui suit la présence chinoise dans ces régions, Andrii Dikhtiarenko, observe ce changement depuis 2022 : « *des propagandistes locaux vont désormais en Chine pour des échanges d'expériences* ». Exemple en juillet 2025 : Evgueny Myrlev, président de la section régionale du syndicat pro-Kremlin « Union des journalistes russes » dans la région occupée de Louhansk, s'est rendu au salon des industries de l'audiovisuel, de la télévision et du cinéma, la Beijing International Radio, TV & Film Equipment Exhibition, organisé à Pékin notamment par le China Media Group, la maison mère du CGTN. Le représentant local, qui n'a pas caché son enthousiasme, l'a présenté comme une première pour des représentants des territoires occupés permettant de créer de « *futures coopérations* » dans le domaine des médias.

Si les effets de ce type de voyage restent difficiles à évaluer, une tendance se dessine : au-delà de Moscou, les acteurs médiatiques des territoires occupés cherchent désormais à asseoir leur légitimité auprès de Pékin.

A closer look at...

The emergence of Chinese state media in occupied Ukrainian territories



Published on 6 July 2026 on RSF.ORG

"I'm just a correspondent," claimed Lu Yuguang while modestly introducing himself during an interview with RT, the Kremlin's propaganda outlet. The war trophies on display in his office hint otherwise: from Ukrainian drone fragments and Russian military insignia to war memories, alongside a photograph with the spokesperson for Russia's Ministry of Foreign Affairs, Maria Zakharova, they belong to no other than the Russia bureau chief of Phoenix TV — a Chinese television channel majority-owned by the Chinese state with more than 43 million followers on Douyin, the Chinese version of TikTok.

Lu's presence, often seen in Ukrainian occupied territories with military clothing, can be found everywhere from Mariupol to Donetsk and even in Kursk, in southwestern Russia, where Ukraine launched a military offensive in 2024. With nearly three decades of actively covering Russia, this 64-year-old Russian-speaking journalist has become one of the leading conduits for Russia's narrative on the war in Ukraine to Chinese audiences.

Besides openly boasting his "good relationship with the Russian military," which grants him war front privileges, Lu's alignment with the Kremlin's narrative is undeniable. He frames euphuistic aggression as a "special military operation," claiming Ukrainian war prisoners prefer captivity, all while bluntly omitting [the systematic torture inflicted](#) on them in Russian detention facilities documented by international organisations, such as [Human Rights Watch](#). Given that the occupied territories are almost inaccessible for independent journalists, and Ukrainian reporters [have been arrested](#), Liu's access, as he claims to be the only privileged Chinese "professional" journalist, is undoubtedly exceptional and shows his very close ties with Moscow. At the same time, RSF has established that several other members of Chinese and pro-Chinese media have travelled there since 2022.

CONTROLLED ACCESS TO THE OCCUPIED TERRITORIES

Although Russian occupied territories are not officially recognised by China, this has not yet discouraged China from establishing engagements there. According to an investigation by the independent Ukrainian outlet *Realna Gazeta*, Chinese companies are [highly invested](#), primarily in reconstruction projects. In parallel, Beijing's influence is also gradually expanding in the media sphere. "Publicly, China maintains a rhetoric of 'neutrality,' but within the information space of these territories, Chinese actors primarily serve to reproduce or reinforce the Russian narrative," explains Vira Yastrebova, director of the Ukrainian organisation Eastern Human Rights Group, which published a 2026 [report](#) on the economic dealings of China and Iran within the occupied territories. China's presence also takes form in press trips controlled by the Russian authorities. Among "international reporters" of various countries on the tour of the occupied territory organised by SOVINTERN, a pro-Kremlin "international socialist movement" publicly backed by Russian President Vladimir Putin, are two Chinese bloggers. Although RSF could not attribute their participation to Chinese state media, it was widely covered by local pro-Kremlin websites, which was no coincidence.

According to Vira Yastrebova, every Chinese media visit carries "propaganda value," providing Moscow with a veneer of international recognition for its occupation. In 2023, a delegation led by Rao Jin, president of the nationalistic Chinese online outlet April Media, travelled to Donetsk and Crimea. He said he wanted to learn more about "life in Crimea," claiming that Chinese audiences lacked "reliable information" because of the "ideological war waged by the West." More recently, the Institute of Mass Information (IMI), an RSF partner in Ukraine, [profiled](#) Zhu Haozheng, a freelance "war correspondent" who frequented these regions. His reporting is clearly aligned with Kremlin messaging, notably describing Ukrainians as "fascists," echoing one of the Russian government's favourite tropes. On the Chinese-language version of the Kremlin-controlled outlet Sputnik, he [appears in a video](#) filmed in Donetsk alongside Christelle Néant, co-founder of the pro-Russian disinformation [site International Reporters](#).

Un vent russe souffle vers l'Est : comment les réseaux sociaux chinois relaient la propagande du Kremlin

Publié le 15 septembre 2026 sur [RSF.ORG](https://www.rsf.org)

Les médias d'État russes Sputnik et RT ont rassemblé des millions d'abonnés sur Weibo, inondant l'un des réseaux sociaux les plus populaires de Chine de propagande pro-Kremlin.

Des centaines de milliers de publications – dont beaucoup contiennent des informations fausses ou trompeuses et suscitent un très fort engagement – ont été diffusées par les comptes de RT et Sputnik sur Weibo. En août 2026, le compte de Sputnik, créé en 2011, [comptait](#) 11,86 millions d'abonnés et plus de 20 millions d'interactions avec les utilisateurs, tandis que RT, arrivé sur la plateforme en 2017, avait [réuni](#) près de 2,14 millions d'abonnés.

En analysant des données couvrant la période d'août 2021 à décembre 2023, l'Asia Fact-Check Lab a constaté que les publications russes s'appuyaient fréquemment sur des faits déformés, présentés de manière sélective ou sortis de leur contexte. Ses recherches révèlent également que les médias d'État russes bénéficient d'un traitement privilégié. Sputnik et RT sont notamment présentés sur les réseaux sociaux chinois comme des « médias internationaux de premier plan », tandis que les médias occidentaux font l'objet de restrictions strictes.

Une représentation négative de l'Ukraine et de l'Occident

Selon l'Asia Fact-Check Lab, depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, la guerre est devenue le sujet le plus fréquemment traité par les médias d'État russes sur Weibo. Leur couverture adopte un récit fortement biaisé, qualifiant les forces ukrainiennes de « nazies » et les accusant de « maltraiter les prisonniers de guerre », tout en insistant sur la responsabilité de l'OTAN et des pays occidentaux dans le conflit et en amplifiant largement les représentations négatives de l'Ukraine, reprenant mot pour mot le discours officiel du Kremlin. Les comptes de ces médias d'État russes adoptent systématiquement une position critique à l'égard des pays occidentaux en général, décrivant l'Occident comme « malfaisant » et « belliciste ».

Façonner des récits favorables : Xi Jinping et Vladimir Poutine dans les médias russes

Les comptes Weibo des deux médias d'État russes ont principalement évoqué les dirigeants chinois et russe Xi Jinping et Vladimir Poutine en des termes positifs ou neutres, tandis que leur couverture des dirigeants américain et ukrainien était, de manière disproportionnée, négative. L'analyse par l'Asia Fact-Check Lab des commentaires publiés sous ces contenus montre qu'ils reflétaient les biais de ces derniers, avec un sentiment prorusse plus marqué et des attitudes plus critiques à l'égard des États-Unis et de l'Ukraine. Grâce à Weibo, les médias d'État russes sont parvenus à imposer en Chine un récit prorusse de la guerre russo-ukrainienne. Certains internautes chinois sont néanmoins restés prudents, mettant en doute la crédibilité des médias russes et allant même jusqu'à exprimer leur désaccord, malgré le contrôle étroit exercé par la Chine sur la liberté d'expression.

L'influence de Sputnik et RT dépasse le cadre des réseaux sociaux : de nombreux médias d'État chinois, tels que l'agence de presse Xinhua ou le Global Times, ainsi que des médias locaux et de nombreux influenceurs, se sont appuyés sur leurs contenus comme source principale d'information pour couvrir la guerre et d'autres événements internationaux.

Cette enquête a été menée par l'Asia Fact-Check Lab de Radio Free Asia (RFA), avant sa dissolution en mai 2025 dans le cadre des efforts, restés inaboutis, de l'administration américaine visant à démanteler RFA.



© Ivalio Tsvetkov (Bulgaria / Bulgarie) Cartooning for Peace

SEEKING LEGITIMACY IN BEIJING

Xi Jinping's China is increasingly establishing itself as a preferred partner for media organisations operating in occupied Ukrainian territories. **Andrii Dikhtiarenko**, editor-in-chief of *Realna Gazeta*, who monitors China's presence in these regions, has observed a clear shift since 2022. "Local propagandists are now travelling to China for exchanges of experience," he said. This was the case when Evgueny Myrlev, head of the branch of the pro-Kremlin Russian Union of Journalists in the occupied region of Luhansk, attended the

Beijing International Radio, TV & Film Equipment Exhibition, organised in part by China Media Group, the parent company of CGTN. Myrlev openly welcomed what he described as a first-ever visit by representatives from the occupied territories and presented the event as an opportunity to establish "future cooperation" in the media sector. Although the concrete impact remains intangible, a new trend is becoming apparent: beyond Moscow, pro-Russian media actors from the occupied territories are now seeking to bolster their legitimacy in Beijing as well.

A Russian wind blows east: how Chinese social media spreads Kremlin propaganda

Published on 25 September 2025 on RSF.org

Russian state media outlets Sputnik and RT have amassed millions of followers on Weibo, flooding one of China's most popular social networks with pro-Kremlin propaganda.

Hundreds of thousands of posts – many containing false or misleading information and generating massive engagement – have been published by RT and Sputnik accounts on Weibo. As of August 2026, Sputnik's account, created in 2011, had amassed 11.86 million followers and more than 20 million user interactions, while RT, which joined the platform in 2017, had gained nearly 2.14 million followers.

Analysing data from August 2021 to December 2023, the Asia Fact-Check Lab found that Russian posts frequently relied on distorted facts, either selectively edited or taken out of context. Their research also reveals that Russian state media benefit from special privileges. Sputnik and RT are notably presented on Chinese social media as "mainstream international media," while Western outlets face strict restrictions.

Negative portrayals of Ukraine and the West

According to Asia Fact-Check Lab, since Russia's 2022 invasion of Ukraine started, it has been the most frequently covered topic by Russian state media on Weibo. Their content adopted a highly biased narrative in their coverage, labelling Ukrainian forces as "Nazis" and "abusers of prisoners of war," emphasising NATO and Western countries' responsibility for the conflict and heavily amplifying negative portrayals of Ukraine, reusing the Kremlin's official narrative word-for-word. The accounts of these Russian state media consistently adopt a critical stance toward Western countries in general, describing the West as "evil" and "warmongering."

Crafting favourable narratives: Xi and Putin in Russian media coverage

The Weibo accounts of both Russian state outlets mostly reported on Chinese and Russian leaders Xi Jinping and Vladimir Putin by using positive or neutral terms, while coverage of US and Ukrainian leaders was disproportionately negative. Asia Fact-Check Lab's analysis of comments on these posts showed they reflected the content's bias, showing stronger pro-Russian sentiment and more critical attitudes toward the US and Ukraine. Through Weibo, Russian state media have successfully inserted a pro-Russian narrative of the Russia-Ukraine war in China, but some Chinese netizens remained cautious, questioning the credibility of Russian media and even voicing dissent despite China's tight control over speech.

The influence of Sputnik and RT exists outside the social media platform, as many Chinese state media, such as Xinhua News Agency or Global Times, as well as local outlets and numerous influencers, relied on their content as a primary source of information when covering the war and other international events.

This investigation was conducted by Radio Free Asia's (RFA) Asia Fact-Check Lab, before it was dissolved in May 2025 as part of the US administration's failed efforts to dismantle RFA.

Le retrait de la licence de diffusion de CGTN au Royaume-Uni

En 2021, l'autorité britannique de régulation des communications, l'Ofcom, a retiré à CGTN sa licence de diffusion au Royaume-Uni après avoir constaté quatre manquements aux règles déontologiques.

En février 2021, l'Ofcom (Office of Communications) a retiré à CGTN sa licence de diffusion au Royaume-Uni. Pour justifier sa décision, le régulateur a estimé que la chaîne et ses programmes étaient « en définitive contrôlés par le Parti communiste chinois », en violation des règles britanniques de diffusion relatives à l'indépendance éditoriale. L'enquête de l'Ofcom a établi que Star China Media Limited, titulaire officiel de la licence, n'exerçait pas de véritable responsabilité éditoriale sur les contenus diffusés. Or, le droit britannique impose aux détenteurs de licences de conserver un contrôle éditorial effectif sur leurs programmes et interdit qu'une licence soit détenue par une entité contrôlée par une organisation politique. Une tentative de transférer la licence à CGTNC, l'entité juridique responsable de CGTN, a également été rejetée.

Plus tard cette même année, l'Ofcom a infligé quatre sanctions distinctes à CGTN pour ce qu'il a qualifié de « manquements graves et répétés » au Code relatif à la diffusion, lui imposant des amendes d'un montant total équivalant à 570 000 dollars (soit environ 490 000 euros). Le régulateur a relevé plusieurs violations des règles déontologiques, notamment des manquements à l'exigence d'impartialité dans la couverture par CGTN des manifestations de Hong Kong en 2019. Il a également condamné la diffusion, entre 2013 et 2019, d'aveux forcés de plusieurs personnes, parmi lesquelles ceux de l'éditeur suédois Gui Minhai, de l'ancien employé du consulat britannique à Hong Kong Simon Cheng, et du détective privé Peter Humphrey. L'Ofcom a considéré ces diffusions comme « injustes » et constitutives d'une « atteinte manifeste à la vie privée ». En réaction, les autorités chinoises ont interdit la diffusion de la chaîne publique britannique *BBC* en Chine, accusant sa couverture de l'actualité de « porter atteinte aux intérêts nationaux de la Chine ». Dans les faits, l'impact de cette interdiction est toutefois resté limité, l'accès aux chaînes de télévision internationales en Chine étant déjà largement restreint aux hôtels internationaux et aux résidences réservées aux expatriés.

La nature de la décision : le retrait de la licence de CGTN n'était pas fondé sur un jugement porté sur ses contenus ou ses prises de position. Il relevait plutôt de questions de gouvernance et de transparence concernant la propriété de la chaîne, conformément aux règles qui s'appliquent de la même manière à tout diffuseur opérant sur le territoire britannique. L'Ofcom avait d'ailleurs déjà sanctionné CGTN pour des manquements distincts.

Une source d'inspiration : ce précédent montre qu'une régulation des médias fondée sur des critères objectifs

permettant d'évaluer leur indépendance éditoriale à l'égard du pouvoir politique – et non sur leurs contenus – peut contribuer à limiter la diffusion des médias de propagande. Ce modèle offre aux autorités de régulation des pays démocratiques un outil juridique reproductible : faire de la transparence sur les structures de propriété et de contrôle éditorial des médias financés par des États tiers une condition préalable à toute autorisation de diffusion.

Une faille notable : en août 2021, CGTN est redevenu partiellement accessible en ligne au Royaume-Uni après avoir obtenu une autorisation en France, en s'appuyant sur un accord du Conseil de l'Europe antérieur aux règles de l'Union européenne, qui permet à toute chaîne autorisée dans un État membre du Conseil de l'Europe d'émettre dans les autres États signataires. Si sa licence britannique reste révoquée, la chaîne est néanmoins accessible au Royaume-Uni via un service de diffusion télévisuelle sur Internet (IPTV). Même si cette solution de contournement réduit considérablement son audience potentielle, elle illustre la nécessité d'une meilleure coordination réglementaire entre les États démocratiques.

CGTN. « organe de propagande » présent dans toute l'Union européenne

RSF a analysé 351 catalogues de 69 fournisseurs de télévision dans 23 pays de l'Union européenne et constaté que le groupe audiovisuel d'État CGTN et la chaîne CCTV 4 – qui appartiennent tous deux au China Media Group – figurent dans ces catalogues. Ce chiffre inclut les bouquets proposés à l'échelle européenne par les opérateurs satellitaires Eutelsat et Astra, qui diffusent au moins une chaîne de CGTN dans chacun des pays de l'Union européenne.

La présence de CGTN est particulièrement importante en Espagne, où la chaîne figure dans neuf catalogues. La Pologne et la France arrivent en deuxième position, avec une présence dans six catalogues. Et en Allemagne, en Hongrie et en Lettonie, elle apparaît dans six catalogues. Des opérateurs internationaux tels que Vodafone et Orange proposent également ses chaînes dans plusieurs pays. Contrairement à des médias de service public comme *BBC News* ou *France 24*, qui apparaissent souvent aux côtés de CGTN dans ces catalogues, le groupe audiovisuel d'État chinois affirme offrir aux téléspectateurs la possibilité de « voir la différence », en opposant sa couverture de l'actualité à celle des médias occidentaux.

RSF a visionné la programmation de CGTN Français de 6 heures à 20 heures le 23 juillet et le 19 août 2026. Sur ces 14 heures de programmation, seules deux étaient consacrées à l'actualité. Le reste était composé de documentaires, de séries et de dessins animés. Les journaux télévisés reprenaient systématiquement le narratif de Pékin, accusant les Philippines d'être responsables d'une confrontation avec les garde-

CGTN'S BROADCASTING LICENCE REVOKED IN THE UNITED KINGDOM

In 2021, the British communications regulatory authority Ofcom revoked the license of CGTN after four cases of ethical breaches. Nevertheless, the group is still broadcasting its propaganda in Europe and the rest of the world.



In February 2021, the Office of Communications (Ofcom) revoked CGTN's UK broadcasting license. Ofcom justified its decision by stating that the network and its programming were "ultimately controlled by the Chinese Communist Party," in violation of UK broadcasting rules on editorial independence. Ofcom's investigation found that Star China Media Limited, the official licence holder, did not exercise genuine editorial responsibility over the content broadcast, even though UK law requires licence holders to retain effective editorial control over their programmes and prohibits a licence being held by an entity controlled by a political body. An attempt to transfer the licence to CGTNC, the legal entity responsible for CGTN, was also rejected. Later that year, Ofcom imposed four separate sanctions on CGTN for what it described as "serious and repeated breaches" of the Broadcasting Code, issuing fines totaling the equivalent of 570,000 USD. The regulator cited multiple ethical violations, including breaches of impartiality in CGTN's coverage of the 2019 Hong Kong protests. It also condemned the airing of forced confessions between 2013 and 2019 from individuals such as Swedish publisher **Gui Minhai**, British consulate employee in Hong Kong **Simon Cheng** and private detective **Peter Humphrey**. Ofcom characterised these broadcasts as both "unfair" and a clear "infringement of privacy." In response, Chinese authorities banned the British public broadcaster, the *BBC*, from airing in China, alleging that its reporting "undermined China's national interests." The practical impact of this ban was limited, however, as access to international television channels in China was already largely restricted to international hotels and expatriate residential compounds.

The nature of the decision: The revocation of CGTN's license was not based on a judgement of its content or opinions. Instead, it was a matter of governance and ownership transparency, following rules applied equally to

any broadcaster operating on UK soil. Ofcom had already sanctioned CGTN beforehand for separate breaches.

A source of inspiration: This precedent shows that regulating media based on objective criteria evaluating their editorial independence from political power — not their content — can limit the spread of propaganda media. This model offers regulators in democratic countries a reproducible legal tool: requiring transparency over the ownership and editorial control structures of media outlets funded by third-party states as a precondition for any broadcasting authorisation.

A notable loophole: In August 2021, CGTN became partially accessible again in the UK online by obtaining an authorisation in France, making use of a Council of Europe agreement predating EU rules, which allows any channel licensed in one Council of Europe state to broadcast in others. While its UK licence remains revoked, the channel is available in Britain via an internet broadcasting service (IPTV). Although its potential audience is significantly reduced as a result, this workaround illustrates the need for stronger regulatory coordination between democratic states.

...YET CGTN IS PRESENT THROUGHOUT THE EUROPEAN UNION

The CGTN media group is controlled by the Chinese Communist Party's Central Propaganda Department. A mouthpiece for China abroad, it grew out of CCTV, — which Xi Jinping described as a "propaganda front" — and is present throughout Europe.

RSF analysed 351 catalogues of television providers across 23 EU countries and found that the Chinese state television network CGTN and the channel CCTV 4 — which both belong to the China Media Group — appear in 69 of the catalogues. This figure includes the EU-wide packages offered by satellite operators Eutelsat and Astra, which broadcast at least one CGTN channel in every EU country.

CGTN's presence is particularly strong in Spain, where it appears in nine catalogues. Poland and France come in second, with CGTN appearing in six catalogues. In Germany, Hungary and Latvia it appears in five catalogues. International providers such as Vodafone and Orange carry its channels in several countries.

Unlike public-service media outlets such as *BBC News* and *France 24*, which often appear alongside CGTN in these catalogues, the Chinese state media group claims it allows viewers to "see the difference," contrasting its coverage with that of Western media outlets.

RSF watched CGTN Français' 6 a.m. to 8 p.m programming on 23 July and 19 August 2026 and found that, of these 14 hours of programming, only two were devoted to news. The remainder consisted of documentaries, drama series and cartoons. Its news programmes systematically reflected



côtes chinois et offrant une tribune aux autorités russes dans le contexte des tensions russo-japonaises autour de l'île d'Itouroup. Cette couverture correspond à ce que RSF a pu observer ailleurs : le média relaie régulièrement les positions des alliés de la Chine. La présence systématique de CGTN aux côtés de médias de service public avec des garanties d'indépendance éditoriale crée une fausse équivalence entre médias de service public et médias d'État, une confusion dont Pékin tire un double avantage. La chaîne gagne en crédibilité auprès des publics de l'Union européenne, tandis que la Chine continue d'entraver le travail des médias étrangers qui tentent d'enquêter sur son territoire et de réprimer les journalistes chinois indépendants.

La diffusion de ces chaînes se fait toutefois dans le respect de la réglementation en vigueur. Comme l'a fait remarquer

un représentant d'Orange auprès de RSF, aucune chaîne du groupe n'a fait l'objet de sanctions provenant de son régulateur de tutelle en France, l'Arcom. Privé d'autorité de tutelle après le retrait de l'Ofcom, le groupe s'était alors tourné vers le régulateur français, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), ancêtre de l'actuelle Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom). La raison ? CGTN était déjà diffusée en Europe depuis 2016 via un satellite d'Eutelsat, ce qui la faisait relever de la compétence française. La chaîne peut donc être diffusée librement par satellite dans toute l'Union, sous réserve de respecter le droit français, lequel lui impose pourtant de garantir... l'honnêteté, l'indépendance et le pluralisme de l'information diffusée.

En Turquie, la propagande chinoise vise à réduire au silence les voix ouïghoures

Publié le 19 août 2026 sur [RSF.ORG](https://rsf.org)

Au cours de la dernière décennie, Pékin a renforcé sa présence médiatique en Turquie, où vivent [environ 50 000 Ouïghours](#), notamment en raison des liens linguistiques et culturels qui les unissent au pays. Cependant, à mesure que la Turquie resserre ses relations avec la Chine, des journalistes et militants ouïghours font état d'une incertitude croissante quant à leur sécurité, leur statut migratoire et leur capacité à s'exprimer publiquement. Fin 2025, l'ONG Human Rights Watch a averti que les Ouïghours ne possédant pas la nationalité turque évoluaient dans un environnement de plus en plus difficile.

La Chine s'est solidement implantée dans l'espace informationnel turc par l'intermédiaire de médias d'État, de partenariats avec des médias locaux, de contenus sponsorisés et des réseaux sociaux. China Today a lancé une édition turque en partenariat avec Turkuvaz en [2012](#) ; CRI a inauguré son service en turc en [2016](#), par la suite restructuré sous le nom de CGTN Türk ; et des médias d'État, dont Xinhua, ont conclu des accords de coopération avec des médias turcs. L'agence Anadolu a signé un accord de coopération avec Xinhua en [2018](#), tandis que la Radio-télévision de Turquie (TRT) a également maintenu des partenariats de contenus avec CMG et CGTN.

Sur les réseaux sociaux, CGTN Türk (3,8 millions d'abonnés cumulés sur ses comptes en langue turque), Xinhua Türkiye (103 millions) et l'ambassade de Chine en Turquie (70 800) publient régulièrement des contenus sur le [développement économique du Turkestan oriental](#), tout en affirmant que « [la Chine respecte la liberté religieuse](#) » et que les « [centres de formation professionnelle de la région autonome du Xinjiang ne sont pas des camps de détention](#) ». Avec 38 millions d'abonnés sur X, Facebook, Instagram, YouTube et TikTok,

ces comptes accusent également les médias occidentaux de [diffuser de fausses informations sur la région autonome du Xinjiang et les Ouïghours](#).

Cette présence croissante dans l'espace informationnel peut contribuer à marginaliser le journalisme indépendant. L'écrivain ouïghour Hamid Gokturk, fondateur du média en ligne UyghurNet, basé en Turquie, a expliqué à RSF que les récits de Pékin bénéficient de moyens sans commune mesure avec ceux dont disposent les médias de la diaspora, ce qui rend plus difficile, pour le public turc, l'accès direct aux voix ouïghoures.

À mesure que les médias d'État chinois gagnent du terrain, la propagande sur le Turkestan oriental (Xinjiang) progresse elle aussi. CGTN Türk a qualifié les critiques visant les actions de la Chine au Turkestan oriental d'« [accusations sans fondement](#) » et [présenté la ville de Kashgar comme un centre dynamique de la culture ouïghoure](#). Ce discours est relayé par des [témoignages favorables de visiteurs turcs](#), selon lesquels les minorités du Xinjiang ne subiraient aucune discrimination. CRTI Türk (publié en ligne sous l'égide de CGTN Türk) présente également les groupes ouïghours en Turquie comme faisant la promotion du séparatisme du [Turkestan oriental](#), tout en rejetant leurs témoignages sur la répression au Xinjiang comme des « [mensonges](#) » fabriqués.

Parallèlement, le régime chinois cherche à intimider les journalistes de la diaspora ouïghoure afin de les pousser à l'autocensure. « *Ces tactiques peuvent inclure la surveillance, le harcèlement en ligne, des pressions exercées sur les membres de leur famille restés au Turkestan oriental, des tentatives de collecte d'informations personnelles ainsi que des menaces numériques* », a déclaré à RSF Muhammed Ali Atayurt, journaliste ouïghour et vice-président d'Istiklal Media Group. Cette répression transnationale montre clairement que les médias d'État chinois ne se contentent pas de présenter un point de vue alternatif, mais cherchent délibérément à étouffer les voix ouïghoures.

Beijing's narrative, blaming the Philippines for a confrontation with the Chinese coastguard and giving Russian authorities a platform during Russian-Japanese tensions over Iturup Island. This coverage was consistent with what RSF had observed elsewhere: the media outlet regularly promotes the positions of China's allies.

The routine inclusion of CGTN alongside independent public-service media outlets creates a false equivalence between international public-service media that have safeguards for their editorial independence and state media, a confusion from which Beijing benefits in two ways. The channel gains credibility among EU audiences, while China continues to obstruct foreign media outlets attempting to report from its territory and persecutes independent Chinese journalists.

The broadcasting of these channels is nevertheless in compliance with the regulations currently in force. An Orange representative told RSF that none of the group's channels have been sanctioned by Arcom, the French broadcasting authority. After Ofcom revoked its license, CGTN turned to the French regulator CSA — the predecessor to Arcom — to request the ability to continue reaching audiences in the European Union. This is because Eutelsat, CGTN's satellite broadcaster, is a French company, making the French broadcasting regulator the relevant authority to regulate CGTN.

Today, the channel is allowed to broadcast throughout the EU provided it complies with French law... which requires all broadcasters to guarantee their content is honest, independent and presents an array of ideas and opinions.

CHINESE PROPAGANDA IN TÜRKİYE IS NARROWING THE SPACE FOR UYGHUR VOICES

Published 19 August 2026 on [RSF.org](https://www.rsf.org)

Over the past decade, Beijing has expanded its media presence in Türkiye, home to an [estimated 50,000 Uyghurs](#) because of linguistic and cultural ties. However, as Türkiye has strengthened relations with China, Uyghur journalists and activists report growing uncertainty over their safety, immigration status and ability to speak publicly. The NGO Human Rights Watch warned in late 2025 that Uyghurs without Turkish citizenship face an increasingly difficult environment.

China has built a substantial presence in Türkiye's information space through state broadcasters, local media partnerships, sponsored content and social media. China Today established a Turkish edition through a partnership with Turkuvaz in [2012](#); China Radio International launched its Turkish service in [2016](#), later restructured as CGTN Türk; and Chinese state media including Xinhua have developed cooperation agreements with Turkish outlets. Anadolu Agency signed a cooperation agreement with Xinhua in [2018](#), while the Turkish Radio and Television Corporation (TRT) has also maintained content partnerships with CMG and CGTN.

On social media, CGTN Türk (3.8M combined followers on its Turkish-language accounts), Xinhua Türkiye (103M) and the Chinese Embassy in Türkiye (70.8k) all actively post about [East Turkestan's economic development](#) as well as assertions that “[China respects religious freedom](#)” and that the “[vocational education centres in Xinjiang autonomous region are not detention camps](#).” With 38 million followers across X, Facebook, Instagram, YouTube and TikTok, these accounts also criticise Western media for [spreading misinformation about Xinjiang autonomous region and Uyghurs](#).

This growing information presence can marginalise independent reporting. Uyghur writer Hamid Gokturk, founder of the Türkiye-based online media UyghurNet, told RSF that as Beijing's narratives are amplified by resources far greater than those available to diaspora media, it becomes harder for the Turkish public to hear directly from Uyghurs.

As China's state media gains more ground, so does propaganda about East Turkestan (Autonomous Xinjiang Region). CGTN Türk has dismissed criticism of China's actions in East Turkestan as “[baseless allegations](#)” and [portrayed its city Kashgar as a vibrant centre of Uyghur culture](#), sentiments that are amplified by favourable [statements from Turkish visitors](#) claiming that minorities in Xinjiang face no discrimination. CRTI Türk (published under CGTN Türk online) also depicts Uyghur groups in Turkey as promoting [East Turkestan separatism](#) while dismissing their accounts of repression in Xinjiang as [fabricated “lies.”](#)

In parallel, the Chinese regime attempts to intimidate Uyghur diaspora journalists into self-censorship. “These tactics can include surveillance, online harassment, pressure on family members who remain in East Turkestan, attempts to collect personal information, and digital threats,” Uyghur journalist and vice president of the Istiklal Media Group, Muhammed Ali Atayurt, told RSF. This [transnational repression](#) makes it clear that Chinese state media are not merely presenting an alternative point of view, but deliberately attempting to drown out Uyghur voices.

“China has built a substantial presence in Türkiye's information space through state broadcasters, local media partnerships, sponsored content and social media.”

Géorgie : la stratégie discrète de Pékin dans l'espace informationnel

Depuis 2022, Pékin renforce discrètement sa présence dans l'espace informationnel géorgien. Sans ouvrir de média d'État sur place, les autorités chinoises s'appuient sur des relais locaux, en particulier des médias pro-Kremlin ou pro-gouvernementaux.

Une émission de cinquante minutes consacrée aux succès de la Chine, animée par deux présentateurs devant une carte du pays surmontée du drapeau communiste, suivie d'une longue séquence de retransmission d'images officielles. La scène pourrait sembler tirée d'une chaîne d'État chinoise. Pourtant, ce programme est diffusé... en Géorgie, sur la chaîne de télévision Obiektivi. Intitulé « Chinese Panorama », il se présente comme un programme d'information hebdomadaire consacré à l'actualité chinoise.

Produite à partir de contenus du China Media Group, le plus grand groupe audiovisuel d'État chinois, l'émission consacre près d'une heure à vanter les réussites économiques, culturelles et diplomatiques de Pékin. Les sujets sensibles, tels que la répression des Ouïghours au Xinjiang ou les manifestations à Hong Kong, sont soigneusement évités. Ce format illustre la stratégie d'influence déployée par la Chine : promouvoir une image positive du pays et modeler les perceptions internationales tout en occultant les informations défavorables.

La chaîne Obiektivi bénéficie pour cette émission de [financements de l'ambassade de Chine](#) en Géorgie, comme l'indiquent les [données 2025 publiées](#) sur le site de la Commission des communications (ComCom), le régulateur des médias (celles de 2026 n'étant pas encore disponibles). Or, depuis le 1er avril 2025, des amendements à la loi géorgienne sur la radiodiffusion [interdisent](#) aux diffuseurs de recevoir des fonds de puissances étrangères, à l'exception de la publicité commerciale. À ce stade, les autorités géorgiennes n'ont toutefois pris aucune mesure concernant Obiektivi. Dans le même temps, le Bureau anti-corruption – organisme absorbé le 2 mars par la Cour des comptes – a ouvert à l'automne dernier des enquêtes visant plusieurs entités gérant des médias indépendants pour des soupçons de financement étranger, dont RealPolitika ou iFact.

I PROPAGANDES CROISÉES, CHINOISE ET RUSSE

Si la Russie de Vladimir Poutine reste de loin l'acteur d'influence le plus puissant en Géorgie, la Chine a nettement renforcée la présence de son narratif dans l'espace informationnel du pays depuis 2022, dans un contexte marqué par l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et la montée de discours souverainistes et anti-occidentaux dans le débat public géorgien. La signature, en juillet 2023, d'un [partenariat stratégique](#) entre Tbilissi et Pékin – couvrant la coopération politique, économique, technologique et culturelle – marque une nouvelle étape dans cette visibilité accrue.

À cette période, les [reproductions d'articles du Global Times](#) se multiplient dans plusieurs médias géorgiens. Ce quotidien anglophone affilié au Parti communiste chinois devient une source régulière de contenus traduits et relayés localement. Les titres donnent le ton : « Mutinerie de Wagner : l'Occident confond ses vœux pieux avec la réalité » (Tbilisi Post),

ou encore « L'attaque de drone contre le Kremlin est une provocation visant à intensifier le conflit en Ukraine » (Georgia and the World).

Ces reprises illustrent l'émergence d'un écosystème informationnel où les narratifs chinois et russes se recourent et se renforcent mutuellement. « Georgia First News en est un bon exemple », affirme Salome Giunashvili, coordinatrice de projets de recherche à la Media Development Foundation (MDF), une ONG fondée par des journalistes. Ce média en ligne est lié à Vakhtang (Vato) Shakarishvili, ancien membre du parti au pouvoir Rêve géorgien, qui a ensuite fondé le mouvement civique « Georgia First » ainsi que le mouvement public « United Neutral Georgia », opposé à l'intégration de la Géorgie dans l'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). « *Plus largement, les contenus du Global Times sont utilisés dans un contexte anti-occidental par plusieurs médias géorgiens, pro-Kremlin ou proches du gouvernement*, explique la chercheuse. *Les positions défendues reprennent étroitement les narratifs du Kremlin, tout en circulant sans passer par des sources russes.* »

I L'ÉCHO GÉORGIEN DES RÉCITS DE PÉKIN

Dans le même temps, le ministère des Affaires étrangères chinois diffuse régulièrement sur ses plateformes des textes [critiquant l'aide internationale américaine](#) ou [accusant](#) des organisations comme la National Endowment for Democracy (NED ou « Fondation pour la démocratie ») de chercher à déstabiliser des États étrangers. Ces prises de position entrent en résonance avec certains discours politiques locaux, qui présentent la Chine comme un partenaire alternatif aux acteurs occidentaux. Le Premier ministre géorgien Irakli Kobakhidze a ainsi [déclaré](#) que la Chine constituait « la seule superpuissance pacifique dans la politique mondiale », tandis que le président du Parlement a [estimé](#) que l'abstention de Pékin sur une résolution de l'ONU concernant les personnes déplacées des régions indépendantistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud équivalait, pour la Géorgie, à un soutien.

Plus globalement, [une analyse](#) du Digital Forensic Research Lab (DFRLab) du think tank américain l'Atlantic Council identifie trois narratifs récurrents promus en Géorgie. La Chine y est d'abord présentée, en contraste avec les États-Unis et l'Occident, comme une grande puissance respectueuse de la souveraineté de la Géorgie. Son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU est ensuite mis en avant comme un atout potentiel pour la médiation dans les questions territoriales géorgiennes, certains acteurs la présentant comme une alternative à l'influence occidentale dans les forums internationaux. Enfin, ce rapprochement est parfois inscrit dans une lecture plus symbolique de la place de la Géorgie, décrite comme un « pont » historique entre l'Orient et l'Occident.

Cette influence se déploie dans un paysage médiatique géorgien de plus en plus fragilisé. Entre pressions politiques, législation restrictive et difficultés de financement, de nombreux médias indépendants peinent à survivre. [Plus de 600 violations](#) visant des journalistes et des médias ont été recensées entre octobre 2024 et novembre 2025. Dans ce contexte, les stratégies d'influence étrangères trouvent un terrain d'autant plus favorable pour s'ancrer dans l'espace informationnel géorgien.

CHINA'S CREEPING INFLUENCE ON GEORGIA'S INFORMATION SPACE

★ Published 16 March 2026 on [RSF.org](#)

Since 2022, Beijing has been gradually strengthening its influence on Georgia's information space. The Chinese authorities rely on local intermediaries — particularly outlets that are pro-Kremlin and favour the Georgian government — to promote their narratives.

It sounds like a segment from Chinese state television: a 50-minute programme devoted to China's achievements, hosted by two presenters standing in front of a map of the country topped with the communist flag, followed by a long sequence broadcasting official images. Instead, this was broadcast in Georgia on the television channel Obiektivi. "Chinese Panorama" describes itself as a weekly news programme devoted to current affairs in China.

Produced using content provided by China Media Group — China's largest state-owned broadcasting company — each programme amounts to nearly an hour of praise of Beijing's economic, cultural and diplomatic successes. Sensitive topics, like the repression of Uyghurs in the autonomous region of Xinjiang or the protests in Hong Kong, are carefully avoided. This format is illustrative of Beijing's foreign influence strategy, which seeks to shape international perceptions of China by concealing damaging information and promoting a positive image of the country.

The Chinese embassy in Georgia [funds](#) Obiektivi for this programme, as shown [by the 2025 data](#) published on the website of the Communications Commission (ComCom), the country's media regulator. The 2026 data is not yet available. However, since 1 April 2025, amendments to Georgia's Law on Broadcasting have [prohibited broadcasters](#) from receiving funds from foreign powers, with the exception of commercial advertising. The Georgian authorities have not taken any measures in response to Obiektivi's apparent breaches of this law. The Anti-Corruption Bureau — which was absorbed on 2 March by the State Audit Office — opened investigations last autumn into several entities managing independent media outlets on suspicion of accepting foreign funding, including RealPolitika and iFact.

CHINA AND RUSSIA'S INTERTWINED PROPAGANDA

While Vladimir Putin's Russia remains by far the most influential foreign power in Georgia, China has significantly strengthened the presence of its narratives in the country's information space since 2022, amid Russia's full-scale invasion of Ukraine and the rise of sovereigntist and anti-Western discourse in Georgian public debate. The signing of a [strategic partnership](#) between Tbilisi and Beijing in July 2023 — covering political, economic, technological and cultural cooperation — marked a new stage in the spread of China's narrative in Georgia.

During that period, [reprints of articles from the Global Times](#) — an English-language daily editorially aligned with the Communist Party of China — multiplied across several Georgian outlets. Content from the Global Times is now regularly translated and relayed locally. The headlines set the tone: "Wagner mutiny: the West is mistaking wishful thinking

for reality" (Tbilisi Post) and "The drone attack on the Kremlin is a provocation aimed at intensifying the conflict in Ukraine" (Georgia and the World).

These reshared articles illustrate the emergence of an information ecosystem in which Chinese and Russian narratives overlap and mutually reinforce one another. "Georgia First News is a good example of this," says Salome Giunashvili, research project coordinator at the Media Development Foundation (MDF), an NGO founded by journalists. This online outlet is linked to Vakhtang (Vato) Shakarishvili, a former member of the ruling Georgian Dream party, who later founded the civic movement Georgia First as well as the public movement United Neutral Georgia, which opposes Georgia's integration into the European Union and the North Atlantic Treaty Organisation (NATO). "More broadly, Global Times content is used in an anti-Western context by several pro-Kremlin and pro-government Georgian-language media outlets," the researcher explains. "The promoted positions closely mirror Kremlin narratives, yet circulate without going through Russian sources."

THE GEORGIAN ECHO OF BEIJING'S NARRATIVES

The Chinese Ministry of Foreign Affairs regularly publishes texts on its platforms [criticising United States international aid](#) or [accusing](#) organisations such as the National Endowment for Democracy (NED) of seeking to destabilise foreign states. These positions resonate with certain local political narratives, which present China as an alternative partner to Western actors. Georgian Prime Minister Irakli Kobakhidze has thus [said](#) that China is "the only peaceful superpower in global politics," while the Speaker of Parliament has [argued](#) that Beijing's abstention on a United Nations resolution concerning displaced persons from the separatist regions of Abkhazia and South Ossetia amounted to support for Georgia.

More broadly, [an analysis](#) by the Digital Forensic Research Lab (DFRLab) from the US think tank The Atlantic Council identifies three recurring narratives promoted in Georgia. First, in contrast with the United States and the West, China is presented as a major power that respects Georgia's sovereignty. Second, China's status as a permanent member of the United Nations Security Council is highlighted as a potential asset for mediation on Georgia's territorial issues, with some actors presenting it as an alternative to Western influence in international forums. Third, the rapprochement is sometimes framed using a more symbolic lens that frames Georgia as a historic "bridge" between East and West.

China's influence is growing as Georgia's media landscape becomes increasingly fragile. Amid political [pressure](#), restrictive legislation and funding difficulties, many independent media outlets are struggling to survive. In this context, Georgia's information space has provided particularly fertile ground for foreign influence to take hold.

RSF RECOMMENDATIONS TO DEMOCRATIC GOVERNMENTS

3

RECOMMANDATIONS RSF
À DESTINATION DES ÉTATS
DÉMOCRATIQUES

4

RSF'S WORK CONCERNING CHINA

L'ACTION DE
RSF EN CHINE

RECOMMANDATIONS RSF REPORTERS SANS FRONTIÈRES

À DESTINATION DES ÉTATS DÉMOCRATIQUES

Ces dernières années, le Parti communiste chinois a intensifié ses efforts pour façonner les récits sur la scène internationale au moyen de campagnes de propagande coordonnées. Il cherche ainsi à instaurer ce qu'il présente comme un « nouvel ordre mondial des médias », tout en sapant le journalisme indépendant fondé sur les faits. Ces campagnes s'inscrivent également dans une stratégie de répression transnationale visant les journalistes chinois et étrangers qui critiquent Pékin. Dans le même temps, la Chine resserre ses liens avec des États autoritaires qui partagent ses orientations, tels que la Russie, en leur ouvrant l'accès à ses plateformes de réseaux sociaux étroitement contrôlées et en relayant leurs messages par l'intermédiaire de ses médias d'État.

Lorsqu'ils envisagent les moyens de lutter contre les manipulations de l'information orchestrées par la Chine de Xi Jinping, les États démocratiques doivent résister à la tentation de remettre en cause les principes qui les distinguent des régimes autoritaires, tels que liberté, indépendance et pluralisme des médias. Ils devraient au contraire considérer le journalisme indépendant comme un atout efficace pour restaurer la confiance du public, donner aux citoyens les moyens d'agir et, à terme, combattre la désinformation.

1. Protéger les espaces informationnels démocratiques

Face à la montée de la désinformation dans le monde, les États démocratiques devraient faire évoluer leur conception traditionnelle de la « libre circulation de l'information » et réaffirmer leur souveraineté sur leurs espaces informationnels. Ils devraient mettre en place des mécanismes de régulation qui conditionnent l'accès aux espaces informationnels nationaux au respect de règles définies démocratiquement et destinées à protéger l'indépendance, l'intégrité et le pluralisme des médias. Ce type de cadre réglementaire repose sur trois piliers :

- **Égalité de traitement** : les mêmes règles devraient s'appliquer à tous les médias accessibles dans un espace informationnel donné, quel que soit leur lieu d'établissement. Les médias d'État chinois devraient donc se conformer aux règles du pays dans lequel leurs programmes sont accessibles, sur l'ensemble des plateformes, y compris les services numériques et réseaux satellitaires.
- **Contrôle indépendant** : les autorités de régulation indépendantes doivent disposer des ressources et compétences nécessaires pour procéder à une évaluation approfondie des médias basés en Chine, notamment le pouvoir d'exiger une transparence totale sur leur actionnariat et leurs sources de financement, y compris leurs recettes publicitaires.
- **Mesures restrictives** : lorsque l'évaluation indépendante fait apparaître des doutes sérieux et étayés quant à l'indépendance éditoriale des médias concernés, et qu'il est établi que ceux-ci agissent pour le compte du gouvernement chinois afin de diffuser délibérément de la propagande et de la désinformation, des mesures proportionnées, ciblées et limitées dans le temps doivent être prises à l'encontre des médias basés en Chine, des plateformes numériques et des autres entités ou individus. Ces mesures devraient notamment prévoir la suspension de la diffusion des contenus du média concerné.

2. Imposer aux plateformes en ligne de mettre en avant les sources d'information fiables

Les citoyens des pays démocratiques devraient bénéficier d'un droit effectif d'accès à une diversité de sources d'information fiables. Il s'agit d'organisations assumant une responsabilité éditoriale dont la mission est de produire des contenus d'intérêt public dans le respect des normes professionnelles et éthiques du journalisme définies dans le cadre de dispositifs d'autorégulation, tels que la Journalism Trust Initiative ou d'initiatives équivalentes. C'est pourquoi les États démocratiques devraient adopter une loi imposant aux plateformes numériques et aux acteurs de l'intelligence artificielle (IA) d'assurer une visibilité suffisante sur leurs services aux sources d'information fiables.

3. Protéger l'intégrité des journalistes et la pérennité des médias en exil

Alors que la répression transnationale visant les journalistes s'intensifie, en particulier sous l'action du régime chinois et d'autres gouvernements autoritaires, les États doivent agir pour les protéger. Au-delà de la protection de leur sécurité physique, des mesures doivent également être prises pour soutenir les journalistes contraints à l'exil et leur permettre de poursuivre leur travail de manière durable.

Lutter contre la répression transnationale :

- Garantir le respect du principe de non-refoulement, afin de protéger les journalistes exposés au risque de renvoi de force en Chine ou de remise à un pays tiers agissant à la demande de Pékin.
- Former les forces de l'ordre et agents des principales administrations publiques à reconnaître les différentes formes de répression transnationale et leurs conséquences, ainsi que veiller à ce que les crimes commis contre les journalistes fassent systématiquement l'objet de signalements.

RSF REPORTERS WITHOUT BORDERS RECOMMENDATIONS TO DEMOCRATIC GOVERNMENTS

In recent years, the Chinese Communist Party has intensified efforts to shape global narratives through coordinated propaganda campaigns, seeking to establish what it calls a “new world media order” while undermining independent, fact-based reporting. These campaigns extend into transnational repression, targeting Chinese and foreign journalists critical of Beijing. At the same time, China is strengthening ties with like-minded authoritarian states such as Russia, granting them access to its tightly controlled social media platforms and amplifying their messaging through its state-run media outlets.

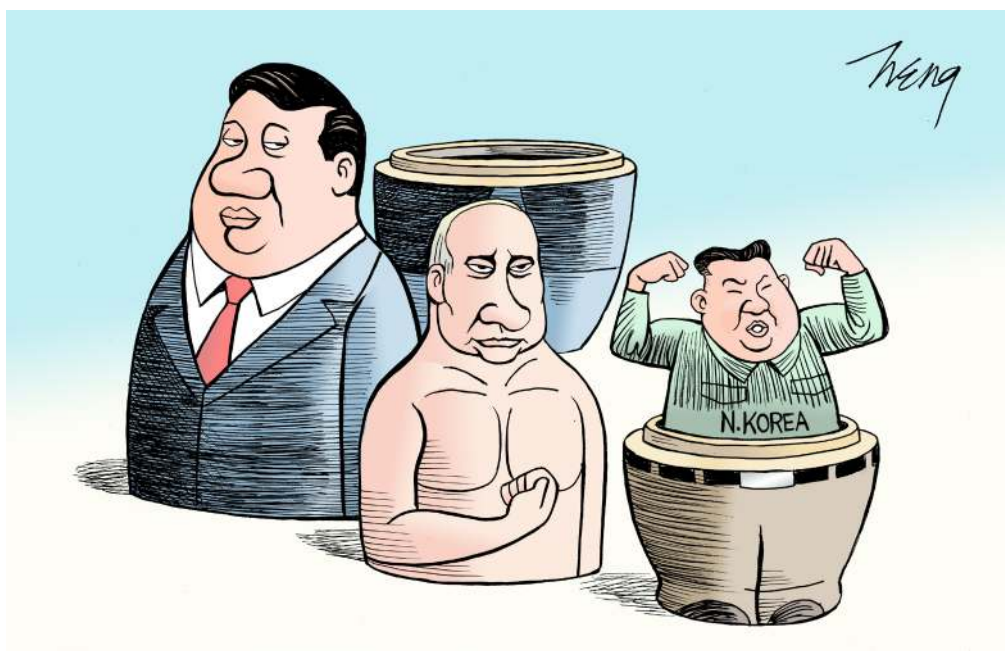
When considering policy options to combat Chinese information manipulation, democratic governments have to resist the temptation to violate principles — such as media freedom, independence and pluralism — that separate them from authoritarian regimes. They should value independent journalism as an effective asset to rebuild public trust, empower citizens and ultimately tackle disinformation.

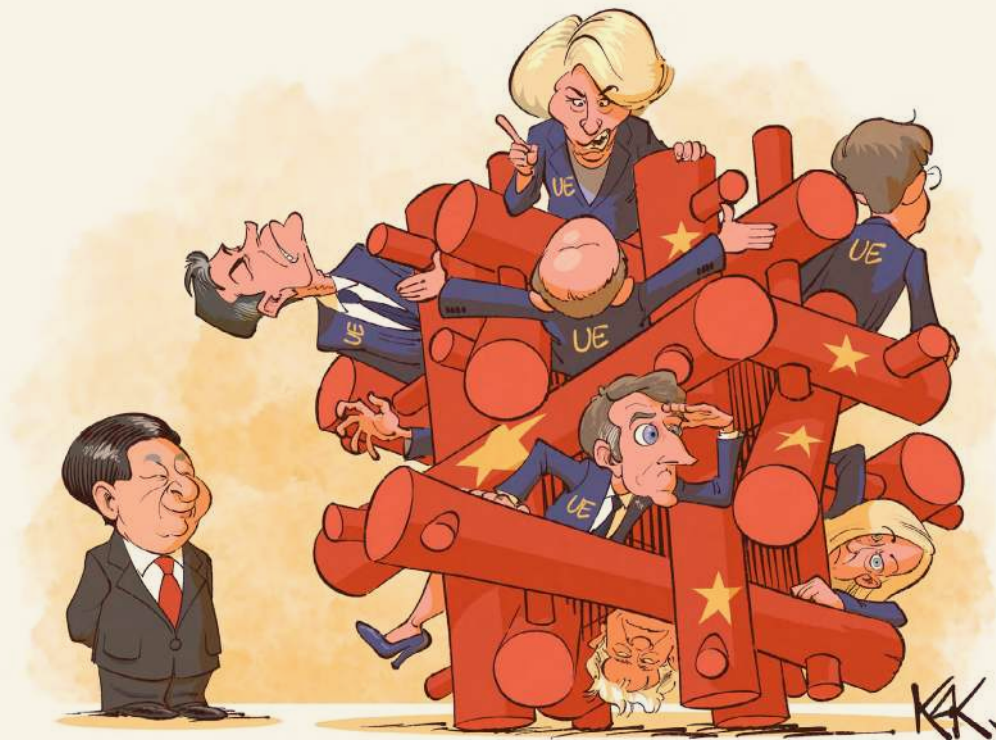
1. PROTECT DEMOCRATIC INFORMATION SPACES

In the face of growing disinformation globally, democratic governments should evolve from the traditional “free flow of information” perspective and reassert sovereignty over their information spaces. They should establish regulatory mechanisms that make access to national information spaces subject to compliance with democratically established rules protecting media independence, integrity and pluralism. Such a regulatory framework rests on three pillars:

- **Equal treatment:** identical rules should apply to all media outlets accessible in a given information environment, irrespective of their place of establishment. Chinese state-media should therefore abide by the rules of the country where their programmes are available, on all platforms (digital and satellite).

- **Independent monitoring:** Ensure independent regulatory authorities have the competence and resources to conduct a thorough assessment of China-based media, including the ability to require full disclosure of their ownership and funding sources, including advertising revenue.
- **Restrictive measures:** In cases where the independent assessment leads to serious and evidenced doubts about the editorial independence of the media outlets concerned, and there is proof the outlet is acting on behalf of the Chinese government to deliberately disseminate propaganda and disinformation, measures that are proportionate, targeted and time-limited must be adopted against China-based media outlets, digital platforms and other entities or individuals. These measures should include suspending the content distribution of the media outlet in question.





© Kak (France) Cartooning for Peace

- Mettre en place des garanties protégeant les journalistes et leurs sources à l'égard de la surveillance numérique, et faire figurer dans les rapports gouvernementaux sur les droits humains les informations relatives aux violations des droits commises au moyen de dispositifs de surveillance numérique.
- Mettre en place un mécanisme de protection d'urgence adapté, permettant aux journalistes en exil confrontés à de graves menaces contre leur intégrité physique de bénéficier rapidement d'une aide.

Soutenir la viabilité économique des médias en exil :

- Accorder des visas de longue durée dans le cadre de procédures accélérées aux journalistes fuyant les persécutions et faciliter l'obtention de titres de séjour et d'autorisation de travail, afin que l'exil ne signifie pas la fin de leur activité professionnelle.
- Assurer un financement pérenne à des initiatives telles que le Journalism in Exile Fund (JX Fund) et donner la priorité au soutien en faveur du journalisme d'investigation portant sur les ingérences étrangères, la corruption et les partenariats médiatiques opaques.
- Soutenir la formation des journalistes en exil dans les domaines de la cybersécurité, des enquêtes numériques, de la gestion financière, de la protection juridique et de la sécurité physique.

4. Faire pression sur le régime chinois pour qu'il mette fin à la répression de la liberté de la presse

Les États démocratiques ne doivent pas laisser la normalité des relations diplomatiques occulter l'ampleur de la répression du journalisme menée par Pékin en Chine. Ils devraient porter les revendications suivantes à chaque occasion, dans leurs relations bilatérales comme dans les enceintes multilatérales :

- **Libérer tous les journalistes** : demander la libération des 120 journalistes professionnels et défenseurs de la liberté de la presse actuellement détenus en Chine pour des motifs liés à leur activité journalistique, parmi lesquels Jimmy Lai, Zhang Zhan, Dong Yuyu et Gui Minhai.
- **S'appuyer sur les propres lois chinoises** : exiger des autorités chinoises qu'elles cessent d'enlever, d'arrêter, de détenir et de torturer des journalistes et des défenseurs de la liberté de la presse pour avoir rendu compte de l'actualité. De telles pratiques sont contraires aux garanties prévues par la Constitution chinoise elle-même qui interdit la « détention illégale » (article 37), consacre les principes de respect de la « dignité de la personne » (article 38) et d'inviolabilité du domicile (article 39), ainsi qu'aux engagements internationaux pris par la Chine.
- **Permettre aux journalistes étrangers d'exercer librement en Chine** : exiger des autorités chinoises qu'elles cessent d'entraver le travail des correspondants étrangers et qu'elles leur accordent une accréditation dans le cadre d'une procédure ouverte et transparente, plutôt que d'utiliser l'accréditation comme moyen de pression ou de représailles.
- **Mettre fin à la censure et à la surveillance** : exiger la fin du système de censure et de surveillance en ligne visant les journalistes, pratique qui constitue une violation flagrante de la liberté et du secret des communications garantis aux citoyens chinois par l'article 40 de la Constitution.

2. REQUIRE ONLINE PLATFORMS TO PROMOTE TRUSTED SOURCES OF INFORMATION ONLINE

Citizens in democratic countries should be guaranteed an effective right to access a diverse array of trusted sources of information, which are defined as editorially responsible organisations whose purpose is to produce public-interest content in accordance with professional and ethical journalistic standards established in self-regulatory frameworks, such as the Journalism Trust Initiative or other equivalents. That is why democratic governments should legally require digital platforms and AI actors to ensure due prominence of trusted sources of information within their services.

3. PROTECT JOURNALISTS' INTEGRITY AND THE SUSTAINABILITY OF EXILED MEDIA

As transnational repression targeting journalists is on the rise, particularly by the Chinese regime and other authoritarian governments, states must take action to protect them. Beyond physical safety, measures are also needed to support journalists forced into exile and ensure that they can continue their work sustainably.

Fight transnational repression:

- Guarantee the principle of non-refoulement is respected to protect journalists at risk of being forcibly returned to China or handed to a third country acting on Beijing's requests.
- Train law enforcement officials and personnel at key government agencies to recognise forms and effects of transnational repression, and ensure crimes against journalists are consistently reported.
- Adopt safeguards to protect journalists and their sources from digital surveillance and include information about rights violations carried out via digital surveillance in governmental human rights reports.
- Provide an appropriate rapid response protection mechanism for individual journalists in exile facing serious threats to their physical integrity.

Support the economic viability of exiled media

- Deliver long-term visas through a fast-tracked procedure for journalists fleeing persecution, and facilitate residence and work permits so exile does not mean professional exile.
- Provide long-term funding for mechanisms like the Journalism in Exile Fund (JX Fund) and prioritise support for investigative reporting on foreign influence, corruption and opaque media partnerships.

- Support training for journalists in exile in cybersecurity, digital investigations, financial management, legal protection and physical security.

4. PRESSURE THE CHINESE REGIME TO STOP CRACKING DOWN ON PRESS FREEDOM

Democratic governments must not let diplomatic normality obscure the scale of Beijing's crackdown on journalism at home. They should press these demands at every opportunity, bilaterally and multilaterally.

- **Release all journalists:** Urge for the release of all 120 professional journalists and press freedom defenders currently detained in China in connection with their journalism activities, including **Jimmy Lai, Zhang Zhan, Dong Yuyu and Gui Minhai**.
- **Invoke China's own laws:** Demand that Chinese authorities stop abducting, arresting, detaining and torturing journalists and press freedom defenders for reporting the news — conduct that violates the Chinese Constitution's own guarantees for "personal dignity" (Article 38), the inviolability of the home (Article 39) and against "unlawful detention" (Article 37), as well as China's international commitments.
- **Open China to foreign reporting:** Demand that Chinese authorities stop impeding the work of foreign correspondents and grant them accreditation through an open, transparent process, rather than weaponising press accreditation to exert pressure and retaliation.
- **End censorship and surveillance:** Demand an end to the system of online censorship and surveillance of journalists, a flagrant violation of the freedom and privacy of correspondence guaranteed to Chinese citizens under Article 40 of the Constitution.

L'ACTION DE RSF EN CHINE

RSF suit et documente l'intensification de la répression du journalisme et des activités d'investigation par le régime, ainsi que les technologies mises au point pour contourner la censure. L'organisation fournit également des ressources en matière de sécurité et soutient les initiatives de la société civile visant à défendre le droit du public chinois à l'information.



I RAPPORT 2021 DE RSF : « LE GRAND BOND EN ARRIÈRE DU JOURNALISME EN CHINE »

En décembre 2021, RSF a publié le rapport *Le grand bond en arrière du journalisme en Chine*, qui [documente](#) l'intensification de la campagne menée par Pékin contre la liberté de la presse dans le pays. Publié en dix langues, le rapport constate que la Chine était alors le pays qui emprisonnait le plus grand nombre de professionnels des médias au monde, les journalistes ouïghours représentant plus de la moitié des cas recensés. Il met également en évidence la pression croissante exercée sur les correspondants étrangers, notamment une tendance aux départs forcés observée depuis 2020, sous l'effet de pressions liées aux visas et de la surveillance.

Le rapport détaille également le recours à la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong pour poursuivre des journalistes et défenseurs de la liberté de la presse, notamment Jimmy Lai, ainsi que la fermeture forcée du média qu'il avait fondé, *Apple Daily*. Il étend par ailleurs son analyse au-delà des frontières chinoises, en examinant les opérations de propagande menées à l'échelle mondiale par CGTN, ainsi que les pressions diplomatiques exercées sur les médias indépendants.

I CERCLE 19 : SOUTENIR LE DROIT À L'INFORMATION EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Depuis sa création en 2019, RSF soutient le groupe indépendant Cercle 19 dans son combat pour faire respecter le droit à l'information en Chine. Composé de professionnels des médias et d'experts issus de la diaspora chinoise et de la communauté internationale, Cercle 19 [défend](#) le droit à l'information en s'appuyant sur des sources intellectuelles chinoises. Grâce à des travaux de recherche universitaires rigoureux, ainsi qu'à la traduction et à l'archivage au fil des ans d'enquêtes à fort impact menées depuis la Chine, le groupe montre que, contrairement aux récits véhiculés par le régime chinois, le droit à l'information est non seulement profondément ancré dans les traditions, l'histoire et le système politique chinois, mais demeure aussi bien vivant en Chine.

I LES OPÉRATIONS D'AIDE D'URGENCE DE RSF

Par l'intermédiaire de son bureau d'assistance, RSF soutient les journalistes et les médias confrontés à des situations d'urgence partout dans le monde, notamment en Chine. En leur apportant une aide financière, juridique, administrative et médicale, ainsi que du matériel, RSF leur permet de poursuivre leur travail dans des conditions difficiles et dangereuses. En 2025, RSF a ainsi apporté son soutien à 749 journalistes en danger dans 76 pays, avec plus de 55 % des fonds versés en faveur de journalistes en exil. Depuis 2019, RSF a aidé plus de 60 journalistes chinois et hongkongais.

I LES INITIATIVES DE RSF EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

RSF travaille également avec des partenaires locaux et s'appuie sur son réseau d'experts pour proposer des programmes de formation destinés à renforcer les compétences, la sécurité et la résilience des journalistes travaillant dans des environnements de plus en plus complexes et dangereux à travers le monde, notamment en Chine. Ces formations leur fournissent les outils nécessaires pour exercer leur métier en toute sécurité, de manière indépendante et dans le respect de l'éthique journalistique. Près de 1 450 journalistes couvrant la Chine, y compris Hong Kong, ont déjà bénéficié de plus de 80 sessions de formation, en ligne ou en présentiel, dispensées en mandarin, en cantonais et en anglais.



© RSF

RSF'S WORK CONCERNING CHINA

RSF tracks and documents the Chinese regime's escalating repression of journalism and investigative reporting, and its censorship-circumvention technology. The NGO also provides safety resources to journalists and supports civil society actions defending the Chinese public's right to information.

RSF'S 2021 REPORT: "THE GREAT LEAP BACKWARDS OF JOURNALISM IN CHINA"

In December 2021, RSF published "The Great Leap Backwards of Journalism in China", a report [documenting](#) Beijing's escalating campaign against press freedom within Chinese borders. The report, published in ten languages, found China was the world's leading jailer of media workers, with Uyghur journalists accounting for more than half of the cases, and documented the increased pressure on foreign correspondents, noting a pattern of forced departure since 2020 through visa-related pressure and surveillance.

The report also detailed the use of the National Security Law in Hong Kong to prosecute journalists and press freedom defenders, including **Jimmy Lai** and the forced closure of his media *Apple Daily*. The report extended its analysis beyond China's borders, covering CGTN's global propaganda broadcasts and diplomatic pressure on independent media.



CIRCLE 19: SUPPORTING THE RIGHT TO INFORMATION IN THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

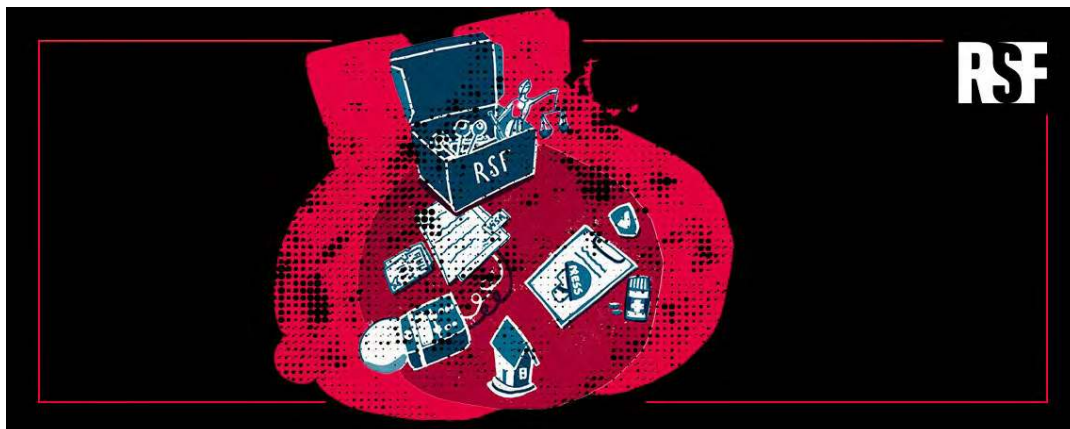


Since its creation in 2019, RSF has supported the independent group Circle 19 in its work to uphold the right to information in China. Composed of media professionals and experts from the Chinese diaspora and the international community, the Circle 19 group [advocates](#) for the right to information on the basis of Chinese intellectual sources. By conducting rigorous academic research and translating

and archiving impactful investigations from inside China throughout the years, it demonstrates that the right to information is not only deeply rooted in China's traditions, history and political system — challenging narratives promoted by the Chinese regime — but also that it is still alive in China.

RSF'S EMERGENCY ASSISTANCE OPERATIONS

Through its Assistance Office, RSF supports journalists and media outlets facing emergency situations around the world, notably in China. By providing financial, legal, administrative and medical aid, as well as equipment, RSF helps journalists continue their work in challenging and dangerous circumstances. In 2025 alone, RSF supported 749 journalists at risk in 76 countries, with more than 55% of the funds dedicated to journalists in exile. Since 2019, RSF has provided aid to more than 60 Chinese and Hong Kong-based journalists.



© RSF

LE SITE « RESSOURCES POUR LES JOURNALISTES » DE RSF

Le site « Ressources pour les journalistes » de RSF (resources.rsf.org/fr/) met gratuitement à la disposition des professionnels des médias des guides et protocoles de sécurité multilingues, conçus pour ceux qui travaillent dans des environnements à haut risque. Entièrement accessible en chinois simplifié et traditionnel, il constitue une boîte à outils essentielle pour les journalistes couvrant la Chine, qu'ils travaillent comme correspondants étrangers ou en exil. La plateforme propose des conseils pratiques pour contourner la surveillance numérique, protéger les sources vulnérables et gérer les risques juridiques ou physiques, ainsi que des méthodes d'enquête en sources ouvertes (OSINT) et un accompagnement en matière de santé mentale. En mettant à disposition des ressources permettant de suivre la propagande d'État et les opérations d'influence informationnelle, RSF offre aux journalistes du monde entier les moyens d'enquêter en toute sécurité sur des sujets complexes liés à la Chine, tout en préservant leur déontologie éditoriale.



OPÉRATION « COLLATERAL FREEDOM »

En 2015, RSF a lancé l'opération « Collateral Freedom », un programme de lutte contre la censure qui permet d'accéder à plus de 170 médias censurés et bloqués dans 39 pays à travers le monde, en créant des sites miroirs de leurs sites internet. Cette méthode repose sur une logique de « dommages collatéraux » : en hébergeant ces sites miroirs sur de grands réseaux de diffusion de contenu, RSF rend leur blocage aussi coûteux que celui de l'ensemble du service cloud, ce qui dissuade les censeurs. Les utilisateurs peuvent accéder directement aux contenus miroirs depuis un navigateur classique, sans avoir à installer de logiciel de contournement de la censure. Par exemple, *Voice of Tibet*, une station de radio internationale diffusant à la fois en tibétain et en mandarin, a bénéficié de 16 sites miroirs en 2025. RSF a également débloqué le site d'*Uyghur Post*, l'un des rares médias en langue ouïghoure à rendre compte des exactions commises par les autorités au Turkestan oriental.

THE JOURNALISM TRUST INITIATIVE (JTI)

Lancée par RSF en 2019, la Journalism Trust Initiative (JTI) est une norme internationale [destinée à promouvoir un journalisme fiable](#). À l'heure où la désinformation prolifère et où l'IA artificielle connaît un développement rapide, sans cadre réglementaire suffisant, la JTI établit des critères clairs en matière de transparence, d'éthique et d'indépendance éditoriale au sein des rédactions. Elle est devenue un outil essentiel pour renforcer la confiance entre les médias d'information et leurs publics. Plus de 2 600 médias dans 135 pays participent au processus JTI.

| RSF'S CAPACITY BUILDING INITIATIVES

RSF also works with local partners and its network of experts to deliver training programmes aimed at strengthening the skills, safety and resilience of journalists working in increasingly complex and dangerous environments around the world, including China. RSF's training programmes equip media professionals with the tools they need to report safely, independently and ethically. Nearly 1,450 journalists covering China, including Hong Kong, have already benefited from more than 80 online and in-person training sessions delivered in Mandarin, Cantonese and English.

| RSF'S RESOURCES FOR JOURNALISTS WEBSITE

The RSF Resources for Journalists website (resources.rsf.org) provides free, multilingual guides and safety protocols for media professionals operating in high-risk environments. Fully accessible in Simplified and Traditional Chinese, it is an essential toolkit for journalists covering China, whether reporting on the ground, as foreign correspondents, or from exile. The platform offers actionable guidance on evading digital surveillance, securing sensitive sources and managing legal and physical risks, alongside open source intelligence (OSINT) methods and mental health support. By sharing resources to track state propaganda and information operations, RSF helps equip reporters worldwide to safely investigate complex China-related issues while maintaining editorial ethics.



| OPERATION COLLATERAL FREEDOM

In 2015, RSF launched the operation Collateral Freedom, an anti-censorship program that provides access to over 170 censored media outlets blocked in 39 countries worldwide by mirroring their websites. The method relies on a logic of “collateral damage”: by hosting mirror sites on major content delivery networks, RSF makes blocking the mirror sites as costly as blocking the entire cloud service, which deters censors. Users reach the mirrored content directly through a standard browser, with no need to install circumvention software. For example, *Voice of Tibet*, an international radio station broadcasting in both Tibetan and Mandarin, was given 16 mirror sites in 2025. RSF also unblocked the *Uyghur Post* website, one of the few Uyghur-language media outlets reporting on abuses by the authorities in East Turkestan (Xinjiang Autonomous Region) where most Uyghurs live, which has become an information black hole as a result of the regime's repression.



| THE JOURNALISM TRUST INITIATIVE (JTI)

Initiated by RSF in 2019, the Journalism Trust Initiative (JTI) is an international standard [designed to promote trustworthy journalism](#). At a time of proliferating disinformation and the rapid development of unregulated artificial intelligence, the JTI establishes clear criteria for transparency, ethics and editorial independence within newsrooms. It has become an essential tool for strengthening trust between news media and their audiences. More than 2,600 media outlets in 135 countries are involved in the JTI process.





For 40 years, REPORTERS WITHOUT BORDERS (RSF) has defended media freedom, independence and pluralism all over the world. Headquartered in Paris with 14 bureaus and sections and more than 150 correspondents worldwide, it has consultative status with the United Nations and UNESCO.